

## Laborieuses tractations au sommet de Bonn pour parvenir à un compromis

La dernière séance de travail du sommet de Bonn s'est ouverte samedi matin 4 mai sans qu'un compromis ait pu être dégagé la nuit précédente sur la date d'ouverture de négociations commerciales au sein du GATT. La France s'est opposée

vendredi à ce que le début de l'année 1986 soit retenue pour préserver la politique agricole commune de la CEE. Elle est venue à défendre ce point de vue en Europe, M. Craxi, le premier ministre italien, ayant rallié la position américaine. Le seul

compromis acceptable pour la délégation française, disait-on samedi matin à Bonn, serait que le communiqué final ne mentionnât pas l'année 1986, mais évoquât l'ouverture de négociations commerciales « le plus tôt possible ».

### De nos envoyés spéciaux

Bonn. — Les «sherpas», c'est-à-dire les représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, ont passé une bonne partie de la nuit de vendredi à samedi à essayer de préparer une solution de compromis acceptable par les sept chefs de délégation, qui ont repris leurs travaux samedi matin 4 mai, au bord du Rhin. Les principales questions à régler étaient la date de l'ouverture des négociations commerciales internationales et leur contenu. Il s'agissait en outre de lier à ce processus, d'une façon ou d'une autre, la mise en route de négociations visant à améliorer le fonctionnement du système monétaire international, selon le vœu exprimé il y a deux ans au sommet de Williamsburg par le président Mitterrand.

Comme il est normal à la veille du jour décisif de la rédaction du communiqué final, la journée de vendredi aura été marquée par la mise en relief des oppositions. Isolés ou pas, M. François Mitterrand a tiré parti des engagements pris entre les membres de la Com-

munauté économique européenne, notamment à l'occasion de leur conseil des ministres du 19 mars dernier, pour tenir tête aux Américains et refuser de signer un premier texte qui comportait la fixation d'une date, début 1986, pour l'ouverture des négociations commerciales au sein du GATT (institution chargée à Genève d'administrer l'accord sur le commerce et les tarifs douaniers).

M. Michel Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a expliqué que le premier souci du président de la République était de défendre

les intérêts des agriculteurs. De là le refus français de s'engager sans garantie dans un processus de négociations commerciales dans lequel la politique agricole commune de Bruxelles risquerait d'être remise en cause.

D'après la délégation française, une nouvelle négociation commerciale, qui s'engagerait sur la base des travaux préparatoires effectués au sein du GATT, commencerait sans doute par s'attaquer précisément aux problèmes agricoles, avec tous les risques que cela comporte pour la Communauté en général et la France en

particulier. Rappelant les termes du communiqué signé par les Dix, le 19 mars dernier, M. Vauzelle a déclaré que si la France est d'accord sur le principe d'une négociation, il conviendrait que celle-ci porte sur « un paquet équilibré de sujets [telle que la formule qui figure dans le communiqué bruxellois] dans lequel tous les participants trouveraient leur avantage ».

BERNARD BRIGOULEUX  
et PAUL FABRA.

(Lire la suite page 3.)



## Deux sociétés françaises dans la « guerre des étoiles »

Des entreprises industrielles, des laboratoires et des universités de cinq pays alliés des Etats-Unis, dont la France, ont accepté, à ce jour, de coopérer avec la Strategic Defense Initiative Organization (SDIO) qui, sous la responsabilité du général James Abrahamson, est chargée de lancer des recherches « tous azimuts » pour déterminer la technologie adaptée à une défense spatiale contre les missiles adverses (autrefois dite la « guerre des étoiles »). La participation française — malgré les réserves officielles du gouvernement sur le fond du projet — concerne directement deux sociétés : le groupe Thomson-CSF, pour des lasers, et la Compagnie industrielle des lasers (CILAS), pour des miroirs dans l'espace.

Le projet américain de SDI (Strategic Defense Initiative) consiste à installer dans l'espace un réseau défensif qui puisse, en faisant appel à des technologies d'avant-garde, former un bouclier, plus ou moins étanche, contre les missiles adverses. Le président Ronald Reagan a lancé en 1983 ce programme de recherches — un montant de 26 milliards de dollars doit lui être consacré en cinq ans — dans l'espoir de prendre une décision opérationnelle durant les années 90 et de mettre en service un tel dispositif avant 2010.

Le gouvernement américain a invité ses alliés européens, mais aussi le Japon, l'Australie et Israël, à participer à cet effort de recherches qui ne préjuge en rien la forme opérationnelle que devra prendre, plus tard, cette défense.

Cette collaboration des Etats-Unis avec leurs alliés doit se faire, dans l'esprit du général Abrahamson, d'une manière souple, sans s'enfermer dans des structures.

Le gouvernement français s'est montré d'entrée de jeu réservé sur cette opération transatlantique, parce qu'il craint qu'elle ne draine les « cerveaux » européens vers les Etats-Unis et qu'elle ne crée, à terme, une « super-OTAN économique », selon l'expression du ministre de la défense, M. Charles Hernu. Les Français ont suggéré à leurs partenaires européens de

se concerter face à Washington et d'examiner, à l'occasion du projet Euréka, les conditions dans lesquelles l'Europe pourrait constituer un front commun des nouvelles technologies.

Dans le même temps, les Américains ne se sont pas interdits d'approcher des entreprises européennes qu'ils jugent « en pointe » dans la recherche. A ce jour, cinq pays alliés des Etats-Unis ont accepté de travailler avec eux, selon des modalités diverses et à des niveaux différents de compétence technologique.

L'entourage du général Abrahamson se refuse à identifier les cinq pays alliés, assurant qu'ils relèvent d'une liste « sensible » au plan stratégique. Cependant, au siège de l'OTAN à Bruxelles, on admet que deux grandes sociétés françaises sont d'ores et déjà impliquées.

Depuis novembre dernier, la Compagnie industrielle des lasers (CILAS), filiale de la CGE à Marcoussis (Essonne), a été sollicitée pour son savoir-faire dans les miroirs réfléchissant un faisceau laser. L'un des projets étudiés aux Etats-Unis est, en effet, l'installation, au sol, de lasers de très forte puissance dirigés contre leurs cibles éventuelles par des miroirs prépositionnés dans l'espace. Depuis l'abandon de leur programme Tulton Gold, les Américains se sont tournés vers d'autres dispositifs, comme celui de la France, qui a intégré une optique ouest-allemande.

L'autre partenaire français est le groupe Thomson-CSF, dont l'équipe chargée de la conception du podé ATLAS a été sollicitée pour la mise au point d'un laser spécial capable de détruire à distance l'électronique de bord d'une tête nucléaire de missile ennemi. C'est la division « équipements avioniques » de Thomson-CSF qui a la charge de ce travail, à partir de son expérience acquise sur le système d'arme aéroporté ATLAS (illumination du sol par laser, qui permet une précision du tir de bombes ou d'engins).

JACQUES ISNARD.

## L'angoisse et la colère des chrétiens du Liban

Une communauté qui se sent assiégée et menacée dans son existence nationale

### De notre correspondant

Beyrouth. — Le « pouvoir chrétien » au Liban paraît en état de siège, du moins les chrétiens perçoivent-ils ainsi leur situation et celle du système de gouvernement garantissant leurs droits — leur « hégémonie », disent leurs adversaires.

Les chrétiens libanais sont peut-être responsables de leurs malheurs : on ne se prive pas au sein même de la population chrétienne, particulièrement celle du Sud et de l'Est, El-Kharrout, qui vit ces temps-ci les affres de l'exode et de massacres — soixante-dix morts par liquidation dans l'aklim — de dénoncer les erreurs de leurs dirigeants. Ils sont, dit-on, divisés et se sont placés, et avec eux leur communauté, dans les positions les plus hasardeuses, rependant à une allure vertigineuse au pouvoir que les circonstances leur avaient de nouveau dévolu en 1982-1983. Le fait est que les chrétiens libanais se sentent assiégés, poussés dans leurs derniers retranchements et menacés dans leur existence nationale et leur identité sociopolitique.

Dès qu'on passe de Beyrouth-Ouest à Beyrouth-Est, la différence frappe de plein fouet. Alors que les deux secteurs de la capi-

tale sont pratiquement soumis aux mêmes violences de part et d'autre de la ligne de démarcation — la situation étant sans doute pire à l'ouest, en secteur musulman, — le secteur chrétien vit une angoisse qui amplifie le sentiment d'un danger par ailleurs réel. Plus que jamais nid de folles rumeurs, Beyrouth-Est halète. Profondément mobilisés, ce qui ne s'était plus vu depuis la guerre syro-chrétienne de 1978, les jeunes manifestent, organisent des sit-in, disent leur colère à leur patrie coupable à leurs yeux d'un excès de modération. Les chefs des Forces libanaises (milice de

ce camp) qui ont dépouillé le 12 mars dernier le président Amine Gemayel, théoriquement des leurs, du résidu du pouvoir qu'il conservait, en secteur chrétien, défont leurs troupes et mobilisent, au sens propre cette fois, D'Achrafieh à Jounieh, on ne parle que de la « conscription », vraie ou fausse, de lundi prochain.

Le long de la ligne de démarcation, les miliciens se battent presque sans interruption et les remblais de sable, laborieusement éliminés l'un après l'autre, ont fait une réapparition massive en secteur chrétien, avant le secteur musulman, en particulier au passage-symbole du Musée, le dernier à

fonctionner — juste entrouvert et pas tout le temps — entre les deux demi-villes.

Mais, s'étant ainsi bien barricadés et avoir dit tout haut être décidés à se battre, les Forces libanaises ont fait, vendredi soir, une déclaration apaisante et conciliante, dont le ton contrastait avec les propos tenus par leur chef, M. Geagea, en début de semaine, ouvrant la voie à tous les dialogues et prenant l'engagement de ne prendre l'initiative de la guerre nulle part et non seulement pas à Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

## M. Joxe, les pompiers et les terroristes

En Corse et en Italie, le ministre de la « sécurité civile » n'a pas éclipsé le « ministre des flics »

M. Pierre Joxe aime les sapeurs-pompiers. Quitté à surprendre des auditeurs venus entendre le « grand flic » d'un gouvernement socialiste, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation laisse régulièrement entrevoir sa passion, faisant l'éloge des soldats du feu, de leur efficacité et de leur courage. Cette attitude est, à elle seule, un message : une manière de brouiller l'image classique d'un ministre par trop idéalisé aux mystères policiers ou à la discipline préfectorale ; une manière aussi de rappeler qu'il est bien d'autres insécurités que la délinquance. Bref, M. Joxe a dans ses attributions la sécurité civile, et il y tient.

Aussi est-ce officiellement à ce titre qu'il s'est rendu, jeudi 2 et vendredi 3 mai, successivement à Rome et en Corse. A Rome, il s'agissait de participer à une réunion informelle des ministres de la

Communauté européenne chargée de la protection civile. En Corse, M. Joxe voulait visiter l'escadron de militaires du génie, mis à la disposition de son ministère et installés à Corte depuis juillet 1984. Visites traditionnelles, sans grand éclat ni décisions spectaculaires.

Un chiffre : la mortalité provoquée par des incendies est de 4 pour 100 000 en France, contre 5 à 12 pour 100 000 dans les autres pays européens et un « record » aux Etats-Unis de 24 pour 100 000. « La France a bonne réputation en ce domaine », répète M. Joxe. Une convention franco-italienne est en voie de signature et la France est souvent sollicitée par d'autres pays européens en matière de protection civile.

Cependant le ministère de l'Intérieur est un tout, et les visites protocolaires ont aussi leurs à-

côtés. En Italie comme en Corse, les pompiers ne pouvaient tout à fait éclipser les terroristes. M. Joxe eut donc, vendredi 3 mai, un entretien d'une heure — c'est leur quatrième rencontre — avec son homologue italien, M. Oscar Scalfaro. Aucune déclaration publique. L'objet de cette rencontre était la préparation d'une réunion des ministres de l'Intérieur de la CEE, plusieurs fois repoussée et, aujourd'hui prévue en juin.

L'Italie, qui assure actuellement la présidence de la CEE, souhaiterait que cette réunion manifeste une volonté de coopération européenne face à l'euroterrorisme, cette imbrication proclamée des groupes terroristes européens qui est le fait nouveau de cette année 1985.

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 3.)





# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Dimanche 5 mai.** — Visite du président Reagan en RFA jusqu'au 6. Le président américain se rend ensuite en Espagne (6-8), puis à Strasbourg, où il prononcera un discours le 8, et enfin au Portugal (8-11).

**Mardi 7 mai.** — Conférence des Droits de l'homme à Ottawa.

**Vendredi 10 mai.** — Visite de M. Shultz en Israël.

**Dimanche 12 mai.** — Elections régionales en Italie.

## SPORTS

**Dimanche 5 mai.** — **Automobile.** Grand Prix F1 de Saint-Marin à Imola; fin du Tour de Corse; Rugby: huitièmes de finale retour du championnat de France division 1. **Paris sur roulettes.**

**Lundi 6 mai.** — **Boxe:** championnat du monde des poids mouches Laciari-Montero à Grenoble.

**Mardi 7 mai.** — **Football:** trente-cinquième journée du championnat de France de première division.

**Jeudi 9 mai.** — **Judo:** championnats d'Europe à Hamar (Norvège), jusqu'au 12 mai.

**Samedi 11 mai.** — **Athlétisme:** match France-RFA Italie-Etats-Unis à Monaco; **Football:** quarts de finale aller de la Coupe de France.

**Dimanche 12 mai.** — **Athlétisme:** marathon de Paris; **Rugby:** quarts de finale du championnat de France.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant: André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs:  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social:  
500.000 F

Principaux associés de la société:  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef:  
Daniel Vernet

Correspondant en chef:  
Claude Salas

Imprimeur: S.A. de l'Industrie  
Parisien

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37  
ISSN: 0395-2037

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 644 F 915 F 1150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE

674 F 1309 F 1913 F 2489 F

ÉTRANGER (par avion garanti)

L. BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS  
386 F 734 F 1050 F 1338 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
491 F 944 F 1365 F 1750 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal  
(trois virements) verseront bien joindre ce  
chèque à leur demande.

Changements d'adresse: définitifs ou  
provisaires (deux semaines au plus); nos  
abonnés sont invités à formuler leur demande  
une semaine au moins avant leur  
départ. Joindre la dernière bande d'envoi  
à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire  
tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dr.; Tunisie,  
500 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche,  
20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,50 \$;  
Cote d'Ivoire, 450 F CFA; Danemark,  
7,00 kr.; Espagne, 160 pes.; É.-U., 1,10 \$;  
G.-B., 55 p.; Grèce, 95 dr.; Indonésie, 95 p.;  
Italie, 2.000 L.; Liban, 475 P.; Libye,  
0,350 DL; Luxembourg, 40 L.; Norvège,  
11 kr.; Pays-Bas, 2,50 f.; Portugal,  
120 esc.; Sénégal, 450 F CFA; Suède,  
11 kr.; Suisse, 1,50 f.; Thaïlande, 110 baht.

## IL Y A QUARANTE ANS : LA CAPITULATION ALLEMANDE

# Deux victoires pour une défaite

Qu'est-ce au juste que commémore le 8 mai ? La capitulation allemande à Reims, ainsi que beaucoup le croient ? Non : elle se fit dans la nuit du 6 au 7. La victoire ? Paris, Londres et Washington l'annoncèrent en effet le 8 à 15 heures, mais le vrai texte de l'acte de reddition n'était pas encore signé. Le 8 mai — comme le 11 novembre — nous fêtons un armistice : le cessez-le-feu, qui devait intervenir, en principe du moins, au soir de ce jour-là. Et l'ambiguïté qui subsiste jusqu'à aujourd'hui dans les esprits traduit une situation que les protagonistes de l'histoire semblent avoir embrouillée à plaisir.

Depuis le suicide de Hitler, le 30 avril, la guerre n'en finissait pas de finir. Un peu partout en Allemagne, les forces de l'Ouest et de l'Est opéraient leur jonction. A l'ouest toutefois, villes et armées se rendaient presque sans coup férir. A l'est, la Wehrmacht opposait une résistance farouche : Berlin tomba le 2 mai après dix jours de combats de rue, les troupes soviétiques restaient épuisées en Saxe et en Moravie.

Par surcroît, les rapports entre Grands s'étaient sérieusement envenimés après Yalta. Les initiatives de Staline dans les territoires contrôlés par son armée étaient jugées, à Washington comme à Londres, dérisoires inadmissibles. Staline, de son côté, tenait pour félonie les pourparlers qui avaient préparé la reddition des forces allemandes d'Italie. Et la presse soviétique dénonçait chaque jour ce qu'elle appelait les « menées des milieux réactionnaires » (Américains surtout), afin de « sauver l'impérialisme germanique ». Chacun s'estimant en position de s'imposer — à l'Est parce qu'on occupait le terrain, à l'Ouest parce que l'URSS était tenue pour incapable de se relever de ses ruines sans aide extérieure, — un authentique duel se livrait dans les coulisses de la guerre.

Bien qu'en pleine débâcle, l'ennemi se rendait compte du parti à tirer de la situation. Des dignitaires du nazisme comme Goering, Himmler ou Ribbentrop n'avaient pas attendu la mort de leur Führer pour tenter en secret d'amadouer l'Occident. Quant au successeur officiel de Hitler, l'amiral Dönitz, replié à Flensburg, au plus près de la frontière danoise, il avait assuré, dès sa première proclamation, qu'il poursuivait la lutte aussi longtemps qu'Américains et Britanniques empêcheraient le Reich de vaincre le bolchevisme.

### Les démarches de Dönitz

C'était façon de dire qu'il proposait une capitulation séparée. Aussi, le 4 mai, avait-il envoyé une délégation, dirigée par l'amiral Friedburg, négocier avec Montgomery, dont le QG se trouvait à deux pas. Friedburg avait plaidé la cause humanitaire : permettre aux foules de civils fuyant à l'approche des Russes de se réfugier dans les zones d'occupation alliées. Il n'obtint que la reddition des forces allemandes des Pays-Bas et du Danemark : « Monty » était sous les ordres d'Eisenhower, qui tenait à ses prérogatives de commandant en chef des armées de l'Ouest.

Le 5, Dönitz, toujours en vue d'une capitulation séparée, avait donc dépêché la même délégation au QG américain, installé à Reims. Evidemment, elle revint le lendemain (1), dirigée cette fois par le général Jodl, numéro 2 du haut commandement de la Wehrmacht. Et, après de longues palabres, il lui fallut accepter la capitulation sans conditions, sur tous les fronts, avec cessez-le-feu fixé pour le 8 mai à 23 h 1.

L'acte fut signé par Jodl le 7 à 2 h 41 du matin, puis par le général Bedell-Smith (chef du service des renseignements d'Eisenhower) au nom du commandement suprême du corps expéditionnaire allié, et par Ivan Sousloparov (le général de brigade chargé des liaisons avec le QG américain) au nom du haut commandement soviétique.

En bas bout de page — le titre de « témoin » et le grade de l'inté-

ressé tapé par une autre machine à écrire — figurait la signature du général Sevez, sous-chef de l'état-major français de la défense nationale. Comme si l'on s'était avisé à l'extrême que, Reims se trouvant quand même en terre française, il fallait bien consentir une petite faveur à la France (2).

On a raconté que Sousloparov, sous l'effet d'un excès de vodka, aurait signé par inadvertance. C'est peu vraisemblable : même s'il s'agit d'un Soviétique en service commandé ne prend pas d'initiative sans avoir référé à l'autorité supérieure. Le général Deane, chef de la mission de liaison américaine à Moscou, assure dans ses Mémoires que, dès l'arrivée de Jodl à Reims, il fut chargé d'en prévenir le haut commandement soviétique ; mais il n'aurait trouvé personne, au commissariat à la défense, pour prendre le message, tout le monde étant allé... fêter Pâques ! A défaut de crédibilité, l'excuse ne manque pas de saveur.

Ce qui ne fait guère de doute, en revanche, c'est que la capitulation de Reims a été bâclée. Le texte en avait été rédigé dès juillet

1944 par la commission consultative européenne. En le retapant pour la signature, la dactylo américaine sauta trois lignes au milieu de l'article II : le passage précisant que toutes les unités militaires ou paramilitaires du III<sup>e</sup> Reich devaient être désarmées. Une étourderie qui aurait pu entraîner des conséquences graves. Quand on la remarqua, il était trop tard.

Les vaincus n'avaient pas à signaler cette bêtise. De toute manière, ils marquaient le point escompté : se rendre à l'Ouest — et pas même en territoire allemand — épargnait aux seigneurs de la guerre l'humiliation de demander l'aman chez ces sauvages de bolcheviks. Quant à Eisenhower, il pouvait garder la conscience tranquille : il avait fait respecter la solidarité interalliée. Mesurait-il la satisfaction d'amour-propre accordée à l'ennemi ? Le plus probable est qu'il considérait seulement l'intérêt militaire d'un cessez-le-feu sans plus tergiverser.

Staline, par contre, ne pouvait considérer la capitulation à Reims que comme une offense à son pays : on avait voulu priver l'URSS de sa victoire. L'intention n'était peut-être pas aussi noire. En tout cas, après tant de privations, de deuils et de batailles décisives, les masses soviétiques, à l'arrière comme au front, auraient pensé de même. Et l'armement des combats qui continuait à l'Est aurait incité, même de moins soupçonneux que le « guide » de ce peuple, à douter que la Wehr-

macht s'y disposât à mettre bas les armes. Sans compter que ses plans stratégiques se trouvaient bouleversés.

L'encrê à peine sèche sur l'acte de capitulation du 7 mai, Moscou éleva une protestation « catégorique » contre ce qu'on y qualifiait d'« acte unilatéral ». Et une discussion au plus haut niveau s'engagea.

### Staline retarde l'annonce

Assez vite, on s'entendit sur l'opportunité d'une capitulation, signée dans Berlin, au QG du maréchal Joukov, par le maréchal Keitel, commandant en chef de la Wehrmacht. Le 7 mai, en effet, de Gaulle confirmait par télégramme à de Lattre de Tassigny qu'il l'avait « désigné pour participer à l'acte solennel de capitulation à Berlin ». Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'une simple solennité : la clause sanctionnée à Reims devait être établie.

Concernant toutefois le jour et l'heure où serait annoncée la victoire, l'accord se révéla malaisé. A l'Ouest, on était pressé : la nouvelle de la capitulation rémoise

américaines fussent aussi représentées. Joukov marqua sa surprise en les laissant attendre.

La-dessus débarqua Vychinski, commissaire par intérim aux affaires étrangères (Molotov était à San-Francisco). Les entorses au programme lui fournissaient un excellent prétexte. On ergota interminablement sur les attributions de Spaatz, avant d'accepter que, comme de Lattre, il soit co-signataire à titre de témoin. Keitel, qui faisait antichambre depuis midi, fut enfin admis à signer vers minuit moins le quart (une heure moins le quart à Moscou). Il s'en acquitta monocolé à l'œil gauche et la main droite seule dégainée, avec une morgue prussienne qui, en l'occurrence, ne manquait pas d'alture.

Pour plus de sûreté, Moscou garda la nouvelle sous scellés une heure et demie encore. Mais, comme la radio avait annoncé qu'exceptionnellement elle poursuivait ses émissions au-delà de minuit, toute la ville restait à l'écoute. Le communiqué de la victoire venait à peine de passer sur les ondes que des foules se ruèrent vers la place Rouge pour

clôt de l'Europe dans la stratégie classique, fit au mains de la Russie ?

En jouant sur les fuscaux horaires, et grâce à une signature retardée jusqu'à la limite du possible, Staline avait au moins réussi à fabriquer une date proprement soviétique. Ainsi la victoire de la Russie ne se confondrait pas dans la victoire commune. Ainsi les nations devraient-elles se convaincre qu'il y avait eu une seule vraie guerre en Europe : celle qui avait commencé le 22 juin 1941, « la grande guerre pour le salut de la patrie », une guerre où l'Occident n'avait été que l'ouvrier de la onzième heure.

### Une fête au caractère étrange

Il le souligna fort clairement par son *Adresse au peuple soviétique*, lue au soir du 9, dans une ambiance d'apothéose, ses effluves acrobates, haut dans le ciel, à des ballons captifs, et arborés par les faisceaux des projecteurs. Tout au début du message figurait certes un bout de phrase sur « l'Allemagne fasciste mise à genoux par l'armée rouge et les troupes de nos alliés ». Mais ensuite il n'avait plus été question que de « NOTRE victoire ».

Ce même 9 mai, l'ambassadeur d'URSS à Paris télégraphiait : « La fête a revêtu ici un caractère au moins étrange : la célébration d'une sorte de victoire séparée. » Reims avait en effet creusé un fossé, le plus probablement par maladresse. Staline en avait, fort sciemment, creusé un autre, et plus profond. En URSS, le 9 mai demeure, quarante ans passés, la fête sans doute la plus authentiquement populaire. C'est le 8 mai que l'Occident commémore. Ce qui aurait dû rapprocher deux mondes, au moins pour un jour, perpétue une brisure.

Le signataire allemand de la capitulation de Reims et son homologue de la capitulation de Berlin eurent toutefois un destin identique : condamnés à mort par la cour de Nuremberg comme criminels de guerre, Jodl et Keitel furent également pendus. Les vainqueurs ne s'étaient apparemment pas rendu compte que l'une et l'autre capitulation s'en trouvaient entachées. Les vaincus avaient oublié que l'homme militaire interdit de survivre quand on a livré sa patrie à merci. Cette guerre avait aboli toutes les lois de la guerre. Parce que les deux camps l'avaient proclamée idéologique, elle était revenue aux mœurs des temps barbares.

JEAN CATHALA.

acclamer Staline. Il était plus de 2 heures du matin. La journée du 9 avait incontestablement commencé.

C'est la date qu'avait réclamée Staline. Il était parvenu à ses fins. Un peu tôt cependant pour ses plans militaires. Le verrou de Dresde n'avait sauté que le 8. Les chars de Koniev approchaient seulement de Prague. Quand ils y auraient liquidé les forces allemandes, l'heure du cessez-le-feu serait largement dépassée. Mais qu'importait cette bavure, pourvu que le quadrilatère de Bohême,

## BIBLIOGRAPHIE

### « Mourir à Lang-Son », de Georges Fleury

« Docteur, c'est tout demain... Vous pouvez en être sûr. Les Japonais vont attaquer ! » La plus riche commenterie de Lang-Son, Tran Xan Xuan, qui, en ce jeudi 8 mars 1945, s'adressait en ces termes à un officier français, le médecin-commandant Clerc, ne se trompait pas.

Le lendemain, à 21 heures, toutes les garnisons françaises d'Indochine subissaient l'assaut des Japonais et c'est au Tonkin, à Lang-Son même, que se déroulaient les plus durs combats. Le 12 mars, le général Emile Lemonnier et le résident Aubelle sont décapités au sabre pour avoir refusé de signer un ordre de reddition. Au total, soit au combat, soit au cours de massacres, 1 125 officiers et soldats français périrent à Lang-Son.

Georges Fleury, déjà réputé pour ses précédents ouvrages, le *Bureau de guerre*, le *Commando*, le *Par* et *Adieu* sergent, confirme, avec *Mourir à Lang-Son*, sa vocation de conteur et surtout sa qualité d'historien : six ans de travail lui ont été nécessaires pour mener à bien ses recherches. Le résultat : une contribution notable à l'étude d'un des moments les moins connus de notre Histoire (le *Monde* daté 3-4 mars), que le général de Gaulle commentait ainsi dans ses *Mémoires de guerre* : « La sang versé sur le sol de l'Indochine nous serait un titre important. L'agression finale ne faisait pas, pour moi, le moindre doute, je voulais donc que nos troupes se battent, en dépit de ce que leur situation avait de désespéré. »

\* Grasset, 255 p., 82 F.

1350



# Étranger

## LE SOMMET DE BONN

### Une organisation stricte mais huilée

De notre correspondant

Bonn. — « Il faut observer la convenance dans le détail et l'ordre dans l'ensemble », dit-on. Le pari était audacieux pour les organisateurs du deuxième sommet des pays industrialisés de Bonn, partagés entre la crainte d'un état d'aterrissement et leur volonté de donner au monde une image de l'Allemagne un peu moins rigide que celle qui est généralement colportée. Non seulement l'atmosphère dans laquelle s'étaient déroulées les préparations de la venue du président Reagan avait contribué à échauffer les esprits de tous bords, mais la volonté de la gauche allemande à se rappeler, un an après la déposition de l'ancien président américain, au bon souvenir du président Reagan et des ses collègues, créait des conditions propices aux incidents.

Même si le Parti social-démocrate avait préféré se tenir à l'écart et organiser son propre meeting, dimanche, dans une autre ville, même si les Verts avaient soumis le programme de leur « tribunal » à l'approbation officielle, les attentats de ces dernières semaines en Europe interdisaient de prendre le moindre risque. Il n'y avait d'ailleurs pas fallu longtemps pour se convaincre qu'il ne s'agissait pas d'une pure auto-intoxication. Vendredi matin 3 mai, une bombe a explosé contre la succursale de la société française MET (Matériels d'électronique et de télécommunications) à Cologne, ne provoquant que des dégâts matériels. Un engin de 25 kilos a été démantelé à proximité d'installations militaires de la Bundeswehr à Mayence. La

veille, déjà, une charge de 6 kilos avait été découverte à Bad-Godesberg, le quartier des ambassades de la capitale ouest-allemande.

#### Un camp retranché

Pour résoudre leur dilemme, les organisateurs avaient concentré tout ce qui, de loin ou de près, touchait au sommet dans le quartier gouvernemental, transformé pour l'occasion en véritable camp retranché. Messieurs les députés avaient été priés d'aller faire leurs devoirs aux champs pour laisser la place aux différents centres de presse étrangers et aux salles de briefing. Leur salle de réunion plénière avait été réquisitionnée pour la déclaration finale de samedi : leur restaurant pour un buffet permanent. Et les salles de commission ont été attribuées à la ronde à chacune des délégations.

Un petit peu plus loin, la Maison Blanche avait transporté ses quartiers de voyage dans les locaux du restaurant de presse où elle s'est remise à fonctionner, comme si de rien n'était, à 7000 kilomètres de ses bases, non sans provoquer quelques grincements de dents chez ses hôtes. L'annonce, mercredi, sur le sol allemand, des sanctions contre le Nicaragua a rendu furieux une bonne partie du corps politique local.

L'activité traditionnelle du corps de presse de la Maison Blanche, qui a provoqué un incident avec M. Richard Burt, l'assistant au secrétaire d'Etat pour les affaires européennes, à propos de l'affaire de Bidgung, a été ressentie comme une preuve de l'indifférence des

médias américains à l'égard de l'Allemagne.

Est-ce le rythme du Rhin, dont les rives avaient été aménagées en hôtel flottant, ou les certitudes japonaises en fleur, la gemütlichkeit allemande, que l'on pourrait attribuer par l'art du confort de vie, qui ont fini par avoir raison des difficultés ? Une fois passés les contrôles de police pour entrer dans le saint des saints, l'organisation stricte mais huilée fonctionnait à merveille. Enfilée à quelques pas de là, dans les bâtiments de la chancellerie, les chefs d'Etat et de gouvernement n'ont eu à contempler, de leurs fenêtres, que la paisible vie et vient des uniformes vus chargés de veiller sur un parc paisible.

Si certains avaient espéré créer un peu d'agitation autour du « contre-sommet » organisé par les Verts et certains groupes pacifistes dans la salle des congrès de Bad-Godesberg, il leur a vite fallu se résigner. Une tentative ou deux de sit-in ont vite été interrompues par la police, qui a fouillé quelques voitures, saisissant tout ce qui de loin ou de près pouvait ressembler à un bâton. On a applaudi M. Trosio, le président du FLNKS californien, auquel la vedette avait été ravie au dernier moment en raison de l'embargo annoncé la veille par les Etats-Unis, par un représentant du gouvernement sardinien nicaraguayen. Dans une ambiance bon enfant, plutôt passive, un millier de participants y ont communiqué dans l'anti-impérialisme en attendant la manifestation, prévue pour samedi après-midi dans le centre de Bonn.

HENRI DE BRESSON.

### Laborieuses tractations

(Suite de la première page.)

C'est à quoi la France tient par-dessus tout, c'est donc à une « approche pas à pas » (autre formule du communiqué européen du 19 mars), permettant en quelque sorte de savoir où l'on met les pieds. Ce que la France propose, a dit M. Vauzelle, est que se réunisse un groupe de hauts fonctionnaires chargés d'examiner le contenu des futures négociations, afin de déterminer s'il existe un large consensus entre les futurs participants, y compris les pays en voie de développement.

Du côté américain, la position est à peu près la suivante : le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a déclaré que, de toute façon, les Etats-Unis entreprendront en 1986 des négociations commerciales, soit, comme ils l'espèrent, dans le cadre multilatéral du GATT, soit de façon bilatérale avec tel ou tel partenaire commercial. Interrogé sur le point de savoir si cette formule signifiait que les Etats-Unis étaient disposés à discuter directement avec les partenaires de la France en laissant de côté cette dernière, M. Shultz a fait une réponse évasive.

M. Sprinkel, secrétaire adjoint au Trésor, a fait état, lui aussi, du souci américain d'aboutir à une négociation « équilibrée » qui porterait à la fois sur l'agriculture, les services et, d'une façon générale, l'amélioration du fonctionnement du GATT.

Quant à la demande française d'engager parallèlement des négociations monétaires, elle a également été au centre des discussions de la journée de vendredi. M. Mitterrand en avait fait un des points de son intervention en séance plénière, insistant sur le fait que la France et ses partenaires semblaient d'accord pour adopter une démarche pragmatique consistant à discuter d'abord du résultat des travaux des experts pour s'acheminer vers « un rôle de décision », à savoir une négociation plus large englobant les pays en voie de développement.

« L'esprit de compromis » règne à Bonn, avait dit en conclusion M. Michel Vauzelle, après avoir rappelé que la France, elle aussi, était prête à lutter contre le « fléau » du protectionnisme.

En publiant des vendredi après-midi leur déclaration politique commune, les sept chefs d'Etat et de gouvernement ont sans doute obéi à trois intentions différentes. La première était de montrer que, pour être divisés sur plusieurs points importants de l'ordre du jour du sommet, ils n'en restaient pas moins unis autour de l'essentiel, et que la formulation de cet essentiel n'appelait pas de longues tractations.

Leur deuxième souhait était probablement de couper court aux spéculations selon lesquelles, tout compte fait, ce texte aurait pu comporter une référence à l'initiative de défense stratégique du président Reagan, référence éventuellement « échangée » contre tel ou tel assouplissement des positions américaines. Enfin il s'agissait peut-être de mettre cette déclaration à l'abri de tout marchandage.

Toujours est-il que le texte, assez banal en lui-même — il n'est pas véritablement attendu de voir des démocrates libéraux faire l'éloge de la démocratie et de la liberté, et, corollairement, de la paix et du développement, manifeste d'un paragraphe à l'autre une volonté presque touchante de donner successivement satisfaction à ceux des participants au sommet de Bonn dont la particulière compréhension est indispensable à la réussite finale.

Evident clin d'œil à la France que ces références à la nécessité pour l'Europe de coopérer afin de « répondre au défi du changement technologique et industriel », à la valeur du « processus de la CSCE, porteur d'espoir d'amélioration dans le domaine des droits de l'homme », ou encore à la nécessité de parvenir à un « équilibre militaire stable des forces au niveau le plus bas possible », sans parler de la référence aux pays en voie de développement et à un « non-alignement authentique ». Mais cadeau non moins évident à M. Reagan, à défaut de soutien à l'IDS, que la formule « Nous nous félicitons de l'ouverture des négociations à Genève, nous apprécions les propositions positives des Etats-Unis, et nous demandons instamment à l'Union soviétique d'adopter une attitude positive et constructive afin que des accords importants puissent être conclus ».

Le chancelier Kohl, qui a soumis le projet initial de déclaration à ses hôtes, ne s'est pas oublié dans cette distribution, puisque le texte fait également référence au jour où « le peuple allemand recouvrera son unité par libre autodétermination », de même d'ailleurs que la « péninsule de Corée ». Le Japon et la CEE, représentée à Bonn par M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, reçoivent également quelques amabilités subsidiaires. On conçoit qu'au total l'adoption d'une telle déclaration n'ait pas soulevé de difficultés majeures.

Ce souci d'écumenisme diplomatique ne s'est pas beaucoup exprimé lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Sept, vendredi, organisée parallèlement à

celle des chefs d'Etat et de gouvernement et à celle des ministres des finances. Si l'on s'est félicité, dans l'entourage de M. Shultz, de l'appui accordé aux négociateurs américains à Genève, on a en revanche fait grâce mine devant les critiques exprimées à Bonn au sujet de la mesure présidentielle d'embargo contre le Nicaragua.

#### L'aide à l'Afrique

Si le débat sur les questions économiques et monétaires devait réserver plus d'une déconvenue à M. Mitterrand, le président de la République n'a pu que se féliciter de voir ses interlocuteurs se pencher longuement, attentivement et avec bienveillance sur les propositions françaises d'aide à l'Afrique, et en particulier au Sahel.

Sans doute cette belle flambe d'intérêt a-t-elle attendu pour se manifester qu'il devint urgent d'offrir à M. Mitterrand quelques compensations politiques si l'on voulait avoir une chance raisonnable de le voir se rallier à la position américaine, c'est-à-dire, à peu de chose près, à la position commune, sur l'ouverture prochaine d'un nouveau cycle de négociations sur le commerce international. Mais quel qu'en fût le véritable motif, cette sollicitude pour le tiers-monde — dont la France se défend d'être le porte-parole avec une insistance qui vise manifestement à suggérer le contraire — a été jugée bonne à prendre par M. Mitterrand. Les experts vont donc proposer un calendrier plus précis pour la mise en œuvre de ce dispositif. Ils feront rapport au prochain sommet des industriels, en 1986 au Japon.

Les mesures imaginées par Paris comportent trois grands volets. Le premier est celui des « actions d'urgence plus efficaces », avec deux propositions : le renforcement du système d'alerte rapide, notamment par satellite, et la création d'unités de transport également rapides, pour acheminer au mieux les aides alimentaires là où leur besoin se fait le plus sentir.

En second lieu, la France suggère d'organiser la relance de la production agricole de ces pays, à la fois par une action immédiate, en envoyant, outre une aide alimentaire, des intrants (semences, pesticides, engrais) et par une action à plus long terme, notamment en créant un réseau régional et international de recherche sur les céréales des zones arides. Enfin, un programme de lutte contre la désertification du Sahel pourrait être lancé, avec l'aide d'un nouveau fonds international.

Cette attention portée par les Sept à un autre univers que le leur doit certainement beaucoup à la volonté française de ne pas laisser les sommets des industrialisés se muer en une sorte de directeur mondial des pays riches, même si l'on s'agace parfois un peu chez les partenaires de la France de la façon dont celle-ci affiche sans cesse sa crainte de voir ses interlocuteurs occidentaux oublier, voire piétiner, les intérêts du tiers-monde. Mais elle doit aussi à l'évidence quelque chose à l'envie de ne pas voir le sommet de Bonn s'ouvrir sur un constat de désaccord.

BERNARD BRIGOULEUX  
et PAUL FABRA.

## La « déclaration politique »

« La coopération entre l'Amérique du Nord l'Europe et le Japon est une garantie de paix »

Bonn (AFP). — Voici le texte intégral, dans la traduction officielle en français, de la « déclaration politique faite à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale », adoptée vendredi à Bonn par les sept chefs d'Etat ou de gouvernement des pays industrialisés non communistes :

« Les chefs d'Etat ou de gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, de la République italienne, du Japon, du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que le président de la Commission de la Communauté européenne, réunis à Bonn à la veille du 40<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, évoquant avec douleur le mémoire de tous ceux qui, à l'époque, sont morts du fait de la guerre ou ont été victimes de l'inhumanité, de la répression et de la tyrannie. Nous reconnaissons que nous sommes redevables à leur souvenir et aux générations vivantes du maintien de la paix, de la liberté et de la justice dans nos pays et dans le monde.

« Nous avons tiré les leçons de l'histoire. La fin de la guerre a été en même temps un nouveau commencement. Lorsque les canons se sont tus, nous nous sommes consacrés au renouveau spirituel et matériel et à la reconstruction matérielle. Nous avons surmonté les hostilités qui nous avaient divisés jadis et avons engagé, sur la base de valeurs communes, un processus de réconciliation et de coopération entre nous. Dans l'esprit de l'amitié pacifique, sûre et durable, qui nous unit, nous partageons dans tous nos pays le même attachement à la liberté, aux principes démocratiques et aux droits de l'homme. Nous sommes fiers de ce que les gouvernements de nos pays tirent leur légitimité de la volonté exprimée par nos peuples dans des élections libres. Nous sommes fiers

de ce que nos peuples soient libres de dire et d'écrire ce qu'ils veulent, de pratiquer la religion qu'ils professent et de voyager où il le désirent. Nous sommes fiers de notre engagement de garantir une forme de société dans laquelle l'initiative et l'esprit d'entreprise de chacun puissent se développer et dans laquelle les idéaux de justice sociale puissent être réalisés, les obligations et les droits respectés.

#### La division de l'Europe

« Nous reconnaissons que nous pouvons atteindre ces objectifs et tout à la fois saisir les possibilités et répondre aux défis du changement technologique et industriel de façon plus efficace en coopérant plutôt qu'en agissant isolément. En Europe, la Communauté, qui incarne la réconciliation et les buts communs, est en croissance aussi bien quant au nombre de ses membres que quant à sa force et à sa prospérité. Les actions de la région dynamique du Pacifique se rapprochent toujours plus étroitement. La coopération entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon est une garantie de paix et de stabilité dans le monde.

« D'autres nations, qui ont partagé avec nous les souffrances de la seconde guerre mondiale, sont séparées de nous par des systèmes politiques fondamentalement différents. Nous déplorons la division de l'Europe. Attachés aux idéaux de paix, de liberté et de démocratie, nous recherchons par des moyens pacifiques à abaisser les barrières qui ont été érigées en Europe. Nous estimons que le processus de la CSCE, porteur d'espoirs d'amélioration dans le domaine des droits de l'homme, offre une possibilité de renforcer la confiance, la coopération et la sécurité en Europe.

« Considérant la situation de paix et d'amitié à laquelle nous sommes parvenus entre nous quant à nous après la fin de la guerre, nous rappelons que nous aspirons à un état de paix en Europe dans lequel le peuple allemand recouvrera son unité par libre autodétermination. Nous espérons fermement

qu'il sera créé en Asie une situation politique qui permette aux parties de surmonter dans la liberté la division de la péninsule de Corée.

#### Les négociations de Genève

« Conformément à la charte des Nations unies, tous les pays ont conjointement la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales, et de s'abstenir à cette fin de recourir à la menace ou à l'emploi de la force. Nous sommes décidés, pour notre part, à sauvegarder la paix tout en protégeant nos libertés démocratiques. Chacun de nous s'emploiera à maintenir et à renforcer un équilibre militaire stable des forces au niveau le plus bas possible, sans rechercher la supériorité pour nous-mêmes ni négliger notre défense. Nous sommes prêts à mener un dialogue à l'échelon élevé sur les divergences profondes qui séparent l'Est et l'Ouest. Nous appuyons énergiquement les efforts visant à consolider la paix et à renforcer la dissuasion, en négociant d'importantes réductions des arsenaux actuels d'armes nucléaires, en limitant les armements conventionnels, en interdisant les armes chimiques et en atténuant les risques de conflit.

« Nous nous félicitons de l'ouverture des négociations à Genève. Nous apprécions les propositions positives des Etats-Unis d'Amérique. Nous demandons instamment à l'Union soviétique d'adopter une attitude positive et constructive afin que des accords importants puissent être conclus.

« Nous continuerons à travailler avec les pays en développement pour les aider à lutter contre la faim et la maladie, à construire des sociétés libres et prospères et à occuper la place qui leur revient dans la communauté des nations qui adhèrent à la paix et à la liberté. Nous respectons le non-alignement authentique, qui est une contribution importante à la sécurité et à la paix internationales.

« Au moment où nous évoquons les terribles souffrances de la seconde guerre mondiale et l'expérience commune de quarante années de paix et de liberté, nous nous engageons à nouveau, nous-mêmes et nos Etats, à créer un monde dans lequel tous les peuples bénéficient des bienfaits de la paix, de la liberté et de la justice à l'abri de l'oppression, de la peur et de la misère. Un monde où l'individu puisse assumer ses responsabilités envers lui-même, sa famille et sa communauté. Un monde dans lequel toutes les nations, grandes et petites, puissent se consacrer en commun à la création d'un meilleur avenir pour l'humanité tout entière.

(Les titres et intertitres sont de la rédaction du Monde.)

#### A BITBURG

### Une brève cérémonie et des manifestations

De notre correspondant

Bonn. — Après le sommet des pays industrialisés, qui s'achève officiellement samedi 4 mai par un dîner offert par le président de la République allemande, M. Ronald Reagan devait participer dimanche aux cérémonies prévues au camp de concentration de Bergen-Belsen et au cimetière militaire allemand de Bitburg. Jusqu'au dernier moment, la communauté juive internationale a multiplié les appels pour lui demander de renoncer à cette dernière partie de son programme, et des manifestations sont prévues dans l'un et l'autre endroit.

Au cours des conversations qu'il avait eues jeudi, lors de la prise de parole de sa visite officielle en RFA, avec le président von Weizsäcker et le chancelier Kohl, le chef de la Maison Blanche avait réaffirmé à ses hôtes sa ferme détermination d'aller à Bitburg, rappelant qu'il y voyait un symbole important de la réconciliation entre les deux pays. Il avait rejeté la notion de « faute collective » parfois imputée au peuple allemand pour les crimes nazis. La

cérémonie, qui se résuiera à un dépôt de gerbe, ne devrait durer que dix minutes. Plusieurs anciens résistants allemands seront présents, ainsi que l'un des deux fils du comte von Stauffenberg, l'officier chargé, le 20 juillet 1944, de l'exécution de l'attentat (raté) contre Hitler. Le second aurait décliné l'invitation. Le nombre de personnes admises dans l'enceinte du cimetière a été strictement limité. Parmi elles, quarante journalistes seulement, choisis par les gouvernements américain et allemand.

L'événement, en fait, aura lieu autant à l'extérieur qu'à l'intérieur du cimetière, de nombreux groupes ayant fait savoir, d'Allemagne, de France et même des Etats-Unis, qu'ils feraient le voyage de Bitburg pour protester contre ce qu'ils considéraient comme un affront aux victimes des camps de concentration nazis.

Le président du Conseil central des Juifs allemands, M. Nachmann, a annoncé, vendredi, qu'il boycotterait les cérémonies de Bergen-Belsen. Il s'est cependant refusé à entrer dans le détail des manifesta-

tions prévues, indiquant que son organisation n'avait lancé aucun appel. Interrogé sur les conséquences possibles en Allemagne fédérale de la polémique autour de Bitburg, M. Nachmann a estimé qu'il allait falloir être vigilant, notamment à l'égard des groupes néo-nazis.

De nombreuses protestations ont été émises vendredi, y compris de la part de Parti social-démocrate bavarois, contre une rencontre d'anciens de la division SS « Totenkopf », qui se sont réunis pour le week-end dans un petit village de Bavière afin de rendre hommage, eux aussi, à leurs morts à l'occasion du 8 mai. La législation allemande ne prévoyait rien dans ce cas, les autorités locales et régionales se sont déclarées incompétentes pour intervenir.

Dans le même Etat de Bavière, des représentants d'organisations de déportés et de la communauté juive américaine sont allés se recueillir, vendredi, au camp de concentration de Dachau et sur la tombe des frères et sœurs Scholl, exécutés près de Munich, où ils avaient fondé un groupe de résistance, le groupe de La rose blanche, avec d'autres étudiants.

H. de B.



## Étranger

### LE SOMMET DE BONN

#### Paris et Londres vont mettre au point un traité sur le tunnel sous la Manche

De notre correspondant

Bonn. — Le président Mitterrand et le premier ministre britannique, M. Thatcher, sont convenus, le vendredi 3 mai à Bonn, de mettre au point un traité sur le tunnel sous la Manche. A l'issue d'un entretien bilatéral, qui s'est déroulé en marge du sommet des pays industrialisés, le porte-parole britannique a indiqué qu'il était important de ne pas risquer un blocage du projet pour des raisons institutionnelles.

Un tel traité doit régler des questions de sécurité, de douane, de circulation entre les deux pays. Il n'a

pas été précisé s'il évoquerait le problème de la conduite à droite ou à gauche.

Le souhait de Paris comme de Londres est d'avancer maintenant le plus rapidement possible, a précisé le porte-parole britannique. Les groupes intéressés, qui doivent assurer le financement et la construction du tunnel, ont déjà reçu des deux gouvernements le feu vert pour faire des propositions.

H. de B.

#### « L'Humanité » : le sommet de l'indécence

Réunion des Sept à Bonn, sommet de l'indécence, dit à la une de l'Humanité. Et dans un éditorial intitulé « Au plus haut du faucon », M. Yves Moreau écrit : « C'est demain qu'on cinématografe de Bitburg le président Reagan se propose d'observer une minute de silence devant les tombes de SS. Cérémonie indécence, universellement ressentie comme telle. Pourquoi, à Bonn, François Mitterrand n'a-t-il pas dit à M. Reagan combien les Français la condamnent (...) ? La déclaration publique publiée par les sept chefs d'Etat et de gouvernement à laquelle François Mitterrand a souscrit rend hommage à tous ceux qui sont morts du fait de la guerre. C'est-à-dire aux SS comme aux résistants. Aux nazis comme à Jean Moulin. Hitler comme à Fubius. Confusion inadmissible, insultante (...) ». La déclaration de Bonn ne se contente pas de mettre sur le même plan martyrs et bourreaux ; elle donne son blanc-seing aux nostalgiques du

III<sup>e</sup> Reich : elle appelle de ses vœux un état de choses dans lequel le « peuple allemand recouvrera son unité ». C'est déchirer l'accord d'Helsinki dont un des principes essentiels est l'intangibilité des frontières, poursuit l'éditorialiste du quotidien communiste.

Dénouant les commentaires de la presse écrite, de la radio et de la télévision française qui « excusent » les « silences » de M. Mitterrand et « le présentent comme isolé », Yves Moreau ajoute : « Autrement dit, le sommet de Bonn mérite bien le nom du château où les Sept ont tenu jeudi soir leur premier banquet : Falkenlust — ce qui en français signifie « le plaisir du faucon ».

Il conclut : « La France devrait dire non aux insanités de Bitburg. Non à la militarisation de l'espace. Non à l'agression contre le Nicaragua. Non à l'empire du dollar. »

### Pologne

#### Varsovie expulse deux diplomates américains et Washington quatre polonais

##### Nouvelle manifestation à Varsovie

Les Etats-Unis ont réagi très vigoureusement à l'expulsion, annoncée le vendredi 3 mai, de deux diplomates américains en poste en Pologne, en décidant le jour même d'expulser quatre diplomates polonais. Les deux américains, un premier secrétaire de l'ambassade à Varsovie et le consul à Cracovie, avaient été interpellés le 1<sup>er</sup> mai à Nowa-Huta, le faubourg industriel de Cracovie. Selon l'agence polonaise PAP, ils se trouvaient au premier rang d'un cortège de manifestants et scandaient « des slogans hostiles, distribuaient des tracts et brandissaient des pancartes ».

Le porte-parole du département d'Etat a estimé « ridicules » ces affirmations, et déclaré que les deux diplomates se trouvaient à Nowa-Huta en tant qu'observateurs de la manifestation, dans le cadre normal de leurs fonctions. Selon Washington, les deux hommes ont été malmenés lors de leur interpellation, et l'un d'eux a été frappé à coups de pied (les intéressés ont indiqué pour leur part qu'on leur avait annoncé dans le fourgon de police qu'ils seraient inculpés de jet de pierres — une menace très couramment formulée à l'égard des manifestants interpellés). Les deux diplomates ont été libérés vingt minutes plus tard, après qu'un policier leur eut exprimé des regrets.

Cependant, selon le porte-parole du département d'Etat, « le gouvernement polonais au lieu de présenter des excuses, a choisi d'opter pour le compte-rendu mensonger de l'incident présenté par son appareil interne de sécurité », ce qui marque une volonté « de détériorer encore un peu plus les relations bilatérales ».

Cet incident fait suite à l'interpellation mouvementée d'un attaché militaire américain à Varsovie, en février, et des désagréments qu'il a subis sa femme, contrainte à se débattre devant des policiers. L'affaire s'est soldée à l'époque par des expulsions croisées, selon l'habitude — mais cette fois Washington, en « doublant la mise », manifeste très clairement sa mauvaise humeur.

Les relations polono-américaines restent fort mauvaises en dépit de certains progrès ponctuels, le dernier en date étant la reprise des vols commerciaux réguliers entre les deux pays. Mais les Etats-Unis refusent toujours de lever certaines des

sanctions imposées après le 13 décembre 1981, en particulier la suspension de la clause de la nation la plus favorisée, et ne sont pas disposés à accorder de nouveaux crédits à la Pologne. De leur côté, les dirigeants et la presse de Varsovie continuent à utiliser à l'égard de Washington un ton extrêmement virulent. Ainsi lors du récent « sommet » du pacte de Varsovie, le général Jaruzelski a eu recours à un vocabulaire beaucoup plus « dur » que M. Gorbatchev lui-même. Par ailleurs, l'expulsion de deux Américains interpellés au cours — ou en marge — d'une manifestation vient opportunément conforter la thèse, développée sans relâche par la propagande polonaise, selon laquelle l'opposition intérieure est télécoumandée par des forces extérieures « hostiles ».

### Matrasques

A Varsovie, la journée du 3 mai (anniversaire de la Constitution démocratique que s'est donnée la Pologne à la fin du dix-huitième siècle, avant d'être dépecée par ses voisins) a été marquée par une manifestation d'environ six mille personnes, dans la vieille ville. Des forces de police considérables avaient été mises en place, et la manifestation a été immédiatement fragmentée en plusieurs petits groupes et rapidement dispersée. Des témoins ont assisté à des matrasques, et à un certain nombre d'interpellations. Selon l'agence Reuters, des policiers en civil qui s'étaient mêlés aux manifestants ont empoigné certains participants au cortège pour les conduire dans les fourgons et plusieurs passants, y compris des femmes âgées, ont aussi été interpellés.

J.K.

Le général Jaruzelski bientôt maréchal ? — L'agence officielle Pap a fait état vendredi d'une résolution adoptée par « un groupe de militants » du parti « paysan » (une organisation qui collabore avec le parti au pouvoir) qui ont demandé au conseil d'Etat de conférer au général Jaruzelski la dignité de maréchal. Cette annonce pourrait signifier que le général Jaruzelski, chef du parti et du gouvernement, pourrait se voir décerner ce nouveau titre à l'occasion des fêtes de la victoire.

## Sri-Lanka : de la « féerie cinghalaise » à la guerre civile

### Six mille combattants tamouls, pour la plupart marxistes

De notre envoyé spécial

Madras. — Qui sont-ils ces « tigres » tamouls, ces « boys », comme on dit ici, qui se battent pour le partage de Sri-Lanka en deux entités séparées et qui font trembler depuis un an les « lions » cinghalais ? Des jeunes gens pour la plupart, des intellectuels marxistes au niveau de l'encadrement et beaucoup d'anciens étudiants, ainsi que des chômeurs parmi les hommes de troupe et les militants.

On recense au total, à Madras, capitale du Tamil Nadu indien, vingt-trois groupes différents, mais cinq seulement ont véritablement pignon sur rue et manifestent une présence active à Sri-Lanka. Chaque groupe est formé de trois branches : unité militaire, cellule de propagande et réservoir de sympathisants. A eux tous, ils disposent d'environ six mille combattants, plus quatre mille « mobilisables », en quelques jours (contre seize mille cinq cents soldats gouvernementaux). Cependant, leurs sympathisants se comptent par centaines de milliers, dans le nord et l'est de Sri-Lanka, régions dans lesquelles les

de libérer l'Eelam. Son fondateur, M. Thangathurai, et son plus proche lieutenant ont été condamnés à mort en 1982 par la justice cinghalaise. Mais ils sont morts en prison quelques mois plus tard, « tués », selon la version officielle, « par des droits communs cinghalais révoltés ».

#### Bien entraînés

L'OLET est spécialisée depuis 1980 dans les coups de main spectaculaires : c'est elle qui a fait sauter un train de troupes cinghalaises en décembre dernier (soixante morts). « En dehors de nous, les gens de l'OLET sont incontestablement les meilleurs combattants », disent les « tigres » libérateurs de l'Eelam tamoul (TLET). Les « tigres » du TLET sont les plus célèbres des « boys », et leur appellation imagée, tirée d'une vieille légende tamoule, a fini par englober, dans l'inconscient populaire, tous les militants de l'Eelam. Leur chef, M. Prabhakaran, est un personnage plutôt rond et presque légendaire. On estime le nombre de ses maquisards à environ deux mille. Ils sont actifs depuis une dizaine

autochtones ; ensuite, les convaincre de la défense au Parlement de la capitale fédérale.

La-dessus, comme sur la nécessité d'établir un « Eelam socialiste » et de rejeter « la démocratie de type occidental », les cinq « grands » sont d'accord. Pas de clivage idéologique entre eux.

Certains, comme ceux du Front révolutionnaire de libération du peuple de l'Eelam (FRLPE), sont plus durs que les autres. Sous les portraits de Brejnev, de Staline, de Lénine, et de Marx, le porte-parole du Front, le « camarade » Ketheeswaran, soutient que l'URSS est « une démocratie modèle » et nous assure que le futur Eelam pourrait « s'inspirer de la formule de gouvernement du Vietnam ». Les militants du FRLPE, fondé en 1981 à partir d'une ancienne association étudiante, sont plutôt considérés par les plus anciens comme « des jeunes gens immatures, bien que décidés ».

Le FRLPE s'est distingué, en 1984, par deux attaques de camps militaires et l'enlèvement d'un couple de jeunes Américains, M. et Mme Allen, accusés d'être des agents de la CIA. Le couple fut relâché quelques semaines plus tard.

#### Pas de provocations !

Eros, l'Organisation révolutionnaire de l'Eelam, fondée en 1975, à Londres, par un jeune économiste marxiste, M. Allathambi Ratnasabathiy, est opposée à ce genre de coups de main, aux tueries indiscriminées de civils cinghalais, et aux braquages de banques. L'Organisation, largement composée d'intellectuels, est spécialisée dans le sabotage économique. C'est elle qui a fait exploser une bombe à l'hôtel Oberoi de Colombo, il y a quelques mois, et une autre au ministère de la sécurité nationale.

Sur l'efficacité, sur la richesse et sur la force réelle de l'Organi-

sation de libération du peuple tamoul de l'Eelam (OLPTE), les renseignements sont plus contradictoires. L'OLPTE, le seul des cinq groupes qui n'a pas encore rejoint le front uni, suscite la méfiance des quatre autres.

« C'est à la fois la moins active sur le terrain et la plus riche d'entre tous, dit un concurrent, et personne ne sait d'où viennent ses fonds. Libye ? tout est possible... ». Les « boys », soupçonnés, quoi qu'il en soit, d'apprendre la technique de leur dernière livraison d'armes par les Indiens. Pour l'heure, cependant, la direction politique de l'OLPTE est opposée à la tactique de guérilla. « Si vous ne pouvez défendre vos gens contre les représailles de l'armée ennemie, nous dit le porte-parole du groupe, M. Raja Nithiyani, ne le provoquez pas ».

Elle se concentre sur le recrutement et sur la formation d'une « armée conventionnelle de libération », avec, pour objectif, d'affronter les troupes cinghalaises dans une bataille « décisive », le moment venu. Formée en 1980 à la suite d'une scission des « tigres » TLET, l'Organisation est dirigée par M. Ummamalleswaran, un ancien géomètre de trente-trois ans, également marxiste mais opposé, pour des raisons personnelles, à M. Prabhakaran.

L'OLPTE possède une radio, La Voix de l'Eelam, qui émet à partir des eaux internationales — selon elle — et du territoire indien d'après Colombo. L'Organisation est la seule à reconnaître ouvertement que ses hommes sont entraînés au Proche-Orient par l'organisation de Georges Habache, de l'OLP palestinienne (1).

PATRICE CLAUDE

(1) On pense que les « tigres » TLET et les combattants de l'OLPTE sont également entraînés, entre autres, au Proche-Orient.

## Les réfugiés chez

De notre envoyé spécial

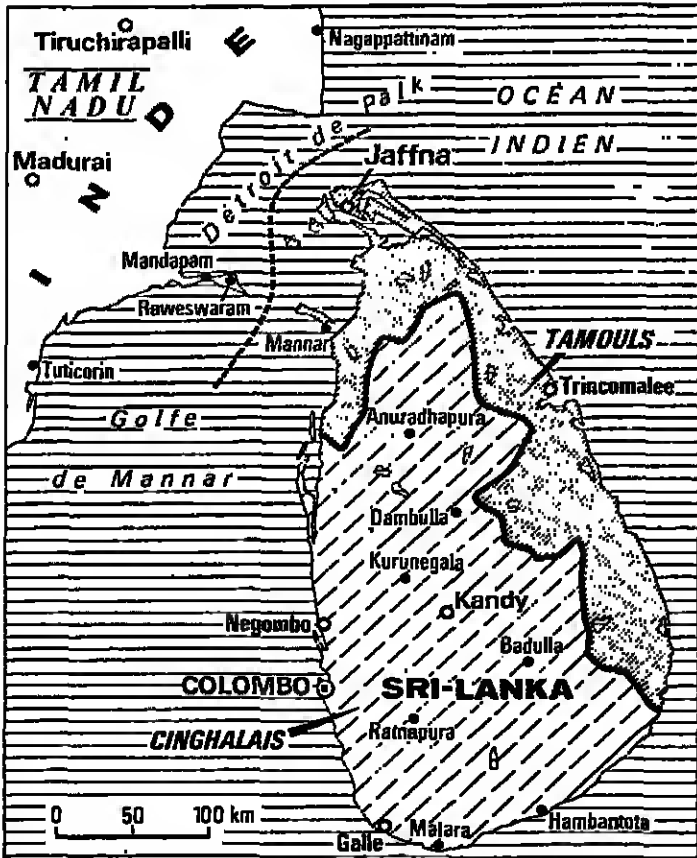
Rameshwaram. — Des enfants maigres et nus qui pleurent, jouent ou somnolent sur le béton gris du hangar ; des adultes silencieux, humbles, accroupis, les yeux hagards au milieu de leurs ballots épars. L'attente. Tous les réfugiés en connaissent les affres et le prix. Parce qu'ils sont venus en barque, la presse indienne, qui aime les raccourcis, les appelle les « réfugiés de la mer ». Le goffa de Mannar, cependant, n'est pas la mer du sud. Pour arriver jusqu'ici et prendre pied sur cette « île de lumière », immobile et sainte depuis l'éternité hindoue, les « boat people » de Sri-Lanka n'ont eu à braver ni pirate, ni requin, ni tempête. Seulement la peur. Celle d'être détectés et tués par une patrouille de la marine srilankaise. Elle a beau être minuscule, cette marine, le nombre d'embarcations qu'elle a coulées ces derniers mois, avec tous leurs occupants — fuyards, innocents pêcheurs indiens ou guérilleros en route pour le feu — se compte par dizaines. Le prix de la traversée demandée par les passeurs clandestins a d'ailleurs doublé en quelques mois : aujourd'hui, entre 1 000 et 2 000 roupies srilankaises (une roupie = 0,80 F) pour une famille de cinq ou six membres. Les plus chanceux reçoivent parfois pour la traversée l'aide financière de quelques groupes de

« tigres » (indépendantistes). Les autres ont vendu tout ce qu'ils possèdent.

La péninsule de Jaffna et le district de Mannar, d'où viennent le plupart, ne sont qu'à quelques dizaines de miles nautiques. « Au début, racontent encore les douaniers, certains débarquaient avec des magnétoscopes et des appareils radio. La loi est la loi : ils devaient régler des taxes d'entrée. Mais c'est terminé. Ceux qui arrivent depuis deux mois n'ont absolument rien à déclarer ». La plupart n'ont même pas de papiers. Les services d'immigration consignaient méticuleusement les identités déclarées par les adultes, enregistrant le nombre de personnes et d'enfants par famille, et prenant des photos de groupe qui seraient accrochées aux dossiers.

#### La colère des autochtones

Rameshwaram, la « ville du seigneur Rama ». Un flot de rêve polynésien, toute la sérénité d'un bout du monde. Depuis février dernier, depuis que les marins et les bimoteurs srilankais patrouillent dans le détroit de Palk, les pêcheurs ne sortent plus. Sur un millier de bateaux, moins d'une centaine de ténérissimes osent encore lancer leurs filets dans la baie, sous la protection de patrouilleurs indiens, dont le nombre a été multiplié par deux depuis trois



Tamouls hindouistes, minoritaires sur le plan national (12 % de la population), sont majoritaires.

Le Nord, péninsule de Jaffna et district de Mannar, et l'Est, jusqu'au sud du port de Trincomalee, seraient englobés dans les frontières du nouvel Eelam, la « nation prospère » indépendante dont rêvent les « boys ».

#### Un front de libération

Trois des cinq grands groupes armés ont formé, en avril 1984, le Front de libération de l'Eelam tamoul (FLET). Un quatrième — le plus ancien et le plus efficace — les a rejoints le 11 avril dernier et le dernier étudie activement son entrée dans le Front.

Objectif déclaré du FLET : « Adopter sur le terrain une stratégie politico-militaire conjointe, coordonner les opérations de manière à faire front à l'escalade de la violence gouvernementale et empêcher le développement du génocide ».

Parmi ces cinq groupes, l'Organisation de libération de l'Eelam (OLET), fondée en 1973 par un groupe d'étudiants, ne professe pas ouvertement d'idéologie marxiste. L'unique objectif déclaré de l'OLET est

d'années, bien entraînés, disciplinés et efficaces. Ils disposent de mortiers, de RPG-7 et de pistolets-mitrailleurs d'origine diverse. « L'essentiel de nos armes, nous dira le docteur A.S. Balasingham, numéro deux du groupe, viennent de nos prises sur l'ennemi et du marché international de l'armement ». Le nerf de la guerre est assuré par la diaspora tamoule d'Europe et du Proche-Orient, ainsi que « par l'Etat cinghalais lui-même ». Les « tigres », comme les autres mouvements, ont décrié, il y a déjà longtemps, que l'argent des banques et les fonds publics de Sri-Lanka devaient être réquisitionnés pour financer leur cause.

Sur le plan politique, selon M. Balasingham, les « tigres » souhaitent que l'Inde reconnaisse officiellement la cause de l'Eelam et le Front, qu'ils viennent de rejoindre (...). « Après tout, New-Delhi soutient bien l'ANC sud-africain, le SWAPO namibienne, et l'OLP palestinienne ». La stratégie pour obtenir le parrainage officiel de M. Rajiv Gandhi est simple : d'abord, gagner à la cause le maximum de politiciens du Sud indien, pressés par les quarante millions de « cousins » tamouls



# Étranger

Liban

## L'angoisse et la colère des chrétiens

(Suite de la première page.)

Le principe du « pouvoir chrétien », essentiellement celui du président de la République, n'est pas vraiment remis en cause, mais son exercice et ses attributs le sont. Vainqueurs non seulement vis-à-vis des chrétiens, mais aussi de leurs coreligionnaires sunnites, les leaders chiites, M. Nabih Berri, et druze, M. Walid Joumblatt, sont en bonne position pour tendre la main à la population chrétienne. Ils le font, et donnent assurance sur assurance concernant notamment le sort de la localité chrétienne de Jezzine au Sud, mais rompent les ponts avec le duo phalanges-Forces libanaises. Plus que M. Joumblatt, « fatigué de la guerre » et qui estime venu le temps d'un arrangement avec les chrétiens — défaits, — M. Nabih Berri, qui a assis son pouvoir dans la majeure partie des territoires évacués par Israël au Sud, se fait menaçant et insultant à l'égard du président Gemayel, l'accusant d'avoir répondu au plan de sécurité, qu'il prônait conjointement avec M. Joumblatt, par une mobilisation générale de l'armée (version chrétienne) et des Forces libanaises qu'il cautionnerait donc contrairement aux apparences. « Que Cheikh Amine sache que nous connaissons bien l'identité de l'auteur de la théorie du « nettoyage » de Nabaa, de Borj Hamoud, et de la quarantaine (1) (...) Je ne crains ni les aboiements (de Geagea, chef de la milice chrétienne) ni l'appui qu'ils peuvent trouver (auprès du président Gemayel). Les forces qui ont triomphé d'Israël triompheront sans aucun doute de ses créatures, en tête desquelles se trouvent des personnalités qui se sont hissées à la présidence alors qu'elles n'auraient pu y parvenir en d'autres circonstances », a affirmé M. Berri. On ne saurait être plus clair.

Dans ces conditions, le gouvernement de pseudo-unité nationale, déjà paralysé, n'est plus qu'une fiction. M. Berri et Joumblatt, et dans leur sillage le ministre sunnite, M. Hoss, refusent de se rendre au palais présidentiel et proposent que le conseil des ministres se tienne au siège (« provisoire » depuis neuf ans) du Parlement, sis sur la ligne de démarcation. Ce faisant, les deux leaders consacrent le déplacement du rapport de forces en leur faveur : eux et le chef de l'Etat détiennent des pouvoirs et des territoires équivalents. En réalité, leur pouvoir est plus effectif.

La Syrie regarde les chrétiens se débattre le dos au mur, sans même faire mine de freiner ses alliés. Agacé par la rébellion des Forces libanaises le 12 mars, qui a torpillé ses savants échafaudages, et impatient, dit-on, de voir le président Gemayel ne pas réussir à mettre de l'ordre dans sa maison, Damas laisse froidement se dégrader la situation des chrétiens, sans (encore ?) les tirer de ce très mauvais pas. Aussi le patriarche maronite, celui-là même qui a été houpillé par les étudiants chrétiens furieux de sa placidité, aurait-il résolu de se rendre au Vatican pour demander l'intervention du pape auprès de Damas.

### L'écartèlement

Sans doute, la raison profonde du wait and see syrien est-elle de laisser s'achever le retrait israélien du Liban, prévu pour le début de juin. Un mois qui risque d'être long à vivre pour les Libanais, s'il devait, comme on le craint, être un mois de montée des tensions, de combats à Beyrouth, de quasi-fermeture des communications entre les deux secteurs de la ville, de petite guerre à la limite de la guerre tout court.

C'est ce cauchemar — beaucoup lui préfèrent ici les hostilités pures et simples — que prévoient les augures comme trame de ce qui sera sans doute le dernier mois de la phase actuelle de la crise libanaise, commencée en septembre 1983 avec le premier retrait israélien en forme de piège qui avait donné naissance à la bataille de la montagne. Depuis, la situation n'a fait que se détériorer : de retrait en bataille, du Chouf à Salda et à l'Iklim-el-Kharroub, les regroupements démographiques — en fait, l'exode des chrétiens, de la montagne vers Beyrouth et du sud vers la bande frontalière rempart d'Israël — ont créé des territoires sur lesquels de nouveaux pouvoirs se sont installés. En juin, cette phase aura produit son plein effet.

Si Israël est satisfait du résultat et si la Syrie s'en accommode, une décapitation et peut-être une pause pourraient suivre l'extrême tension de ces jours-ci et de ceux, peut-être plus, qui s'annoncent dans l'immédiat. Sinon, une grosse explosion est à craindre.

LUCIEN GEORGE.

(1) Quartiers du secteur chrétien de Beyrouth habités à l'origine par des chrétiens qui en ont été délogés au début de la guerre en 1975-1976.

## A travers le monde

### El Salvador

• DIALOGUE AVEC LA GUÉRILLA. — Le président salvadorien, M. Napoleon Duarte, a annoncé vendredi 3 mai qu'il avait proposé à la guérilla « des entretiens préliminaires en privé » avant la tenue de la troisième réunion du dialogue engagé entre les deux parties. M. Duarte a ajouté qu'il avait fait cette proposition par l'intermédiaire de l'Eglise catholique salvadorienne. — (AFP.)

### Irlande du Nord

• UN PROTESTANT ASSASSINÉ. — M. William Hecenan (cinquante ans), un protestant, fonctionnaire à Castlewellan (sud-est de l'Irlande du Nord), a été abattu presque à bout portant, devant son domicile, le vendredi 3 mai. Certains membres de sa famille sont liés au Parti démocratique unioniste, le parti protestant le plus radical, mais la victime n'avait, selon la police, aucune activité politique. L'attentat n'a pas été revendiqué. — (AFP.)

### Nicaragua

• UNE COMMISSION POUR UN PROJET DE CONSTITUTION. — L'Assemblée nationale nicaraguayenne a constitué une commission multipartite chargée d'élaborer un projet de Constitution qui devrait être soumis au Parlement en 1986, selon des informations publiées mardi 30 avril dans la presse. La commission est formée de onze mem-

bres du Front sandiniste de libération nationale (FSNL, le parti au pouvoir), ainsi que de députés du Parti conservateur (3), du Parti libéral indépendant (2), du Parti populaire social chrétien authentique (2), du Parti socialiste (1), du Parti communiste (1) et du Mouvement d'action populaire (1). — (AFP.)

### Vietnam

• PLUS DE DEUX MILLE DÉPARTS VOLONTAIRES EN AVRIL. — Au cours du mois d'avril, 2 181 personnes (2 124 Vietnamiens et 57 Khmers) ont quitté légalement le Vietnam, a annoncé vendredi 3 mai la représentation du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Hanoï. La majorité ont gagné les Etats-Unis. — (AFP.)

(Publié)

### SOIRÉE - DÉBAT

Animée par madame Annie Goldmann-Talab Askénazi et Sépharade

### LA RENCONTRE DE DEUX ROMANCIERS

Avec Naim Kattan, un Juif sépharade francophone au Canada et David Shulman (Prix Médicis) un choyen de Jérusalem

LUNDI 6 MAI 1985 à 20 h 30  
CENTRE RACHI  
38, Bd de Port-Royal 75015 Paris  
Participation aux frais.

La « féroce cinghalaise » que décrivait aux Français, il y a cinquante ans, Francis de Croisset, dans un roman à succès, s'est transformée en cauchemar. L'île, indépendante sous le nom de Sri-Lanka, est déchirée par la guerre civile. Colombo tente, par une dure répression, de venir à bout des Tamouls qui veulent fonder leur État, l'Eelam. A l'été 1983, des pogroms antitamouls avaient fait plusieurs milliers de morts dans toute l'île. Depuis février dernier, dix-huit mille Tamouls ont fui leur pays pour l'Inde, tandis que l'armée de Colombo, durement accrochée, multiplie les massacres.

## Le soutien et les réticences de « Mother India »

De notre envoyé spécial

Madras. — Les « boys » sont inquiets. Durant la seule dernière semaine de mars, les autorités indiennes leur ont confisqué deux cargaisons d'armes. Cette mesure sans précédent, semble marquer un tournant dans la politique de New-Delhi à l'égard des Tamouls de Sri-Lanka.

Le premier chargement — des caisses de grenades, des mitrailleurs, et des fusils made in England — était destiné au FRLPE. Le canon pneumatique qui emmenait les armes sur le « front », dans la péninsule de Jaffna, venait de quitter Mandapam, une petite ville côtière du Tamil-Nadu, indien à 40 kilomètres du Nord sri-lankais. Soudain, au milieu de la nuit, coup de projecteur : les garde-côtes indiens arraisonnent l'embarcation, saisissent la marchandise, et remettent les deux militants de bord aux autorités de Mandapam.

### « Ni entraînement ni armes »

Ils seront libérés quinze jours plus tard, après versement d'une caution, mais, pour la première fois depuis trois ans, « Mother India » s'est montrée intraitable. Coïncidence ? Une semaine plus tard un conteneur grand comme un wagon parvient, en provenance de Singapour, au port de Madras. Cargaison déclarée « vieux papiers ». Destinataire : une usine de l'Aodra-Pradesh, livrée à sa monnaie rigolante, les douaniers ouvrent le paquet. Surprise ! Sous les cartons il y a 1 400 fusils automatiques, 300 pistolets mitrailleurs Sten, 5 postes émetteurs japonais et 3 photocopies.

Avec les munitions la cargaison est évaluée à l'équivalent d'environ 30 millions de francs. Qui est assez riche pour s'offrir pareil arsenal ? Officiellement les limiers indiens cherchent encore. Dans les milieux indépendantistes tamouls, on sursure que les militants de

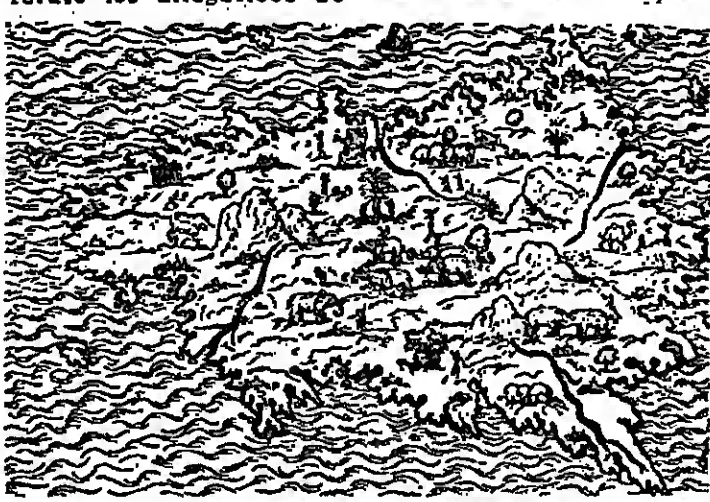
TOLPTE, autre groupe, sont particulièrement furieux.

Le doute, en tout cas, n'est plus permis : quelque chose ne tourne pas rond entre New-Delhi et les « tigres », libérateurs de l'Etat tamoul.

A Madras, les « boys » refusent d'en parler ouvertement. Jusqu'à présent, en dehors de quelques amorceurs — comme la mise à l'ombre temporaire, en 1983, de deux chefs « tigres » qui s'étaient tirés dessus en plein air, — l'Inde avait toujours fermé les yeux sur leurs activités et fermement réfuté les allégations de

de « bureaux de politique et de propagande tamoule ». Impossible donc d'admettre un changement d'attitude à l'égard des « tigres », sans confondre le même coup les accusations de « collusion » lancées périodiquement par Colombo. Cruel dilemme !

Les « tigres » sont, en outre, soumis à l'obligation de réserve traditionnelle en ces circonstances. Leur seul « sanctuaire » pour continuer la guerre dans le nord de l'île et, éventuellement, obtenir au jour la sécession de l'Eelam est le Tamil-Nadu, il veulent donc tout faire pour



Ceylan, dans une gravure française du seizième siècle

Colombo sur l'existence de camps d'entraînement, au Tamil-Nadu.

Eo fait, nous dira l'un des guérilleros : « Il n'y a pas de camps, à proprement parler. Seulement quelques bivouacs de familiarisation à la guérilla. Certaines zones nous ont d'ailleurs été récemment interdites. » Autre signe d'une évolution indienne qui ne peut pas dire son nom ?

« Ni entraînement ni armes. » Il n'y a, officiellement, entre Madras et la pointe sud de l'Inde que « des réfugiés tamouls chassés de leur village par les brutalités de l'armée sri-lankaise ». Tout juste, reconnaît-on à Delhi, et encore en privé, l'existence à Madras

éviter d'embarrasser New-Delhi. Les langues se délient que sur la promesse de ne citer aucun nom.

« C'est vrai. L'espace de mouvement dont nous bénéficions jusqu'ici s'est réduit », reconnaît le porte-parole de l'un des cinq groupes. « Oui, admet un autre, la situation est préoccupante. L'Inde, c'est clair, ne veut plus voir d'armes transiter sur son territoire. Est-ce une mesure temporaire ? L'avenir le dira. »

Pour le théoricien de l'un des groupes les plus puissants, ce sont les « maladroites du FRLPE » qui sont en partie à l'origine du durcissement indien. « On n'envoie pas, d'ici, de chargement d'armes à Jaffna quand le secrétaire

indien aux affaires étrangères est en consultation à Colombo. »

La visite de M. Ramesh Bhandari, secrétaire général du ministère indien des affaires extérieures, fin mars à Sri-Lanka, reste entourée de mystère. Personne ne sait très bien ce qui s'est dit dans le secret du bureau présidentiel de M. Jayewardene. Mais les imaginations galopent d'autant plus vite que, rentrée à Delhi, la délégation indienne a fait au Parlement une déclaration muette à fait inhabituelle : « L'arrêt de toutes les violences est nécessaire à la création d'une atmosphère propice à la reprise du dialogue politique » (entre Colombo et les Tamouls).

### Un changement de ton

Pour la première fois, l'Inde mettait virtuellement sur le même pied les exécutifs de l'armée cinghalaise et la lutte des « tigres » tamouls. Tollé général de tous les députés d'opposition sudistes au Parlement. Le gouvernement fut sommé d'expliquer sa position et d'avouer clairement quelle avait changé. Quelques jours plus tard, M. Rajiv Gandhi, dans un entretien avec des journalistes, tenta de corriger le tir et mit l'accent sur « les atrocités commises contre les Tamouls innocents par l'armée sri-lankaise ».

Le premier ministre précisa cependant que, à son avis, les soldats « n'étaient pas totalement sous le contrôle » de leur gouvernement.

Le changement de ton est perceptible, et la presse de Colombo, en mettant une sourdine à ses diatribes anti-indiennes, paraît l'avoir compris. Cela tient à plusieurs raisons.

D'abord l'Inde n'a pas l'intention d'intervenir militairement à Sri-Lanka. La direction politique d'un groupe indépendantiste qui était allée la réclamer « d'urgence » à Delhi s'est vu répondre, le 27 avril, dans le bureau d'un très haut fonctionnaire des affaires étrangères : « Pas question. Notre département serait dénoncé, dans l'heure qui suit, par le Conseil de sécurité des Nations unies. » Apparemment l'Inde en a été informée à l'avance.

### La stratégie de Colombo

Le nombre de réfugiés sri-lankais en Inde atteint maintenant 90 000 personnes. New-Delhi est engagée dans une offensive de charme généralisée à l'égard de ses voisins. Enfin, le président Jayewardene ne reste pas inactif et tente d'établir, avec les autres pays du sous-continent, une alliance « informelle » dont l'objectif évident est de contrebalancer la prépondérance de l'Inde sur les affaires de la région.

A Islamabad, où il avait précédé de quelques jours M. Ramesh Bhandari, le président sri-lankais s'est vu prêter, par le général Zia Ul Haq, une oreille plus que compatissante. Les « tigres » pensent même qu'un contrat de livraison d'armes a été signé entre les deux hommes. En tout cas, sans jamais nommer directement Delhi, les deux chefs d'Etat n'ont pas manqué de dénoncer les « ambitions hégémoniques régionales » de certaine puissance.

Prochaine étape prévue de l'initiative diplomatique sri-lankaise : le Bangladesh, qui a également quelques problèmes de voisinage avec l'Inde.

Dans la coulisse, les négociations vont, paraît-il, bon train. Mais, vu des côtes indiennes, l'antagonisme entre Tamouls et Cinghalais semble bien avoir atteint le point de non-retour.

P. C.

## leurs « cousins » indiens

mois. Le vieux ferry à vapeur qui assurait la liaison entre Rameshwaram, l'indienne, et Taleimannar, l'île sri-lankaise, rouille paisiblement, abandonné à une encablure de la jetée.

« J'accroche, fuimaine ce petit patron de pêche, on ramenait 5 tonnes de crevettes par mois sur cette île ; aujourd'hui, entre 600 et 800 kilos seulement. Le conservateur de l'île a fermé. » Et s'il est toujours possible de s'enrichir d'arak (eau-de-vie de palmiers légers), le soir dans les gargotes, il n'y a plus moyen de se faire servir le moindre fruit de mer. Les pèlerins, les milliers de dévots hindouistes qui viennent régulièrement se purifier dans les eaux sacrées de la lagune — l'île est un peu la Lourdes de l'Inde et la principale rivale de Bénarès, — sont furieux.

La colère des autochtones, néanmoins, n'est pas dirigée contre les « cousins » réfugiés, mais contre les Cinghalais de Colombo. Toutefois, par mesure de prudence, les autorités indiennes ont pris soin d'éviter tout sentiment d'envahissement. Sur une population insulaire d'environ quinze mille âmes, il n'y a jamais plus de cinq cents à six cents réfugiés à la fois répartis dans une demi-douzaine de camps de transit. Des anciennes auberges de pèlerins pour la plupart, convenablement ravivées et passées à la chaux.

Dos cuirés et luisant de sueur sous le soleil, les fuyards y

demeurent, entre deux et six semaines, le temps de passer une visite médicale, d'être enregistré et de trouver une place dans un autre refuge sur le continent : à Mandapam pour commencer. Ironie de l'histoire : le principal camp de Mandapam avait été bâti par l'Empire britannique pour les Tamouls indiens, qui devaient accepter une mise en quarantaine médicale avant d'être envoyés dans les plantations de thé, à Ceylan. Aujourd'hui, les descendants de ces immigrants vivent à peu près tranquilles dans le centre et la sud de Sri-Lanka ; ce sont leurs « cousins » de Jaffna, implantés là-bas depuis deux millénaires, qui reviennent au pays de leur lointaine origine.

### Un sort plutôt enviable

Le camp a été ravivé, repeint et doté des commodités essentielles. Ce sont de grands bâtiments en dur, de plain-pied, qui abritent chacun entre quinze et trente familles : un millier au total, soit cinq mille personnes environ.

L'endroit est plutôt agréable et tout a fait bien tenu. Les enfants jouent au bord de la mer. Leurs parents discutent tranquillement de l'avenir, à l'ombre des baobabs. Par rapport aux Tamouls autochtones, qui survivent pour moitié au-dessous du seuil minimal de pauvreté, le sort matériel des réfugiés paraît même plutôt enviable.

P. C.



# Étranger

## INDE

### Désinfecter le Gange très pur

Le Gange très pur est salutaire aux âmes mais aussi, hélas ! redoutable aux corps. Il est grand temps d'assainir un fleuve dont la pollution, soudain révélée par des études scientifiques, a épouvanté même les pieux baigneurs.

#### Correspondance

New-Delhi. — A l'occasion du Festival de l'Inde à Paris cet été, le premier ministre M. Rajiv Gandhi mêlera un échantillon des eaux sacrées du Gange à celles de la Seine dans un geste symbolique d'amitié franco-indienne. Or le Gange, image millénaire de la pureté, succombe aujourd'hui sous la pollution. Problème tellement pressant que M. Gandhi, surnommé le « Monsieur Propre » de l'Inde, a fait d'un ambitieux programme de nettoyage une de ses priorités.

Avant toute chose, il faut savoir « qui » est le Gange. Dans le *Ramayana* (texte sacré de la mythologie hindoue), le sage Visvamitra apprend au héros Rama, que Ganga est une déesse capricieuse, dépêchée contre sa volonté sur terre par son père, le noble Himalaya, afin de purifier et consoler. Mais, fiée de devoir quitter les hauteurs célestes, la pétulante déesse menaçait de balayer et d'engloutir l'humanité tout entière. Pour contenir sa violence, Shiva — le destructeur et le créateur — intervint et captura Ganga dans les longues nattes de sa chevelure.

Ainsi domptée, Ganga devint un fleuve de plus de 3 000 kilomètres, prenant sa source à 4 500 mètres d'altitude sur le mont Gangotri, non loin de la frontière tibétaine... Et l'humanité — en nombre toujours croissant — vint s'installer sur ses berges. C'est de là que vient, au demeurant, le problème.

Avec sa sœur, la Yamuna, et ses nombreux affluents, le Gange fait vivre presque toute l'Inde du Nord, soit près de 200 millions de personnes, au bas mot. Malheureusement, en contrepartie, le développement incontrôlé de cette population énorme a été tellement rapide qu'il a suffi de deux décennies pour qu'un bain de purification dans le Gange dans la ville sainte de Varanasi soit devenu « un véritable danger pour la santé du corps » selon le discours inaugural d'une conférence sur l'environnement qui se tint à Delhi il y a quelques mois.

#### Un égout à ciel ouvert

La pollution vient de tout bord : parmi les sources les plus notables, une étude faite en 1981 par le département de l'environnement du gouvernement indien, sous l'égide du docteur T.N. Khoshoo, a identifié : les déchets chimiques drainés des champs avoisinants provenant de l'application massive d'engrais, les effluents industriels rejetés par les grands centres de Kampur et de Calcutta... Mais la part la plus nauséabonde et la plus nocive de cette pollution est d'origine humaine et animale. Selon un

porte-parole du cabinet de M. Rajiv Gandhi, « si le Gange est dans un état si épouvantable, c'est à cause de tous ces cadavres qu'on y jette ». Cadavres mal incinérés à cause de la pénurie de bois qui frappe l'Inde depuis quelques années. L'étude officielle s'en prend aux « déversements en larges quantités d'excréments non traités... ». Bref, le Gange coule des flots douteux.

Pendant longtemps, l'Inde a résisté à l'assaut de la réalité. Un mythe circulait, incontesté : la pureté légendaire du Gange était telle que même les bactéries les plus coriaces y mouraient, que la « déesse » se protégeait elle-même des méfaits des hommes... « Bal-vernus », rétorque le docteur Khoshoo, le Gange foisonne de maladies, 80 % de toutes celles de la région viennent du fleuve. L'Inde a été traumatisée par la révélation, à commencer par l'ancien premier ministre, Indira Gandhi, car c'est elle qui donna le coup d'envoi de l'enquête dirigée par le docteur Khoshoo.

Selon ce rapport, la flore bactérienne, quant à elle, pullule : cette pollution est six fois supérieure à la limite admise. Autre problème, l'irrigation des champs — qui, à elle seule, prélève 134,5 milliards de mètres cubes d'eau sur les 142,6 milliards pris au fleuve chaque année, le reste étant utilisé pour la consommation humaine ou industrielle, — éponge le sol et donne au Gange 42 millions de tonnes de sels minéraux excédentaires chaque année. Mais ces chiffres, pris sur le débit moyen annuel, ne fournissent qu'une petite idée de l'ampleur du problème.

La situation hygiénique est encore plus alarmante pendant les mois d'été lorsque le débit périclète. A cette époque, toujours selon le rapport officiel, le Gange n'est, par endroits, qu'un égout à ciel ouvert.

#### Une grande première scientifique

Devant ce désastre écologique, le gouvernement indien s'est décidé à agir. Une des toutes premières mesures prises par M. Rajiv Gandhi au lendemain de son élection victorieuse le 28 juin 1984, a été de veiller à la création d'un « plan d'action pour la prévention de la pollution du Gange », plan dont la mise en œuvre sera régie par un comité spécial qu'il présidera lui-même.

Ce plan prévoit un investissement total de 250 millions de roupies étendu sur l'ensemble du septième plan quinquennal 1985-1990. L'axe essentiel sera la construction, ou la modernisation, d'un vaste complexe d'usines de traitement des eaux dans plus de six cent quatre-vingt-douze localités, avec, en priorité absolue, l'aménagement d'un système d'égouts dignes de ce nom dans les vingt-sept villes de plus de vingt mille habitants arrosées par le Gange.

Mais ce plan est plus qu'un simple espoir pour le fleuve sacré : il se veut aussi une grande première dans le domaine scientifique et technique. Selon le Dr Khoshoo, le programme d'aménagement du Gange, qui



FRANCHINI

vient d'être officiellement approuvé, cherchera à « utiliser les déchets excrémentaires comme matière première pour un long réseau d'énergie alternative ».

Ces déchets, dûment récupérés et canalisés, produiront du méthane, qui peut ensuite être utilisé comme gaz de cuisson ou d'éclairage dans les villages. Les résidus de ce procédé fourniront des engrais naturels riches ainsi qu'un complexe alimentaire fort

utile dans la pisciculture fluviale... En tout, le gouvernement espère un rendement annuel net de près de 11 millions de roupies une fois le système en place. Quant à Ganga, selon le Dr Khoshoo, elle se verra débarrassée « à plus de 75 % de sa pollution actuelle ». Dans cinq ans, peut-être moins, la purification de l'âme des pèlerins hindous pourra donc se faire sans risque pour leur corps.

KIM GORDON-BATES.

## MADAGASCAR

### La nostalgie de

L'empire n'a pas laissé que de mauvais souvenirs aux anciens colonisés. Surtout là où une importante base militaire française assurait une prospérité que l'indépendance ne pouvait évidemment plus maintenir. C'est le cas de Diégo-Suarez, qui reste francophile.

#### De notre envoyé spécial

Antsirana. — Déboulonner le buste de Joffre — « Tombouctou 1894, Diégo 1903, la Merne 1914 » — qui domine le port commercial, débaptiser la rue Colbert, la principale artère de la ville ? Idée saugrenue, presque sacrilège ! M. Jean-Pierre Totobesola, président du comité exécutif de la province, est catégorique : « Il n'en est pas question ». Et M. José Rakotomavo, député de la circonscription, de renchérir : « Ici, on est sans complexes vis-à-vis du passé ».

Etrange destin que celui de cette ville, aujourd'hui assoupie au bord d'une rade à faire envie à plus d'un stratège, qui n'en finit pas de ressasser les souvenirs d'une époque où elle s'appelait encore Diégo-Suarez. Déjà, au début du dix-huitième siècle, les pirates qui écumèrent alors les eaux alentour, avaient fondé en ces lieux Libertalia, éphémère cité dirigée par un conseil élu d'hommes instruits. Puis, un siècle plus tard, on passa aux choses sérieuses. L'amiral de Rigny promit de bâtir, dans cette baie en forme de trèfle à quatre feuilles, un autre Toulon, « des quais, des bassins, des cales, des arsenaux, des casernes, des dépôts ».

Sitôt dit, presque sitôt fait. On vit arriver, dans ce coin perdu, des quatre points cardinaux, Comoriens, Réunionnais, Mauriciens, Saint-Mariens, Chinois, Indiens. C'est dire que les « vrais Antsirana » ne courent pas les rues ! Peut-être est-ce pour cette raison-là qu'à la panne nord de la Grande-Ile, à 1200 kilomètres de la capitale, Diégo-Suarez aime à afficher son quant-à-soi de cité cosmopolite, à respirer l'air du grand large.

La III<sup>e</sup> République décréta, en 1898, Diégo-Suarez « point d'appui dans l'océan Indien ». Deux ans plus tard, le colonel Joffre y débarqua. Il gagna, ici, ses étoiles de général de brigade. Ce « génie méthodique et puissant », au dire de Gallieni, son patron, « transforma la baie en un immense camp retranché ». Quelque cinq mille militaires y tenaient garnison. Conséquence attendue de cet attroupement : la dégradation des mœurs. Le gouverneur d'alors se désolait de la « triste habitude » qu'avaient prise les autochtones de « ne compter pour vivre que sur les gains de leurs femmes et de leurs filles ».

L'indépendance de Madagascar, en 1960, ne modifiera guère le décor : Diégo-Suarez reste solidement amarrée à la France. Les Antsirana n'imaginaient pas qu'il puisse, un jour, en être autrement. Et pourtant, ce jour-là arrive, au nom d'arguments qui leur échappent, qui relèvent de la haute politique. En août 1973, la Légion étrangère plie bagages : en juin 1975, la marine nationale lève l'ancre. Il faut tirer un trait sur le passé.

Les Antsirana protestent, bien sûr, de leur innocence : les événements qui ont conduit à cette grande « déchirure », ne les concernaient pas. A les écouter, « ça a été comme un cyclone venu de la capitale ». M. Rakotomavo ne veut voir qu'un « accident de l'histoire qui n'aurait jamais dû se produire ». Le colonel Walch Houlder, commandant la 7<sup>e</sup> région militaire, cherche à ramener les choses à leur juste proportion : « C'est la politique qui a fait partir les Français en 1975, mais le cœur n'a rien oublié ».

#### Ils reviennent !

On s'est, en effet, rendu compte que les Antsirana n'avaient pas la mémoire courte lorsque, au début d'avril 1984, dans le sillage de l'cyclone Kamisy, deux unités de la marine nationale — le *Champlain* et le *Protée* — se sont portées, sans retard, au secours des sinistres. « La Marseillaise sur le port, pour la première fois



SERGUEL

depuis 1975 », se rappelle, avec émotion, le colonel Houlder. « Il fallait voir ça, raconte M. Totobesola, l'accueil de la population, les motels rue Colbert, et puis les larmes au moment de la séparation ». A la vue de ces deux navires français à quai, d'anciens « étaient mis à rêver tout haut : « Alors, ils reviennent, ils vont rester ? Les « pompons rouges » n'étaient que de passage !

La preuve était ainsi faite qu'il existe des liens historiques, difficiles à rompre. Diégo-Suarez se vante d'être la ville la plus francophile de Madagascar, francophile jusqu'au bout des ongles. « Ici, on parle volontiers francophone », explique le député, tellement il y a eu de brassages. « Président du centre universitaire régional (CUR), il projette d'y ouvrir, à la prochaine rentrée, un département de lettres françaises. Pour le moment, les étudiants antsirana, qui veulent suivre cette filière sont obligés d'aller à Tananarive

ou à Toliary (ex-Tuléar). Un comble !

Le Diégo d'aujourd'hui, c'est encore un peu celui d'hier, avec la nostalgie en plus. L'Hôtel de la Poste fait toujours l'angle de la rue Jeanne-d'Arc et de la rue Joffre. Sur des plaques de rue bleues — ancien modèle — sont inscrits les noms de quelques gloires de l'ancien empire : Gouraud, Mangin. Le lycée français a survécu aux tourmentes de l'histoire, le consulat aussi. En se retirant, comme partout ailleurs, la vague coloniale a abandonné, ici, au bord de la rade, les éternels laissés-pour-compte de l'aventure, anciens légionnaires, petits Blancs errants et trafiquants de tous poils qui se sont notamment convertis dans l'hôtellerie, la restauration, ou vivent simplement de leurs souvenirs...

Si ce n'étaient les maisons à balustrades et à colonnades qui lui donnent un air du temps jadis, ces quelques bâtiments officiels —

### Diégo-Suarez

cerle naval, résidence du gouverneur — qui témoignent d'une vie antérieure, la ville manquerait singulièrement de charme. Cette baie incomparable l'embellit, fait oublier son côté vilaine bourgade. Des soldats malgaches ont pris la relève. Mais, « ce n'est pas la même chose qu'avant », murmurent-ils ici ; ils n'ont pas le même pouvoir d'achat que les Français. Forcément, Diégo-Suarez « flotte » dans ses habits militaires, taillés à une époque où elle avait une autre carrure.

#### Les dégâts du cyclone

Diégo-Suarez doit, aujourd'hui, réapprendre à vivre sur un autre pied, beaucoup plus modeste. Du temps des Français, elle avait sa banquette maraboutière sur les pentes de la montagne d'Ambre. Plus de clients, plus de cultures. La ville — soixante-dix mille habitants — consomme quotidiennement quelque 35 tonnes de riz. « Nous avons des problèmes de saoudure de plusieurs mois », remarque le président du comité exécutif. Le port commercial tourne au ralenti : quatre à cinq bateaux par mois seulement. Le ciment soviétique reste en souffrance à Tananarive (ex-Tamatave). Et tout est à l'avant !

Pour sortir la ville de sa torpeur, les Antsirana comptent un peu sur la Société d'étude pour la construction et la réparation navale (SCREN), qui emploie mille trois cents personnes et qui, pourtant, tourne à peine au tiers de sa capacité. La Caisse centrale de coopération économique a déjà consenti un prêt de 11 millions de francs pour la réhabilitation de cette entreprise dont les chantiers Nord-Med assurent, depuis l'an dernier, l'assistance technique. Un espoir à l'horizon pour renflouer le plan de charge : le carénage d'une trentaine de chalutiers français qui, dans le cadre d'un accord entre Madagascar et la Communauté économique européenne, ont obtenu le droit de jeter leurs filets autour de la Grande-Ile.

Pour l'heure, Diégo-Suarez continue de réparer les dégâts causés par le cyclone Kamisy, le plus violent que la ville

ait jamais connu depuis 1912. Cinq morts, environ 70 millions de francs de dommages. La remise en état ne sera pas achevée avant la fin de l'année. Au moment du drame, les Français sont accourus les premiers, les Américains sur leurs talons. Les Antsirana ne tarissent pas d'éloges sur leurs sauveteurs. Ils n'oublieront pas de shôh.

Pas un seul Soviétique sur la brèche : cela non plus, ils ne l'oublieront pas ! Et, d'ailleurs, ils n'en veulent pas chez eux, de ces « malotrus ». Si ceux-ci avaient obtenu des facilités portuaires, comme le bruit en a couru, cela se serait vite vu. Diégo-Suarez n'est vraiment pas l'endroit idéal pour y installer ce genre de ressortissants. Volontiers frondeurs, notamment à l'égard du pouvoir central qui réalise, ici, des scores électoraux assez médiocres, incapables de retenir leur mécontentement, les Antsirana auraient tôt fait de rendre la vie impossible à ces indésirables.

Une base navale soviétique dans l'ancienne Diégo-Suarez ? Les autorités locales démentent cette légende. « Croyez-vous que, si tel était le cas, le navire-atelier américain Hector aurait obtenu, en avril dernier, le droit de jeter l'ancre pendant une semaine, avec sept cents matelots à son bord ? », notent-elles. On n'a pas chassé les Français pour accueillir d'autres étrangers. « Seuls, des bâtiments de guerre indiens nous ont fait des visites de courtoisie », assure le colonel Houlder.

Il n'empêche que les Soviétiques gardent un œil grand ouvert sur ce qui se passe ici. Il ne leur aurait pas déplaqué d'installer un consulat ou de se voir confier la réhabilitation du chantier naval. Leurs propositions n'ont pas été prises en considération. Sous un prétexte ou sous un autre — réparations, mission de bonne volonté, — leurs chalutiers ou leurs navires de recherches océanographiques viennent relâcher au port. Personne n'est dupe. Un moindre mal. Du haut de son promontoire, Joffre fait comprendre à ces petits curieux que, dans le cœur des Antsirana, la place est déjà prise. Et pour longtemps.

JACQUES DE BARRIN.

## Rationnement

## Personne ne

سكنا عن الامم



POLOGNE

Rationnement en vente libre

Dans la Pologne d'aujourd'hui, on vend librement tout ce qui n'est pas rationné, c'est logique. Mais cette loi admet un correctif important. Les tickets de rationnement sont en vente libre.

Depuis près de cinquante ans, le bazar de Praga, bas quartier de Varsovie, sur la rive droite de la Vistule, offre aux honnêtes gens tout ce dont ils manquent : armes et faux papiers pendant l'occupation allemande, disques de jazz et Coca-Cola dans les années stalinien, blouses et robes de Czeslaw Milosz à l'époque-glasnost du KOR, dans les années folles de Gierk.

La spécialité des années 80 : des « petits papiers », négociés discrètement dans les allées du marché. Ils portent différents noms : tickets, billets, assignats ou titres. Ils autorisent l'achat des produits interdits aux consommateurs ordinaires : le fruit de ce trafic dépasse parfois les revenus d'un travail licite.

La liste des articles « attribués » est longue : viande, beurre, sucre et matières grasses sont vendus sur des cartes de rationnement qui divisent les Polonais en cinq catégories. L'essence est échangée contre des billets de carburant, les voitures sont livrées aux titulaires d'assignats, les fers à repasser et aspirateurs sont fournis sur présentation d'une carte de priorité. Sans parler des vêtements de deuil et de noces, vendus à la « proche famille », des vacances dans des maisons de repos et des appartements attribués contre des « billets de séjour » ou des « bons de logement ».

Les cartes de rationnement « ordinaires » valent 500 zlotys. Elles donnent droit à une allocation mensuelle de viande et charcuterie (2,5 kg), de sucre (1,5 kg), de beurre (500 g) et de

matière grasse (375 g). La carte de « travailleur de force » est plus chère. La cote de la carte « D » (enfant) est variable. Elle contient un ticket supplémentaire « chocolat 100 grammes » et est en baisse depuis que la pénurie de chocolat supprime cet avantage.

Le papier vert-bleu, plié en accordéon, et qui vaut une petite fortune (de 40 à 140 000 zlotys) est un « billet d'essence » qui autorise l'accès à la pompe pendant un an. Les différentes catégories de ces billets permettent de faire un ou trois pleins par mois. Le « billet trois pleins »

groupes de falsificateurs de billets d'essence, il fallait les examiner très attentivement. Les faux, fabriqués à Berlin-Ouest, étaient reconnaissables à la qualité supérieure du papier.

Tapis pour jeunes communistes

Ce, qui de loin, ressemble à un carnet de chèques est une « carte de priorité, jeune ménage ». Elle donne droit à l'achat de produits à la moitié du prix du marché parallèle : fers à repasser, aspirateurs, cuisinières à gaz et serviettes de

habiter chez leurs parents. La nouvelle réglementation réserve la carte « aux seuls couples où l'un des époux a moins de trente-cinq ans et qui se sont vu attribuer un logement ».

Les grandes feuilles blanches à en-tête sont des assignats. Parfois la vignette permet de devenir la nature des biens que l'organisme donneur accorde à ses membres. Un assignat à en-tête de l'Union des journalistes de la Pologne populaire (la nouvelle association appelée à remplacer l'ancienne, dissoute au lendemain de la loi martiale) permet de se procurer

« Frania », et l'Union des jeunes communistes des tapis ?

Parmi les autres organisations généreuses en « bons », la presse clandestine de Solidarité cite, en premier lieu, les nouveaux syndicats, mis en place par les autorités, et qui continuent à être boycottés par les anciens membres du syndicat libre. Elle relève avec ironie que ces organisations bien pensantes fournissent « de la camelote, bonne pour les retraités » (qui forment une part importante de leurs effectifs).

Les nouveaux syndicats distribuent également des vacances sous forme de « titre de séjour » qui donnent le droit à la famille du travailleur de passer quinze jours dans une maison de repos bon marché mais confortable. Le prix de ce séjour ne dépasse que légèrement les revenus mensuels de la famille, alors qu'un séjour chez l'habitant, avec repas dans une cantine privée, est deux fois plus cher.

Vêtements de deuil et de noces

Les certificats de décès et de mariage, délivrés par la mairie aux « proches directs » du défunt ou des jeunes mariés, ouvrent l'accès à des magasins spéciaux (six à Varsovie) qui vendent des vêtements de deuil et de noces. Pour les nouveaux-nés, l'acquisition du « roussseau complet » se fait sur présentation du livret de famille.

Si le billet d'essence ou l'assignat sont un appréciable complément au salaire, le « certificat automobile » permet de le doubler. Il autorise son détenteur titulaire à acheter le modèle disponible au prix officiel, qui, pour la voiture la moins chère, la Fiat 126, est de 310 000 zlotys, et donc à la revendre, le lendemain, en tout-à-légué, à 650 000 zlotys. La différence représente vingt-trois mois de salaire moyen. La vente directe du « certificat automobile » est interdite par la loi,

mais, de temps à autre, une petite annonce offre une « voiture avant livraison ». Ce procédé a deux avantages : il n'oblige pas le vendeur à investir, et permet à l'acheteur de choisir au moins la couleur de sa Fiat.

Dans la hiérarchie des tickets, bons et assignats, c'est le « billet de logement » qui tient le haut du pavé. La pénurie d'appartements, qui s'aggrave encore depuis 1980, fait que, dans les grandes villes, il faut attendre de douze à quinze ans pour en acheter au prix officiel. Au marché libre il coûte dix fois plus cher, par exemple, à Varsovie, de 100 000 à 150 000 zlotys le mètre carré.

Attribué, hors liste d'attente, à ceux qui « du point de vue social ou économique sont indispensables à la ville ou à la région », le billet de logement fait de l'heureux propriétaire de 50 mètres carrés un quintuple millionnaire le jour où il parvient à s'en débarrasser. Au terme d'une nouvelle loi, adoptée en mars dernier, il doit attendre, en principe, dix ans avant toute revente.

S'il passe outre cette interdiction légale, risque et profit sont ceux d'une attaque de banque et ont souvent les honneurs de la rubrique « affaire et spéculation » des journaux.

Les grévistes de Gdansk en août 1980, dans une de leurs vingt et une revendications, exigeaient que « soient abolis tous les privilèges injustifiés et, en particulier, les cartes de priorité ». Cinq ans plus tard, le système de répartition des avantages est en pleine floraison. Seule différence : alors que l'équipe de M. Gierk, à qui s'adressaient les revendications des grévistes, distribuait aux heureux camarades des voitures de luxe et des résidences secondaires, ses successeurs ont élargi le système aux fers à repasser et aspirateurs. Des carottes bien modestes, mais on fait avec ce qu'on a...

VINCENT WOLSKI



(120 litres), attribué aux personnes autorisées à « utiliser leur véhicule à des fins professionnelles ou sociales », a une valeur de près de onze fois le salaire mensuel moyen. Le tarif élevé tient à la différence entre le prix officiel (50 z) et celui payé au noir (150 z) du litre d'essence.

L'achat du billet est une opération délicate, certains portant au dos les numéros d'immatriculation de la voiture, ce qui diminue considérablement leur valeur. En outre, avant que la milice ait arrêté, en janvier dernier, un

toilette. En 1984 la liste était plus longue, mais, depuis, certains produits en ont été exclus. Car les jeunes, à en croire la presse, « achetaient avec leur titre de priorité des articles qui ne sauraient être de première nécessité pour un jeune ménage, tels des chaînes hi-fi et des téléviseurs couleur ». En outre les cartes « MM » (jeune ménage) sont devenues très rares depuis que le mode de leur attribution a été modifié à la suite d'abus, dénoncés par la presse. Certains couples achetaient des articles d'appoint, tout en continuant à

une machine à écrire, objet introuvable dans le commerce depuis la même date. Parfois les apparences trompent, et l'assignat de l'Union des artistes photographes ne donne pas droit à un appareil photo, aisément accessible, mais à un « réfrigérateur avec tiroir congélateur séparé », sans doute pour conserver au frais les films octroyés par la même organisation. Mais pourquoi diable l'Union des anciens combattants pour la liberté et la démocratie attribue-t-elle à ses membres des machines à laver

TÉMOIGNAGE

« Personne ne pourra croire de quelle façon sont morts les nôtres »

La lettre dont nous publions l'essentiel ci-dessous nous est communiquée par Mme Maria Czapka. Elle fut écrite par son père à Prague, en avril 1946, pour informer des épreuves subies sa famille vivant au Brésil. Elle raconte l'anéantissement des juifs de Drohobycz, une petite ville de Galicie occidentale dont le nom est connu de tous ceux qui aiment la prose de Bruno Schatz. Le signataire de ce terrible témoignage, directeur d'une raffinerie, était, raconte sa fille, « un homme bon et charmant, agnostique et libéral, actif dans les œuvres sociales, respecté de tous ». Caché dans une famille polono-allemande, il vécut seize mois, torturé par la faim et le froid, dans la pallo. Brisé, il est mort en 1957 à New-York.

Vous me demandez de vous raconter ce que nous avons vécu. Si je voulais le faire, il me faudrait plusieurs volumes. Et croyez-moi, aucun de ceux qui les liront et n'auront pas vécu ces atrocités ne pourra croire que cela est vraiment arrivé, que l'homme peut faire cela à l'homme, l'humilier et le fouler aux pieds ainsi. Personne ne pourra croire de quelle façon ont péri les nôtres. Chaque juif qui a survécu a le triste devoir de décrire ces événements, lorsqu'on le lui demande. Moi aussi, je veux vous décrire quelques fragments des horreurs que nous avons vécues, dans l'esprit de notre tradition « vehigadla levinche » (1). Que tous ceux qui ont passé la guerre dans la paix et la prospérité sachent comment sont morts leurs proches.

Celui qui veut me comprendre doit se rendre avec moi dans les rues et les ruelles de Drohobycz, où il y avait avant la guerre 38 000 habitants, dont 19 500 juifs. Nous avions dans notre ville environ vingt associations de bienfaisance juives, en particulier la Maison des orphelins,

une des plus belles de Pologne, un refuge de jour pour les enfants, un hospice de vieillards et un hôpital. La population juive se composait de commerçants, de médecins, d'avocats, d'employés, d'ingénieurs, d'ouvriers, d'artistes et aussi de miséreux sans emploi.

Les juifs étaient représentés dans l'administration communale et s'efforçaient de vivre en harmonie avec la population polonoise et ukrainienne. Rien ne laissait présager le degré de haine qu'elle allait nous manifester.

La liquidation des « inaptes au travail »

Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, c'est la guerre. Onze jours plus tard, les bandes allemandes arrivent à Drohobycz, où ils restent jusqu'au 24. Pendant ces quelques jours ils fouillent aux pieds notre dignité, en forçant notre intelligence aux travaux les plus vils : nettoyer les rues, les toilettes, etc.

Dans notre naïveté, nous nous imaginions que c'était là le plus grand malheur qui pouvait nous arriver. Nous ne savions pas alors ce qui nous attendait. Conformément à l'accord germano-soviétique, les Allemands se retirent jusqu'à San, et Drohobycz est occupé par les Russes, qui y restent jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1941.

Immédiatement après l'arrivée des Allemands à Drohobycz, le 1<sup>er</sup> juillet 1941, des Ukrainiens (2) organisent un pogrom, assassinant des juifs et pillant leurs biens. Ce jour-là, parmi nous, quarante-sept hommes et femmes sont tués, et deux cent cinquante grièvement blessés, dont la plupart meurent dans des souffrances effroyables, privés de secours médicaux. Le deuxième jour du pogrom, les Allemands publient un appel à la « population aryenne » lui interdisant de tuer, et ils organisent un Conseil juif (Judenrat) avec à sa tête le docteur Rosenblatt et le docteur Rurberg. Je n'ai pas accepté l'offre qui m'a été faite d'y participer. Le Judenrat fut l'épisode le plus triste de l'histoire des juifs.

Les premiers jours, les premières semaines passèrent presque tranquille-

ment. Par-ci, par-là, un juif était tué ou molesté sans aucun motif dans la rue, mais il n'y avait pas encore d'exécutions collectives. Vers la fin de juillet, les Allemands annoncent la création des offices de travail (Arbeitsamt), dont le rôle était de s'emparer de tous les juifs de seize à soixante-cinq ans et de les contraindre au travail.

Chaque juif et chaque juive de plus de six ans devait porter sous peine de mort un bandeau sur la brach gauche avec l'étoile de David cousue. Il leur était interdit de marcher sur les trottoirs, ils devaient s'incliner très bas devant chaque militaire, n'avaient pas droit aux trains, autos ou fiacres, ni le droit de tenir commerce, d'être soignés dans des « hôpitaux aryens », etc. Ils ne pouvaient habiter que dans quelques rues, les autres étaient réservées.

Les Allemands s'emparèrent de tous les juifs et les firent travailler dans les usines, dans la construction des ponts, dans les forêts, à casser des cailloux, nettoyer la ville, etc. Chacun recevait en salaire le quart d'un pain noir, que payaient d'ailleurs les juifs eux-mêmes. Un jour le Judenrat n'a pas mis à la disposition de l'office le nombre prescrit de travailleurs juifs. Il fut décidé alors d'exécuter dix juifs, dont un avocat, M<sup>r</sup> Bardeob. Ce fut le premier tribut de sang payé par la population juive de Drohobycz, à titre collectif, vers le milieu de 1941.

Dans les premiers jours de novembre 1941, le Judenrat fut invité à transmettre à tous les juifs entre seize et cinquante ans qui ne se sentaient pas aptes au travail. L'ordre de se soumettre à une visite médicale à l'hospice de vieillards. Il s'en présenta quatre cent vingt. Les hommes de la Gestapo et de la milice ukrainienne les entourèrent. Des camions arrivèrent une heure après et leurs bourreaux les emmenèrent dans la forêt de Bronica où, après les avoir frappés jusqu'au sang, ils les fusillèrent. Les camions revinrent en ville, pleins de vêtements et de chaussures, témoignant ainsi de l'abomination qui venait d'avoir lieu.

A cette époque le Judenrat reçut l'autorisation d'ouvrir dans le quartier juif un Komsum dont le rôle était de distribuer aux habitants leurs

raisons déjà congrues et quelques légumes à prix d'or. Dans le ghetto, ce fut la faim et la misère. Dépourvus de moyens, les juifs mouraient au rythme de vingt à trente par jour. (...)

Fin décembre 1941, les Allemands ordonnèrent au Judenrat de leur soumettre, dans les 24 heures, une liste de mille juifs inscrits au Secours communal. La moitié de la population juive dépendait alors de cette institution. Le Judenrat donna une liste de mille personnes qui reçurent l'ordre de se présenter à l'hospice de vieillards à une certaine heure avec 25 kg de bagages. A leur arrivée, on leur enleva immédiatement tous leurs biens - fruit du labeur d'une vie - on les entassa à coups de pied et de poing dans des wagons et on les emmena. Ce furent là les premiers martyrs du camp de la mort de Belzen. Par la suite nombreux furent nos frères et nos sœurs qui en prirent le chemin.

Le nombre d'habitants juifs diminuait sans cesse, les Allemands gagnaient du terrain pour installer des aryens dans les rues d'où les juifs disparaissaient. (...)

Le massacre des orphelins

Arriva l'hiver, l'hiver le plus rigoureux de mémoire d'homme, et la mort fit encore plus de ravages. Nombreux furent ceux qui ne purent supporter la misère, la faim et le froid. La population juive diminuait, et dans la même proportion, augmentait le nombre de petits orphelins. On en dénombrait dans le district de Drohobycz, y compris Boryslaw, quelque soixante-dix avant la guerre. Il y en eut jusqu'à six cents qui, mendiant et pleurant, traînaient dans les maisons du quartier juif, implorant un peu de nourriture chaude, un bout de pain. Les enfants juifs trouvés en dehors du quartier réservé étaient tués sur place.

Nous faisons ce que nous pouvions pour sauver au moins les enfants. Le docteur T., le docteur H. et moi-même organâmes un comité d'enfants et nous adressâmes au Kreishauptmann (chef de cercle) en l'implorant de nous autoriser à transformer notre vieille synagogue

en refuge pour les orphelins (notre maison des orphelins avait été occupée par les Allemands).

Dans cette affaire, comme dans tout ce qui nous concernait, les bandits allemands agirent d'une manière perfide. Le Kreishauptmann promit qu'il « réfléchirait ». Pour ne pas perdre de temps et sauver ce qui pouvait encore être sauvé, nous logeâmes soixante-cinq enfants dans la vieille synagogue. Nous avions choisi les plus affamés et les plus misérables. Pendant le déjeuner entrèrent les hommes de la Gestapo et des Ukrainiens et ils abattirent tous les enfants et les deux soignants qui se trouvaient à table. Ce jour-là, des charrettes transportèrent au cimetière juif soixante-sept cadavres. C'est ainsi que se termina notre action pour porter secours aux enfants juifs.

Le 19 octobre 1942, la population juive de Drohobycz subit des pertes énormes. Ce jour-là on tira des maisons hommes, femmes et enfants et on les transporta dans la synagogue de la rue Garbarska, ceux qui n'y trouvèrent pas place étant entassés au tribunal. On ramassa dans ces « centres de rassemblement » (Sammelstellen) environ quatre mille personnes. Par manque de wagons, on garda là ces malheureux pendant trois semaines, au milieu de leurs déjections, frappés et maltraités. Une fois par jour, le Judenrat avait le droit de leur jeter un morceau de pain. Ceux qui en avaient encore la force pouvaient l'attraper. Beaucoup d'entre eux y devinrent fous et beaucoup, très envies, moururent. Leurs cris et leurs pleurs étaient indescriptibles. Ces misérables affamés furent parqués dans des wagons et transportés à Belzen. Ils savaient qu'ils allaient à la mort et le faisaient avec soulagement.

Livrer sa propre mère

Il semblait qu'après ces meurtres on nous laisserait respirer un moment. Ceux qui l'imaginaient se trompèrent. Après ce dernier transport, les Allemands décidèrent que le Judenrat (qui dirigeait aussi une police juive) devait livrer quotidiennement cent femmes et vieillards. Cette opération dura trois semaines et compte parmi les épreuves les

plus pénibles de l'histoire de notre communauté. La police juive jouait son rôle scrupuleusement, et dans certains cas nos policiers livrèrent leur propre mère. C'est ainsi que périrent mille deux cents personnes. (...)

Il restait en ville environ deux mille juifs, et plus personne n'avait d'illusion sur le sort qui les attendait. Seuls subsistaient ceux qui travaillaient dans les établissements militaires, et dont les familles avaient été anéanties. Pour eux, on créa des camps près de leur lieu de travail. Ceux qui pouvaient se sauver dans la forêt, quelques-uns parmi nous trouvèrent refuge auprès de familles chrétiennes et beaucoup d'autres quittèrent la ville pour aller dans des agglomérations importantes, mais de faux papiers d'identité aryens. Le quartier juif cessa d'exister et fut nivelé. Rien n'échappa à la destruction, pas même les démolitions mortelles des nôtres. Les cimetières juifs furent rasés et les pierres tombales utilisées pour réparer la route. La liquidation de la population juive de Drohobycz progressait maintenant très rapidement. On ne garda que les quelques professionnels indispensables, les autres furent envoyés dans des camps d'extermination et très peu en revinrent.

Le 7 septembre 1944, l'armée rouge occupa notre ville. Des forêts, de divers caebets, sortirent cinq cents débris humains, la plupart seuls, sans femmes ni enfants. On ne se reconnaissait pas les uns les autres.

C'est ainsi que périt la communauté juive de Drohobycz.

SAMUEL ROTHENBERG.

(1) La Bible, Exode 13 : « Tu diras alors à ton fils : c'est en souvenir de ce que l'Eternel a fait en ma faveur, lorsque je suis sorti d'Egypte... »

(2) Il s'agit du « service d'ordre » ukrainien organisé par les Allemands et composé de jeunes voyous et de criminels de toute sorte, portant un bandeau jaune et bleu et armés de carabines; ils faisaient régner l'« ordre ».

\* Ce texte a été publié à Londres en polonais par le professeur Edmond Silberner, sous le titre « Lecture sur l'anéantissement des juifs à Drohobycz » (Poets and Painters Press, 1985).



# France

## Le RPR précise son projet de gouvernement

Le mouvement chiraquien peaufine son projet de gouvernement dans la perspective d'un éventuel changement de majorité en 1988. Réuni, ce samedi 4 mai, à Paris, le comité central du RPR débat des conclusions auxquelles sont parvenus, vendredi, les chargés de mission régionaux du parti. Ces conclusions, qui précisent les orientations économiques et sociales du RPR, doivent être définitivement adoptées lors d'un congrès extraordinaire, le 1<sup>er</sup> juin.

L'élaboration du programme de gouvernement que le RPR proposera aux électeurs est entré dans sa phase finale. Depuis le mois de janvier, dans toutes les fédérations, des délégués du mouvement ont pris des contacts et organisé des réunions avec des personnalités d'appartenance au RPR, afin de recueillir leurs critiques et leurs avis sur le projet contenu dans l'ouvrage publié par le parti de M. Chirac à la fin de 1984, sous le titre *Libres et responsables*.

Vendredi 3 mai, M. Alain Juppé, adjoint au secrétaire général du mouvement, maître d'œuvre de cette consultation, a donc réuni les chargés de mission régionaux du parti pour faire la synthèse de leurs rapports. Ses conclusions devaient être soumises au comité central réuni samedi dans un hôtel des bords de la Seine à Paris.

Ces rapports ont été défendus par une quarantaine de militants, assez jeunes pour la plupart et d'appartenance pas aux cadres classiques du mouvement. M. Juppé a retenu quatre préoccupations prioritaires : « le redressement de l'économie par la libération de l'entreprise ; l'adaptation du système éducatif aux besoins de la nation ; le traitement énergique de

l'immigration ; l'affirmation claire de nos alliances avec, au premier chef, les États-Unis ».

A propos de la première de ces préoccupations, les rapporteurs souhaitent essentiellement un allègement des charges fiscales, l'assouplissement des règles de gestion des personnels et la suppression du contrôle des prix. En matière fiscale, ils observent toutefois une certaine prudence en ce qui concerne l'allègement de l'impôt sur les sociétés, ainsi que sur le sort à réserver à la taxe professionnelle, dont le RPR propose la suppression et le remplacement par une modulation de la TVA. En ce qui concerne l'impôt sur les grandes fortunes, les délégués estiment qu'il serait maladroit et illusoire d'en entreprendre la suppression totale. « Alors que M. Juppé, au contraire, souhaite cette suppression, plusieurs orateurs ont abondé dans son sens, et l'un d'eux a affirmé : « Le souci de chaque patriote est désormais de devenir opaque, et l'argent fou le camp à l'étranger, au lieu de s'investir en France ».

Justifiant leur prise de position en faveur de l'assouplissement des règles de recrutement et de licenciement dans les entreprises, les rapporteurs estiment qu'une plus grande liberté doit être laissée aux chefs d'entreprise, après une révision des modalités du licenciement et une limitation considérable du rôle de l'inspection du travail. M. Juppé a, toutefois, tenu à préciser : « Notre position n'est pas la liberté de licencier mais l'amélioration des procédures internes aux entreprises ». Les délégués se sont montrés très prudents en ce qui concerne l'éventuelle suppression du monopole syndical pour la représentation du personnel, qui est souhaitée par les représentants des petites et moyennes entreprises. Enfin, si tous les rapports n'ont pas évoqué le problème de la dénationalisation, certains redoutent que cette perspective ait des conséquences néfastes pour l'emploi.

M. Jacques Toubon, secrétaire général du mouvement, les a rassurés en affirmant : « Au contraire, ce sont les nationalisations qui ont entraîné des pertes d'emplois ».

M. Alain Juppé a précisé que si le RPR, en cas de victoire de l'opposition aux élections, était appelé à diriger les affaires, le programme de dénationalisation concernerait

dans un premier temps les compagnies d'assurances, puis les banques, ensuite les groupes nationaux liés en 1982, enfin le secteur de la communication. Il a balayé les objections de caractère financier, en estimant que la capitalisation boursière serait fort capable d'absorber les dénationalisations.

ANDRÉ PASSERON.

## M. Toubon fait le ménage

A la veille de la réunion du comité central, M. Toubon a procédé à trois nominations : M. Jean-Pierre Schostack, conseiller général et maire de Châtillon-sous-Bagneux (Hauts-de-Seine), remplace M. Gérard Ecorcheville dans les fonctions de délégué national à la formation. M. Yvan Manciet, lui-même nommé chargé de mission pour l'environnement auprès de M. Alain Juppé.

La démission de M. Ecorcheville, qui lui a été demandée par M. Toubon, constitue en réalité une élection contre cet élu municipal de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) très actif parmi les élus de l'opposition minoritaire dans les municipalités dirigées par la gauche. Le secrétaire général du RPR a rapproché de M. Ecorcheville d'avoir, au moment de la campagne pour les élections cantonales, pris position, notamment dans une interview publiée par le *Matin de Paris*, en faveur du rapprochement avec le Front national, alors qu'il venait lui-même de sa prononcer, au contraire, contre tout désistement en faveur de l'extrême droite (le *Monde* du 7 mars). On avait relevé, à l'époque, que per

cette prise de position, la candidature du RPR dans le canton de Gennevilliers-Nord, tenu par le PC, s'était spectaculairement dédoublée du secrétaire général de son parti. Favorable à l'alliance du RPR avec le Front national, M. Ecorcheville, proche du président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, et ancien sympathisant du mouvement Occident, affirme son souci « unitaire » et explique, dans l'hebdomadaire *Minute* daté 4-10 mai, qu'il s'est démis de ses fonctions parce qu'il est en désaccord avec la stratégie électorale de l'état-major du RPR.

Autre démission, celle de M. Daniel Méraud, conseiller de Paris, adjoint au maire de la capitale pour les services industriels et commerciaux, et délégué national du RPR aux affaires économiques. Cette démission vient de faire effet après le congrès de ce mouvement du 1<sup>er</sup> juin. M. Méraud, élu du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris dont le maire est M. Jacques Toubon, est lui aussi un ancien élève de l'ENA, mais il a rempli les fonctions de conseiller économique auprès des présidents de M. Toubon, secrétaire général du RPR. Il semble que sa décision constitue une séparation d'avec M. Toubon pour des raisons d'incompatibilité personnelle.

## A Brest, la crise municipale s'amplifie

De notre correspondant

Brest. — La crise municipale de Brest est arrivée à un point de non-retour. Vendredi soir 3 mai, M. Georges Lombard (UDF, sénateur président de la communauté urbaine) a lancé plus qu'un ultimatum au maire de Brest, M. Jacques Berthelot (RPR), en se lui laissant guère d'autre choix que de renoncer à son mandat, tandis que deux élus dissidents du RPR et onze élus UDF parmi lesquels le premier adjoint, M. André Rosenc, CDS, demandaient au maire de « constater qu'il était devenu un obstacle à l'union à Brest des forces de l'opposition nationale ».

La décision de M. Berthelot de réintégrer les adjoints dissidents (le *Monde* daté 28-29 avril) n'a pas mis un terme, loin s'en faut, à cette crise municipale en forme de roman-feuilleton.

Vendredi 26 avril, M. Jacques Chirac, visiblement agacé par la tournure que prennent les événements, avait au cours de son passage dans la région brestoise lancé publiquement un appel à l'union puis, chez M. Jean-Louis Gossardoff (RPR), député, maire de Plabennec, exhorté ses troupes à trouver une solution de compromis à la crise. Cet appel avait égaré les maximalistes du RPR local, très opposés à tout compromis avec les dissidents de l'UDF, mais il n'avait pas laissé insensibles les conseillers gaullistes partisans de l'entente.

Deux jours après la venue de M. Jacques Chirac en Bretagne, M. Lombard avait pris sa plume et publié un long texte dans lequel il annonçait que le président du RPR lui avait demandé « d'accepter

d'examiner, malgré tout, avec les uns et les autres, l'éventuelle possibilité de reconstruire autour de Jacques Berthelot l'équipe mise en place au lendemain des élections municipales ». M. Lombard indiquait que le maire n'avait pas respecté un accord aux termes duquel le président de la communauté urbaine devait rencontrer tous les adjoints pour trouver une perspective d'entente. Et il faisait savoir que les trois quarts de la municipalité étaient hostiles à M. Berthelot.

Judi 2 mai, M. Yvon Bourges, ancien ministre, délégué régional du RPR, se rendait à Plabennec pour présider une réunion des élus RPR brestois. Après quatre heures de discussion, ceux-ci, parmi lesquels M. Floch, conseiller général, et M. Leclercq, adjoint aux sports, qui avaient quitté un moment le rang, affirmaient leur soutien au maire. Un soutien pour le moins « attaché ».

Vendredi soir 3 mai, M. Lombard enfonçait à nouveau le clou. Pour lui, M. Berthelot « reste un maire tragiquement minoritaire qui ne peut plus compter que sur des voix réticentes, donc discordantes ».

Évoquant « la paralysie de tous les services », le conseil municipal se s'est réuni depuis le 21 février. M. Lombard d'offre pour toute issue au maire que « de prendre la responsabilité d'être un maire minoritaire » ou « de se rendre compte qu'il est devenu un obstacle et de s'en aller ».

Pour couper court à certaines rumeurs, M. Lombard a annoncé « il n'était à la recherche de rien », « Je ne serai, a-t-il dit, ni candidat à la mairie en 1989 ni au Sénat ».

GABRIEL SIMON.

## DANS LES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

### Les patriarches du conseil général...

De notre correspondant

L'exécutif du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, qui vient d'être renouvelé, a huit cent quatre-vingts ans, soit une moyenne, pour ses quatorze membres, de soixante-deux ans et dix mois.

Cette performance gérontocratique résulte d'un blocage politique qui a conduit à la désignation du président, M. Ernest Don (PS, soixante-cinq ans et six mois) et des membres du bureau au bénéfice de l'âge. Le rapport des forces s'établit en effet à 16 voix contre 16, deux conseillers indépendants ayant rejoint pour la circonstance les rangs de la gauche. Faute de temps et la lassitude d'ident, l'assemblée est allée, après l'élection du troisième vice-président, jusqu'à procéder à un vote groupé pour désigner les dix conseillers généraux les plus âgés afin de pourvoir, par ordre décroissant d'ancienneté, aux postes encore vacants. Ainsi l'âge des patriarches du bureau s'échelonne de soixante-

quinze ans et six mois pour le doyen — le président — à cinquante-trois ans et neuf mois pour le plus jeune — le cinquième secrétaire.

Sau M. Pierre Guinard, maire et conseiller général RPR de Digne, a manifesté son désaccord avec la procédure du vote groupé. « La solution par l'âge n'est pas une solution d'efficacité », a-t-il dit. Le président et le bureau ne sont pas choisis mais subis. Cette situation place à l'écart de responsabilités les jeunes conseillers, ce qui n'est pas très motivant pour eux ».

M. Fernand Tardy, sénateur socialiste, conseiller général de Digne-Ouest, n'est pas de cet avis. Il remarque que depuis deux ans, l'assemblée départementale était présidée par M. Castor, élu lui aussi au bénéfice de l'âge en avril 1983 à la suite de Claude Delorme (PS). Or il n'y a eu ni crise ni blocage, note-t-il. Il n'y a donc pas d'inquiétudes particulières à avoir.

F. de B.

## Les élus indépendantistes guyanais contestés au sein de leur syndicat

De notre correspondant

Cayenne. — Réunie en congrès du 19 au 21 avril, l'Union des travailleurs guyanais (UTG, indépendantiste) a décidé de prendre ses distances vis-à-vis de ses trois membres du conseil régional, MM. Guy Lamaze, Jules Fernand et Alain Michel, dont la stratégie au sein de l'assemblée régionale a été contestée par plusieurs sections syndicales. L'UTG ne soutiendra pas, en 1986, à l'occasion du renouvellement du conseil régional, la liste des travailleurs guyanais (LTG), sur laquelle les trois intéressés avaient été élus en février 1983.

Au cours de débats longs et houleux, les contestataires ont notamment reproché aux trois conseillers indépendantistes, qui se trouvent depuis deux ans en position d'arbitres au conseil régional, d'avoir eu, en différentes circonstances, une position ambiguë en s'étant alliés à la droite. Ces critiques ont été exprimées par des militants sensibles aux arguments développés contre les trois élus par le Parti socialiste guyanais (PSG), principal soutien local du gouvernement, qui a souvent accusé l'UTG de confondre l'action syndicale et l'action politique. Le secrétaire général de l'UTG, M. Turenne Radamonte, qui

assume ces fonctions depuis une trentaine d'années, a été reconduit à ce poste, mais M. Guy Lamaze, Alain Michel et un de leurs amis, M. Roger Aron, ont été évincés du nouveau bureau du syndicat, où sont entrés deux de leurs contestataires, MM. Maurice Pindard et Auguste Elfort. « Nous n'avons pas le support logistique et humain suffisant pour faire comprendre à la base notre action au sein du conseil régional pour coater la campagne de dégraissage systématique menée par le Parti socialiste guyanais, auprès de nos syndiqués, qui sont aussi électeurs du PSG », commentait lundi M. Michel, qui préside la commission des finances de l'assemblée régionale et avait été délégué au début du mois, en compagnie de M. Aron, à la conférence indépendantiste de la Guadeloupe.

EDMOND FREDERIC.

PRÉCISION. — Nous avons mentionné, dans nos éditions du 4 mai, parmi les députés du Parti républicain qui se sont prononcés en faveur de M. Raymond Barre, le nom de M. Haby. Il s'agit de M. René Haby, député UDF de Meurthe-et-Moselle, ancien ministre de l'Éducation nationale, et pas confondre avec M. Charles Haby, député RPR du Haut-Rhin.

## Propos et débats

### M. Toubon (RPR) : le Moi de M. Barre...

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, interrogé par le Nouvel Observateur sur ce qu'il a dit du 3 au 3 mai, sur ce qu'il a dit de M. Raymond Barre répond notamment : « La vérité, c'est qu'un débat de fond nous sépare de M. Barre et, d'une manière générale, des économistes classiques comme lui, qui j'oserai appeler timorés. Selon M. Toubon, M. Barre et ses amis « pensent qu'il n'y a pas d'autre voie pour la France que la rétablissement des équilibres, c'est-à-dire, en fait, une certaine restauration de l'ordre ancien ». Or, pour le RPR, « la vraie priorité, dit-il, c'est d'engager immédiatement l'avant-garde du processus de socialisation progressive de la France, en marche depuis quarante ans ». En outre, M. Toubon attribue à l'ancien premier ministre le défaut « d'être persuadé qu'il a toujours raison seul contre tous ». « Seules des circonstances historiques exceptionnelles peuvent conférer une telle légitimité au « Moi » dit-il, dans son cas, elles ne me paraissent pas réunies ».

### M. Philippe Seguin (RPR) : éviter le risque

M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, a estimé, jeudi soir 2 mai à Lyon au cours d'une conférence de presse : « Si l'union de l'opposition venait à l'emporter en 1986, mais si dans le même temps cette union refusait le gouvernement avec M. Mitterrand, après cinq ou six semaines d'une telle crise, et dans le cas improbable d'une dissolution de la Chambre, les Français rebasculeraient à gauche. » M. Seguin a ajouté : « Il ne faut pas dire aux Français qu'il y a un risque de crise de régime, car c'est prendre le risque de perdre les élections ».

### M. Giscard d'Estaing : des idées simples

M. Valéry Giscard d'Estaing, au cours d'un dîner-débat, vendredi soir 3 mai, à Tours, a invité l'opposition à s'unir sur une politique commune : « Si en 1986, l'opposition n'est pas capable d'offrir une solution de gouvernement, je crains que la France ne soit ingouvernable pour longtemps » a déclaré l'ancien chef de l'État. L'ancien président de la République a défini deux axes clairs nécessaires au « redressement » du pays : « Nous sommes dans une période où les hommes et les femmes attendent des idées simples. Pour moi, il y en a deux : le redressement politique avec l'union de l'opposition, le redressement économique avec la choix d'une économie libérale. »

## Le MRAP et la victoire contre le nazisme

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'unité des peuples) propose « à tous sans distinction d'origines, de convictions et d'appartenances » de se rassembler dans les villes de France, le mardi 7 mai, et de déposer en un lieu symbolique chacun une fleur pour marquer « à la fois le souvenir, la solidarité, la lutte et l'espoir ». À l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire sur le nazisme.

Précisant que la Ligue des droits de l'homme participera à ces rassemblements, le MRAP souligne

que la France étant « confrontée à une montée de l'idéologie et des violences raciales, il est urgent d'arrêter ce processus dangereux qui a conduit dans le passé, par la démagogie et l'intimidation, au paroxysme de l'horreur ».

A Paris, le rassemblement est prévu à 18 heures, autour de la Fontaine des Quatre Parties du monde, place Camille-Jullian (à l'intersection du boulevard Saint-Michel, des rues Notre-Dame-des-Champs et d'Assas), métro Port-Royal.

**FSL** AVENTURE / JEUNES 9/17 ANS  
Les couleurs de la vie  
ANGLETERRE - U.S.A. - FRANCE  
CAMPUS INTERNATIONAL - SPORTS A VOLONTÉ  
Tennis, équitation, kart, B.M.X., voile, informatique, et bien plus  
13, rue de Grenelle - 75007 PARIS - Tél. 01 544.62.20

## SELON LA SOFRES

### Baisse des cotes de confiance de MM. Mitterrand et Fabius

Le baromètre mensuel SOFRES-Figaro Magazine enregistre une légère baisse des cotes de confiance du président de la République et du premier ministre.

D'après ce sondage, réalisé du 19 au 24 avril (soit avant l'émission du chef de l'État à TF 1) auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 36 % des Français (ils étaient 39 % la mois dernier) déclarent faire confiance au chef de l'État pour résoudre les problèmes du pays. 58 % (56 % précédemment) émettent un avis contraire.

Le premier ministre, pour sa part, bénéficie de la confiance de 57 % des Français (au lieu de 59 % lors de la précédente enquête). C'est la première fois depuis le début de l'année que la cote de M. Fabius enregistre une baisse dans ce baromètre. Parallèlement, le nombre de ceux qui

ne lui font pas confiance passe de 32 % à 34 %.

A l'indice de popularité des personnalités politiques, M. Michel Rocard (56 % d'opinions favorables) gagne cinq points et reprend la première place à M. Fabius (55 %), qui en perd deux. Le premier vice-président du PS, M. Lionel Jospin, en hausse d'un point, arrive, avec 31 % d'avis positifs, au cinquième rang, dans la majorité, derrière M. Delors, qui reste stable (42 %), et M. Chevènement (34 %), qui progresse lui aussi d'un point.

Dans l'opposition, le recul est presque général : M. Barre (48 %) enregistre une baisse de quatre points, M. Vail (45 %), MM. Chirac (34 %), Giscard d'Estaing (29 %) perdent chacun trois points, et M. Léotard (34 %) deux. Seul M. Chaban-Delmas progresse, passant de 27 % à 32 % d'avis favorables.



UNE ENQUÊTE SUR LES SEIZE - DIX-HUIT ANS

Lycéens en liberté

Faut-il applaudir, pousser un grand cri de soulagement, ou sonner le tocsin et décréter la mobilisation ? C'est une question de l'actualité. Chacun lira selon les siennes l'étude de Nelly Leselbaum, Claude Coridian et Jacques Defrance sur les lycéens parisiens (1). Lunettes sombres : un tiers de ces jeunes de seize à dix-huit ans, inquiets pour leur avenir et souvent fatigués, consomment régulièrement des cigarettes ou de l'alcool, de la drogue, des tranquillisants ou des somnifères. Lu-

Dans son préface bien alarmiste, Evelyn Sullerot estime que « l'augmentation constante de la consommation de drogues par les adolescents et les jeunes doit être considérée comme une catastrophe nationale ». Ce ne serait pas « une question d'âge », mais « un problème de génération », car « rien ne permet de penser que, passé cet âge, les consommateurs cessent de consommer... » Mais qui peut être qualifié de consommateur ? Si un lycéen sur

dix-huit ans ont déjà eu une expérience sexuelle. Autre évolution significative : ils sont plus nombreux à envisager l'union libre que le mariage, mais trois sur quatre aimeraient avoir des enfants. Le fameux « fossé des générations » aurait-il été comblé ? La plupart de ces lycéens (65 %) ont le sentiment d'être compris par leurs parents et aiment bien rester à la maison (77 %). Ils se sentent « assez libres » (64,5 %) et même « tout à fait libres » (24 %). Comme si les parents avaient abandonné tout autoritarisme, et parfois toute autorité, pour préserver de bons rapports avec ces grands adolescents...

Le fameux « fossé des générations » aurait-il été comblé ? La plupart de ces lycéens (65 %) ont le sentiment d'être compris par leurs parents et aiment bien rester à la maison (77 %). Ils se sentent « assez libres » (64,5 %) et même « tout à fait libres » (24 %). Comme si les parents avaient abandonné tout autoritarisme, et parfois toute autorité, pour préserver de bons rapports avec ces grands adolescents...

« Et voilà pourquoi ils ne savent pas lire » d'Hélène Huot

Un diagnostic féroce

Voici un livre qui va faire mal !... Par le diagnostic, le ton, les remèdes proposés, l'auteur n'hésite pas à cogner et dire ce qu'elle pense sans aucune précaution académique.

Elle partage aussi avec l'auteur du célèbre essai *De l'école* une violence polémique qui risque de lui aliéner non seulement tous ceux - et ils sont nombreux ! - qu'elle fustige ou égratigne au passage, mais aussi le lecteur non prévenu qui peut s'agacer de voir un peu trop souvent brandi l'argument d'autorité pour écraser l'adversaire.

Elle partage aussi avec l'auteur du célèbre essai *De l'école* une violence polémique qui risque de lui aliéner non seulement tous ceux - et ils sont nombreux ! - qu'elle fustige ou égratigne au passage, mais aussi le lecteur non prévenu qui peut s'agacer de voir un peu trop souvent brandi l'argument d'autorité pour écraser l'adversaire.

On retrouvera dans ces propositions le souci de bien des universitaires de « prendre en main » la formation des instituteurs - et aussi les séquelles de la langue jute des disciplines nouvelles comme la linguistique pour s'imposer face aux humanités traditionnelles. Mais il serait légitime de réduire ce programme à des considérations corporatistes. Apprendre la lecture à tous les jeunes Français pose effectivement des problèmes complexes qui réclament une solide formation des maîtres dans le domaine de la linguistique.

Hélène Huot oublie toutefois de dire que les universitaires auraient été bien incapables jusqu'à présent de répondre à la demande de l'école et d'assurer à tous les futurs maîtres un enseignement cohérent de linguistique, tant cette discipline est encore minoritaire et divisée. Les torts ne sont pas tous du côté des écoles normales, des inspecteurs, du ministère, des syndicats et des universitaires rétrogrades...

FRÉDÉRIC GAUSSEN. \* Et voilà pourquoi ils ne savent pas lire, d'Hélène Huot. Minerve. Alternative Diffusion, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris. 195 p., 69 F.

LE VALUM C'EST SI TU TROUVES PAS DE BOULOT, LES AMIS, C'EST SI T'EN TROUVES !



PESSIN.

nettes roses : les deux tiers de ces grands adolescents, volontaires et ambitieux, placent bien intégrés dans leur famille, se passent de tous ces produits et ne « s'éclatent » qu'au chevron-gum ou au Coca-Cola.

quatre (24,6 %) a pris au moins une fois de la drogue. Ils ne sont que 6 % à en avoir consommé six fois ou plus au cours des six derniers mois. Et, dans neuf cas sur dix, le produit essayé ou utilisé est le haschisch.

L'enquête a été menée en février 1983, sous forme de questionnaires anonymes, auprès de neuf cent soixante-huit lycéens tirés au sort, appartenant à vingt-six établissements publics de Paris. Cela montre à la fois son sérieux et les limites de l'échantillon étudié : il s'agit de jeunes relativement privilégiés, qui poursuivent leur scolarité au moins jusqu'au bac.

Les médicaments psychotropes n'ont pas la même valeur symbolique que les autres produits, mais on notera que les filles (qui utilisent plutôt des calmants) ont une consommation nettement plus élevée que celle des garçons (portés davantage sur les excitants). Ce sont elles d'ailleurs qui font la plupart des tentatives de suicide avortées, en puisant dans la pharmacie familiale.

Les seize-dix-huit ans ne sont pas spécialement portés sur la boisson. Ils absorbent moins d'alcool que la génération de leurs parents, qui, déjà, était plus sobre que celle des grands-parents.

Un dixième des élèves interrogés affirmait ne consommer, même de façon épisodique, aucun de ces pro-

Produits consommés régulièrement	Proportion de consommateurs
TABAC : - Moins de 10 cigarettes par jour ..... 14,9 % - Plus de 10 cigarettes par jour ..... 19,1 %	
ALCOOL : - Vin ou bière quotidiennement ..... 5,7 % - Tous les jours ou plus d'une fois par semaine ..... 7,6 %	
DROGUE : - Deux fois ou plus durant les six derniers mois ..... 11,2 % - Six fois ou plus au cours des six derniers mois ..... 6 %	
TRANQUILLISANTS OU SOMNIFÈRES : - Plusieurs fois durant les six derniers mois ..... 7,1 %	

JEUNES EN DIFFICULTÉ L'échec d'une mission locale

Chaque année, à l'issue de leur scolarité, des milliers de jeunes arrivent sur le marché du travail sans la moindre qualification. C'est pour éviter qu'ils prennent le chemin d'une marginalisation souvent irréversible que les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ont été créées. Mais ont-elles les moyens de faire face à leurs objectifs ?

recteur de la mission, il ne reste plus que quelques mois aux jeunes pour obtenir la première année d'un CAP. Les jeunes sont ensuite livrés à eux-mêmes, la mission locale ne leur propose plus rien. A l'issue de leur année de mission locale, ils se retrouvent donc à la recherche d'une formation supplémentaire de formation pour les jeunes qui auraient entrepris un stage qualifiant.

C'est en 1982 qu'est née la mission locale de Reims (Marne). Chaque année, elle accueille deux mille jeunes et leur propose une panoplie de stages. Pour les seize-dix-huit ans, ce sont tout d'abord des stages d'insertion, puis des stages de préqualification, la formation alternée (où formation et séjours en entreprises se succèdent), enfin des stages de qualification (l'apprentissage industriel ou d'apprentissage).

Pour ceux qui sont âgés de plus de dix-huit ans, la situation est encore pire. Tout d'abord, le droit commun s'applique à leur cas (contrairement aux seize à dix-huit ans) : ils doivent attendre un an entre deux propositions de stages. Ensuite, les stages n'excèdent en général pas six mois.

En fait, les jeunes qui s'inscrivent à la mission locale sont souvent issus d'une section d'enseignement spécialisée (SES) et les propositions qui leur sont faites ne sont pas adaptées à leurs difficultés. « La moitié d'entre eux ne savent ni lire, ni écrire, ni compter, affirme une animatrice de la mission. Ils ont passé dix ans à l'école, comment voulez-vous que nous combions leurs lacunes en une seule année ? (le stage d'insertion) ? Ces stages sont prévus pour des jeunes qui ont connu l'échec scolaire, encore faut-il qu'ils puissent les suivre ».

Enfin, compte tenu de leur niveau, la formation qui leur est proposée consacre leur marginalisation : ils sont trop âgés, par exemple, pour accéder à certaines formations d'intégration sociale telles que l'apprentissage. Pour eux le temps est compté. « Nous leur proposons six mois de stage à la fin desquels ils doivent savoir lire, écrire, et avoir une solution professionnelle », explique M. Roublanc.

Second paradoxe, alors qu'un CAP exige trois ans d'étude, à l'issue d'une scolarité « normale », la durée des formations proposées par la mission locale n'excède pas deux ans. « Après un an d'apprentissage à la lecture, explique M. Jacques Roublanc, di-

recteur de la mission, il ne reste plus que quelques mois aux jeunes pour obtenir la première année d'un CAP. Les jeunes sont ensuite livrés à eux-mêmes, la mission locale ne leur propose plus rien. A l'issue de leur année de mission locale, ils se retrouvent donc à la recherche d'une formation supplémentaire de formation pour les jeunes qui auraient entrepris un stage qualifiant.

C'est pourquoi elle estime que le problème ne pourra trouver de solution que dans une politique globale, dont elle esquisse les grandes lignes à l'aide de propositions précises :

• Mieux répartir l'apprentissage de la lecture et de l'écriture sur les deux ou trois premières années de l'école élémentaire, en allégeant les programmes, pour tenir compte de la grande diversité des rythmes d'acquisition des enfants. L'expérience montre, en effet, qu'au cours élémentaire deuxième année le tiers des élèves n'ont pas assimilé toutes les notions grammaticales au programme...

Une consultation nationale

MIEUX VIVRE EN HLM

Le Comité interministériel pour les villes (CIV), créé en juin 1984, lance à travers la France une consultation destinée à améliorer les conditions de vie des habitants des HLM.

Jusqu'à présent, la prestation des offices d'HLM se bornait à offrir aux locataires des murs, un toit et des équipements collectifs : un cadre de vie sommaire dans un environnement sans grâce. Aujourd'hui, il leur propose d'imaginer le cadre dans lequel ils veulent vivre : s'ils n'ont pas choisi leur lieu d'habitation, du moins peuvent-ils faire des propositions concrètes pour « récupérer » des équipements souvent abandonnés ou saccagés.

Les projets doivent être présentés conjointement par les habitants des HLM réunis en associations ou comités, les organismes d'HLM et les collectivités locales (1). Ces trois partenaires peuvent engager leur réflexion dans cinq directions. S'ils choisissent l'eau, ils peuvent imaginer des points d'arrosage, des ludo-thermes, des baignades, autant de possibilités de rencontres entre résidents.

A l'eau, ils peuvent préférer les activités communautaires (jardins familiaux, ateliers divers), les services (boutiques de gestion, de droit, de santé), la reconstruction du patrimoine et de l'environnement. Dernière piste offerte à leur imagination : les jeunes et le bruit. Dans ce cas, des opérations comme « mini-bruit, maxi-rock », des orchestres dans des caves insonorisées, guideront leur recherche.

Les partenaires accompagneront la présentation de leur projet d'un montage financier, à charge pour le jury de le soutenir par une subvention si l'expérience lui semble intéressante.

D. T.

(1) Le dossier complet de la consultation « les loisirs au quotidien » est disponible auprès du SATEL (Service aménagement touristique et équipement de loisir), 4, rue Lord Byron, 75008 Paris. Tél. : (1) 563-17-31.

**ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS**

Établissement privé d'enseignement technique supérieur

**FORMATION EN 3 ANS DE :** GENERALISTES DE LA GESTION

**5 OPTIONS :**

- Comptabilité - Finances
- Création d'entreprise
- Gestion du développement
- Gestion des ressources humaines
- Gestion et action commerciale

**7 MOIS DE STAGES PRATIQUES EN ENTREPRISE**

**ACTIVITÉS DE TERRAIN INTÉGRÉES**

**ADMISSION SUR DOSSIER ET ENTRETIEN**

**POUR BACHELIERS TOUTES SÉRIES**

**E.D.E.P. :** IMMEUBLE MONTREAL 3-5, RUE DU JAVÉLOT 75045 PARIS CEDEX 13

**584-93-16**

**"GRAND JURY" RTL - Le Monde**

**JACQUES CHIRAC**

**dimanche 18h15**

**en direct sur RTL**

animé par **Alexandre BALOUD**

André PASSERON et François RENARD (Le Monde)

Paul-Jacques TRUFFAUT et Gilles LECLERC (RTL)



# Société

LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LES ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

## M. Pierre Debizet a résisté aux assauts de toutes les parties

**La déposition de M. Pierre Debizet, secrétaire général du Service d'action civique (SAC) au moment de la tuerie d'Auriol, le patron, l'homme du sommet, était très attendue mais on n'attendait rien. Elle n'a pas donné aux débats le tour politique que pouvaient espérer certains.**

### De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — D'un bout à l'autre des trois heures qu'a durées l'audition de M. Debizet, vendredi 3 mai, celle-ci s'est toujours maintenue, même au moment des harcèlements des plus intenses, au ras du dossier criminel dont est saisi la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Car la seule question qu'elle posait se ramenait à celle qui se pose dès le début de l'enquête. M. Debizet pouvait-il savoir, à l'été de 1981, à quel degré de tension en étaient arrivés les rapports entre les deux dirigeants de la section des Bouches-du-Rhône, Jacques Massie le titulaire et Jean-Joseph Maria son intérimaire ? Dans l'affirmative, il aurait pu avoir des raisons de « régler le problème ». Dans la négative, au mieux simplement dans l'hypothèse d'une connaissance incomplète de la situation, il pouvait s'estimer insuffisamment éclairé et considérer qu'on ne lui avait rien rapporté d'autre que des ragots.

En d'autres termes, ceux qui s'étaient faits, auprès de lui, les détracteurs de Jacques Massie l'avaient-ils informé de tout, et particulièrement d'une réunion tenue le 1<sup>er</sup> mai 1981 au cours de laquelle Massie avait ouvertement accusé Maria et Collard de perpétuer des attentats pour les limiter, et de l'FLNC ? Car si Massie avait cette conviction, si de surcroît il pouvait l'étayer par des preuves, il est vrai alors que le SAC pouvait redouter de sa part des révélations de nature à commander effectivement son élimination. Or, jusqu'à l'audience du 3 mai, Maria lui-même admettait avoir laissé son patron dans l'ignorance de tout ce qui s'était dit le 1<sup>er</sup> mai, notamment l'évocation des attentats. C'est même en raison de cette dissimulation que la chambre d'accusation de Paris devait rendre, en faveur de M. Debizet qui avait été inculpé et même incarcéré avec les autres, dès le 28 juillet 1981, un arrêt de non-lieu.

### « J'ai été épouvanté »

Du même coup, parmi ceux qui démentent inculpés et accusés, Jean-Joseph Maria, en sa qualité de responsable intérimaire du SAC des Bouches-du-Rhône, se trouvait mis en première ligne. Finie la trêve de l'ordre « venant d'en haut », l'affaire qu'il avait sa dimension nationale pour se ramener à une sombre guerre locale, médiocre et subalterne, terminée en massacre. Jean-Joseph Maria a dû en éprouver une forte amertume. Car, brusquement, il a tenté vendredi de parler à son ancien chef un coup bien sournois. On, a-t-il dit en substance, j'avais toujours soutenu que M. Debizet n'avait pas été informé de tout, mais c'était seulement par courtoisie à son égard et à la demande de M. Denise Mialou qui était à l'époque son avocat et avait souhaité cette courtoisie dont l'un de mes propres avocats, M. Ruggeri, m'avait transmis la consigne.

Accusation grave mais qui pour autant demeure quasiment sans effet et sans suite. Accusation dangereuse aussi pour son auteur, dans la mesure où sa position reste la même : il n'a rien su, rien connu, rien vécu de ce qu'on lui impute.

M. Debizet n'a pas bronché. Il s'est sagement abstenu de répondre directement à Maria, et plus encore de l'interpeller.

C'est que le témoin Pierre Debizet, « soixante-deux ans, sans profession », l'avait dit d'entrée : « Il est certain que j'ai été épouvanté quand j'ai appris le drame qui s'est passé à Auriol et surtout que ma propre association, le Service d'action civique, et moi-même nous trouvions mêlés à l'histoire. Car je rappelle que j'ai été inculpé et détenu. Mais finalement la justice ne reconnaît que j'étais étranger à cette affaire. Je lui dit, je le répète : aucune des activités du Service d'action civique ne pouvait aboutir à une tuerie pareille. »

C'est que M. Debizet vit toujours dans l'idée d'un SAC idéalisé. Il faudrait même comprendre, la section des Bouches-du-Rhône en étant arrivée où elle en est arrivée, qu'elle serait aujourd'hui excommuniée. Cette section, c'en était une

parmi quatre-vingt-six autres ». Pourtant, lui, qui posait comme principe de n'avoir jamais parlé ses adhérents, du policier, n'a bien accepté que la responsabilité soit confiée à Marseille à Jacques Massie, un brigadier de police urbaine. Il en convient.

A l'automne 1980, Massie devenu élève-inspecteur et devant suivre des cours à l'école de police de Cannes-Ecluse, en Seine-et-Marne, c'est Jean-Joseph Maria qui devient son intérimaire. A Paris, M. Debizet continue pourtant de voir Massie. De ce qui se passe à Marseille, il ne soupçonne rien jusqu'au jour où un adhérent de la-bas, Henri Durand, vient le trouver avec un dossier de police privée. Massie n'y est pas nommé, mais il y est visé.

« J'ai eu l'impression que c'étaient des problèmes de bons-hommes, qu'un me racontait des histoires. Je n'y attachais pas grande importance, et j'ai dit à Durand que j'en parlerai à Massie directement. Ce que j'ai fait. »

### Suspicion

En février 1981, c'est Maria, cette fois, qui fait le voyage de Paris pour de nouveau livrer ses soupçons contre Massie.

Les mois passent. Arrive l'affaire de l'attentat du 26 avril 1981 dont Massie déclare avoir été victime.

« Il m'a téléphoné. Il m'a fait son récit. Il n'avait pas encore porté plainte. Je m'en suis étonné. Il fallait réfléchir. On convint de se revoir. Le 28 avril, je le rencontre à Paris. Il me dit qu'il pense au FLNC. Je ne comprends pas pourquoi et il ne me donne aucune explication. Mais le lendemain, il me dit qu'il soupçonne des gens du service. J'en suis ahuri. S'il pense à des gens du service, c'est qu'il y a dans la section des choses anormales, mais il ne me dit rien. »

Ainsi, M. Debizet ne prend toujours pas l'affaire au sérieux. Or, c'est en raison même de cet attentat que Massie convoquait, le 1<sup>er</sup> mai, chez lui, Maria et Collard, qu'il soupçonnait d'avoir monté le coup avec quelques autres compagnons. Ce soir-là, le dossier s'éclaircit. Ils se sont vus, tous les trois, à la fin de Massie a même lancé à Maria et à Collard : « Vous deux, je ne vous contrôle plus. » Il leur signifiait par là qu'il les tenait pour les auteurs d'attentats commis récemment à Marseille et imputés au FLNC. Les autres lui ont retourné qu'ils le soupçonnaient de passer à gauche par opportunisme. Bref, une suspicion réciproque.

Le 5 mai, M. Debizet débarque à Marianne. Maria l'attend. Pendant

quatre heures, ils vont parler : de quoi ?

« De l'attentat dont se plaignait Massie, mais aussi, assure-t-il, de politique, car on était à cinq jours du deuxième tour de l'élection présidentielle et cela, pour une organisation comme la nôtre, demandait des discussions. Maria accuse une fois de plus Massie de mauvaises fréquentations et parle toujours de détournements d'argent. »

« Vous avez été quand même un peu ébranlé ? demande le président François Brunat. »

« C'est sûr. Tout cela ne me plaisait pas du tout. Mais, en l'absence de Massie, je ne pouvais rien faire. »

Au matin du 6 mai, M. Debizet, avant de reprendre l'avion pour Paris, discutera encore trois heures.

M. Debizet : « Il est certain que je repars de Marseille en me disant que j'ai un problème, mais il faut que je vote encore Massie. »

Le passage, M. Brunat glisse : « A propos, savez-vous que tous ceux qui étaient là pour vous attendre étaient armés ? »

« Ah ! non ! Car, pour moi, c'est une chose anormale, impensable. Jamais un membre du SAC n'a été armé. C'était un principe absolu. »

Voilà M. Debizet de retour à Paris, de retour du Gabon, le 20 juillet, il apprend la tuerie.

### Recrutement de voyous

Le président : « Depuis, vous avez dû quand même réfléchir, vous avez été inculpé. Comment expliquez-vous ce qui s'est passé ? »

Il a hésité, surpris : « Ce qui s'est passé est épouvantable. Je suis certain que les gens qui sont au SAC sont totalement étrangers à ce genre d'histoire. »

On lui montre le box : « Parmi les six qui sont ici et qui, tous, étaient au SAC, vous savez que quatre reconnaissent leur participation. Vous savez aussi que la victime, Jacques Massie, était elle-même membre du SAC. »

« Monsieur le Président, le SAC est étranger à cette affaire. On a dit sur lui trop de choses. »

On insiste. On lui parle encore de Massie, de ses manies du renseignement.

« Cela ne m'intéressait pas. S'il avait des renseignements, je lui ai dit qu'il s'en serve pour son métier de policier. »

« Il vous a pourtant adressé des rapports sur une expédition qu'il avait menée dans une chambre d'hôtel avec pose de micros, photographies de documents ? »

### LA CONFRONTATION DES PARENTS DE GRÉGOIR AVEC LES GENDARMES

Aucun élément nouveau

Pendant près de sept heures, vendredi 3 mai, les gendarmes de la brigade de Bruyères (Vosges) et le capitaine Étienne Semat, qui a dirigé, jusqu'au 18 février, l'enquête sur la mort de Grégoir Villamin, ont été confrontés avec les parents de l'enfant, Christine et Jean-Marie, au palais de justice d'Épinal. Le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, tentait de déterminer si les gendarmes avaient ou non contribué à convaincre Jean-Marie Villamin que son cousin, Bernard Laroche, qu'il a tué le 29 mars, était bien l'assassin de Grégoir. Il n'est pas sûr que le magistrat instructeur ait obtenu la réponse à cette interrogation. Pour sa part, M. Jean Kopf, avocat du capitaine Semat, a déclaré que la confrontation, qui a eu lieu en présence du procureur de la République, a permis de « vider l'abcès ». Il a ajouté que la démonstration a été faite que « la confiance qu'il porte à la gendarmerie et au capitaine Semat est fondée ».

Avant et après l'assassinat de Bernard Laroche, les parents de Grégoir Villamin n'avaient pas caché qu'ils entretenaient des contacts fréquents avec les gendarmes. Selon M. Jean-Marie Villamin, actuellement incarcéré à Nancy, un gendarme aurait déclaré en sa présence : « S'il n'y a pas assez d'éléments dans le dossier pour condamner Laroche, il y en aura bien assez pour défendre celui qui le tuerait. » M. Paul Prompt, l'un des avocats de Bernard Laroche, avait accusé les gendarmes de se comporter en « directeurs de conscience » avec les époux Villamin.

### LA MALADIE DU LÉGIONNAIRE FAIT VINGT-SEPT MORTS EN ANGLETERRE

Une importante épidémie de maladie du légionnaire frappe en ce moment la région du Staffordshire, dans le centre-ouest de l'Angleterre. D'abord prise pour une grippe, cette épidémie a déjà entraîné la mort de vingt-sept personnes. Soixante-dix autres patients, présentant les mêmes symptômes, sont hospitalisés dans les hôpitaux de Stafford. Il s'agit de la plus importante épidémie de légionellose jamais signalée en Grande-Bretagne.

Cette maladie, qui frappe surtout les personnes âgées et les patients présentant un déficit immunitaire, n'est manifestée pour la première fois à Philadelphie, en 1976, lors d'une convention de la légion américaine. En février 1977, le bactériologue responsable de la maladie, la « légionelle », était identifiée par le centre de contrôle des maladies d'Atlanta. Cette maladie infectieuse, qui se présente essentiellement sous la forme d'une pneumonie, est sensible à certaines antibiotiques. Deux précédentes épidémies, l'une à l'hôpital Bichat de Paris, l'autre dans une caserne de Saragosse en Espagne, avaient montré que la contamination simultanée d'un grand nombre de personnes pouvait s'expliquer par la présence de « légionelles » dans l'eau des systèmes de climatisation.

F.N.

### En bref

● **Explosion à Manaco : trois morts.** — Trois personnes sont mortes et quatorze ont été légèrement blessées à la suite de l'explosion d'une fourgonnette contenant du matériel pyrotechnique dans un entrepôt du quartier industriel de Fontvieille à Monaco. Pour une raison indéterminée, le véhicule qui transportait 800 kilos de feux d'artifice en provenance d'Italie, s'est embrasé, vendredi vers 15 heures, au moment du déchargement du matériel, qui devait être acheminé à Huillies (Yvelines). Le feu a endommagé trois autres véhicules.

● **Deux personnes égorgées dans un bureau de poste.** — Une employée des postes et une cliente ont été égorgées, vendredi 3 mai vers 16 heures, dans un bureau de poste annexe de Montcaumon-Mines (Saône-et-Loire). Les enquêteurs ont décelé des traces de lutte. Une somme modique a été dérobée. Quatorze hald-up de bureaux de poste ont en lieu, depuis juin 1984, dans le département de Saône-et-Loire, dont dix ont été commis par le même homme, pensent les policiers.

● **HOCKEY SUR GLACE : championnat du monde.** — Les Tchécoslovaques sont devenus champions du monde de hockey sur glace pour la sixième fois en battant le 3 mai à Prague les Canadiens (5-3), qui n'avaient plus terminé à la deuxième place depuis 1962. Les Soviétiques, qui détenaient le titre depuis 1978, se sont classés troisième à la faveur d'une victoire sur l'équipe des États-Unis (10-3) au terme d'un match qui a été marqué par une bagarre générale des joueurs des deux formations pendant dix minutes.

### ÉCLIPSE DE LUNE SUR LA FRANCE

Dans la soirée du samedi 4 mai, le Soleil aura rendez-vous avec la Lune. Si les conditions météorologiques la permettent, les Français pourront observer pendant environ soixante-dix minutes une éclipse totale de Lune. Ce phénomène, qui se produit lorsque la Terre s'interpose entre le Soleil et la Lune, devrait commencer vers 20 h 17, heure française. La Lune passera alors progressivement dans le cône d'ombre de la Terre et sera complètement masquée dès 21 h 23, avec un maximum à 21 h 56. À partir du 22 h 30, notre satellite naturel commencera à sortir du cône d'ombre. Pour observer cette éclipse de Lune, point n'est besoin de lunettes astronomiques ou de jumelles. Une bonne vue suffit. Avis donc aux amateurs qui, du fait des mouvements de ces différents astres dans le ciel, devront être au rendez-vous quelque quinze minutes plus tôt que les Parisiens si ils habitent en Alsace et quelques quinze minutes plus tard si ils vivent en Bretagne.

— Je ne les ai jamais reçus.

— Il semble pourtant que si. Et puis, pourquoi avez-vous mis à l'écart vos fichiers ?

— C'est systématique, après chaque élection importante. Compte tenu de ce qui a été raconté sur nous, des compagnons ont déjà été mis en quarantaine, ont perdu leur emploi ou ont dû démissionner.

On le sent en cette circonstance à la fois solide et maladroit. Homme d'action, c'est sûr, mais sans autre envergure.

C'est l'avocat général, M. Christian Lassel, qui devait le tourmenter le plus en lui demandant, par exemple, le rapport qui existait à son avis entre le SAC et le mouvement anti-indépendantiste corse Francis.

« Il n'y avait aucun lien organique. Le commandant Bertolini avait été effectivement autrefois membre du SAC. »

— Vous lui avez pourtant versé 23 714 francs après l'affaire de Bastille. C'était sur votre compte personnel ?

— Non, c'était sur celui du SAC. compte tenu d'une obligation de solidarité.

— Saviez-vous que Massie recrutait des voyous pour une organisation qu'il avait créée lui-même ?

— Non, comment l'aurais-je su ? Mais alors, d'où donc, d'après vous, pouvait bien servir le SAC à Marseille ?

— C'était, je l'ai dit, une section comme une autre qui donnait son appui aux organisations gaullistes.

— Quand vous quittez Marseille le 6 mai, un peu penser que vous avez fait un choix. Car, ou bien Massie a été victime d'un attentat et c'est grave, ou bien il raconte des histoires en accusant des membres du SAC, et c'est tout aussi grave. Si vous dites vrai, on vous aurait donc caché l'essentiel. Vous seriez venu, finalement, à Marseille pour vous promener.

— Non, monsieur ! Je rentrais chez moi. Mais l'estimation qu'il n'y avait rien de dramatique, que j'avais le temps de voir.

Après que chacun eut questionné, harcelé, un en restait à cette double constatation :

1) La base du SAC des Bouches-du-Rhône en savait plus sur ses activités que son chef suprême :

2) Le chef suprême, du 27 avril au 7 mai 1981, avait consacré au moins six de ses journées à se soucier du « problème marseillais » et cela en dépit d'une période électorale intense.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

### RÉPARATIONS EN SÉRIE A BORD DE CHALLENGER

Les astronautes de la navette spatiale américaine Challenger sont finalement parvenus à mener à bien deux des expériences scientifiques qu'ils avaient récemment rayées de leur programme de travail en raison des pannes, réparations et projections de têtes de rails et de sièges dont ils étaient les malheureux victimes. Grâce aux conseils, que leur ont prodigués les contrôleurs au sol, mais grâce surtout à l'acharnement d'un des leurs, Taylor Wang, surnommé depuis « le dépanneur », les astronautes de Challenger ont pu remettre en marche une expérience d'étude des rayons cosmiques et une autre destinée à l'étude du comportement des fluides en apesanteur. Bien que ces nombreux incidents aient fait perdre un temps précieux, l'équipage, espère bien se rattraper avant que la navette ne revienne, lundi 6 mai, vers 18 heures, sur Terre en faisant des heures supplémentaires. Ainsi une grande partie de cette mission Spacelab-3 dont l'essentiel porte sur le comportement et la fabrication de matériaux dans l'espace pourrait-elle être préservée.

### Carnet

#### Naissances

— Bénédicte et Henri ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Samuel.

Agathe, Claire et Manuelle, ses grandes sœurs, sont heureuses de l'accueillir. Le 30 avril 1985. Maternité des Miniguettes, Versailles.

— Etienne, Anne et Marc. Océane et Patrick BREAUD ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Laure.

Paris, le 17 avril 1985.

#### Décès

— Annie G. de Arcoz, Elisabeth Richard, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur mère, Marie ADELL.

survécu à Paiscola (Espagne), le 16 avril 1985.

— Sa mère, Son épouse, Ses enfants, Sa sœur, Et toute sa famille, font part douloureusement du décès accidentel, survenu dans sa cinquante-huitième année, de

M. Raymond ANGER, CF (R), officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre des TOE, croix de la valeur militaire, médaille de l'aéronautique.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 3 mai, à 15 heures, en l'église de Plogassou (29228).

— M. Roger Bellissant, née Henriette Richard, Marie et Claude Riff et leurs enfants, Colette et Mohammed Dib, leurs enfants et petits-enfants, Pierre et Georgette Bellissant et leurs enfants, Camille et Régine Bellissant et leurs enfants, Les familles Bellissant, Maricot, Leprieux, Richard, Monneray, Mériot, ont la douleur de faire part du décès de

Roger BELLISSANT, instituteur honoraire.

survécu le 26 avril 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu en présence de sa famille et de ses amis. Cet avis tient lieu de faire-part.

737, chemin des Cabrières, 06250 Mougins.

— Jean-Gérard et Sylvain Burzstein, ses fils, Et toute leur famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Léon-Sam BURSSTEIN,

survécu le 18 avril 1985, à l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 6 mai, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux.

CINÉMA THEATRE FR  
Marathon espagn

Le marathon espagnol est un événement sportif majeur qui attire chaque année des milliers de participants et de spectateurs. Il se déroule dans les rues de Madrid, offrant aux coureurs une expérience unique de la culture et du patrimoine espagnols.

Les organisateurs ont prévu une série de services pour les participants, y compris des points de ravitaillement, des services médicaux et des zones de repos. Le marathon est ouvert à tous les niveaux de compétence, des débutants aux athlètes expérimentés.

En plus du marathon, il y a également des courses à pied de plus courte durée, des courses à vélo et des activités culturelles. Les participants sont encouragés à profiter de leur séjour à Madrid et à découvrir les richesses de cette ville.

Les organisateurs tiennent à remercier tous ceux qui ont contribué au succès de cette édition. Ils espèrent que tous les participants auront eu une expérience mémorable et enrichissante.

Le marathon espagnol est un événement qui rassemble des personnes de toutes nationalités et cultures. C'est une occasion de vivre ensemble, de partager des expériences et de créer des liens d'amitié.

Les organisateurs ont également prévu des activités pour les enfants et les familles. Ils souhaitent que tous les participants passent de bonnes vacances à Madrid.

Le marathon espagnol est un événement qui se déroule dans un cadre magnifique. Les participants sont encouragés à profiter de la beauté des rues de Madrid et de l'atmosphère festive qui règne lors de cette manifestation.

Les organisateurs ont prévu une série de services pour les participants, y compris des points de ravitaillement, des services médicaux et des zones de repos. Le marathon est ouvert à tous les niveaux de compétence, des débutants aux athlètes expérimentés.

1350 من المال



« VIDAS » DE ANTONIO DA CUNHA TELLES

Lisbonne à la dérive

Quinze ans séparent la réalisation, en 1969, du premier film d'Antonio da Cunha Telles, *O Cerco* (le Cercle), avec ses intellectuels qui espèrent malgré tout, et son quatrième, *Vidas* (Vies). Quinze années d'une existence lourde d'événements, quand on habite le Portugal et qu'on n'accepte pas de garder les yeux fermés face au monde qui vous environne.

« Pour mon dernier film, *Vidas*, déclare le cinéaste, j'ai forcé un peu les teintes, comme si je le coloriais à la main, et j'ai mis des accents sur les mots pour qu'ils ne puissent être récupérés par personne. » L'œuvre tient ses promesses : *Vidas* est un véritable constat d'échec.

Ils sont cinq personnages à tenter d'organiser tant bien que mal leur existence dans une société déboussolée. D'un côté les aînés, Diana (Maria Cabral, déjà interprète merveilleuse de *O Cerco*), un journaliste, son ami Sergio, écrivain, Diana a un fils, Pedro, qui consomme et vend de l'héroïne, en essayant de garder le contrôle des événements. Il aime Lana (Julia Correia, une révélation), une jeune provinciale venue à Lisbonne, incapable de s'attacher durablement à un homme. Victor, le cinquième larron, vaguement sociologue, a déserté autrefois pour éviter le service militaire et la guerre en Angola, du temps de Salazar. Il gagne de l'argent, a un yacht.

Dix ans juste après la révolution des œillets, ils flottent au gré des circonstances, dans la marge plus ou moins, ne croyant plus depuis belle lurette à l'ordre moral ambiant et aux valeurs officiellement proclamées. Tout ça

trouve soudain riche, et odieux. Les aînés se débrouillent mieux, parce qu'ils sont déjà dans la place.

La qualité particulière de *Vidas*, qui le met à part de tous les ouvrages au sujet similaire, c'est, sans déclaration de principe, sans jugement ostentatoire, de montrer comme aux rayons X de quel poison le mal engendre le mal, le tissu social se déchire. Le drame, vraiment, c'est de voir Antonio da Cunha Telles, quinze ans après, revenir à son point de départ : le cercle est bouclé, le rêve révolutionnaire enterré.

LOUIS MARCORELLES.

★ Le Latine.

Raul Ruiz à la Maison de la culture du Havre

● AU HAVRE, le cinéaste chilien Raul Ruiz, qui vit en France depuis 1974, est nommé à la direction de la Maison de la culture — vacante depuis la démission, le 31 décembre 1984, de Georges Rosevigne — avec Jean-Luc Languir, administrateur à Grenoble.

● A BOBIGNY, le contrat de Joël Chosson prend fin au mois de juillet 1985. Le conseil d'administration souhaite que la Maison de la culture abrite plusieurs équipes de créateurs de disciplines différentes. Le ministère de la culture préfère un metteur en scène. Jean-Claude Fall est candidat. Qui prendrait alors la Bastille, dont il est directeur ?

● A SAINT-DENIS, au Théâtre Gérard-Philipe, le metteur en scène Daniel Mesguich doit succéder à René Gonzales, qui a renoncé à fonder un « Espace théâtral européen » à Lyon, au Théâtre du VIII<sup>e</sup>, que

Jacques Weber quitte à la fin de l'année. Parmi les candidats au Théâtre du VIII<sup>e</sup>, Jean-Louis Martinelli, metteur en scène lyonnais. Le ministère et la ville ont demandé à Jérôme Deschamps (la Famille Deschamps) d'étudier pour cette salle municipale le projet d'un « théâtre du rire ».

● A NICE, le ministère a proposé à Jacques Weber de remplacer Jean-Louis Thamin au Théâtre municipal, mais celui-ci, étant une construction provisoire, doit être déplacé. Le maire, Jacques Médéric, n'a pas encore fait part de ses intentions.

En revanche, Jean-Louis Thamin a pris contact avec Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, pour la création d'un centre dramatique national dans sa ville, qui attend depuis plusieurs années.

C. G.

A LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE

Marathon espagnol

« Cent jours de cinéma espagnol » à la Cinémathèque française, depuis le 5 avril et jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. L'occasion de découvrir l'histoire d'une production, de 1926 à nos jours.

Le programme espagnol a été divisé en périodes, dont la première, 1926-1938, allait de la fin du muet à la guerre civile. Florian Rey, dont la vedette féminine était souvent la chanteuse Imperia Argentina (elle joua une « Carmen » en 1938), et José Buchs tournaient fréquemment au producteur excentrique pour divers réalisateurs, dont le Français Jean Grémillon (*Centinel Alerte*, 1935).

Après la victoire de Franco, la nouvelle Espagne, vivant repliée économiquement sur elle-même dans l'Europe en guerre, se tourne vers les comédies sentimentales, les divertissements ou les films historiques défendant la conception officielle de l'ordre moral, social, religieux. C'est la période 1939-1951, où un cinéaste commercial comme Rafael Gil peut signer aussi bien des fables « édifiantes » et romanesques sur le bonheur qui se mérite (*Buella de Luz*, 1943) — *El fantasma y dona Juanita*, 1945) — qu'une adaptation de Don Quichotte de la Manche (1947). Pourtant, en 1951, Bardem et Berlanga commencent à se manifester avec *Un couple heureux*, comédie caustique rompt avec le conformisme ambiant.

La période 1952-1961 — actuellement en cours et jusqu'au 18 mai — voit toujours Rafael Gil (il se maintiendra jusqu'au début des années 80) mais les films de Berlanga (*Bienvenue Mr Marshall*, 1952, *Calaboug*, 1956) et de Bardem (*Comicos*, 1953 ; *Mort d'un cycliste*, 1955 ; *Grand-rue*, 1956) sur la réalité contemporaine font sortir le cinéma franquiste de son isolement. Pour cela, les films du Hongrois Ladislao Vajda joueront aussi un rôle important, tout au moins ceux qui ne sont pas totalement médiocres : *Marcelino, Pan y Vino* (1954), *Tarde de Turos* (1955).

Josefina, le gamin acteur chantant, et la danseuse Sara Montiel, reine de mélodrames, franchissent les frontières. Le passage de Marco Ferreri en 1958-1960, sportif, comme un défi, un humour noir et comme un défi, Carlos Saura, représentant de la génération des « enfants de la guerre civile », réalise *Los Golfos* (« les Voyous »). En 1961, Bunuel revient à son pays natal pour tourner *Viridiana*, qui s'en prend aux aberrations causées par la morale religieuse (catholique) mal comprise, étouffant la liberté individuelle, cause d'un énorme scandale en Espagne — où le film sera interdit — et jusqu'en Vatican, mais remporta la Palme d'or au Festival de Cannes.

1962-1969. Financièrement, le cinéma espagnol est en bonne santé mais, si Carlos Saura commence son ascension (*Ballade pour banditi*, 1963 ; *la Chasse*, 1965), si Berlanga

avec *la Bourgeoisie* (1964) fait preuve d'une rare audace, la censure veille soigneusement au contenu des films. On portera intérêt à ceux de Manuel Summers, F. Roviero Beleta, Jorge Grau, Fernando-Fernan Gomez, Mignel Picazo, Angelino Pons, Vivente Aranda.

Fin mai commencera à la Cinémathèque la dernière période, 1970-1984, avec la transition qui s'amorce en 1975. La sélection est particulièrement représentative avec, bien sûr, Saura, qui fut la conscience artistique du cinéma espagnol dans les festivals et le plus grand cinéaste de sa génération, puis l'arrivée de nouveaux auteurs tels Victor Erice (*L'Esprit de la ruche*, 1973), Jaime Camino (*les Longues Vacances* de 36, 1975 ; *la Vieille Mémoire*, 1977) et bien d'autres qui sont peu connus, sinon inconnus.

On attend des surprises de ce panorama moderne. Mais ne serait-il pas possible de donner, par la suite, d'autres séances pour les films les plus rares, les plus curieux, les plus intéressants, les plus significatifs (idéologiquement ou nutrement) de cet ensemble historique dont on aimerait pouvoir mieux profiter (1) ?

JACQUES SICLER.

(1) Il est indispensable de lire le numéro 38/39 des *Cahiers de la Cinémathèque*, revue d'histoire du cinéma éditée par l'Institut Jean-Vigo, à Perpignan : « Le cinéma de l'Espagne franquiste (1939-1975) ». Ce numéro est, évidemment, documenté et organisé par Marcel Oms et Pierre Roux. 256 p., ill., 65 F.

UN FORUM A MARRAKECH

Lumière !

Lydie Trigano a réuni pour la première fois, au Club Méditerranée de Marrakech, du 18 au 25 avril, une dizaine de directeurs de la photographie lors d'un forum consacré à la lumière au cinéma.

On attendait des propos francs sur une profession peu connue du grand public, il y en a eu. Mais, trop souvent, le débat s'est transformé en querelle des anciens et des modernes.

Porte-parole des précurseurs et doyens des invités, Henri Alekan (*la Belle et la Bête*, *la Truite*) soutenait la théorie qu'il expose dans son livre *Des lumières et des ombres*, invoquant l'apport de la peinture et de la musique : séquences bâties sur une seule « note » ou sur toute la gamme du

blanc, des gris et du noir, pour revendiquer le statut d'artiste, de créateur.

Pierre-William Glenn (*la Nuit américaine*, *Coup de torchon*), quant à lui, s'est posé d'emblée en technicien pour nier toute « philosophie » dogmatique de la lumière. Oui, on peut jouer une scène tragique sous des lampions de fête foraine ; oui, on peut tourner un épisode comique dans la pénombre ; tout est fondé sur une pratique qu'il est vain de s'acharner à vouloir théoriser.

Un peu en dehors de cet échange de points de vue (fil directeur du Forum), Henri Decae (*le Cercle rouge*), Renato Berta (*les Nuits de la pleine lune*), Pierre Lhomme (*Judith Therpauve*), Peter Suschitzky (*Lisztomania*), Jack Steyn (*Hors-la-loi*), Philippe Rousselot (*Nemo*) et Jean-François Robin

(*l'Amour braque*) ont évoqué le travail du chef opérateur à travers leur propre expérience. Doit-il faire le cadre ? Quels sont ses rapports avec le metteur en scène, les acteurs, les producteurs ? Rien de fondamental n'est apparu, mais des petites histoires plaisantes, un rien persiflantes.

Parmi tous ces hommes, une seule femme, Dominique Le Rigoleur (*l'Homme atlantique*, *le Destin de Juliette*), trente-cinq ans, qui présentait *Passage secret*, le premier long métrage de Laurent Perrin — ancien assistant de Benoît Jacquot, — qu'elle a éclairé, sera bientôt projeté à la Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes.

Les grands absents de ce forum : des opérateurs non européens et des décorateurs, partenaires obligés des « chefs op ». Peut-être seront-ils présents à la prochaine rencontre, pour aider à donner aux débats un tour moins anecdotique.

STÉPHANE DURAND-SOUFFLAND.

M. JEAN FAVIER EST ÉLU A L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

L'Académie des inscriptions et belles-lettres n'élit M. Jean Favier au siège vacant par la mort de M. Raymond Lebègue, survenue le 21 novembre 1984.

[Directeur général des Archives de France, M. Jean Favier est né le 2 avril 1932. Il est architecte-paysagiste (maître de l'école des chartes), agrégé de l'Université, docteur en lettres. Il a été membre de l'Ecole française de Rome puis, au terme de sa carrière universitaire, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études et professeur d'histoire du Moyen Âge à Paris-Sorbonne. Médiéviste de renom international, il est l'auteur de nombreux travaux historiques, notamment *Enguerrand de Marigny, historien de Philippe le Bel*, *De Marco Polo à Christophe Colomb*, etc., ainsi que d'une importante contribution à l'ouvrage collectif consacré à l'histoire du Moyen Âge.]

« Cinq continents à la une ». — Sous ce titre, les *Cahiers Fain-Developpement* présentent un dossier (n° 8) analysant le rôle de la communication orale dans les pays en développement, le pouvoir des agences de presse internationales, les nouvelles technologies et l'enjeu de la crise de l'UNESCO. Il apporte aussi plusieurs exemples d'information « différente » au service du développement sur tous les continents et notamment celui de l'Agence Inter-Press Service (IPS). ★ 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.

ATLANTA IN FRANCE

ARTS ET CULTURES D'AUJOURD'HUI DANS LES ÉTATS-UNIS DU SUD-EST

PEINTURE  
SCULPTURE  
PHOTOGRAPHIE

- PARIS CHAPELLE DE LA SORBONNE 6 AU 20 MAI 1985
- TOULOUSE RÉFECTOIRE DES JACOBINS 10 MAI AU 18 JUIN 1985
- ANGOULÈME CENTRE D'ACTION CULTURELLE 2 AU 25 MAI 1985

CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES - MAISON DES CULTURES DU MONDE - VILLE DE TOULOUSE - VILLE D'ANGOULÈME - SERVICE DES AFFAIRES INTERNATIONALES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE. CITY OF ATLANTA. MANIFESTATIONS ORGANISÉES AVEC LA PARTICIPATION DE COCA-COLA FRANCE - DELTA AIRLINES - KLEEN-TEX INTERNATIONAL - GROUPE DE LA SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES.

CENT JOURS DU CINEMA ESPAGNOL

en collaboration avec la Cinémathèque Française. Panorama de 104 films, 1926-1985

1er Avril - 30 Juin 1985

Tous les films sous-titrés en français. Voir programme détaillé dans la presse nationale.

MINISTÈRE DE LA CULTURE D'ESPAGNE - Direction Générale de la Cinématographie - Cinémathèque Espagnole.







# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 4 mai

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Série : Julien Fontanes, magistrat. De J. Comès, réal. : A. Farangi, Avec J. Morel, A. Moy. L'ex-épouse de Fontanes assiste à la dernière phase d'un hold-up qui tourne mal.  
22 h Droit de réponse : L'erreur inversée. Émission de Michel Polac.  
L'eau est-elle une ressource inépuisable ? La paie-t-on à son juste prix ? Avec G. Malandain, député PS, chargé de la mission interministérielle sur les problèmes de l'eau ; J. Blanc, député PR de Lozère ; P. Falsandier, président du Syndicat des distributeurs d'eau ; J. Roux, directeur général de la santé ; P. Bordier, président de la Chambre syndicale des eaux minérales ; J.-C. Leseuvre, du Muséum d'histoire naturelle ; M. Galfre, de l'UFCV de Lozère.  
0 h Journal.  
0 h 10 Ouvert la nuit. Au nom de la loi : Le Journaliste. Extérieur nuit : Des studios et la nuit.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Poigne de fer et séduction. La vente aux enchères. Un gang de terroristes s'empare d'une collection d'œuvres d'art. La police est sur le coup. La vie des hommes est-elle plus importante que les œuvres d'art ?  
21 h Concours Eurovision de la chanson. En direct de Göteborg, en Suède.  
23 h 20 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 04 Disney Channel.  
21 h 50 Journal.  
22 h 15 Foulleuil : Dymastie.  
23 h La vie de châteaux. Jean-Claude Brilly reçoit Mehdi Chereif, Marie-Claire Barreau et Jean Yanne.

23 h 30 Musiclub.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris Bloque : 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, L'homme du Picardie ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, La science amusante.

## CANAL PLUS

20 h 35, Téléfilm : Quelques mois pour aimer (avec Bette Davis) ; 22 h 10, Le radeau d'Oliver ; 22 h 55, Lady Libertine, film de G. Kikoine ; 0 h 20, Mort d'un poète, film de G. Lantier ; 2 h 20, Pato l'infatigable, film de D. Haudepin ; 3 h 50, Une si gentille petite fille, film de E. Greenwood ; 5 h 20, Le Temps de la revanche, film d'A. Aristarain.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Que vienne le règne des cieux, on nous envoie blanche au-dessus des vagues », de J. Rost, précédé d'un entretien avec l'auteur.  
23 h 10 Dénarques avec... Diane Arbus ou le naufrage du rêve.  
22 h 30 Musique : « Cantolom » (création), enregistré à la Biennale de Paris. Entretien avec Judith Kely et Kaia Saalholm.  
0 h Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 23 septembre 1984 au Festival de Ludwigsburg) : « Sonate pour piano n° 2 en la majeur », de Beethoven, « Sonate pour piano n° 15 en ut majeur », de Schubert, « Sonate pour piano n° 53 en mi mineur », de Haydn, par Alfred Brendel, piano.  
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton Ray Charles ; à 23 h 5, Club des archives : Ariadna Argentea ; œuvres de Brahms, Chabrier, Granados ; à 1 h, L'artère à chansons.

Dimanche 5 mai

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h Messe.  
12 h 2 Midi Presse.  
Invité : M. Pierre Viot, président du Festival International de la Cinéma de la Cinéma.  
12 h 30 La séquence du spectateur.  
13 h Journal.  
14 h 25 Série : Starkey et Hutch.  
15 h 20 Sports dimanche.  
16 h 30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.  
17 h 30 Les animaux du monde.  
18 h 10 Série : Mett Houston.  
19 h Sept sur sept.  
20 h Journal.  
21 h 35 Cinéma : le Salaire de la peur. Film français de H.-G. Clouzot (1952), avec Y. Montand, C. Vanel, V. Cloutier, F. Lelli, P. van Eyck, (N.). Dans un pays d'Amérique du Sud, des aventuriers à bout de course acceptent de conduire, au péril de leur vie, des tonnes de nitroglycérine. Film d'aventures et d'espionnage, d'après un roman de Georges Arnaud.  
23 h Sports dimanche soir.  
23 h 45 Journal.  
23 h 55 C'est à lire.

Lundi 11 H 30  
Assises Nationales  
du Crédit Mutuel  
dans "Challenge 85"

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 15 Dimanche Martin.  
12 h 45 Journal.  
13 h 15 Dimanche Martin (suite).  
14 h 30 Série : Médecins de nuit.  
15 h Studio 2 (et à 20 h 20).  
16 h 30 Série : L'Homme de fer.  
20 h Journal.  
20 h 35 Jeu : Le grand raid.  
Quartier (Mexique) - Guayaquil (Equateur).  
21 h 35 Série : Sorties de secours.  
Que font-ils des délinquants à New-York ?  
Dernier volet de cette série sur la délinquance. Cette émission sera suivie d'une interview de M. Robert Badier, garde des sceaux, ministre de la justice.  
22 h 40 Magazine : Dénier des arts.  
23 h 15 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

8 h Début les enfants.  
10 h Musique. Émission de l'ADRI.  
12 h La vie en tête.  
13 h Magazine 85.  
14 h 30 Tour de Corse automobile.  
15 h Musique pour un dimanche (et à 17 h 35).  
16 h 15 Opéra : « Otello ».  
De Verdi. D'après le livret d'Arrigo Boito, enregistré aux Archives de Venise, chef d'orchestre : Z. Pesko, avec V. Adamov, T. Takanov, R. Capoccioli.  
Opéra créé à la Scala de Milan le 5 février 1887.  
Otello, gouverneur de l'île de Chypre, rentre victorieux d'une guerre contre les Turcs. L'un des sommets de l'art lyrique.  
18 h Émissions pour les jeunes.  
19 h Au nom de l'annuaire.  
20 h 35 Musique : le collectionneur.  
Réal. J.-C. Henin. Avec D. Autant, C. Ratin.  
Tour de France des variétés avec Michel Pignatelli, David Martini, Jean Naska, New Paradise...  
21 h 30 Aspects du court métrage français.  
Mélodies de brumes à Paris, de J.-A. Lecoq ; Une dent contre, de S. Meynard.  
22 h Journal.  
22 h 30 Cinéma de minuit : la Foule.  
Film américain de K. Vidor (1927), avec E. Boardman, J. Murray, B. Rouch, D.G. Tomlinson, D. Henderson, L. Beaumont (Mme. N.).  
Du début de ce siècle aux années 20, la vie d'un employé de bureau, pris dans les rouages anonymes de New-York, la grande ville.  
0 h 15 Prélude à la nuit.

## CANAL PLUS

7 h, A bout de souffle made in USA, film de J. McBride ; 8 h 30, L'abus Cadix (et à 14 h 20) ; 9 h 45, Gym à gym ; 9 h 55, Les As d'Orford, film d'A. Goulding ; 11 h, Tête à chapeau, film de F. Perrin ; 13 h 5, Rally, l'as des champions ; 15 h 55, Batman ; 16 h 55, Super stars ; 16 h 10, Hill Street Blues ; 17 h, Michel Sardou en concert ; 18 h, Mes-

James, Monsieur bossier, film de L. Comencini, M. Montelli, N. Loy, M. Luigi et E. Scola ; 19 h 45, Club de la presse ; 21 h, Georgia, film d'A. Penn ; 23 h, Neige, film de J. Berto et J.-H. Roger ; 0 h 25, La Diagonale du fou, film de R. Dembo ; 2 h 10, Le radeau d'Oliver.

## FRANCE-CULTURE

1 h, Les maîtres de France-Culture : 7 h 3, Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fête ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous : « La Nartelle », avec Frédéric Vieux ; 7 h 45, Dites et récits : un conte de Kmd Razmussen ; 8 h, Orthodoxie ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 5, Écoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France ; 10 h, Messe à Notre-Dame de Sion, à Evry ; 11 h, L'esprit de perfection, avec Skarpi, ariste moine ; 12 h, Des Pages dans la tête ; 13 h 40, L'exposition du dimanche ; exposition Morandi au musée Cantini de Marseille ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, La Comédie-Française présente : « L'impératrice de Smyrne », de Goldoni, Avec S. Elbe, C. Frenet, C. Hiegal ; 17 h 45, La tasse de thé : rencontre avec Daniel Gélis à 17 h 45, histoire-actualité : le 8 mai 1945, version allemande ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes.  
20 h, Musique : La conférence des rockers (le groupe Téléphone).  
20 h 30, Atelier de création radiophonique : « Tocane un val », d'Andrea Cohen. Avec A. Host, O. Sisto... ; musique : valse d'Argentine.  
22 h 30 Musique.  
0 h Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les maîtres de France-Musique : 7 h 3, Concert-programme : musique viennoise et musique légère ; 9 h 5, Castate : BWV 108 de Bach ; 10 h, Gustav Mahler à New-York : la saison 1910/1911 et la mort de Mahler ; 12 h 5, Magazine International ; 14 h 4, Programme musical proposé en disques compacts : œuvres de Bach, Franck, Ravel, Rachmaninov, Chopin ; 17 h, Concerts l'été-été-été ? Le français dans la mélodie, par Renaud Camus, écrivain ; œuvres de Gounod, Berlioz, Wagner, Hahn, Faure, Debussy, Ravel ; 19 h 5, Jazz vivant : le World Saxophone Quartet et le quartette de Von et Chico Freeman.  
20 h 4, Aurore-concert : J. Brahms.  
20 h 30 Concert (des grands concerts d'archives) : « Cinq pièces pour orchestre », de Schoenberg, « Six pièces pour grand orchestre », de Webern, « Concerto pour orchestre », de Hindemith, « Premier concerto pour piano et orchestre en ré mineur », de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. H. Rosbaud, sol. R. Firkusny, piano ; compléments de programme : « Capriccio », de Janacek.  
19 h 5, Jazz vives de France-Musique : feuilleton « Ray Charles » ; à 23 h 5, Ex Libris ; à 1 h, Les mots de François Xenakis.

## LES SOIRÉES DU LUNDI 6 MAI

TF 1 20 h 35, Cinéma : Plus dure sera la chute, de Mark Robson ; 22 h 25, Étoiles et toiles, magazine du cinéma ; 23 h 10, Journal ; 23 h 40, C'est à lire.  
A 2 20 h 35, L'Heure de vérité, avec M. François Léotard ; 21 h 55, Emmenez-moi au théâtre : « Bunny » bar, de Jociane Balasko ; 23 h 10, Dénier des arts : la dernière exposition de Chagall ; 23 h 35, Journal.  
FR 3 20 h 35, Cinéma : L'empêcheur tout le monde de dormir, de Gérard Lauzier ; 22 h 05, Journal ; 22 h 35, Thalassa, magazine de la mer ; 23 h 20, Prélude à la nuit.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### DIMANCHE 5 MAI

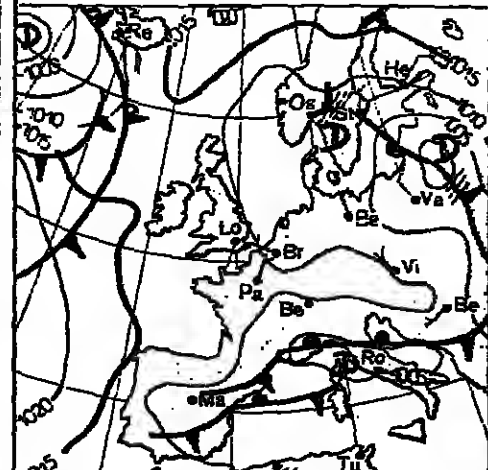
— M. Jacques Chirac, président du RPR, maire de Paris, est reçu au Grand Jury RTL Le Monde, sur RTL, à 18 h 15.  
— M. Marcel Debarge, secrétaire national du Parti socialiste, répond aux questions des journalistes du « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures (et sur Canal Plus à 19 h 45).

### LUNDI 6 MAI

— M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, est l'invité de l'émission « Parlons vrai », sur Europe 1, à 8 h 15.  
— M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, participe à l'émission « Face au public », sur Franco-Inter, à 19 h 15.

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4-05-85 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 mai à 0 heure et le dimanche 5 mai à 24 heures.

La nouvelle perturbation qui atteindra samedi soir les régions du nord-ouest de la France se déplacera lentement vers l'est dimanche, et sera suivie d'air très frais et instable.

Dimanche matin, un temps frais et peu nuageux sera observé sur une grande moitié est du pays ; des bancs de brouillard se formeront sur le Massif Central, l'Aquitaine et la Bourgogne, et se dissiperont au cours de la matinée.

La zone de temps couvert et accompagnée de quelques pluies fines située le matin sur la Vendée, la Bretagne et la Normandie se déplacera vers l'est pour atteindre en soirée les régions situées de la Picardie à la Bourgogne, et au Languedoc-Roussillon ; cette perturbation sera précédée d'un temps agréable avec de belles éclaircies, mais à l'arrière, l'air sera très frais et instable et des averses se produiront ; elles pourront être fortes sur les régions de l'Ouest où le vent de Nord à Nord-Ouest se renforcera.

Les températures minimales seront voisines de 1 degré à 4 degrés sur les régions de l'Est, 4 degrés à 7 degrés ailleurs (8 degrés à 10 degrés près de la Méditerranée). L'après-midi, les températures atteindront 10 degrés à 20 degrés du Nord-Ouest au Sud-Est.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 4 mai, à 8 heures, de 1 010,7 millibars, soit 758,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 mai ; le second, le minimum dans la nuit du 3 au 4 mai) : Alger, 20 et 11 ; Amsterdam, 10 et 6 ; Athènes, 21 et 16 ; Berlin, 7 et 2 ; Bonn, 11 et 5 ; Bruxelles, 10 et 6 ; Le Caire, 28 et 14 ; Les Canaries, 22 et 15 ; Copenhague, 11 et 2 ; Dakar, 22 et 17 ; Djéba, 34 et 17 ; Genève, 12 et 2 ; Istanbul, 24 et 14 ; Jérusalem, 30 et 10 ; Lisbonne, 19 et 15 ; Londres, 10 et 6 ; Luxembourg, 8 et 4 ; Madrid, 22 et 8 ; Montréal, 12 et 4 ; Moscou, 20 et 10 ; Nairobi, 21 et 16 ; New-York, 9 et 7 ; Palma-de-Majorque, 22 et 14 ; Rio-de-Janeiro, 23 et 18 ; Rome, 22 et 10 ; Tenez, 34 et 21 ; Tunis, 25 et 15.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 4 mai :

### DES DÉCRETS

— N° 85-475 du 26 avril 1985 relatif à l'allocation au jeune enfant.  
— N° 85-476 du 26 avril 1985 fixant les taux servant au calcul de l'allocation au jeune enfant.

### DES ARRÊTÉS

— N° 85-477 du 26 avril 1985 relatif au complément familial.  
— N° 85-478 du 26 avril 1985 fixant les taux servant au calcul du complément familial.

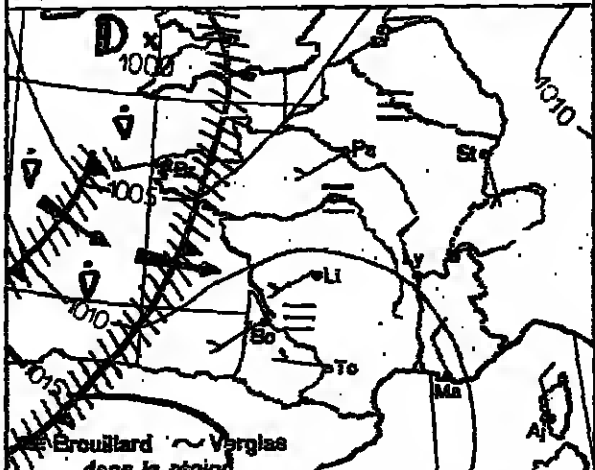
— N° 85-479 du 2 mai 1985 relatif à la procédure d'autorisation des projets informatiques et bureautiques des organismes de sécurité sociale.

### DES ARRÊTÉS

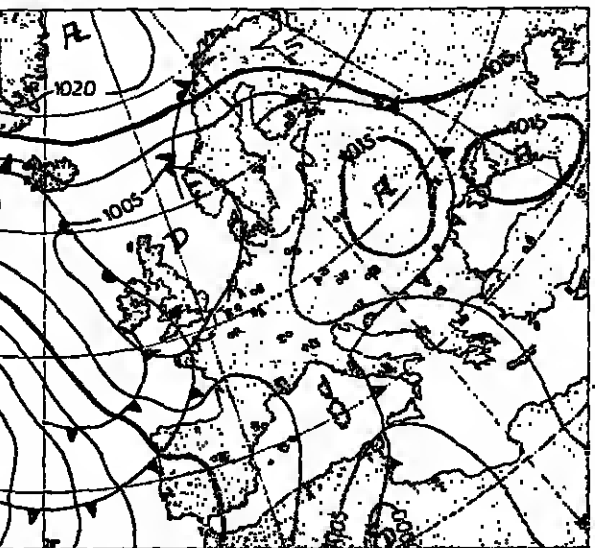
— Du 24 avril 1985 modifiant l'arrêté du 27 janvier 1970 fixant l'échelonnement indiciaire des grades et emplois des groupes de rémunération des catégories C et D.

— Du 26 avril 1985 fixant le nombre de candidats à admettre à l'Ecole centrale des arts et manufactures pour l'année universitaire 1985-1986.

PRÉVISIONS POUR LE 05.05.85 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 5 MAI 1985 A 0 HEURE (GMT)

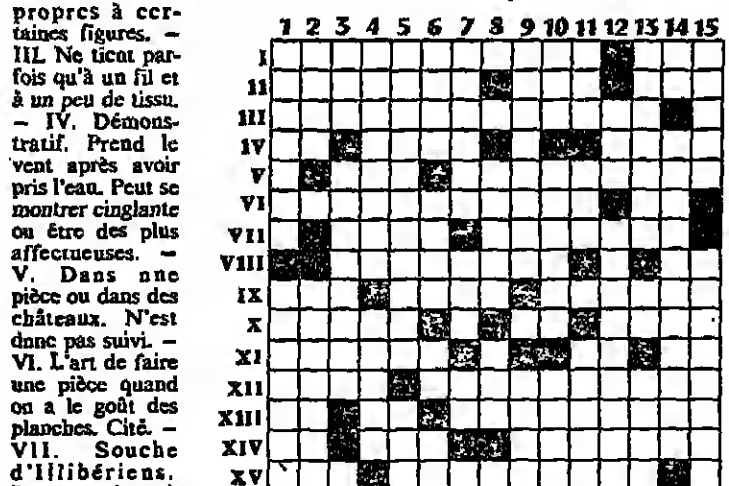


(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3958 HORIZONTALEMENT

I. Marque d'une indiscutable bonne foi. Aussi près de la perruque que du perroquet. — II. Se doit de toujours faire bonne figure. Montra un caractère de cochon car se conduisant comme une bourrique. Ensemble de traits propres à certaines figures. — III. Ne t'écarter pas d'un fil et à un peu de tissu. — IV. Démonstratif. Prend le vent après avoir pris l'eau. Peut se montrer cinglant ou être des plus affectueuses. — V. Dans une pièce ou dans des châteaux. N'est donc pas suivi. — VI. L'art de faire une pièce quand on a le goût des planches. Châ. — VII. Souche d'illibériens. Prennent donc à cœur quand d'autres annoncent des piques. — VIII. Entre treize et dix-neuf ans. Donne la main. — IX. Forme d'être. Cousu d'or. Feu sacré en quelque sorte. — X. Séjour des morts dans l'Ancien Testament. Ne manquait pas d'agrément. On le sujet doit être en accord avec le verbe. — XI. Fait parler certains et écrire d'autres. Abréviation. Personnel. — XII. Qui donne du mal ou qui aime prendre du bien. Résidence de ministre. — XIII. Démonstratif. Base d'opérations. Travailler pour obtenir de brillants résultats. — XIV. Préposition. Un mot qui date. On y gagnait jadis quand on y perdait. — XV. Cicéron, lorsqu'il parlait de lui-même. Abandon de vaisseaux.



raillé. Homme de valeur. — 4. Que l'on peut donc atteindre mais difficilement gagner. Une bulle en chimie. — 5. Espèce de soie musicale. Un des hauts lieux du chant. — 6. Corde sensible avec laquelle il ne faut pas trop jouer. Partie de campagne qui ne fut pas une partie de plaisir. En pente. Mesure. — 7. On les corbeaux sont de la plus grande utilité. Son état n'est guère satisfaisant. Abréviation religieuse. — 8. Mode d'emploi ou emploi de mode. Disque en vogue dans la marine. — 9. Moyen de communication par câble. Vieux manuscrit. — 10. Forme d'avoir. Est rarement seul sur sa couche. Petit coin. — 11. Petit jour. Mesure thermique. Bois traité avec les vers. — 12. Taur de ferins. On donc gardé les pieds sur terre. — 13. Protège les mains de ceux qui travaillent à protéger les pieds. Conjonction. Essence naturelle. — 14. Se fait au jour le jour. — Soldes — monstres. — 15. Comme une bonne ou une mauvaise poire. Une entreprise qui est assurée de voir « monter » ses commandes.

### VERTICALEMENT

1. Pour les amateurs de flûte ou les inconditionnels du « ballin ». Distante. — 2. Personne de confiance. Courses qui ne sont pas contre la montre. — 3. Bruit de fer-

### Solution du problème n° 3957

#### Horizontalement

I. Halesants. — II. Obituaire. — III. Tbi. Fclat. — IV. Eyra. Hop ! — V. Les. Fétus. — VI. Cône. — VII. For. Sud. — VIII. Ecoute. Na. — IX. Me. Culot. — X. Unionides. — XI. Relue. Elu.

#### Verticalement

1. Hôtel. Fémur. — 2. Aboyer. Cenc. — 3. Litre. Fé. II. — 4. El. Cœnuu. — 5. Tue. Fortune. — 6. Aachen. Etl. — 7. Nilotes. Ode. — 8. Trapu. Enti. — 9. Set. Soda. Su.

GUY BROUTY.

**CHEZ PHOX PAS D'INTOX**

**1495F** KONICA TCX avec obj. 1,8/50 mm Reflex 24x36, automatique, mémorisation, priorité vitesse, débrayable, Codage DX.

**phox**

CHEZ PHOX, PAS D'INTOX

340 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 362 71 31  
PARIS 20 : PHOTO CINE CHOISEUL - 87, passage Choiseul - Tél. 286 87 39  
PARIS 8 : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malesherbes - Tél. 742 33 58  
PARIS 16 : SELECTION PHOTO CINE - 51, rue La Fayette - Tél. 871 01 81  
SENLIS : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 453 10 67



# Économie

## REPÈRES

### Production industrielle : stagnation en 1984

La production industrielle a baissé de 0,8 % au quatrième trimestre 1984 par rapport au troisième, selon l'indice de l'INSEE, qui revient de 135 au troisième trimestre à 134 sur la base 100 en 1970. En un an (quatrième trimestre 1984 comparé au quatrième trimestre 1983), la progression est très faible (0,7 %). L'indice trimestriel de l'INSEE, qui est toujours publié avec un grand retard, est plus fiable que l'indice mensuel qui prend mal en compte la production des biens d'équipement.

### Salaire horaire ouvrier : + 1,4 % au premier trimestre

Le salaire horaire ouvrier a progressé, en France, de 1,4 % au premier trimestre 1985, selon les estimations provisoires du ministère du travail. Cette augmentation est inférieure à la hausse des prix qui a été de 1,8 % pour les trois premiers mois de l'année. En 1984, sur douze mois, la hausse du salaire horaire a été de 6,2 %, contre 5,7 % pour la hausse des prix en glissement (de décembre 1983 à décembre 1984). Compta tenu de l'évolution de la durée du travail des ouvriers (en très légère hausse par rapport à celle des employés), le salaire mensuel aurait augmenté de 1,6 % au premier trimestre de 1985.

## LA SYNDICALISATION DES ENSEIGNANTS

### La direction de la CGT laissera au congrès confédéral le soin de trancher

La CGT demeure très hésitante quant à une décision de syndiquer ou non les enseignants (*le Monde* du 16 avril 1985). Divisée lui-même, en butte aux réticences de la direction du Parti communiste et à l'opposition d'Unité et action, tendance de la FEN proche du PC, le bureau confédéral de la CGT a décidé de ne prendre position ni avant ni pendant le 42<sup>e</sup> congrès confédéral de novembre prochain.

Une commission sera formée avant ce congrès avec des représen-

tants de diverses organisations de la centrale pour tenter de présenter une « synthèse » permettant aux enseignants de trancher eux-mêmes cette épineuse question. Au centre du débat interne : l'utilité de créer de nouveaux syndicats dans l'enseignement et la recherche, et les conséquences intérieures et extérieures de ce qui apparaîtrait, après l'offensive de Force ouvrière, comme une tentative de « déstabilisation » de la FEN.

Lors de son récent congrès, l'Union générale des fédérations de fonctionnaires (UGFF) a adopté à la quasi-unanimité un amendement du Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (SNETP-CGT), qui franchit en tout cas un nouveau pas dans le sens d'une syndicalisation.

### M. RENÉ LOMET (CGT) ACCEUSE LE GOUVERNEMENT DE « MONTRER LE MAUVAIS EXEMPLE »

Secrétaire confédéral de la CGT, M. René Lomet a profité de l'inauguration des locaux de l'Union locale CGT de Valenciennes, dans le Val-de-Marne, pour se livrer à une attaque en règle contre le gouvernement socialiste. L'accusant de « montrer l'exemple, le mauvais exemple ».

« C'est bien lui qui s'attache à organiser la baisse du pouvoir d'achat (...) C'est bien lui qui est à la tête de la casse sidérurgique, Renault, Creusot-Loire, Manufacture de France. C'est bien lui et son ministre du travail qui pousse à la ruine pour relancer les négociations sur la flexibilité. C'est bien lui qui prend des dispositions pour organiser le temps partiel, qui crée les TUC », a relevé M. Lomet, qui, très ferme, a ajouté : « Cette politique nous conduit tout droit à une société à deux vitesses, à l'américaine. Estimant à 8 millions le nombre de travailleurs en chômage ou en situation précaire, M. Lomet considère que « la politique du pouvoir, relayée par le CNRP, conduit de ce fait à gonfler le nombre de ceux qui sont sans garantie ».

● Les ARCT à Rouen : pas d'acquiescement en vue. — Pour les ARCT (Ateliers régionaux de construction textile), c'est fini ou presque. Malgré tous les contacts pris dans les milieux industriels français et étrangers, aucun candidat ne s'est manifesté pour racheter l'activité «texturée», indiquait-on vendredi soir 3 mai au CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle). Aucune solution n'a pu être trouvée non plus pour le «recordage», seconde branche de l'entreprise. Pour faciliter la transaction, au début du mois d'avril, les pouvoirs publics avaient décidé de mettre en vente séparément les deux divisions des ARCT, qui, globalement, emploient sept cents personnes.

● CIT-Alcatel à Guingamp : le juge des référés ordonne la fin de l'occupation. — Sur plainte de la direction de l'usine, CIT-Alcatel à Guingamp (Côtes-du-Nord), pour entrave à la liberté du travail par vingt-quatre responsables de la CGT, le juge du tribunal des référés a ordonné, le 3 mai en soirée, la cessation de l'occupation commencée le 30 avril. Le juge a décidé que l'expulsion « avec l'assistance de la force publique » pourra être décidée.

## EN 1984

### L'alourdissement de la dette extérieure de la France s'explique pour moitié par la hausse du dollar

L'endettement brut de la France s'est accru de 74 milliards de francs l'année dernière, passant de 451 milliards de francs fin 1983 à 525 milliards de francs fin 1984. Cette augmentation s'explique, selon la Rue de Rivoli, pour 39 milliards de francs par la hausse du cours du dollar, le reste par la nécessité de financer l'accroissement de nos créances sur l'étranger (crédits commerciaux, investissements, prêts, mouvements de capitaux à court terme...).

Le chiffre de notre endettement brut à la fin de l'année dernière s'est encore vu une estimation publiée vendredi 3 mai par le ministère de l'économie et des finances, en attendant les chiffres définitifs qui ne seront connus que dans le courant du mois de juin.

En 1983, l'endettement brut de la France s'était accru de 155,6 milliards de francs, passant de

295,4 milliards de francs fin 1982 à 451 milliards de francs fin 1983.

A la fin de l'année dernière — sur la base d'un dollar moyen à 9,72 francs en 1984 et en admettant que notre dette soit tout entière libellée en dollars, ce qui n'est pas le cas (1) — l'endettement extérieur brut de la France atteignait 54 milliards de dollars contre 53,7 milliards de dollars à la fin de 1983 (sur la base d'un dollar à 8,40 francs).

Si l'on tient compte des créances de la France sur l'étranger, l'endettement net est passé de 201 milliards de francs à 229 milliards de francs.

(1) A la fin de l'année dernière la dette extérieure de la France était pour 58,2 % libellée en dollars, pour 9 % en deutschemarks, pour 7,6 % en francs suisses, pour 5,8 % en yen, pour 4,6 % en ECU, pour 3,8 % en livres...

## Cinq mille agriculteurs ont manifesté à Luxembourg Les ministres continuent leur marathon

### De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). Environ cinq mille agriculteurs, répondant à l'appel du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE), sont venus manifester, vendredi 3 mai, à Luxembourg. Il y avait là des Allemands, des Anglais, des Belges, des Italiens, mais les Français, conduits par M. François Guillaume, le président de la FNSEA, étaient de loin les plus nombreux. Leurs principales revendications à l'égard de la nouvelle grille des prix, des compensations pour les pertes de revenus subies par les éleveurs à cause des abaissements des ministres (les prix auraient dû être fixés avant le 1<sup>er</sup> avril) et la suppression de la «taxe de co-responsabilité» à laquelle sont assujettis les producteurs de lait.

En dépit de quelques bousculades, la manifestation s'est déroulée dans une ambiance plutôt hnn

enfant. Quant à la présidence italienne, qui pouvait-elle promettre de plus que d'assurer à la délégation du COPA qu'elle ne ménagerait aucun effort pour parvenir à une conclusion avant la fin de la session.

On s'attendait que la présidence ou la Commission présente, samedi, à la lumière des travaux des deux précédentes journées, un nouveau projet de compromis d'ensemble. Réussir un tel exercice paraît plus difficile que dans le passé en raison des contraintes budgétaires. Les ministres savent que la progression des dépenses agricoles doit demeurer strictement limitée. Aussi, y regardent-ils à deux fois avant de donner leur feu vert à des concessions envisagées en faveur du voisin. Un accord semble hors de portée tant que les Allemands ne se résigneront pas à accepter une baisse du prix des céréales. Or, jusqu'ici, rien n'est venu indiquer que M. Ignaz Kiechle, leur ministre, fût prêt à y consentir.

Ph. L.

## Les Lloyd's de Londres ébranlées par d'énormes pertes

Près de 1.500 membres de cinq groupes d'assureurs affiliés aux Lloyd's de Londres, dont les activités de garantie étaient gérées par une filiale du groupe d'assurances Minet, ont perdu un total de 60 millions de livres sterling (73 millions de dollars) dans le plus grave désastre financier de l'histoire des Lloyd's, apprend-on dans la City.

Les pertes, révélées jeudi soir 2 mai dans une lettre adressée aux intéressés, sont le résultat de carences dans la gestion de leurs affaires, entre 1979 et 1982, par PCW Underwriting Agencies, une filiale du groupe d'assurances Minet, qui fait actuellement l'objet d'une enquête du ministère du commerce.

### La réunion du conseil exécutif de l'OPEP

#### LE NIGÉRIA SUR LA SELLETTE

La réunion du conseil exécutif de l'OPEP, qui s'est tenue les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai à Genève, a été la conférence « la plus dure pour le Nigeria que nous ayons connue », a déclaré à son retour à Lagos le 3 mai M. Tani David-West, ministre nigérian du pétrole.

Le pays africain a été en effet mis sur la sellette à deux titres. D'une part il est soupçonné de dépasser très largement (de 15 % à 20 %) le quota de production qui lui a été alloué par l'organisation, et d'autre part il a refusé les contrôles du cabinet d'audit néerlandais chargé par l'OPEP d'établir un système de vérification du niveau exact de production de chaque pays membre.

M. Tani David-West a indiqué que les contrôleurs néerlandais seraient désormais autorisés à venir à Lagos, mais il s'est refusé à révéler le contenu du message adressé par l'organisation au chef de l'Etat nigérian. Il a ajouté que le problème du Nigeria envers l'OPEP était de choisir entre la survie du pays et la solidarité à l'égard des membres de l'organisation. « Ma conviction est qu'il est dans notre intérêt de rester dans l'OPEP », et je le crois encore davantage depuis la réunion d'aujourd'hui », a-t-il affirmé.

A l'issue de la réunion de l'OPEP, les ministres avaient déclaré avoir résolu les « problèmes techniques » qui freinaient la mise en œuvre du système d'audit de la production et rappelé la nécessité de maintenir un plafond de production très bas (16 millions de barils/jour) afin d'équilibrer le marché et d'empêcher une nouvelle baisse des prix.

● Découvertes de pétrole et de gaz par le groupe total. — La société Total vient de réaliser deux découvertes de pétrole et de gaz dans l'une, en Égypte, pourrait s'avérer très prometteuse. Total Moyen-Orient, filiale du groupe français a découvert sur le permis d'Umm Agawish, au sud du golfe de Suez, un gisement de pétrole brut non négligeable.

Plusieurs couches testées à différentes profondeurs par un forage effectué sur le puits de Tawila Ouest 1 ont donné des débits d'huile d'environ 5 000 barils par jour, et indiquent également la présence de quantités appréciables de gaz et de condensats. Total opérateur avec 50 % des intérêts sur ce permis est associé à Chevron (25 %) et Marathon Oil (25 %). Jagée par le

Dans le plus touché des cinq groupes d'associés de la Lloyd's, chacun des 350 membres va se voir réclamer au moins 200 000 livres, et certains jusqu'à 300 000, pour éponger le déficit.

Pour de nombreux membres, ces exigences financières, qui devront être satisfaites d'ici à la fin juillet, pourraient signifier la ruine, indique-t-on dans la City.

Dans les autres groupes d'associés, mais pour des sommes relativement modestes, figurent la duchesse de Kent et le financier suédois Adnan Khashoggi, indiquent-ils encore à la City. — (AFP)

### L'IRAK DEVRAIT PLUS QUE DOUBLER SES EXPORTATIONS DE PÉTROLE D'ICI À LA FIN DE 1986

L'Irak produit actuellement environ 1,2 million de barils/jour (1) de pétrole brut et devrait accroître ses capacités d'exportation de 1,5 million de barils/jour, par étapes successives, d'ici à la fin de 1986, ont indiqué des responsables économiques irakiens à l'occasion d'une journée d'information sur l'Irak organisée à Paris le 29 avril par la Chambre de commerce française.

Les oléoducs reliant le sud du pays à la ligne traversant l'Arabie saoudite et aboutissant au port de Yamou, sur la mer Rouge, devraient être achevés en octobre, donnant à l'Irak une capacité d'exportation supplémentaire de 500 000 barils/jour, et portant ses exportations à 1,5 million de barils/jour. L'abandonnement d'une seconde phase de travaux permettant d'accroître les capacités de l'oléoduc saoudien devrait dès la mi-86 porter ces exportations à 2 millions de barils/jour.

Enfin, le doublement prévu à la fin de 1986 ou au début de 1987 de l'oléoduc reliant les champs irakiens de Kirkouk au port turc de Dourly, sur la Méditerranée, devrait permettre à l'Irak d'écouler de nouveau 500 000 barils de brut supplémentaires. Au total l'Irak, si tous ces projets sont menés à bien dans les délais prévus, devrait donc pouvoir exporter dès le début de 1987 environ 2,5 millions de barils par jour, contre un peu moins de 1 million actuellement.

(1) 1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes/an.

groupe « encouragées », c'est la quatrième découverte réalisée par Total depuis 1982 dans le golfe de Suez.

Par ailleurs, Total Oil Marine, filiale de la CFP, vient de faire une découverte jugée « intéressante » sur un permis situé à 25 kilomètres au sud de Frigg, en mer du Nord britannique. Deux forages positifs ont révélé l'existence d'un réservoir de gaz naturel sur ce permis situé à côté du gisement de gaz de Bruce, que BP a décidé de mettre prochainement en exploitation.

D'autres forages seront nécessaires pour apprécier l'importance du gisement. Total opérateur, avec une participation de 33,3 %, est associé sur ce permis au groupe Elf-Aquitaine.

## M. Soisson (UDF) va présider le comité de coordination des programmes régionaux de formation

Signe de désorption ou manifestation d'un consensus sur un sujet aussi déterminant que celui de la formation professionnelle ?

M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a fait savoir, le 3 mai, en cours d'une visite à Limoges, que l'un de ses prédécesseurs, M. Jean-Pierre Soisson, ancien secrétaire d'Etat à la formation professionnelle sous le précédent septennat, serait le futur président du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation continue.

Cette annonce s'inscrit dans une suite logique. Déjà, lors du vote, par l'Assemblée nationale, du projet portant réforme de la loi de 1971 sur la formation continue, présenté par M. Marcel Rigout en février 1984, les députés avaient fait preuve d'une quasi-unanimité.

Depuis, les conseils régionaux avaient établi une liste unique de candidats provenant de la majorité comme de l'opposition (y compris des communistes) pour désigner leurs représentants au sein du futur comité de coordination qui entrera en fonction le 6 juin prochain. On y trouvait même trois anciens ministres ou secrétaires d'Etat qui avaient eu à s'occuper de formation profes-

A. L.

## EN DÉPÎT DE NOMBREUSES MESURES D'INCITATION

### La Banque de France ne prévoit pas de reprise immédiate dans le logement

En matière de construction de logements, malgré « les nombreuses mesures incitatives prises récemment au sein des banques », il faut s'attendre à ce que la reprise de l'activité ne soit pas immédiate, a déclaré M. Soisson, ministre de l'économie et des finances, à la fin d'une conférence de presse.

La conjoncture immobilière, déprimée depuis plusieurs années, s'est encore dégradée en 1984. Les candidats à l'acquisition à la propriété ont une épargne et des revenus insuffisants pour réaliser leur rêve, de plus, ils craignent pour leur emploi. Enfin, « le prix des opérations immobilières n'a cessé d'augmenter », ce qui a entraîné une baisse de la demande.

Ouvrant aux investisseurs, ils ont continué de délaissé un marché qui, jusqu'à présent, n'aurait pas eu de répercussion suffisante sur leurs placements et n'aurait plus les mêmes possibilités de plus-values. Rien d'étonnant que le nombre des mises en chantier, pour autant qu'on puisse le connaître (1), ait baissé de 10 %, pour n'atteindre guère que 300 000 logements.

Dans ce marché en déclin, la maison individuelle se taille de plus en plus la part du lion (68,3 %), en hausse par rapport à 1983 (65,8 %). Et en matière de maison individuelle, c'est celle vendue sur catalogue qui constitue le marché le plus dynamique, au détriment des maisons vendues sur plan. Pourtant, ce dernier secteur « conserve la faveur des ménages, mais il reste

l'apanage d'une clientèle aisée disposant d'un apport personnel important, particulièrement dans le cadre d'une seconde opération faisant suite à la vente du précédent logement ».

La demande pour les logements anciens (construits avant 1948) a continué de progresser pour les logements de centre ville, même dépourvus de confort, « ils sont susceptibles de faire l'objet d'une opération d'acquisition — amélioration financée par des prêts d'accession à la propriété (PAP) ou des prêts conventionnés (PC) ».

Enfin, les transactions se sont encore raréfiées sur le marché des résidences secondaires, « où les mises en vente sont plus nombreuses que l'année dernière ». Pour les vacances, on préfère la location, sauf sur le littoral. Les prix ont donc diminué dans l'ensemble.

(1) En raison à la fois de l'insadaptation du système informatique du recensement des données et de la décentralisation.

● Un nouveau président pour les agents immobiliers. — Réunie en congrès les 2 et 3 mai, à Strasbourg, la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM) s'est donnée un nouveau président pour trois ans. Il s'agit de M. Jacques Longuet (Provence-Alpes-Côte-d'Azur), soixante ans, qui détient la présidence de la commission des affaires sociales. Il succédera, le 1<sup>er</sup> janvier 1986, à M. Roger Lemiale, désireux de « passer la main » après dix années à la tête de la FNAIM.

150 من المال



## La Société marseillaise de crédit : une banque nationalisée dans sa région

De notre envoyé spécial

Marseille. — « Ici, ce sont deux cents personnes qui passent chaque jour au guichet et qu'il faut satisfaire tout en leur laissant ressentir ce qui, selon nous, constitue un plus dans notre maison : l'accueil de la clientèle. — Installé — un peu l'étranger — dans son bureau avec une directrice sur les dix-sept employés, Jean-Louis Granier fait les présentations de son agence, le bureau G, en l'occurrence, où il occupe depuis juillet 1980 le poste de gérant. Agé de quarante et un ans, issu d'une banque locale du Gard après avoir fait ses premières armes au Marché d'intérêt national de Rungis, il a à présent la haute main sur les 130 millions de francs de ressources gérées par cette agence de boulevard Marseille, un quartier populaire de Marseille, à forte proportion de petites entreprises et de clients modestes qu'il faut dispenser aux caisses d'épargne.

« Pour nous, explique M. Granier, l'ouverture imprimée par la direction de la Société marseillaise de crédit après l'arrivée du nouveau président s'est ressentie dans le réseau grâce à l'utilisation accrue des délégations de pouvoirs. A l'heure actuelle, nous disposons d'une autorisation de signature à hauteur de 200 000 F pour les opérations à court terme et de 700 000 F pour les besoins de trésorerie, ce qui couvre environ 30 % de nos besoins, et il est possible maintenant de défendre directement nos dossiers auprès de la direction centrale.

Un crédit personnel de 5 000 F peut être désormais accordé séance tenante, sans attendre dix à quinze jours le feu vert du siège. Au fil des conversations, on perçoit mieux ce qui a pu changer en quelques mois dans l'esprit même de cette vieille maison marseillaise, née en 1865, dans la foulée de la révolution industrielle et de l'époque coloniale.

Il s'agit maintenant non seulement de résister à la dure concurrence des grandes banques nationales, qui font également la chasse au client, mais de défendre aussi contre des incursions régionales un territoire qui s'étend de Perpignan à Menton en remontant jusqu'à Lyon, face aux ambitions de telle ou telle autre grande banque locale, à commencer par la Société lyonnaise de banque, dont les visées commerciales s'étendent à la côte méditerranéenne. Pour relever ce défi, les pouvoirs publics ont misé sur un « bourreau de travail », selon ses proches. Tout droit venu de la Ban-

que Hervet, puis de la direction financière de la régie Renault, M. Jean-Paul Escande a été nommé administrateur général de la SMC, puis président directeur-général en 1982 lorsque la « vague rose » a déferlé sur les banques privées. Une fonction qui doit lui laisser — on se demande bien comment — quelques loisirs puisqu'il est également membre du Conseil économique et social, président du Comité de décentralisation mis en place à Matignon et accessoirement, administrateur d'une demi-douzaine d'organismes divers dont, bien sûr, le Port autonome de Marseille.

### Nommé par l'Elysée

Etre nommé à quarante-trois ans seulement et par l'Elysée à la tête d'une institution encore très liée par l'histoire aux grandes familles marseillaises et, qui plus est, dans une ville habitée par les passions politiques comportait sans doute quelques risques. Pourtant, sans faire trop de bruit mais avec une détermination qui se révèle payante jusqu'à présent, M. Escande a su non seulement s'asseoir dans le fauteuil du président déchu mais aussi s'allier les bonnes grâces d'un personnel très sensible aux dangers qui guettaient l'ensemble du système bancaire : l'informatisation, la mauvaise répartition des effectifs pléthoriques et, parfois, la sous-qualification.

Trois ans presque jour pour jour après avoir pris la tête de cet établissement, il en dresse un bilan globalement satisfaisant. A dépit de quelques points noirs : à commencer par une rentabilité qui reste insuffisante. Dans son fief, Marseille, bien sûr, mais aussi la région qui s'étend jusqu'à Aix-en-Provence, la direction régionale de la SMC, qui réalise sur place 25 % à 30 % de son activité globale, tient la dragée haute aux « trois vieilles », ce vocable aimable désignant les banques nationalisées avant 1982 : le Crédit lyonnais, la BNP et la Société Générale. Sur place, l'établissement, qui a conservé quelques gros clients en portefeuille (Pernod-Ricard notamment), gère 2,2 milliards de francs de capitaux (sur un total de 8,6 milliards) et 1,3 milliard de francs d'engagements (sur 6 milliards). Paradoxalement, compte tenu de la crise économique qui épargne la région marseillaise, seulement 5 % des quelque 40 millions de francs de provisions constituées par le groupe proviennent de ce secteur géographique. Celui-ci emploie six cent cinquante personnes, sur un effectif total de trois mille quatre cents agents.

A l'horizon fin décembre 1985, M. Escande assigne un objectif ambitieux à l'ensemble du réseau : 10 milliards de ressources à trouver face à 6 milliards d'emplois et 388 000 clients répartis dans les 200 guichets de la Société marseillaise de crédit ; soit une augmentation de 7 % d'une année à l'autre. Pour parvenir à ce but, la SMC, qui a enregistré en trois ans une progression de 70 % du total de son bilan (13,5 milliards de francs fin 1984), table sur une action accrue en faveur des entreprises locales, notamment grâce à l'Institut provençal de participations créé avec un autre établissement régional, la Banque Chaux de M. Jean Metouk, dont le siège est à Avignon.

Des efforts vont également être entrepris pour renforcer une synergie de groupe en complétant une palette d'instruments financiers qui comprend, pour l'instant, essentiellement une société de crédit immobilier, la SOFICIM et son pendant dans le crédit à la consommation, le CESCO (Comptoir d'escompte du Sud-Ouest) qui devrait prochainement être introduit sur le second marché de la Bourse de Marseille. A ces filiales devraient bientôt s'ajouter des sociétés de crédit-bail et de factoring.

### Ni de droite ni de gauche

Parallèlement au développement de produits d'épargne retraite tels que le LEP (livret épargne retraite) mis au point par les Mutuelles de Mans et commercialisé dans le réseau de la Société marseillaise, et en attendant la création d'autres produits qui s'inscrivent « dans le grand chambardement que vivent actuellement les banques et les assureurs ».

« Mais, dans moins de cinq ans, nous serons devenus une banque atypique à compétence financière », affirme M. Escande, qui vient d'engager depuis peu un jeune direc-

teur de la trésorerie. En attendant la création prochaine d'un fonds commun de placement — avec une banque privée —, l'activité titres a été marquée en 1984 par le boom des fonds communs de placement de la banque (plus de 500 millions de francs d'actifs gérés) et des SICAV de trésorerie (600 millions), un phénomène que connaissent, il est vrai, l'ensemble des établissements financiers.

En attendant, il faut continuer à gérer avec des effectifs que d'aucuns jugent trop importants, parfois pour des raisons liées à l'histoire de la banque (trente-cinq permanents au comité central d'entreprise, cinquante et un spécialistes d'arts martiaux affectés à la brigade de sécurité, qui dispose de son propre parc de camions blindés...). Et renforcer la formation tout en continuant à insuffler — de l'extérieur — l'oxygène nécessaire dans une maison où les postes à responsabilité ont toujours été acquis par promotion interne, la quasi-totalité du personnel n'ayant pas le baccalauréat.

« Dans moins de cinq ans... », se plait à penser M. Escande, en expliquant les grandes lignes de son action. « D'ici là, il peut se passer pas mal de choses... ». Ecoutez, quand je suis arrivé dans cette maison, j'ai expliqué, une fois pour toutes, la raison de ma mission en déclarant que, pour moi, la nationalisation de l'appareil bancaire, c'était une opération destinée à faire de la banque, avec quelque chose en plus. Depuis, je n'en ai jamais parlé et je me suis contenté de faire mon métier. D'ici les prochaines élections, je ne changerai rien à la politique fixée, même pas un point en termes de masse salariale, ajoutait-il. De toute façon, quand vous regardez un compte d'exploitation, il est bénéficiaire ou déficitaire : il n'est pas de droite ou de gauche... »

SERGE MARTI.

## Faits et chiffres

### Affaires

● La production d'isocyanate de méthyle va reprendre aux Etats-Unis. — Le groupe américain Union Carbide a décidé de reprendre à l'usine d'Institute (Virginie-Occidentale) la production d'isocyanate de méthyle (substance chimique utilisée dans la fabrication des pesticides), à l'origine de l'accident survenu à Bhopal (Inde) et qui avait provoqué la mort de deux mille personnes en décembre dernier. L'Agence américaine pour la protection de l'environnement a estimé que la production d'isocyanate pouvait s'effectuer dans de bonnes conditions, la société ayant dépensé quelque 7 millions de dollars dans des équipements supplémentaires de sécurité. — (AFP.)

● Boge distribuera en France les embrayages LUK. — LUK, numéro deux allemand dans le secteur des embrayages, a décidé de confier à Boge-France, filiale du groupe germanique Boge — un des plus gros fabricants européens d'amortisseurs (quatorze millions de pièces) avec Fichtel und Sachs (RFA), — la distribution de ses produits en France à compter du mois de juin prochain. On notera que le groupe français Valeo, numéro un de l'embrayage, est actionnaire à 50 % de LUK, qui, avec 600 millions de francs de chiffre d'affaires, produit plus de quatre millions d'embrayages par an et deux millions environ de disques de friction. Le société détient 50 % du marché allemand.

### Etranger

#### ÉTATS-UNIS

● Stabilité du chômage. — Le taux de chômage est resté en avril inchangé à 7,3 % pour le troisième

mois consécutif. Selon le département du travail, le nombre des personnes sans emploi a atteint 8,4 millions, soit le même chiffre que pour les deux mois précédents. Le taux s'établissait à 7,4 % en janvier et à 7,8 % en avril 1984. En excluant les personnes travaillant dans l'agriculture ou pour leur propre compte (environ 10 % de la main-d'œuvre), le nombre de détenteurs d'emploi a augmenté de deux cent dix-sept mille, soit 0,2 % pour se situer à 96,73 millions (93,45 millions de personnes en avril 1984). Les emplois ont été créés notamment dans les secteurs des services et du bâtiment, alors que l'industrie a supprimé quarante-quatre mille emplois, en particulier dans le secteur de haute technologie comme l'électronique et l'électronique.

### GRANDE-BRETAGNE

● Grève des mineurs britanniques pour soutenir quatre camarades licenciés. — Deux mille mineurs britanniques de la région du Yorkshire (nord de l'Angleterre) étaient en grève vendredi 3 mai pour obtenir la réintégration de quatre de leurs camarades licenciés, selon eux, injustement.

Les quatre hommes ont été renvoyés après avoir été accusés d'avoir proféré des menaces et des insultes à l'égard de plusieurs de leurs collègues qui s'étaient dissociés de la grève des mineurs ayant paralysé l'activité dans les bouilleries britanniques pendant un an.

Les deux mille grévistes devaient se réunir dimanche en assemblée générale afin de décider des suites à donner à leur mouvement. Indique le président régional du syndicat des mineurs (NUM). La direction des Charbonnages nationalisés (NCB) a, pour sa part, souligné que l'arrêt de travail dans les deux puits était à ses yeux « illégal ». — (AFP.)

## AUGMENTEZ VOTRE EFFICACITÉ, CELLE DE VOTRE ENTREPRISE... ET CELLE DE VOTRE ORDINATEUR. POUR 9 FF PAR JOUR.

SPSS réalise et commercialise des logiciels statistiques et graphiques au niveau mondial. C'est un spécialiste, dont les logiciels intégrables sont le fruit d'une expérience de plusieurs centaines d'années, accumulée par nos statisticiens et informaticiens. Des logiciels qui vous permettent d'effectuer rapidement des analyses et d'en présenter clairement les résultats. Ils donnent à votre entreprise l'outil adéquat pour les décisions importantes. Et à votre ordinateur, l'efficacité que vous êtes en droit d'en attendre.

### SPSS-X™, système d'analyse de données

Ce logiciel statistique peut assurer la gestion et l'analyse complètes de toutes vos données. Installé sur gros ordinateurs ou sur micro-ordinateurs, soumis aux essais les plus rigoureux, le logiciel SPSS-X™ est utilisé avec succès presque 20 ans déjà, par plus de 9000 entreprises dans plus de 80 pays.

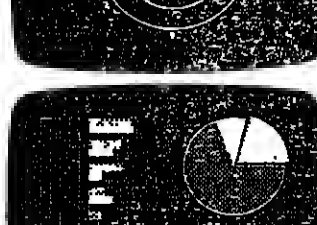
### Logiciel graphique SPSS® Graphics

Ce système crée des graphiques complets et soignés, en couleurs, selon les principes les plus divers : 30 graphiques de base (diagrammes à secteurs, histogrammes, graphiques linéaires, graphiques à bandes...). SPSS® Graphics est un outil interactif et souple, qui vous permet d'obtenir sans difficulté la présentation la plus appropriée à vos besoins.

SPSS est à la recherche d'agents pour la France. Si intéressé, venez au SICOB ou téléphonez au 19 - 318602671.



SPSS Europe BV (France, Espagne, Italie, Suisse, Portugal, Scandinavie)  
SPSS Benelux BV (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas)  
SPSS United Kingdom Ltd.  
SPSS Deutschland GmbH  
SPSS Inc. (Etats-Unis, Canada, Amérique du Sud)



### Le SPSS/PC, un outil rêvé pour votre micro-ordinateur

Un logiciel statistique pour le micro-informatique, qui vous donne la puissance et les possibilités de la version pour systèmes centraux, sur votre ordinateur personnel IBM XT, AT ou compatibles, dont Bull Mical et Olivetti.

Pour moins de 9FF par jour, disposez d'un assistant décidément très qualifié :

■ capable de gérer pratiquement toutes les procédures statistiques : analyse factorielle, tableaux de correspondances, analyse linéaire (régression), analyse de corrélation, de régression de groupes, procédures de paramétrage (parametric procedures).

■ Totalement interactif, le SPSS/PC offre une étonnante rapidité de traitement, analyse jusqu'à 200 variables, peut communiquer avec les systèmes centraux et sous le format ASCII. Documentation en français et nombreuses fonctions d'assistance. Peut détecter et traiter les fichiers existants. Fourni avec un fichier d'essais, couvert par une garantie complète.

■ Quelques références : Black & Decker, City Bank, Xerox, Holiday Inn, C.E.S.A., Ford, Insead, Philips, Universités et Bureaux d'études de Marché, nombreuses petites et moyennes entreprises.

Pour tout complément d'information, passez nous voir au SICOB à Paris, du 6 au 11 mai (stand 3F 130).

### COUPON

Nous aimerions recevoir des informations, sans engagement de notre part, sur :

☐ SPSS/PC ☐ SPSS-X™ ☐ SPSS® Graphics

Entreprise : \_\_\_\_\_

A l'attention de Mme/M. : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Retournez ce coupon dans une enveloppe à SPSS Europe BV Boite postale 115, 4200 AC Corinchem Pays-Bas.

## Le premier contrat de plan

Le contrat de plan signé le 21 mars 1985 entre M. Jean-Paul Escande, président de la Société marseillaise de crédit, et M. Pierre Bérégovoy, venu à Marseille pour l'occasion, constitue le premier exemple de convention de développement signée avec une banque et le premier conclu avec un établissement régional, car l'attribution de la décentralisation en matière bancaire a été précisée le ministre de l'économie et des finances. Celui-ci a rappelé au passage qu'il avait, en matière de dividendes, les mêmes exigences pour les banques nationalisées que pour les entreprises nationales. Ni plus, ni moins.

C'est d'ailleurs ce qu'il avait laissé entendre lorsque, à peine nommé rue de Rivoli, il adressait en septembre 1984 une lettre aux trente-neuf présidents de banques nationalisées pour leur demander de préparer un plan de développement sur trois ans sous la forme d'une convention prenant en compte les engagements souscrits à la fois par la banque concernée et par l'Etat actionnaire. Ces « plans d'entreprise » devaient contribuer notamment à abaisser le coût d'intermédiation, rechercher la rentabilité de l'entreprise et mobiliser le personnel à l'aide d'une politique sociale visant à prévoir l'évolution des facteurs humains en fonction du développement des technologies nouvelles.

Dans cet esprit, la Société marseillaise de crédit s'est engagée dans trois voies :

● Favoriser le développement économique régional en accentuant son action à l'égard des PME locales, mais aussi des particuliers, dont elle s'efforce d'orienter l'épargne vers les placements financiers. Elle s'engage

également à soutenir les secteurs reconnus comme prioritaires par le plan régional, comme celui des exportations et des technologies de pointe. Une convention en ce sens a d'ailleurs été passée avec le conseil régional, la chambre régionale de commerce et d'industrie et diverses chambres de commerce de Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Parallèlement, la banque poursuivra l'effort entrepris afin d'inciter à la création d'entreprises, notamment en favorisant l'accès à la bourse de Marseille pour les PME de croissance.

● Renforcer la productivité de façon à parvenir à une augmentation des ressources d'exploitation supérieure à l'accroissement des charges ; ce qui implique le maintien d'une importante croissance commerciale, la rénovation des outils de gestion et un meilleur contrôle des coûts.

● Diversifier les activités grâce à la mise en place d'une politique de groupe avec des sociétés filiales ou apparentées, afin d'offrir un service financier complet et à caractère régional.

De son côté, l'Etat actionnaire, tout en prenant acte des orientations du plan de développement de la Société marseillaise de crédit, lesquelles correspondent aux « priorités économiques et monétaires générales », a décidé de poursuivre « une politique de dividende permettant un maintien significatif des résultats de l'entreprise en vue d'accroître ses fonds propres, accroissement auquel les épargnants de la région ont déjà participé en souscrivant à l'émission de titres participatifs » effectuée par la SMC pour un montant de 100 millions de francs en avril 1984.

S. M.



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**VIENDRA, viendra pas ?** La consolidation tant attendue après les excès (+17 % de hausse) commise depuis le début de l'année... mais en était-ce vraiment ? - ne s'est pas encore produite cette semaine, réduite à quatre séances par le chômage du 1<sup>er</sup> mai. Quelques départs ont bien été opérés ici et là, mais, d'une façon générale, la cote a très bien résisté. En très léger progrès lundi (+0,03 %), le marché repartait le lendemain le bénéfice de son maigre grignotement (-0,03 %).

Jeu, l'effritement, un peu plus sensible cette fois, était encore au rendez-vous (-0,19 %). Mais, à la veille du week-end, les valeurs françaises se faisaient presque un devoir de regagner le terrain perdu, au-delà même (+0,33 %), tant et si bien que les divers indices se sont retrouvés à leur point de départ.

Une semaine pour rien ? On serait tenté de le dire. Pleine d'enseignements en tout cas, car encore assez étoffés entre les 22 et 26 avril, les volumes des transactions se sont assez sensiblement contractés, tombant d'abord en dessous des 300 millions de francs par jour, puis des 200 millions, mais sans provoquer cet effritement. Contrairement aux apparences, le désintérêt n'a pas gagné autour de la corbeille. Raresment les opérateurs se sont montrés aussi vigilants.

La communauté boursière attendait avec une certaine impatience les dernières statistiques sur l'état de santé de l'économie américaine. Ces statistiques sont tombées, confirmant ce que l'on redoutait : l'expansion s'est bel et bien sérieusement ralentie aux Etats-Unis.

Wall Street réagissait sur-le-champ à la nouvelle, et le fameux indice Dow Jones chutait le 1<sup>er</sup> mai - journée non chômée là-bas - de près de 17 points.

En d'autres temps, à Paris, des frissons auraient parcouru l'assistance. Or il ne s'est rien passé. La preuve : moins de vingt valeurs ont baissé cette semaine, et, dans le nombre, une seule, Majorette, a vraiment subi un cuisant revers (-11 %), en raison du chômage technique annoncé dans l'entreprise et du ralentissement de son activité. Ailleurs, les différences de cours s'ont pas excédées 2 à 3 % (Général Biscuit, Club Méditerranée, Danmar, Darty,

## Une fameuse résistance

Fischer-Bauco, Galeries Lafayette, Hachette, Bellon, Lesieur, Wendel, Mumm, Sagem, Saopiquet, Skis Rossignol, CSF. Quelques jolies hausses ont même encore émaillé la cote : BSN, Casino, Cetelem, Crédit foncier de France, DMC, Essilor, Europe n° 1, Inter Technique, Maisons Pléziat, Marna Midl, L'Oréal, Peugeot, Pollet, Presses de la Cité, Salomon, Syntex, Taitel, Taitel, Taitel, UFR.

Le phénomène est assez étonnant, car il faut bien considérer que la Bourse de Paris n'est éloignée que de 3 % à peine de ses plus hauts niveaux de toujours. Elle aurait encore pu rendre une partie de ses gains sans perdre grand-chose de son éclat. Les professionnels étaient naturellement ravis de cette fameuse résistance, et assuraient que la consolidation s'opérerait dans des conditions idéales, sans pression des vendeurs, avec, toujours, des achats sélectifs et de grosses difficultés à trouver du « papier », que les détenteurs ne veulent pas lâcher. Une consolidation ? Il serait plus approprié de parler de la constance des opérateurs dans leurs sentiments haussiers. Alors, on ne comprend plus très bien. La Bourse d'aurait-elle pas pris conscience du danger que représenterait, pour l'Europe, un possible refroidissement de l'économie des Etats-Unis ? A dire vrai, l'overbought a été clairement entendu. Mais, curieusement, un sentiment de relative confiance s'est développé cette semaine sur Vivienne. Le ralentissement de la croissance américaine ? « Accidentel », disent-ils, on ajoutant que, même si l'indice croissait n'était pas appelé à reprendre son rythme rapide de l'an dernier, elle se poursuivrait, et que, de toute façon, l'Europe, pour l'instant, était à l'abri des à-coups conjoncturels. A tort ou à raison, la reprise du dollar a conforté le plus grand nombre dans la conviction, décidément bien ancrée, que le retour de la crise n'était pas encore pour demain.

Cette reprise ne s'appuie-t-elle pas, après tout, sur les mêmes critères, avec, en arrière-plan, une baisse des taux d'intérêt ? En outre, il est encourageant d'écouter

l'INSEE, qui prévoit un redémarrage de la production. Alors, cette consolidation, la vraie, celle qui résulterait d'une purge quand même jugée salutaire, se produira-t-elle un jour ? Quelques-uns n'en excluent pas la possibilité. Mais d'autres ne seraient pas étonnés de voir le marché reprendre son ascension après une phase d'observation, si d'aventure des nouvelles plus rassurantes parvenaient de l'autre côté de l'océan.

Un seul événement d'ordre financier s'est produit cette semaine, mais il a été connu trop tard (vendredi après-midi) pour avoir un quelconque effet.

Le groupe Volvo, numéro deux européen de l'équipement automobile, va augmenter son capital et le porter de 306,5 à 490,5 millions de francs, par émission de 180 francs de 1 339 226 actions nouvelles (3 pour 5). Ses principaux actionnaires souscriront, à savoir Lucas-France, par consolidation du prêt de 50 millions de francs consenti en 1984 pour la reprise de Ducelet, ainsi qu'Indosuez (10 %) et l'UAP (6,7 %), à hauteur de leur participation. Pour le solde, un groupe d'organismes financiers assurera la bonne fin de l'opération.

En outre, comme prévu, Volvo va se voir accorder un prêt participatif de 110 millions de francs pour restructurer sa division « machines tournantes » (Ducelet, Paris-Rhône, Valeo-Alternateurs). Les dettes à court terme de Ducelet et de Paris-Rhône seront consolidées par des prêts bancaires à moyen terme, respectivement de 130 et de 50 millions de francs. Ces différents concours permettront à Volvo d'utiliser les avances consenties par le Fonds Industriel de modernisation (160 millions de francs) et par le Crédit national (62 millions) pour financer le développement de ses autres divisions. Le groupe français va donc recevoir tout l'argent attendu et dont il avait un urgent besoin pour remodeler, assainir et internationaliser ses fabrications d'alternateurs et de démarreurs, lourdement déficitaires (230 millions de francs), également pour pousser le tiers de sa compétitivité dans ses autres branches d'activité (éclairage, embrayages, etc.). La Bourse ne devrait pas y rester insensible.

ANDRÉ DESSOT.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

#### Coup de semaine

Les investisseurs américains, qui paraissent encore s'interroger sur la fiabilité de l'économie de leur pays, ont été cette semaine mis au pied du mur. Les statistiques publiées par le département du commerce s'ont laissées place à une autre donne. L'expansion s'est bien ralentie durant le premier trimestre, plus encore qu'on ne le redoutait en janvier et en février, de nouveau en mars avec le principal indicateur en recul de 0,2 %. Déjà plutôt bas, le marché a été déstabilisé, et mercredi 1<sup>er</sup> mai, le Dow Jones a chuté de 17 points (plus fort repli depuis le mois de novembre 1984). D'autre part, l'annonce du lancement par le Trésor d'une émission de 20,5 milliards de dollars (chiffre record) depuis à son refinancement a suscité la crainte d'un renchérissement du coût de l'argent.

A la veille du week-end, Wall Street s'est un peu ressaisi en attendant que le chômage se stabilise, surtout en prenant connaissance des dernières prévisions de son « gourou », M. Henry Kaufman. Selon ce dernier, la Réserve fédérale pourrait être amenée à réduire le taux d'escompte. Il reste que, d'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones a perdu 27,94 points pour s'établir à 1 247,23 (contre 1 275,17 le 26 avril).

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
Alcoa	32 1/4	30 1/8
AT&T	21	21 1/4
Borg	32 1/8	32
Case	54 1/4	53 1/2
Du Pont de Nemours	52 1/2	56
Eastman Kodak	66 5/8	63 7/8
Exxon	51 7/8	51 3/4
Ford	48 1/2	48 1/2
General Electric	60 1/8	58 5/8
General Motors	64 7/8	62 3/8
Goodyear	48 1/2	47 5/8
IBM	127 1/8	124 1/8
ITT	33 5/8	34 1/4
McDonnell Douglas	30 1/2	31
Motorola	44 1/2	44 1/2
Schlumberger	48 1/2	39 1/2
Tecumseh	38 3/8	38 5/8
UAI Inc.	41 3/4	42 1/8
US Steel	38 5/8	37 1/4
Westinghouse	30 1/2	29 7/8
Xerox Corp.	46 3/4	45 3/4

### LONDRES

#### Redressement

Encouragé par les résultats assez optimistes du dernier sondage de conjoncture fait par la Confédération de l'industrie britannique, le London Stock Exchange s'est assez sensiblement redressé, les investisseurs progressant de plus de 2 %. Les OPA en cours, surtout les rumeurs d'OPA, ont favorisé de nombreuses initiatives, notamment sur Thorn EMI qui convoitait, dit-on, le groupe RCA Victor.

Indices « FT » du 3 mai : indices boursiers, 989,5 (contre 970,9) ; mines d'or, 483,3 (contre 515,2) ; Fonds d'Etat, 81,10 (contre 81,19).

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
Beecham	258	253
Bovril	247	247
Brit. Petroleum	562	565
Charter	185	185
Courtauld	135	137
De Beers (*)	535	520
Dunlop	64	66
Free State Gold (*)	25	26
Glaxo	12 13/64	11 45/64
Gr. Univ. Stores	835	840
Imp. Chemical	747	749
Shell	743	752
Unilever	11 45/64	11 21/32
Wickes	266	275
Worleypar	34	34

(\*) En dollars.

### TOKYO

#### Haussé

Trois séances et demi seulement cette semaine écoulée par les jours chômés du 29 avril (anniversaire de l'Empereur) et du 3 mai (fête de la Constitution). D'une façon générale, le marché a été bien orienté, se redressant même sensiblement samedi matin. Les biotechnologies ont été recherchées. Indices du 4 mai : Nikkei Dow Jones, 12 545,25 (contre 12 465,92) ; indice général : 979,86 (contre 969,86).

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
Abn	459	440
Bridgepoint	526	527
Canon	1 280	1 280
Fuji Bank	1 500	1 500
Honda Motor	1 390	1 390
Mitsubishi Electric	1 510	1 500
Mitsubishi Heavy	265	261
Sony Corp.	4 390	4 280
Toyota Motor	1 330	1 300

### FRANCFORT

#### Repli

En raison du chômage observé le 1<sup>er</sup> mai, les affaires ont été généralement calmes. Les cours se sont cependant orientés à la baisse, avant de se redresser un peu à la veille du week-end sur des achats étrangers.

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
ARG	111,60	109,50
BASF	280,80	280,50
Bayer	215,40	215,50
Commerzbank	179	169,50
Deutschebank	472,20	464,50
Hoechst	215,30	212,50
Karstadt	226,50	224,90
Mannesmann	161,30	161,50
Siemens	540	525
Volkswagen	286	280,90

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	3-5-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 710	- 49
7 % 1973	8 395	+ 190
10 3/8 % 1975	97 75	+ 0,05
PMME 10 5/8 % 1976	97 70	+ 0,15
8 3/8 % 1977	112 30	+ 0,22
10 % 1978	97 40	+ 0,30
9 8/8 % 1978	96 50	+ 0,20
8 8/8 % 1978	97 50	+ 0,04
9 % 1979	93 90	+ 0,05
10 8/8 % 1979	99 80	+ 0,15
12 % 1980	101 10	+ 0,06
13 8/8 % 1980	106 50	+ 0,20
16 7/8 % 1981	112 30	+ 0,22
16 2/8 % 1982	117 95	+ 0,30
16 % 1982	118 50	+ 0,20
15 7/8 % 1982	115 75	+ 0,20
CNB 3 % 5 000 F.	4 440	+ 190
CNB 5 % 5 000 F.	102 38	+ 0,05
CNB 5 000 F.	103 30	+ 0,30
CNB 5 000 F.	103 15	+ 0,15
CNI 5 000 F.	102 40	inch.

## Produits chimiques

	3-5-85	Diff.
BASF	625	- 14
Bayer	70	9
Hoechst	665	- 10
Imp. Chemical	90	+ 0,10
Institut Mérieux	1 720	- 30
Laboratoire Belton	1 835	- 45
Norsk Hydro (1)	122	+ 0,50
Roussel-Uclaf	1 738	- 37

(1) Compte tenu d'un coupon de 4 F.

## Mines, caoutchouc, outre-mer

	3-5-85	Diff.
Charter	22 20	- 0,25
Géophysique	765	inch.
INCO	115 90	- 1
Nickel	131	+ 0,50
Michelin	920	- 11
Min. Penarroya	92	inch.
RTZ	75 25	- 0,35
Zambia	1 55	- 0,05

## Pétroles

	3-5-85	Diff.
Elf-Aquitaine	232 10	- 1
Elf	523	- 3
Exxon	514	- 4
Francepar	310	- 1,5
Petrofina	1045	+ 0,00
Pétrole (France)	264 80	+ 0,00
Pétrole B.P.	126	+ 0,20
Primagaz	338	+ 2
Raffinage	95	- 1,40
Royal Dutch	576	- 1,40
Sograp	463	- 11

## Banques, assurances sociétés d'investissement

	3-5-85	Diff.
Bail Equipement	348	+ 8
Banque (Cic)	865	+ 16
BHF	673	+ 14
Chargem SA	498 70	- 11,30
CFP	800	+ 15
CFI	312	- 4
Crédit de France	1 140	- 1
Hélin (La)	428	- 8
Imn. Pl.-Monceau	444	+ 9,50
Lafrance	395	+ 2
Locandis	776	+ 104
Midl	2 290	- 7
Midland Bank	231	- 7
O.P.F. (Oma. Fin.)	1 149	+ 19
Paris	1 149	+ 19
Présidence de répub.	1 149	+ 19
Préfabri	1 185	+ 25
Schneider	161 80	- 2,20
UCB	364	- 16

## Filatures, textiles, magasins

	3-5-85	Diff.
André Rouiller	304 40	- 31,60
FF Agache-Wiloot	N.C.	N.C.
BHV	274	- 5,90
CFAO	279	+ 11
Danar-Serviposte	2 260	- 60
Darty	1 284	- 23
DMC	248 10	+ 5,10
Galeries Lafayette	274	- 3
La Redoute	1 575	+ 5
Nouvelles Galeries	158 50	- 0,60
Pristemps	232 50	+ 4,50
SCOA	99	+ 0,50

## Métallurgie

### construction mécanique

	3-5-85	Diff.
Alpi	142 20	- 13,30
Avions Dassault-B.	1 563	- 7
Chiers-Châtillon	57 90	- 4
De Dietrich	552	- 33
EACOM	1 240	+ 25
Fives-Lille	397	+ 1
Fonderie (Générale)	35 50	inch.
Europe 1 (1)	221	- 13
Hachette	772	- 8
Penck SA	343	+ 11
Poclain	58	- 3,3
Reinhold	112 30	- 0,22
Sagat	1 706	- 57
Valeo	247	- 4,50
Vallourec	108	- 0,50

## Alimentation

	3-5-85	Diff.
Béghin-Say	273 20	- 0,80
Bongré	1875	+ 5
BSN G. Duane	2 525	- 65
Carefour	2 148	+ 13
Cedina	920	- 50
Cédia	880	- 19
Ecomar	1 093	- 28
Guyane et Gede	299 80	- 8,20
Leclerc	730	- 21
Martell	1 751	+ 26
Mot-Hennessy	1 857	- 12
Mumm	771	- 12
Neill	246 10	- 100
Occidentale (Gie)	691	+ 7
Obide-Coby	290	- 2
Perron-Rouard	707	- 6
Prunelle	1 376	+ 6
Source Perrier	512	+ 6
St-Louis-Bouchon	341	- 4
Veve Cliquet	2 420	- 13
Viniprix	1 010	inch.

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Lafarge (1)	115 684	59 272 183
Marine-Wendel	28 135	32 439 313
CNE 3 %	11 665	50 972 280
Sauvot (1)	67 097	48 028 483
Club Méditerranée (1)	38 221	43 801 838
BSN (1)	15 676	38 898 728
CSF (1)	70 872	38 558 501
EU	153 092	35 958 681
Paroset (1)	17 116	32 255 765
L'Oréal	13 042	31 252 695
Midl (1)	12 846	28 608 694
Océla	30 810	27 562 156
Veve Cliquet	20 524	26 120 757

(1) Séance du 3 mai comprise.

## Valeurs diverses

	3-5-85	Diff.
Accor	274 80	- 1,20
Agence Havas	196	- 2
Appl. Gaz	190	- 2
Arjomari	1 095	+ 45
Bic	513	- 6
Die	385	+ 5
CGIP	742	- 15
Club Méditerranée	1 129	- 28
Esalor	3 075	+ 35
Europe 1 (1)	221	- 13
Hachette	1 848	- 82
L'Air Liquide	618	+ 3
L'Oréal	2 400	+ 10
Lagardère	842	- 9
Nord-Est	86 50	- 3,5
Presses de la Cité	2 100	+ 100
Sanofi	711	- 4
Skis Rossignol	1 780	- 40

(1) Compte tenu d'un coupon de 15 F.

## Mines d'or, diamants

	3-5-85	Diff.
Angold (1)	874	- 23
Anglo-American	125 80	- 6,50
Bul. Gold M.	497	- 27,50
De Beers (2)	51	- 0,30
Navigation Min.	262	- 17
Free State	136	+ 0,40
Gencor (3)	64	+ 0,20
Gold Field (4)	144	+ 5,40
Harmony (5)	264 60	- 15,40
Platinum	1 045	- 50
Randfontein	181 70	- 8,30
Saint-Helen	437	- 21
Western Deep	214	- 17

(1) Compte tenu d'un coupon de 23 F.

(2) Compte tenu d'un coupon de 1 200 F.

(3) Compte tenu d'un coupon de 5,60 F.

(4) Compte tenu d'un coupon de 1 F.

(5) Compte tenu d'un coupon de 5,70 F.

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 28 avril	Cours 3 mai
Or fin (Bille au barre)	98 700	98 280
— Bille au lingot	98 200	98 400
Pièces françaises (20 g.)	870	871
Pièces françaises (10 g.)	435	436
Pièces suisses (20 g.)	986	987
Pièces belges (20 g.)	986	987
Pièces suisses (10 g.)	493	494
Souverains anglais (20 g.)	712	712
Dam-venezuela	401	400



## Crédits — Changes — Grands marchés

## L'euro-marché

## Sous le signe du deutschemark

C'est à l'heure allemande qu'a vécu le marché international des capitaux au cours d'une semaine hachée à travers le monde par une succession de jours fériés et à la veille d'un long week-end pour les Londoniens, qui célébreront la fête du travail le lundi 6 mai. La libéralisation et l'internationalisation du marché allemand des capitaux se sont manifestées par le lancement des premières émissions à taux variable libellées en deutschemark, deux ayant presque simultanément vu le jour. Sous la direction de la Deutsche Bank, le Royaume de Suède a offert 1,5 milliard de deutschemark sur une durée de deux ans avec un taux d'intérêt semestriel qui sera l'ajout d'une marge de 0,125 % au taux du Libor à six mois. La commission versée par l'emprunteur s'élève à 0,30 %. Toutefois, le syndicat bancaire ne pourra se partager que 0,18 %, parce que, évidemment tout à fait inhabituel, 0,12 % servira à couvrir une partie des frais d'introduction de l'émission à la Bourse de Francfort. Celle-ci cotera, puisqu'il en revient officiellement 0,50 % pour pouvoir être officiellement coté à Francfort. Si les banques allemandes se sont gardées de montrer leur ire, les établissements étrangers ont vivement protesté contre ce qu'ils considéraient comme un « droit féodal de cuisine ».

Pour parer à cet inconvénient, la Dresdner Bank, qui a lancé un emprunt à taux variable de 500 millions de deutschemark sur cinq ans, a décidé de le faire coter officiellement à la Bourse de Luxembourg, où les cotés sont bien moins élevés, et de le réintroduire qu'en hors-cote de Francfort, où le coût est minime. Le résultat est que la totalité de la commission de 0,30 % versée par le débiteur ira aux banques composant le syndicat bancaire. L'intérêt trimestriel des notes de la Dresdner Bank sera l'addition de 0,125 % à la moyenne entre les taux interbancaires offerts et demandés sur les dépôts en euro-deutschemark à trois mois.

Les propositions tant du Royaume suédois que de la Dresdner ont immédiatement reçu un accueil extrêmement chaleureux de la part des investisseurs étrangers. Vendredi, elles se traitaient toutes deux avec une prime. Cela n'a rien d'étonnant. Les conditions sont tellement généreuses pour les prêteurs qu'elles se sont déjà vendues sur le papier. Celles de la Suède, par exemple, se seraient encore placées sur la base d'un rendement deux fois moins élevé.

Le 1<sup>er</sup> mai, alors que le continent était fermé, le Crédit Suisse-First Boston a prêté à lui seul à Londres un tiers de l'émission suédoise. Les banques allemandes, qui ne sont en effet pas accoutumées aux instru-

ments à taux d'intérêt variable, puisqu'ils viennent juste d'être introduits outre-Rhin, n'ont pratiquement pas d'expertise dans ce domaine. Aussi, le marché secondaire des emprunts à taux variables libellés en deutschemark a-t-il de fortes chances de s'établir à Londres. Au niveau primaire, seules les banques étrangères établies en Allemagne peuvent prétendre diriger des émissions en deutschemark, à l'exception, pour des raisons de réciprocité, des établissements japonais. Ce n'est pas par hasard que le Crédit Suisse a récemment acheté deux banques allemandes.

La République d'Autriche a lancé jeudi la première émission sans coupon libellée dans la devise allemande. Il s'agit en fait d'un emprunt

à capital croissant qui se présente en deux tranches. La première, d'une durée de dix ans, sera émise à 100 et sera, à échéance, remboursée à 200 pour donner un rendement équivalent à 7,18 %. En plus, les banques se partageront une commission globale de 1,625 %. La seconde tranche, d'une durée de quinze ans, sera émise à 102 et remboursée à 300 pour procurer un rendement d'environ 7,45 %. La commission bancaire sur cette partie totale 1,875 %. L'ensemble sera traité sur le marché hors cote de Munich afin de limiter les frais. Contrairement aux offres à taux variable, c'est la clientèle allemande qui s'est intéressée à l'offre autrichienne. Très bien reçue, celle-ci se traitait en fin de semaine avec de très faibles décotes.

## L'ECU s'institutionnalise

L'ECU non seulement s'institutionnalise rapidement mais aussi comme monnaie à s'institutionnaliser. A ce jour, le principal acheteur de papier libellé dans la devise de la CEE était resté le fameux dentiste belge, c'est-à-dire la clientèle privée. Les investisseurs institutionnels ne s'étaient que modérément intéressés à l'ECU parce que ce marché manquait souvent de liquidités par suite du trop faible montant des émissions. En venant offrir jeudi 200 millions d'ECU, la Nouvelle-Zélande a voulu remédier à cette situation et attirer avant tout la demande des institutions. L'euro-emprunt néo-zélandais a été proposé en deux tranches égales : l'une sur cinq ans, avec un coupon annuel de 9,25 % ; l'autre sur sept ans, avec un coupon de 9,50 %. Elles seront toutes deux émises au pair.

Le résultat s'est immédiatement révélé positif. En l'espace d'une journée, près des deux tiers de l'émission Nouvelle-Zélande étaient en majorité placés auprès d'institutionnels. Parmi ceux-ci, un certain nombre de banques centrales se sont portées acquiescentes de la tranche à cinq ans parce que les instituts d'émissions investissent rarement au-delà de cette échéance. Par contre, les investisseurs privés ont préféré la tranche à sept ans parce que le coupon est plus élevé. L'emprunt a été un beau succès et un joli coup de maître pour le Crédit Suisse-First Boston, la banque cheffe de file. On peut s'attendre à d'autres entreprises du même style tant le marché des capitaux ne prend vraiment son essor qu'à partir du moment où les grands institutionnels y jouent un rôle prépondérant.

La société des Automobiles Peugeot a, sous la direction de la Société générale, réalisé la troisième opération en euro-franc français depuis la réouverture de ce marché le mois dernier. Ainsi qu'on s'y attendait, le constructeur automo-

bile a offert au pair 500 millions de francs sur cinq ans avec un coupon annuel de 11,50 % et une commission bancaire de 1,875 %. Cela s'est révélé l'approche idéale. L'euro-emprunt s'est placé sans problèmes. Ce sont une fois de plus les portefeuilles étrangers, avec une prédominance suisse, allemande et néerlandaise, qui ont absorbé la grande majorité de l'opération.

L'EDF est venue offrir en début de semaine une ligne de crédit à objectif multiple destinée à mobiliser de 400 millions à 600 millions de dollars. La transaction, qui bénéficie de la garantie de la République française, est dirigée par la Société générale. D'une durée de dix ans, elle pourra soit être tirée en tout ou partie, soit servir de support à des émissions d'entéro-nota, à des avances bancaires à court terme, à des emprunts bilatéraux auprès de tiers à moins de cinq ans, ou encore à l'émission de papier commercial aux Etats-Unis. Que la ligne soit utilisée ou pas, l'EDF versera une commission d'engagement de 0,0625 % par an sur le montant total. Si les fonds sont affectés, l'intérêt sera l'ajout de 8 points de base au taux du Libor. En outre, les prêteurs recevront une commission d'utilisation de dix points de base si la moyenne des fonds tirés atteint de 33 à 66 % du montant global et de 17 points si cette moyenne excède 66 %. Compte tenu d'une commission de participation supplémentaire de vingt points de base pour les banques s'engageant à souscrire 25 millions de dollars, tout cela procurera aux prêteurs quelque 0,175 % par an si un tiers des fonds sont tirés. Le marché a apprécié des conditions assez bien équilibrées. Elles ne sont ni trop basses pour les créanciers ni trop hautes pour l'emprunteur. C'est plus que jamais la recette du succès.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

## La reprise du dollar se poursuit

L'événement de la semaine a été la poursuite du mouvement de reprise du dollar, qui s'est effectuée avec vigueur, propulsant le cours du « billet vert » à plus de 3,20 DM et de 9,80 F, et ceci en dépit d'une avalanche de mauvaises nouvelles en provenance des Etats-Unis. Subsidiairement, la faiblesse du mark qui en a résulté a contraint la Banque de France à soutenir la monnaie allemande, comme elle l'avait fait la semaine précédente, mais avec moins d'ampleur.

Initialement, la devise américaine se repliait nettement après son avance antérieure, revenant de 3,14 DM à 3,08 DM et de 9,60 F à 9,40 F. Les milieux financiers internationaux restaient sous le coup du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis, confirmée par une baisse de l'indice des indicateurs avancés en mars (-0,7 %) et par une diminution des commandes de biens durables. Mais, dès le jeudi, le dollar reprit sa marche en avant et termina la semaine sur un vigoureux sursaut.

Deux raisons étaient avancées par les opérateurs pour justifier cette performance. La première est que les milieux financiers tablent, maintenant, sur une amélioration de la conjoncture aux Etats-Unis pendant le deuxième trimestre de l'année. Ils ont entendu M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, déclarer que le PNB pourrait croître de 3 à 4 % cette année, en dépit d'un démarrage assez lent, freiné, toutefois, par un hiver très rude. Ils ont également entendu leur « gourou » favori, M. Henry Kaufman, chef économiste de la firme de courtage new-yorkaise Salomon Brothers, pronostiquer la même chose. L'heureuse conjonction du « pape » du

Fed et du gourou de Wall Street a réchauffé les cœurs et donné une vigoureuse impulsion au « billet vert ».

La deuxième raison est qu'une puissante demande commerciale de dollars continue de se manifester, ce qui suffit à nourrir le mouvement. Question brûlante : où va-t-on maintenant ? Les opérateurs se tournent alors vers les bombes de graphiques, les « chartists », comme on dit à Chicago. Pour M. Riccardo Tullino, par exemple, animateur de l'Intrend à Paris (Finacor - Dafa - Telerate), le phénomène actuel est tout à fait intéressant. Graphiquement, si le dollar était retombé il y a quinze jours en dessous de 2,92 DM, il était appelé à s'enfoncer davantage. Il ne l'a pas fait, et si, en sens inverse, il dépassait à nouveau 3,08 DM-3,10 DM, c'était pour continuer plus haut, ce qu'il a fait. Le voilà maintenant à 3,22 DM, un peu au-dessus de ce fameux seuil de 3,20 DM qui correspond au cours du dollar lorsqu'il amorça sa grande baisse en février 1973 avant de remonter à partir de janvier 1980.

Graphiquement toujours, le franchissement à la hausse de ce seuil amène le dollar vers 3,30-3,35 DM, ce qui s'est produit au début de février dernier, avec une montée à 3,47 DM et à 10,62 F, record historique le 26 février. Test final, le « billet vert » devra franchir ce palier de 3,35 DM pour aller plus haut et, en ce cas, peut-être très haut. A cet égard, une controverse s'instaure chez les spécialistes, qui travaillent sur les fameuses « vagues » de Nelson Elliot, bien connues des amateurs de graphiques. Les « vagues » déferlent, avec des vaguelettes intermédiaires, sur un rythme de trois à la baisse et cinq

à la hausse. Sommes-nous au début de la première vague de baisse, après une ascension de cinq ans, ou à la fin de la cinquième vague de hausse ? Dans ce dernier cas, le dollar pourrait encore jeter des feux avant de retomber nettement plus bas.

Pour l'instant, les marchés des changes sont haussiers sur le dollar, notamment à New York, au grand dam des opérateurs du marché à terme de Chicago (l'IMM), qui, ces dernières semaines, avaient pris des positions à la baisse du « billet vert » et pourraient se trouver contraints de les inverser brutalement, c'est-à-dire de racheter ce qu'ils ont vendu à découvert.

A Paris, comme il a été dit, la Banque de France n'a acquis des marks par centaines de milliers pour empêcher la devise allemande de chuter en dessous de 3,05 F. Vendredi, elle a engrangé plus de 1 milliard de marks (3 milliards de francs), ce qui commence à lui poser des problèmes. Manifestement, le franc est un bon refuge pour les détenteurs de capitaux, qui ont confiance dans le gouvernement socialiste modéré 1981 modifié 1983 et ne redoutent guère une alternance électorale en 1986. Dans ces conditions, l'eurofranc à plus de 10 % est un excellent placement pour les détenteurs de marks, qui ne trouvent que moins de 6 % sur l'euro-mark.

FRANÇOIS RENARD.

## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 AVRIL AU 3 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEIL	Franc français	Franc suisse	DM mark	Franc belge	Florio	Lira italienne
Londres	1,2110	—	10,2490	37,1471	31,2500	1,3645	21,7776	0,8485
New-York	1,2150	—	10,4712	38,3141	31,9182	1,3885	22,2807	0,8508
Paris	11,8157	9,7570	—	362,71	304,91	15,1671	276,05	4,8111
Bruxelles	11,6832	9,5589	—	365,90	304,82	15,1187	269,37	4,7790
Zurich	11,7111	9,5889	—	365,90	304,82	15,1187	269,37	4,7790
Frankfurt	11,7111	9,5889	—	365,90	304,82	15,1187	269,37	4,7790
Bonn	11,7111	9,5889	—	365,90	304,82	15,1187	269,37	4,7790
Amsterdam	11,7111	9,5889	—	365,90	304,82	15,1187	269,37	4,7790
Milan	11,7111	9,5889	—	365,90	304,82	15,1187	269,37	4,7790
Tokyo	11,7111	9,5889	—	365,90	304,82	15,1187	269,37	4,7790

A Paris, 100 livres étaient cotées, le vendredi 3 mai, 3,8535 F contre 3,7776 F le vendredi 27 avril.

## Les matières premières

## Hausse du cacao, baisse du blé

Les nouveaux renous monétaires, sur le dollar et la livre sterling, ont encore exercé une influence déterminante sur les différents marchés, phénomène illustré par l'évolution divergente des deux indices représentatifs des fluctuations de prix engendrées. Ainsi, l'indice Moody's est-il revenu de 965,90 à fin 1984 à 916, alors que le Reuters variait peu à 1 894,90 contre 1 908,90. Les incertitudes relatives à la poursuite, à un rythme satisfaisant, de l'expansion économique aux Etats-Unis freinent le développement des initiatives des utilisateurs de matières premières.

**MÉTALX.** — Le cuivre a consolidé sa hausse de la semaine précédente au Metal Exchange de Londres. Les achats de producteurs se multiplient, car nombre d'utilisateurs redoutent des difficultés d'approvisionnement à court terme. Aussi, l'écart entre le disponible et le trois mois se tend de plus en plus en approchant les 100 livres par tonne. Quant aux stocks britanniques de métal, ils ont reperdu et au-delà leur augmentation de la semaine précédente en revenant à 87 200 tonnes (-3 500 tonnes).

Pour la première fois depuis plusieurs semaines, le directeur du stock régulateur d'étain a procédé à des achats de soutien entraînant une légère progression des cours sur le marché de Londres. En revanche, à Penang, l'étain se traite toujours à un niveau inférieur au prix plancher de l'Accord international de 29,15 ringgits par kilo. Il subsiste encore un écart entre les prix pratiqués sur les places malaise et britannique.

**Effritement des cours du zinc à Londres malgré une grave qui menace d'éclater dans les installations d'une importante société canadienne.**

**DENRÉES.** — La baisse se poursuit sans discontinuer depuis trois mois aux enchères de Londres sur les prix du blé. Elle tend même à s'accroître au fil des semaines avec des pertes allant de 25 à 40 pence par kilo. Par rapport au niveau

record atteint le 21 janvier (300 pence) pour la qualité moyenne, le recul est de l'ordre de 50 %. L'Inde vient une nouvelle fois de réduire son prix minimum. La perspective de récoltes plus importantes, le gonflement de 15 % des stocks britanniques, la politique de rétention des achats de la part des négociants, tous ces éléments ne peuvent que précipiter la chute des cours.

Nouvelle baisse des cours du sucre, sauf à Londres, où ils retrouvent pratiquement leurs niveaux les plus bas depuis quatorze ans. La récolte de betteraves des pays de la CEE pour la campagne 1985-1986 est évaluée à 11,73 millions de tonnes au lieu de 11,67 millions de tonnes un mois auparavant. Elle est toutefois légèrement inférieure à celle de 1984-1985, qui s'est élevée à 12,19 millions de tonnes.

## LES COURS DU 3 MAI 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

**MÉTALX.** — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebar), comptant, 1 280 (1 285) ; à trois mois, 1 214 (1 240) ; étain comptant, 9 445 (9 545) ; à trois mois, 9 431 (9 555) ; plomb, 322 (317,50) ; zinc, 719 (727) ; aluminium, 915,50 (922) ; nickel, 4 610 (4 622) ; argent (en pence par once troy), 507 (520). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 61,90 (63,60) ; argent (en dollars par once), 6,26 (6,28) ; platine (en dollars par once), 274 (281,50) ; — Penang : étain (en ringgit par kilo), 27,49 (28,48).

**TEXTILES.** — New-York (en cents par livre) : coton, mai, 67,35 (65,17) ; juillet, 64,97 (64,35). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), mai, 516 (513) ; Roubaix (en francs par kilo), laine, inchangé (55).

**CAOUTCHOUC.** — Londres (en livres par tonne) : RSS (comptant), 725 (750). — DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, en dollars par tonne, cacao, mai, 2 391 (2 413) ; juillet, 2 113 (2 136) ; sucre, juillet, 3,41 (3,55) ;

La hausse s'est accentuée sur les cours du cacao. Aux Etats-Unis, les broyages de fèves du premier trimestre ont diminué de 8,1 % par rapport au trimestre correspondant de 1984.

**CÉRÉALES.** — Recul des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte mondiale, évaluée à 520 millions de tonnes par le Conseil international du blé, dépasse le précédent niveau record de la précédente campagne. Les emblavements enregistreront une légère augmentation par rapport aux 231 millions d'hectares de la précédente campagne, mais les rendements ne devraient pas être aussi élevés. Il est attendu une progression importante de la récolte de l'URSS, qui devrait atteindre 93 millions de tonnes, soit 10 millions de tonnes de plus que la précédente.

septembre, 3,58 (3,75) ; café, mai, 146,45 (145,90) ; juillet, 146,17 (146,31). — Londres (en livres par tonne) : sucre, mai, 104,20 (98) ; août, 107,60 (106,80) ; café, mai, 2 130 (2 170) ; juillet, 2 169 (2 217) ; cacao, mai, 1 792 (1 839) ; juillet, 1 835 (1 913). — Paris (en francs par quintal) : cacao, mai, 2 105 (2 185) ; septembre, 2 135 (2 150) ; café, mai, 2 475 (2 440) ; septembre, 2 615 (2 560) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 290 (1 298) ; octobre, 1 310 (1 315). — Tourneaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), mai, 121,40 (123,10) ; juillet, 127,10 (129,10). — Londres (en livres par tonne), juin, 127,90 (128,50) ; août, 124,90 (126,30).

**CÉRÉALES.** — Chicago (en cents par bushel) : blé, mai, 342,50 (350,25) ; juillet, 320,50 (328,25) ; maïs, mai, 282,75 (283,50) ; juillet, 277,75 (281,50).

**INDICES.** — Moody's, 916 (938,18) ; Reuters, 1 894,90 (1 899,20).



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER	
3.	La sommation de Bonn.
5.	L'angoisse et la colère des chrétiens du Liban.
FRANCE	
8.	Le comité central du RPR.
SOCIÉTÉ	
10.	La tuerie d'Aurélien aux assises des Bouches-du-Rhône.
CULTURE	
11.	Marathon espagnol à la Cinéma-thèque française.
11.	Vidas, un film d'Antonio da Cunha Telles.
ÉCONOMIE	
14.	La dette extérieure de la France.
15.	La Société marseillaise de crédit : une banque nationalisée dans sa région.
16.	REVUE DES VALEURS.
17.	CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
RADIO-TÉLÉVISION (13)	
Carnet (10) :	Programmes des spectacles (12) ; Journal officiel (13) ; Météorologie (13) ; Mots croisés (13).

### AVANT LES GRANDES MANŒUVRES DE L'ESCADRE DE TOULON

## La Méditerranée, une mer à ennuis

Toulon. — « Comme aux galeries Lafayette, il se passe toujours quelque chose en Méditerranée ». Le vice-amiral d'escadre Claude Gagliardi sait de quoi il parle : préfet maritime de Toulon, il est aussi commandant en chef en Méditerranée, « une mer à ennuis », dit-il encore, « une mer qui a horreur du vide et qui se remplit lentement mais sûrement, une mer occupée, exigée et fermée, qu'il faut donc quadriller, dans notre intérêt ».

Durant cinq semaines, du vendredi 3 mai au vendredi 7 juin, l'escadre de la Méditerranée, avec quatorze de ses bâtiments dont les deux porte-avions, Foch et Clemenceau, sous les ordres du vice-amiral Alain Denis, quadrille cette mer. Elle le fait à l'occasion d'une série d'exercices, alliés et nationaux, qui la conduiront à sillonner le bassin oriental et central de la Méditerranée, avec des escales en Egypte et en Grèce, pour achever ensuite ses manœuvres devant Sète avec des unités aéronavales des Forces armées navales et de la Force d'action rapide. Un programme de travail ambitieux pour les 5500 hommes de cette escadre, dont les deux chefs s'accrochent pour dire : « Aujourd'hui, la situation d'instabilité la plus probable est en Méditerranée ».

« Sur cette mer transiente, chaque jour, six cents navires de toutes nationalités, soit le tiers du trafic pétrolier mondial et le sixième du commerce maritime international. Un bateau sur dix bat pavillon français. Ces renseignements, l'officier de permanence du centre des opérations navales à Toulon les compile sur une vaste carte murale où sont tenues à jour — grâce à de petites épaves de plusieurs couleurs — les évolutions de chaque navire, civil ou militaire, identifié en Méditerranée. En la circonstance, chaque bateau français en déplacement agit comme un espion qui communique à Toulon tout ce qu'il voit au hasard de ses rencontres, et les marines alliées apportent leurs informations.

A priori, on se bousculerait plutôt en Méditerranée, à commencer par les marines de pays non riverains. Les Soviétiques y promènent, au gré des occasions, entre 200 000 et 300 000 tonnes de bateaux, soit le dixième de leur flotte militaire, réunis autour de leur porte-avions Kieff ou Leningrad. Les Américains croisent avec, en moyenne, 400 000 tonnes, soit un peu plus de

### De notre envoyé spécial

10 % de leur marine militaire, groupés autour de leur monumental porte-avions nucléaire Nimitz.

Tout ce monde-là « sur la mer jolies », comme disent les marins, s'observe, se piste, se suit, se traque, se surveille, se marque comme au football, sans incident majeur autre que ces séances de pointe de canon simulé de manière agressive dont a été victime la corvette française Georges-Leygues, en patrouille devant Beyrouth, de la part d'un soviétique.

Plus modestes, les Français alignent 150 000 tonnes, soit la moitié de la marine nationale. Mais leurs bâtiments, s'ils sont en nombre réduit, ont une grande puissance de feu. Quatorze navires de surface, dont les deux porte-avions ; onze sous-marins d'attaque, dont deux à propulsion nucléaire ; cinq chasseurs de mines, les quarante aéroscopiques (avions et hélicoptères) du groupe aérien embarqué sur le Foch et le Clemenceau. « C'est l'outil militaire d'une politique autonome de la France en Méditerranée, qui fut longtemps un « lac » américain, explique le vice-amiral d'escadre Gagliardi. La France essaie de regarder du terrain dans cette zone vitale pour elle, en faisant reconnaître sa capacité militaire en cas de crise ».

Les responsables de la VI<sup>e</sup> flotte américaine ont donné l'impression à leurs interlocuteurs de Toulon de prendre au sérieux la marine nationale le jour où elle a démontré qu'elle était capable de soutenir la diplomatie française au Liban, par la présence constante de ses navires devant Beyrouth, et le jour où elle a introduit en Méditerranée ses premiers sous-marins nucléaires d'attaque, le Rubis et le Saphir, pour des missions opérationnelles de longue durée.

« Devant Beyrouth, commente le vice-amiral Denis, un porte-avions était, pour le contingent français, l'assurance d'un stock instantané de quarante avions et de trois cents à trois cent cinquante tonnes de munitions en protection arrière. Au départ de Toulon, c'est, par sa mobilité et son allonge, un instrument de bombardement de Benghazi ou de Tanger sous les vingt-quatre heures. Il couvre la Méditerranée en un jour et demi. Peut-être faut-il songer, désormais, à l'économiser si

### En République sud-africaine

## Des témoins ont contredit devant la commission d'enquête la version officielle de la fusillade de Langa

### De notre correspondant

Il a en effet été établi, en contradiction formelle avec ce qu'avait annoncé M. Le Grange, et le chef de l'Etat peu après, que la foule n'était pas armée et qu'elle n'était pas aussi menaçante que prétendu. Les témoignages concordent pour affirmer qu'une seule pierre a été lancée, qu'il y a eu au plus un cocktail Molotov et qu'à aucun moment les véhicules blindés de la police n'ont été encadrés. Les débats ont d'ailleurs permis de constater qu'il n'y avait pas un mais trois véhicules blindés et que la procession interdite a été prise en sandwich.

S'il y a eu un coup de feu de semence, il n'a pas été entendu ou alors il a été immédiatement suivi par l'ordre de tirer. Dix-sept des vingt victimes ont été atteintes dans le dos et dix d'entre elles touchées à la tête. Ce qui signifie que la foule tirait pour tuer et qu'elles n'étaient pas en état de légitime défense. Le premier à avoir reçu un projectile fut un gamin juif sur sa bicyclette. Il sera blessé, mais neuf adolescents âgés de moins de seize ans furent tués.

Des témoins ont raconté devant la commission d'enquête la fusillade, ils avaient vu des policiers disposer des pierres parmi les morts et les blessés pour accablés la thèse de la

menace. M. Trengove a également expliqué que les premiers comptes rendus des policiers à leurs supérieurs ne faisaient pas état de cocktails Molotov et que ceux-ci ont été mentionnés par la suite toujours pour les mêmes raisons.

Trois ambulanciers ont relaté le comportement particulièrement accablant des policiers après la tuerie. « Les corps étaient manipulés comme des sacs de pommes de terre », a raconté l'un d'eux tandis qu'un autre affirme avoir vu une femme blessée recevoir des coups de pied. Les trois ambulanciers ont été immédiatement licenciés par leur employeur après avoir apporté leur témoignage. Une des victimes, blessée au cou, a précisé devant la commission qu'elle avait entendu déclarer : « Il faut les achever, comme cela, ils ne parleront pas ».

De leur côté, les policiers ont reconnu qu'ils ne disposaient que d'armes à feu. Le lieutenant John Fouché, qui a ordonné d'ouvrir le tir, a admis que depuis le 15 mars son unité n'était pas équipée des moyens habituels de lutte contre les manifestations : balles en caoutchouc, gaz lacrymogènes, petits plombs, pas même un mégaphone. Le colonel Van Rooyen, chef des brigades anti-émeutes, n'a pu expliquer pourquoi la police avait demandé à deux reprises d'utiliser des cartouches de chevrotine contre les manifestants. Il a confirmé que des consignes, venues du quartier général, avaient été données « d'éliminer dans tous les cas » les porteurs de cocktails Molotov.

La commission Kannemeyer a également permis d'établir que la population de Langa n'avait pas été avertie de l'interdiction des funérailles. Un député de l'opposition, M. Alex Boraine, a fait remarquer que si la police n'avait pas empêché les gens d'utiliser des taxis pour se rendre aux obsèques, la tuerie ne se serait pas produite. Tout démontre, en tout cas, que celle-ci aurait pu être évitée et qu'on a tenté de masquer les circonstances exactes de son déroulement. Les explications fournies au Parlement par M. Le Grange étaient tout à fait inexacts, mais les auteurs de la mystification n'ont pas été identifiés.

Quelles seront les conclusions du magistrat, qui doit remettre, à une date qui n'est pas précisée, son rapport au président de la République, M. Pieter Botha ? Les décisions qu'il prendra ce soir ? Le ministre de la loi et de l'ordre sera-t-il contraint de démissionner ? Autant de questions qui sont pour l'instant prématurées. Il faut cependant constater que la commission a permis de progresser sur la voie de la vérité et que l'enquête s'est déroulée publiquement et en toute sérénité.

MICHEL BOLE-RICHARD.

### APRÈS L'ÉVACUATION FORCÉE DU CAMP D'IBNET

## La France exprime son inquiétude au gouvernement éthiopien

L'exode, dans des conditions controversées, de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés de la fin du camp d'Ibnet, au nord-ouest d'Addis-Abeba, dans le Gondar, continue de susciter des réactions. Après les États-Unis, l'ONU et la Croix-Rouge, la France vient d'exprimer son inquiétude auprès des autorités d'Addis-Abeba. « Le ministre des relations extérieures », a déclaré vendredi 3 mai le porte-parole n'a pris connaissance avec préoccupation d'informations relatives aux conditions dans lesquelles auraient été évacués le camp de réfugiés éthiopiens d'Ibnet.

« L'effort important accompli par la France, tant par son action publique que par celle des organisations non gouvernementales en faveur de l'aide humanitaire d'Éthiopie, lui conduit à s'inquiéter auprès des autorités éthiopiennes du sort des cinquante mille personnes qui étaient recensées dans ce camp et dont on peut craindre que les conditions de vie ne s'aggravent », a-t-il ajouté, sans toutefois donner de précisions sur la nature exacte des démarches entreprises par le gouvernement français.

La Commission européenne a également réagi officiellement vendredi. L'un de ses porte-parole a indiqué que la Commission avait convoqué l'ambassadeur d'Éthiopie auprès de la Communauté euro-

### « AMIE » DE CARLOS DÉTENU EN FRANCE

## Magdalena Kopp est expulsée en RFA

Magdalena Kopp, âgée de trente-six ans, de nationalité allemande, a été expulsée vers la République fédérale d'Allemagne (RFA), samedi matin 4 mai.

Magdalena Kopp avait été arrêtée, le 16 février 1982, par hasard à Paris, en compagnie du Suisse Bruno Bréguet, alors qu'ils transportaient cinq kilos d'explosifs, deux grenades quadrilobes et étaient tous deux armés d'un pistolet. Kopp et Bréguet faisaient alors partie du réseau terroriste international de « Carlos ». Ce dernier avait exigé la libération de ses deux « amis », exigence ponctuée de deux attentats meurtriers après l'explosion de son ultimatum (le 29 mars 1982, 6 morts à bord du train le Capitole Paris-Toulouse ; le 22 avril, 1 mort rue Marbeuf, à Paris).

Le 22 avril, le jour même de l'attentat de la rue Marbeuf, Kopp et Bréguet avaient été condamnés respectivement à quatre et cinq ans de prison, jugement confirmé en

appel le 8 juin 1982. Après trois ans et deux mois de détention, la libération conditionnelle de Magdalena Kopp était annoncée, depuis quelques semaines. Kopp, tout comme Bréguet, avait été également condamnée à cinq ans d'interdiction de séjour en France. Elle devait donc quitter immédiatement le territoire. Elle n'est pas recherchée par la justice allemande, aucune charge ne pesant contre elle dans son pays.

Le gouvernement français a donc décidé de l'expulser vers la RFA, dans la mesure où elle était démunie de tout papier d'identité allemand. Lors de son arrestation et se serait vu par conséquent refuser l'entrée dans un autre pays européen. Mais il est aussi qu'il s'agit d'une « gentillesse » française à l'égard des autorités allemandes. Si Kopp ne risque en aucun cas la prison en RFA, elle sera cependant entendue par les magistrats allemands chargés de l'accueillir.

### En Espagne

## Recrudescence des attentats dans les régions touristiques

De notre correspondant

Madrid. — Pour la première fois, la branche « militaire » de l'ETA, l'organisation séparatiste du Pays basque, s'attaque aux touristes. Les attentats dans le reste de l'Espagne. Plusieurs bombes de faible puissance ont explosé depuis le début du mois de mai, généralement de nuit, sur des plages de la région de Valence, Benidorm et Alicante. Les engins, placés pour la plupart devant les grands hôtels, n'ont toutefois provoqué que de légers dégâts matériels. Ces attentats ont été vivement dénoncés, vendredi 3 mai, par le PNV (Parti nationaliste basque), majoritaire dans la région, pour qui ils ne peuvent que « provoquer un sentiment antibasque au sein de la population espagnole ».

Le 26 avril dernier, une personne affirmant parler au nom de l'ETA militaire avait téléphoné à plusieurs organes de presse de Madrid et de Bilbao pour annoncer que cette organisation allait « entamer une campagne de sabotage contre les intérêts économiques de l'Etat oppresseur espagnol dans les centres et les zones touristiques de la région méditerranéenne ». Cette nouvelle avait d'abord été accueillie avec scepticisme. En 1979 et 1980 en effet, lorsque l'autre branche de l'ETA, la « politico-militaire » (aujourd'hui disparue) s'était livrée à des attentats de ce genre, elle avait été vivement critiquée par le secteur « militaire », qui dénonçait leur caractère « indiscipliné ».

Apparemment, les difficultés

grandissantes que rencontrent aujourd'hui les séparatistes basques, cent fois moins « sélectifs » dans leurs actions ! La campagne de l'ETA militaire semble davantage destinée à dissuader les touristes de se rendre sur la côte méditerranéenne qu'à provoquer des victimes. Elle n'en a pas moins causé l'inquiétude parmi les agences de voyage étrangères. Le ministre de l'Intérieur, M. Barrionuevo, a réagi le vendredi 3 mai, à Madrid, les ambassadeurs de Grande-Bretagne et de RFA, deux pays qui envoient chaque année au sud des Pyrénées un fort contingent de touristes, pour les informer des mesures prises pour contrecarrer la menace de l'ETA. L'Espagne reçoit chaque année quelque quarante millions de visiteurs, et le tourisme représente à lui seul près de 6 % du produit national brut.

THÉRIEY MAILLARD.

« La tournée est-européenne de M. Daniel Ortega. — Le président du Nicaragua est arrivé le vendredi 3 mai à Bucarest pour une visite de deux jours en Roumanie. M. Ortega venait de Sofia, où il a signé un accord de coopération économique qui prévoit un « don » de la Bulgarie au Nicaragua, notamment dans le domaine agricole. Commencée à Moscou, la tournée est-européenne de M. Ortega doit se poursuivre par la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la RDA. » (AFP.)

### Au « Matin de Paris »

## LE PARL DE CEUX QUI RESTENT

L'intersyndicale CFDT et CGT du Matin de Paris a précisé, vendredi 3 mai, dans une communication aux lecteurs et les espoirs du personnel restant au journal : « Si près de la moitié des journalistes du Matin ont décidé de quitter le journal après l'annonce de l'arrivée de Max Gallo à un poste de direction, l'heure mûrie de la rédaction reste. Elle jugera sur pièces. Ces journalistes et aussi les employés font le pari que la situation du Matin peut être redressée, que l'emploi sera sauvegardé, que le journal pourra retrouver son audience. Ils font aussi le pari que l'indépendance du Matin vis-à-vis des pouvoirs politiques sera réelle. Ils souhaitent que la nouvelle direction fournisse rapidement les décisions tant attendues sur le nouvel état-major de la rédaction, les embauches qui sont plus que jamais nécessaires ainsi que les moyens financiers indispensables à la vie du Matin ».

De son côté, le Livre CGT, se déclarant « attaché à la pluralité de la presse », annonce son soutien à « toute tentative allant dans le sens de la vie et de l'essor du Matin ». « En ce qui nous concerne, explique-t-il à son tour dans un communiqué, nous n'avons jamais choisi notre employeur, a fortiori le rédacteur en chef. Nous ne sommes cependant pas insensibles à la qualité journalistique du produit que nous consommons quotidiennement. C'est pourquoi le plan de relance prévu pour fin mai (contenu, pagination supérieure, couleurs) acquiert, compte tenu des circonstances, une importance accrue. La pérennité et le développement du Matin de Paris nécessitent que la nouvelle direction assume immédiatement, totalement, ses responsabilités. Nous ne doutons pas que la déontologie en vigueur dans notre profession permettra de surmonter ce passage critique ».

Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1985 a été tiré à 448 013 exemplaires

Zah Lattin  
L'URSS  
vue du Tiers Monde  
KARTHALA  
22 bd Arago - 75013 Paris  
A B C D E F G

IMMERSION aux  
LINGUISTIQUE USA  
University of the Americas  
Important organization US propose, dans grande université américaine, formation intensive en anglais, hébergement, repas. Stages d'été ou semestriel. Doc. contre 5 timbres.  
U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722-94-94

Équipements industriels, T.P.,  
Collectivités et Engineering consult.  
HEDID INTERNATIONAL  
38, rue Servan, 75011 PARIS  
Tél. 607-27-53



هكذا من الأصل

# Le Monde AUJOURD'HUI

DS DÉTENU EN FRAN

est expulsée en R

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique. Les autorités allemandes ont également demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Espagne

des attentats  
touristiques

Les attentats touristiques en Espagne ont continué à se multiplier ces derniers jours. Une bombe a explosé dans une foule de touristes à Barcelone, tuant deux personnes et en blessant plus de dix. Une autre bombe a explosé dans une foule de touristes à Madrid, tuant une personne et en blessant plus de dix. Les autorités espagnoles ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Au Moyen-Orient

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

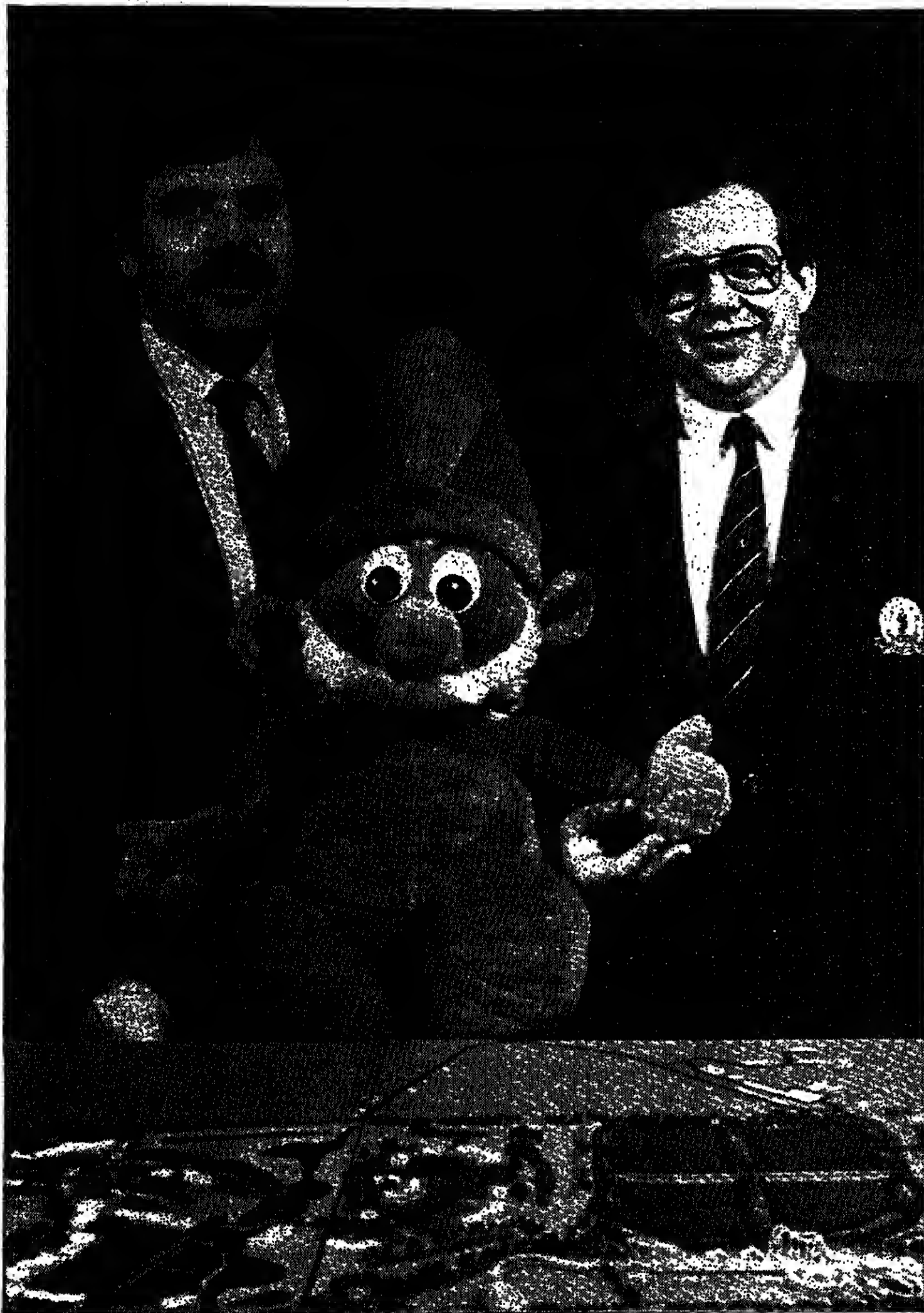
Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.

Le 4 mai 1985, un avion de ligne allemand, un Airbus A300, s'est écrasé dans la mer du Nord, à quelques kilomètres de la côte britannique. Les secours ont retrouvé le corps d'un des passagers, une jeune femme allemande, et ont constaté que l'appareil avait subi une panne de moteur. Les autorités allemandes ont demandé la mise en liberté provisoire de deux autres passagers, un homme et une femme, qui ont été arrêtés par la police britannique.



DIDER BERNHEIM ET GÉRARD KLEINBERG PRÉSENTENT LEUR PROJET DE PARC D'ATTRACTIONS EN LORRAINE : LE « MONDE DES SCHTROUMPS ». PHOTO GÖTTSCHEK/SIPA.

## LOISIRS ANTICRISE

**W** eek-ends pour la fin d'un siècle (page III).

Avec quelques milliards d'heures de loisirs en plus : la « récréatique » (page IV).

Inauguration de la Géode, première attraction savante au Parc de La Villette (page V).

La Lorraine dans les projets de la Schtroumpf-industrie ? (page VI).

L'Europe au rendez-vous de l'Europa-Park (pages VI et VII).

Les trente ans de Disneyland (page VIII).

## BONAPARTE ET L'EXPÉDITION D'ÉGYPTÉ

« Adieu Bonaparte », le dernier film de Youssef Chahine, entre en compétition la semaine prochaine au festival de Cannes. Film historique, mais pas seulement, il relate l'aventure de certains personnages qui s'illustrèrent durant près de quatre ans dans cette expédition haute en couleurs. Combats, intrigues et conquêtes pour les militaires, mais aussi travaux, recherches et découvertes pour les nombreux savants mis dans les bagages idéologiques du futur empereur.



MICHEL PICCOLI ET PATRICE CHÉREAU DURANT LE TOURNAGE DU FILM DE YOUSSEF CHAHINE, « ADIEU BONAPARTE ».



## ENCORE CE PEI...

Dans son article intitulé « Hercule par temps de crise », paru dans le *Monde Aujourd'hui* daté 24-25 mars 1985, Michèle Champenois résume à sa manière la querelle des anciens et des modernes au sujet de cette fameuse « cerise sur le gâteau » dont parle Cartier-Bresson, à savoir la pyramide de M. lech Ming Pei dans la cour Napoléon des Tuileries : on parlerait de machinations politiques à propos de l'entrée en lice contre le projet d'un ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, et le *Quotidien de Paris* aurait publié à ce sujet des sondages hâtifs et non fondés...

C'est méconnaître l'évis d'associations traitées souvent d'obstacles systématiques à l'embellissement de Paris », lequel, reconnaissons-le, est parfois sujet à caution si l'on se fie à certaines opérations béton aussi spectaculaires qu'inutiles.

Ici le problème est différent, car il s'agit de l'avenir d'un des éléments les plus étonnants du patrimoine historique français, et les défenseurs de la côte équestre se souviennent eux aussi de certaines réalisations de la mission présidée en son temps par M. Emile Biagini avec un effroi mêlé de causticité.

« Parier pour le génie », oui, sans doute, mais pas à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions. Nul ne songerait à contester le talent d'un architecte de grande qualité qui n'a jusqu'à présent, semble-t-il, effectué aucune restauration dans un site aux proportions aussi raisonnables et délicates que celles qui ont présidé jusqu'ici à la préservation des Tuileries.

Aussi l'idée lyrique « d'un cristal de germe discret par sa transparence et reflétant au cœur de Paris

urbain les éléments toujours changeants du ciel et de l'eau et qui lui donne vie » (Jean-Pierre Changeux, professeur au Collège de France, cité par Jack Lang) risque de se heurter à certaines contingences matérielles qu'il est inutile d'énumérer ici, tant les représentants des associations et les simples particuliers (voir dans le même numéro la lettre pertinente de Paula Fay intitulée « Pei à Maillet ») ont su déjà résumer les difficultés essentielles du projet.

JACQUES D'OLIER,  
président  
de l'association SOS-Paris

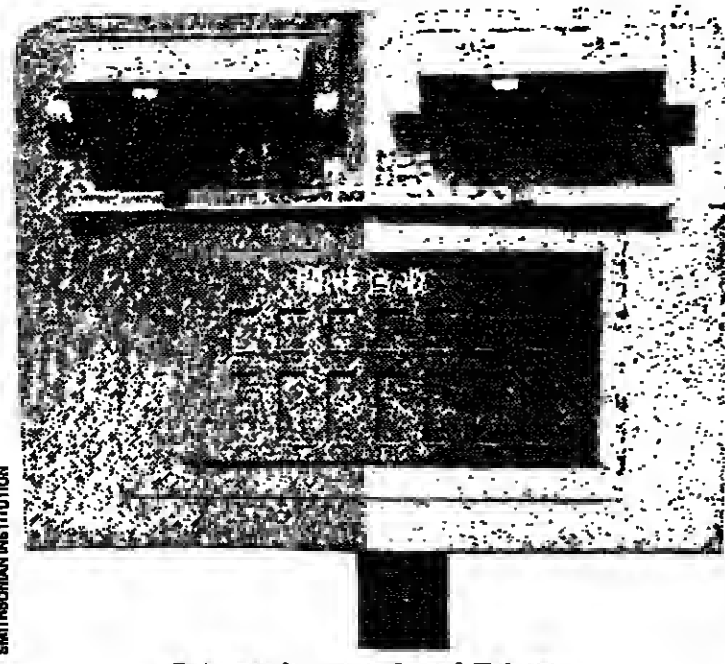
## PRISONNIERS DE COLDITZ

Dans le courrier des lecteurs du *Monde Aujourd'hui* daté 7-8 avril 1985, vous publiez la lettre de M. Roger Anthoine indiquant que le premier prisonnier à s'être évadé de la forteresse de Colditz, pendant la seconde guerre mondiale, fut le Britannique Neave, le 5 janvier 1942.

Rendons aux Français ce qui est aux Français ! D'après les sources allemandes elles-mêmes, les trois premiers évadés furent des officiers français : le lieutenant Alain Le Ray (11 avril 1941), le lieutenant René Collin (31 mai 1941) et le lieutenant Pierre Meirese-Labrun (2 juillet 1941).

On peut lire à ce sujet le livre, sobre mais passionnant, du général de corps d'armée (CR) Alain Le Ray, *Première à Colditz* (éd. Arthaud, 1976).

YVES ARTRU,  
(Paris).



Boîte aux lettres moderne à Taiwan.

## PANRAMA CONTRE OMNIMAX

Dans le *Monde Aujourd'hui* daté 24-25 mars 1985, vous annoncez l'ouverture prochaine de la Géode à La Villette, équipée de l'Omnimax et présentée comme « unique en France ».

Unique certainement par son architecture (de qualité), par son coût prohibitif, par son équipement à l'américaine, mais non dans son essence même de projection cinématographique.

Sous le nom de Panorama, avec des caractéristiques semblables, la projection hémisphérique a été inventée en France, à Montpellier, où existe depuis 1969 une salle qui, à l'époque, était unique au monde.

Comment feindre d'ignorer qu'existe à Paris depuis juin 1981, fruit de l'expérience précédente, une salle Panorama ? L'Espace-Géode a été ouvert tous les jours au public pendant trois ans ; son écran de 350 mètres carrés est encore le plus grand qui soit utilisé en France. Certes, la technique avait alors besoin d'évoluer, mais elle s'est perfectionnée sans cesse, et chacun

sait que la rapidité d'une telle évolution est directement fonction des crédits qu'on lui accorde.

Les seuls crédits engouffrés dans les « coups reconnus ratés » de la Géode nous auraient certainement permis de répondre dans de bonnes conditions au programme de La Villette et probablement d'ouvrir à la France le marché américain.

Mais c'est en 1982 que l'on devait inaugurer ce qui ne s'appellerait pas encore la Géode : cet impératif de délai nous fut opposé pour justifier un choix sans risque : l'Omnimax.

Au nom de tous ceux qui ont découvert la totale révolution de la projection sphérique avec le Panorama, qui s'y consacraient tous les jours et résistèrent à tout ce qui finirait son essor (comme la déformation des faits), je vous demande d'informer vos lecteurs de cette mise au point.

PHILIPPE JAULMES,  
président des Ateliers  
du cinéma total  
(Montpellier, Hérault.)

## HELP, TAXI !

Descendant du train, gare de Lyon, avec mon petit-fils qui se ramène à ses parents, j'ai vu, à ma droite, sur l'esplanade des arrivées, une considérable file d'attente pour les taxis. Mais, devant moi, bien en face de la sortie, des voitures arborant de larges pancartes : « à l'aide ». Je m'y suis arrêtée ; oui, le taxi était bien libre et tout disposé à me conduire à mon domicile, à Montparnasse, mais au prix fort d'un tarif de 200 F !

Ainsi donc, il est possible à ceux qui ne regardent pas — ni ne répugnent — à payer deux ou trois fois le tarif d'échapper à une longue attente qui doit subir les familles chargées d'enfants et de bagages.

Et cela, sous un gouvernement socialiste !

Que l'on donne priorité aux handicapés de toute nature, ce serait normal, mais qu'une pratique qui relève du « marché noir » soit autorisée me semble parfaitement scandaleux.

Deux cents francs n'auraient pas été beaucoup le coût de mes vacances, mais j'ai dû si profondément indignée que je suis allée prendre un autobus pour rentrer chez moi, avec mes soixante-trois ans, mes bagages et mon petit garçon.

JEANNE MARIENNE  
DESPATIN,  
(Paris).

## AMÉRIQUE, NON MERCI

Si l'avance américaine dans de nombreux domaines est certaine (ordinateurs, ingénierie, espace, chirurgie de pointe comme les transplantations d'organes...), la médecine pratiquée outre-Atlantique par contre, la médecine de ville, ne me paraît pas du tout compétente. La relation médecin-malade ? Inexistante ! Le patient n'est pas reçu dans un cabinet personnel, mais plutôt dans un petit cabinet presque anonyme. Il n'est pas déshabillé pendant l'examen, vient reste de puritanisme, même le pédiatre souleve à peine le chemise des enfants, et encore en s'excusant ! Et pour finir, il est obligé de subir des examens de plus en plus coûteux car le médecin doit se couvrir en cas de procès. Il est certain que du point de vue de la protection sociale et sanitaire, les Américains peuvent nous enseigner.

L'autre gros problème aux Etats-Unis, c'est celui de la violence, du fort taux de criminalité, de la sévérité, particulièrement des enfants. La TV est aux Etats-Unis l'ami ou

la maîtresse du foyer. Présente du matin au soir, elle marche même la nuit puisque l'Américain moyen s'endort avec elle. La TV américaine diffuse surtout des scènes violentes avec des scénarios plus débiles les uns que les autres, et donnant des cerveaux pas très équilibrés ; ce sont parfois franchement des programmes « pousse-au-crime ». Les informations ? Des faits divers ! Bien sûr ce n'est pas la seule explication du fort taux de criminalité ici ; il y a aussi le vent de la sacro-sainte liberté des individus.

Une grande misère affective règne dans ce pays de consommateurs où, à force d'avoir toujours tout eu, il n'y a plus rien à désirer. L'American way of life ? Très peu pour nous, à moins que cela ne devienne bientôt biotop en Europe : économie, terrorisme, exécution-droite.

D'ELIANE CHOBERT,  
(Orly, Essonne.)

## HOMME-TEXTE

Ceci est une lettre ouverte à Michel Bouquet, comédien, notable chabrolien, boulanger, savant, juge, musicien raté, poète raté, mari trompé, capitaine, etc.

Je ne suis qu'un simple mortel et j'ose écrire à la pythie en personne, si j'ose dire, car la pythie est justement une « non-personne ». Qu'est-ce qui fait l'essence du théâtre, à votre avis ? Vous qui avez en même temps une culture si classique, si empreinte d'humanisme (importance de l'auteur, du texte, etc.) et un jeu qui ressemble fort à une trame (le pythie). Vous qui, alors, n'êtes plus Michel Bouquet, êtes-vous encore un personnage, à appartenez-vous seulement au monde des vivants, vous qui dites que le théâtre est le « maison de l'homme » ?

Ne reconstituez-vous pas, aussi notre « univers mental » et peut-être beaucoup plus, tout autant que celui de l'auteur (votre dieu). De quoi donc parlez-vous avec ces élèves du Conservatoire, dites-moi, des raisons possibles pour lesquelles Titus sacrifie Bérénice à

l'Etat ou du sang qui coule quand la « machine infernale » broie des litres de papier ?

Vous devenez un mythe, monsieur Bouquet, le grand monsieur secret et réservé, chapeau, pardessus et visage de cire. Les vrais comédiens ne se reconnaissent pas dans la rue, vous le savez tout aussi bien que moi, puisqu'ils n'existent pas vraiment — un corps, une voix et des modulations... Mais le texte, ce fameux texte, est aussi inscrit en vous, tout au fond de vous, inscrit et sans cesse effacé, présent-absent tout à la fois, comme le comédien. A qui m'adresserai-je : à celui qui parle si bien de Mozart ou de Pinter, de la Reine de la nuit ou de l'entomologiste Anouilh, ou à l'autre, celui qui ne parle pas, ou plutôt qui parle mais qui ne dit rien, celui qui surgit dans le souffre et les douleurs de l'enfance, celui qui ne nous appartient plus, qui est passé sur l'« Autre scène »...

CHRISTINE MIGNON,  
(Nantes, Mayenne.)

## ÉQUIPE OLYMPIQUE

Dans l'article de Marc-Ambrasse paru sur les JO 92 à Paris (le *Monde Aujourd'hui* daté 14-15 avril 1985) permettez-moi de relever une erreur dans la présentation de l'équipe chargée de préparer le dossier de candidature de Paris, fort excusable étant donnée la relative complexité des structures. Siégeront en effet dans le même immeuble, boulevard de la Bastille, l'Association pour la candidature de Paris aux JO et la mission interministérielle pour la préparation des JO 92. Cette dernière, que je dirige, a une triple fonction.

En tant que mission d'Etat, elle est chargée d'exprimer et de faire valoir le point de vue de l'Etat dans la préparation du dossier des Jeux.

Par ailleurs, les cinq chargés de mission qui la composent travaillent en étroite coordination avec des

fonctionnaires de la Ville de Paris et de la région Île-de-France, au sein de l'Association pour la candidature aux JO 92 de la Ville de Paris, et ce sous la seule direction d'Alain Danet, vice-président du comité de candidature.

Enfin, la mission est aussi chargée de suivre et de promouvoir le dossier de candidature d'Albarville aux Jeux d'hiver 1992.

Travaillent donc à la Bastille deux équipes de douze personnes (dont six et non dix sortant de l'ENA) qui, tout en relevant l'une du maire de Paris et l'autre du gouvernement, se trouvent mobilisées pour la réussite d'un seul projet : l'octroi des Jeux 92 à la France.

MICHEL ASTORG,  
chef de la mission  
interministérielle.

## MILLIARDS

L'ordre de grandeur du budget de l'Etat n'est pas de 100 000 milliards comme l'indiquait un de nos lecteurs (le *Monde Aujourd'hui* daté 28-29 avril) mais de 1 000 milliards comme l'écrit M. Mitzké. Ce qui rapporte à 3 % (et non 3 %) comme nous l'avons imprimé le poids financier des grands chantiers d'architecture pour une année. Cette « salade de zéros » que nous aurions dû mieux assaisonner, nous est signalée par un autre lecteur de Paris, M. Delaune.

## PIERRE ET LOUIS

Dans l'article intitulé « Un étranger chez Rhône-Poulenc », paru dans le *Monde Aujourd'hui* daté 28-29 avril 1985, un lapsus nous a fait attribuer à M. Pierre Dreyfus, ancien ministre et patron de la régie Renault, le prénom du fondateur de la société, Louis Renault.

BRUNO FRAPPAT.

## Chronique

# LE CHIC BANLIEUE

Si, par malheur, notre belle civilisation venait à mourir — comme les précédentes — et si, par extraordinaire, les historiens du futur ne devaient avoir pour témoignage écrit de nos mœurs que la collection complète du journal *Actuel*, ils se feraient de nous une étrange idée. Songez qu'ils pourraient, sous les décombres des tours de la Défense détruites par quelque attaque, découvrir l'*Almanach banlieue* que la bande à Jean-François Bizot vient de produire : trois cents pages, deux mille adresses, des centaines de photos, 49 francs, dans toutes les bonnes maisons.

*Actuel*, qui flaire les modes comme pas un et qui se tient au avant-postes de la société, vous le dit et vous le répète sur tous les tons, en un mot comme en cent : la banlieue, c'est le pied ! Triste ? Loin ? Loin ? Méditerranée ? Méditerranée, bémolée ? Non pas ! Il faut lâcher les amarres, balancer les idées reçues par-dessus le périphérique, se prendre par la main. Proche ou lointaine, la banlieue est la dernière des terres incognites, la plus excitante des territoires de chasse pour les amateurs d'exotisme. Nous avions à nos portes, à deux jets de pierre, une fantastique réserve d'imaginations, de talents, de drôlerie, de plaisirs, et nous ne le savions pas !

Inutile de courir les océans à la recherche d'émotions fortes. Dépassés l'Amazonie et le Népal, l'Orient est devenu très simple, l'Asie a perdu ses mystères, l'Amérique est devenue uste seconde nature. L'est est triste, hélas : reste la banlieue. Pendant neuf mois, une vingtaine de collaborateurs du magazine le plus branché de France — pardon, ciblé, monsieur le Président ! — ont sillonné les territoires à l'étranger. Ils se sont armés de courage, ces nouveaux explorateurs, pour s'enfoncer dans la jungle de la petite et de la grande couronne. Ils ont rodé le jour et galéré la nuit ; ils ont mangé, dragué, poussé des portes, risqué des rixes, bu plus que de raison, ren-

contré des louards, mais aussi des bonnes sœurs.

Et voici cet almanach, synthèse de leurs travaux et parfois de leurs ébats, de leurs ébahissements même. Plumitifs devenus ethnologues, photographes, jouant aux entomologistes, ils ont traqué, dans la banlieue, les signes du temps, les stigmates d'une civilisation. Aux Parisiens froussards, ils offrent la possibilité d'un voyage plein de frissons, un voyage de papier. Aux Parisiens hardis — ou simplement curieux — ils donneront l'envie d'y aller voir. Quant aux banlieusards complexés de cet otre point parisien, ils y trouveront motif de fierté et, pourquoi pas ? de consolation.

## Almanach

D'abord des chiffres. La banlieue compte 8 millions d'habitants, dont un million d'immigrés. C'est en banlieue parisienne qu'on trouve la commune française qui a le plus fort taux de natalité : Montigny-Le Bretonneux, avec trois cent dix-sept naissances pour dix mille habitants. Un exemple à suivre ! Des chiffres et des records : « le plus grand centre commercial d'Europe » (105 000 m<sup>2</sup> à la Défense), « la plus grande prison de France » (près de cinq mille détenus à Fleury-Mérogis), « le plus grand nombre de cinémas » (438 salles contre 403 à Paris), et le PNB : sait-on que celui du département des Hauts-de-Seine équivaut à celui de la Grèce tout entière ! Adieu Sparte et Athènes : Nanterre vous a dépassés. Et des records plus tristes : la ville de Gagny, en Seine-Saint-Denis, est celle où les habitants ont le plus d'armes à feu. Toutes les huit heures, il y a un mort sur les routes de la banlieue.

Allons, voilà qu'on en revient aux vieux clichés sur l'insécurité. Il faut se laver l'esprit et changer de monde entier à nos portes : Montreuil est « la deuxième ville du

Mali ». Sarcelles l'une des plus grandes villes juives du monde et Alfortville l'une des capitales de l'Arménie dispersée. Il y a un « messie noir » au Blanc-Mesnil, des cours de danse du ventre à Pantin, partout des groupes de rock « black », portugais, des mosquées (dix-sept signalées dont quatre à Nanterre), des pagodes bouddhistes à deux pas du RER, un centre tibétain à l'Hay-les-Roses, un cimetière russe à Sainte-Geneviève-des-Bois, des restaurants de toutes les couleurs, Babel à fleur de terre (et parfois en sous-sol). Si la France multiraciale doit un jour devenir une réalité, c'est en banlieue qu'elle se forge, se prépare et s'annonce.

Mais la banlieue c'est aussi la « technopole » d'Orsay, Sceaux, et de la vallée de l'Yvette. La moitié des chercheurs français sont installés dans la banlieue parisienne. Dans tous les coins et recoins on cherche, et on trouve. Des inventeurs, des managers, des jeunes kops aux dents longues qui vont plus souvent en Californie qu'à Paris. C'est en banlieue — à Bobigny — que pour la première fois en France une faculté de médecine s'est risquée (si l'on peut dire) à inscrire au menu des étudiants un enseignement sur les thérapies douces. Le tramway du futur verra le jour en banlieue. L'architecture s'y « éclate » plus que dans la capitale, où l'on ne peut pas déplacer un caillou sans provoquer une guerre civile.

## Nanar

On mange (souvent bien). On boit (ah ! le vin d'Argenteuil). On sort. On se ruine aisément. Exemple : les autos d'occasion. *Actuel* résume : « La bagnole d'occasion, c'est pas tout simple. En général, on va essayer de vous refiler un nanar à moitié secoué à la place d'un berlingue à peine rodé. Il faut le savoir, l'occasion c'est un deal. » Vous voyez, et très clairement.

On fait du sport et puis, qu'est-ce qu'on s'amuse, en banlieue ? *Actuel* le prouve : la banlieue est

truffée de boîtes de mix : « *Faut rigoler* ». Le patron du Milpat, à Pontoise, est formel : « Le samedi les clients veulent en profiter, ils ne sont pas venus pour tirer la tranche ». Un sautier martiniquais, qui sort tous les soirs que Dieu fait, s'est enrichi à force de gagner des concours de danse : « *J'ai ramassé comme ça une 125 DTMX, quinze jours à Hamamel, un magnétoscope, une chaîne hi-fi, des bouteilles de champagne, plein de choses* ». Toutes ces choses qui résument la société post-industrielle et nos aspirations.

On n'en finirait pas de raconter ce périple sous forme d'un interminable inventaire à la Prévert : les guinguettes qui défilent le temps, les artisans traditionnels, les châteaux à louer pour un soir, les week-ends au couvent, les montons de Torcy paissant sous un pont du RER, la rosière d'Orsay (qui sera édue le 12 mai), Physiopolis, l'île des naturalistes, la boxe thaïe à Nanterre, la savate à Puteaux, les facteurs Cheval par dizaines, la parano à la Courneuve, la prostitution à Evry, les îles de la Seine (pour tous les goûts), les forêts, les palais.

C'est tout cela la banlieue. Mais c'est-ce que cela ? Un condensé des goûts du temps résume-t-il un monde ? Les premiers d'*Actuel* ont parfois chausé d'étranges lunettes. D'annui, point. D'insécurité, si peu. L'enfer des transports, connaît pas ; les contraintes du béton, la plâtie du chômage, les aléas de la habitation (la vraie), la déprime, les fins de mois, la maladie, le stress, la mort aussi : non, rien de cela ne valait, assurément, de figurer dans un almanach destiné à nous faire aimer la banlieue. Un monde de drague et de bouffe, de petits plaisirs et de rigolade, jeune bien sûr, et tellement pittoresque, tellement « couleur locale » ! Même le laid vaut le détour. L'index de cet almanach résume une époque : on y trouve le mot « aphrodisiaque », mais pas le mot « bibliothèque ». Qu'est-ce qu'on attend pour aller vivre en banlieue ?

BRUNO FRAPPAT.

LOISIRS  
ANTICRIP

WEEK-ENDS

REPOS DE RIGUEUR

1550 عن الزماني



# LOISIRS ANTICRISE

La France veut-elle céder à une mode lancée il y a juste trente ans, aux Etats-Unis, et suivie par la plupart des pays anglo-saxons ?

La France va-t-elle livrer aux concepteurs de parcs de loisirs géants les terrains laissés libres par l'urbanisation ou rendus vacants par les retournements de la politique industrielle ?

On en parle. On y travaille. En Lorraine, où les anciens laminoirs de Sacilor pourraient subir l'assaut victorieux des petits héros de Peyo ; dans la banlieue de Paris où rôdent les agents de Walt Disney. Sous la crise, une industrie nouvelle : les loisirs...



## WEEK-ENDS POUR LA FIN D'UN SIÈCLE

par Marc Ambroise-Rendu

**T**EMPS libre pour tout le monde ! On ne s'enrichit plus, on s'amuse. C'est l'ordre. Un pays classé comme riche n'a d'autre moyen pour masquer sa fragilité et traverser la diminution de son pouvoir d'achat et de son capital d'heures de travail que de se réfugier dans la détente. Ou dans le désespoir, mais le désespoir, d'autres l'ont déjà accaparé.

Cette expression de « temps libre » était arrivée dans les fourgons socialistes sans qu'on sache très bien à quoi elle allait servir. Maintenant, disent les esprits mal intentionnés, on sait.

Tout de même, l'expression était aimable. Drôle, même. Encourageante. Toujours ce côté rive gauche qui fait poète ; on pensait à Boris Vian et à son Je voudrais pas crever. L'artiste foudroyé en pleine force de l'âge, grand cacique de l'en-

rait plus compétitif. On a fait beaucoup de travail en Lorraine et particulièrement M. Chérèque a, à mon avis, très bien réussi. Il y met du cœur et de la compétence, très bien.

On imagine que M. Chérèque a moins de difficulté à parler de Schtroumpfs, lui qui a pour mission de redresser l'économie d'une région laissée pour morte sur le champ de bataille de la concurrence internationale et qui, en outre, toute décision mise en réserve, les avantages que les ministres peuvent tirer de l'arrivée d'une industrie qui pourrait bien se mettre à nourrir son homme.

Ainsi le monde occidental qui n'a plus une minute à perdre pour essayer de parer aux graves déconvenues économiques qui le guettent ou qui ont déjà fait leur œuvre, trouverait-il les premières réponses dans l'installation de vastes closeries

**D**IX, vingt, trente... On ne parvient plus à tenir un compte à jour des projets de parcs de loisirs français. La mode américaine de ces vastes complexes où les enfants, grands et petits, s'esbaudissent devant des reconstitutions historiques animées et se donnent des sensations fortes dans des super-attractions foraines se dévorent des hot dogs a déferlé sur l'Hexagone. Il ne se passe plus de mois sans que l'on annonce l'éclosion, ici ou là, d'un nouveau parc nouvelle manière.

Si les entrepreneurs de loisirs mettent les bouchées doubles, si

rien n'y presque. Cette lacune va être à présent rapidement comblée.

Le concept de parc de loisirs est né d'une constatation. Les familles des pays industrialisés n'ont jamais eu autant de loisirs, autant d'argent à y consacrer et autant de moyens de locomotion individuels. Mais, à l'orée des longs week-ends, ils se savent trop que faire de ces trois libertés. Et comment contenir à la fois les parents et les enfants ? Concentrer en un même lieu cent amusements différents, en permettre l'accès à un prix modique, prévoir tout ce qui est nécessaire à la vie

projets les plus avancés. Il s'agit, pour la plupart, de simples aqua-lands, sortes de stades nautiques qui ne demandent que quelques hectares et quelques dizaines de millions de francs.

Le premier d'entre eux est celui que le groupe Paribas et une banque saoudienne ont installé voici deux ans au prix de 28 millions d'investissements, au Cap d'Agde, station balnéaire de l'Hérault. Geysers, écrans d'eau pulvérisée, rivières, cascades, toboggans aquatiques, exhibition de dauphins, piscine à vagues, bassins d'eau de mer chauffés, c'est, dit-on, le paradis des enfants

sortis de leur bande dessinée, accueilleront les visiteurs. La ville de Douai ambitionne, elle aussi, de créer un parc régional sur 35 hectares en prenant comme « animateur » Gayant, le géant local que l'on promène dans les rues pendant le Carnaval.

Au degré supérieur dans l'échelle des espaces et des capitaux requis mais aussi des attentes visées, on connaît à ce jour une demi-douzaine de grands projets qui se situeraient aux environs de Perpignan, Mulhouse, Besançon, Poitiers et Metz. Pour l'un d'eux, au moins la première pierre a été solennellement posée par l'ancien ministre René Monory, sénateur (UDF), président du conseil général de la Vienne et président du conseil régional de Poitou-Charentes. Il s'agit du Futuroscope, qui, sur la commune de Jaunay-Clan, veut présenter d'une manière distrayante les machines, les objets et les produits de l'an 2000. A Hégondange (Moselle), on veut reconstruire les anciens laminoirs de Sacilor en une ville de plaisirs placée sous le signe des Schtroumpfs.

### Walt Disney à l'attaque du monde

Mais le plus ambitieux de tous, celui qui fait rêver les hommes politiques et les financiers et qui a déjà fait couler de l'encre, c'est le parc international que la firme Walt Disney prévoit d'installer en Europe. Le groupe (vingt-quatre mille employés, 1,3 milliard de dollars de chiffre d'affaires), voyant fondre ses bénéfices américains, se lance à la conquête de nouveaux marchés à travers le monde. Il a d'abord vendu son savoir-faire aux Japonais, qui ont financé eux-mêmes l'installation d'un Disneyland gagné sur la mer près de Tokyo.

Depuis près de dix ans, il lorgne aussi vers l'Europe. Plusieurs sites sont à l'étude en Espagne et en France. Des négociations serrées sont en cours entre les managers de Walt Disney Production et les gouvernements des deux pays. Et l'on fait monter les enchères. Les Espagnols offrent des terrains à Alicante et à Barcelone, proposent des prêts bonifiés et garantissent une liberté totale.

En France, c'est sur les terrains encore libres de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne) que se portent surtout les regards.

L'opération consisterait d'abord à acheter plus de 2.000 hectares. Puis un grand parc d'attractions y serait aménagé sur une centaine d'hectares.

(Lire la suite page IV.)



Mille deux cents parcs de loisirs aux Etats-Unis contre huit en France.

### REPOS DE RIGUEUR

tourloupe, celui-là même qui, justement, ne voulait pas crever sans avoir vu « la journée de deux heures, la montagne à la mer, la mer à la montagne, les journaux en couleur, la fin de la douleur ». Enfin, « tous ces trucs qui dorment dans les crânes des géniaux ingénieurs, des jardiniers jovioux, des socialistes, des urbains urbanistes, des penseurs penseurs ». On y est. L'ennui, c'est qu'on crève aussi. Enfin presque, enfin pas tout à fait.

Regardons la Lorraine admirablement bâillonnée par ses suppressions d'emplois et écoutons Mourouli demander à François Mitterrand ce qu'il pense des hauts fourneaux reconvertis en Lunaparks : « Les Lorrains vont essayer de maîtriser leur avenir... Il y a un espoir qui naît dans la Lorraine aujourd'hui sous la marque de ce petit Schtroumpf que nous venons de voir au début de cette séquence. La Lorraine va accueillir, sans doute prochainement, le fameux monde des Schtroumpfs. Vous me direz : que viennent faire les Schtroumpfs dans un entretien avec le président de la République ? Tout simplement, c'est un projet dans une région qui est traumatisée par ce qui s'est passé au cours des dernières années. Ce n'est rien, ce n'est peut-être pas une panacée, mais c'est un début et apparemment, certains y croient : M. Chérèque qui est chargé du projet... »

Connait un président de la République qui publie chez Flammarion prononce-t-il le mot « Schtroumpf » ? On ne le saura pas. Ce que l'on saura, c'est : « On ne voit pas pourquoi une région se fixerait sur un type de production qui ne se-

ludiques où ses fantasmes se raient pour un temps contrôlés et ses pariques écartées.

Calomnie ! répugnant les défenseurs de ces programmes d'amusement au long cours : l'étéisme a fait son temps, les joies de plein-air, le délasserement de fête foraine, l'apprentissage du savoir par l'œil et le toucher, sont aujourd'hui les points de passage obligés d'une éducation plus équilibrée et en tout cas réconciliée avec son siècle.

Parcs de loisirs ou loisirs emparqués ? Ce refus si français d'embourgeoisement — d'emparquement — semble nous avoir mis loin derrière bon nombre de pays qui ont moins hésité à rendre leur avis sur la valeur culturelle ou non, de ce genre d'opération. Pourtant, si M. Mitterrand cale devant la schtroumpification de la Lorraine, ou hésite à s'engager plus avant dans la démonstration, il aura sans doute moins de retenue, ce lundi de la semaine qui vient, à aller couper le ruban de la première grande attraction de la cité des sciences et de l'industrie de la Villette, celui de la Géode, salle de cinéma pour tous publics et, à n'en pas douter, pour très longtemps.

Ici, l'on parle de technologie et de bastion avancé des savoir-faire nationaux et il n'y a aucune honte pour un président de la République à devancer la foule et à l'inciter à partir sans crainte et avec plaisir vers ce qui deviendra vite un autre Beaubourg.

Beaubourg, le Nautilus de Pompidou, submergé par le succès, insubmersible parce que générique, sérieux, ouvert et aventureux. Intelligent. Peut-être le premier parc de loisirs à la française.

les imaginations s'enflèvent, c'est que la France fait, en la matière, figure de pays sous-développé. On ne dénombre chez nous que sept à huit parcs, dont le plus célèbre est le safari du château de Thoiry, dans les Yvelines, où le comte de La Panouse propose à six cent mille visiteurs par an les émotions d'une promenade en automobile dans un bestiaire en liberté. Or il y a déjà dix ans que les Etats-Unis annonçaient l'existence sur leur sol de mille deux cents parcs de toute taille et de toute nature. Le fameux Disneyland, en Californie, puis l'illustissime Disneyworld, en Floride, avaient ouvert la voie. Plusieurs pays d'Europe s'y sont engouffrés. Une douzaine de grands parcs fonctionnent aux Pays-Bas, une vingtaine font la joie des Allemands de l'Ouest.

A l'exception de quelques réalisations modestes, la France semble insensible aux séductions de ces ingénieuses machiœries. Entre la fête foraine pour le peuple et le musée compassé pour les classes moyennes, il n'y avait

d'un petit groupe pendant une journée, voilà l'idée. On laisse ses soucis et l'on pénètre dans un monde enfantin et merveilleux. Ensuite tout est possible, mais rien n'est obligatoire. Le self-service du rêve, en somme.

### Les enfants poissons

Il y a maintes façons de concrétiser sur le terrain un tel concept : parc de vision animalier, parc nautique, parc d'attractions foraines, parc de reconstitution historique, parc du futur, vaste complexe réunissant tous ces éléments. Tout dépend de la « zone de chalandise », comme on dit, c'est-à-dire de la clientèle potentielle résidant à quelques dizaines ou quelques centaines de kilomètres à la ronde. Tout dépend aussi des capitaux que l'on peut réunir pour tenter l'aventure.

Jusqu'à présent les investisseurs français sont restés sur la réserve. D'où la modestie des réalisations. D'où aussi la nature des

redeviens poissons. La municipalité alsacienne d'Hagueneau a, de son côté, englouti 36 millions de francs dans un nautiland, qui vient d'être inauguré. Deux autres parcs du même genre ouvriront cet été, l'un à Cujan-Mestras sur le bassin d'Arcachon, l'autre au Marquenterre, dans la baie de la Somme. Puis viendront ceux du Tauquet, de Fréjus, de Penne-Mirabeau près de Marseille et peut-être de Dijon, La Rochelle et Hyères.

Nettement plus ambitieux mais aussi plus coûteux sont les parcs terrestres, fondés sur l'exploitation d'un thème et drainant une clientèle régionale. Ainsi la municipalité de Lomme, dans le Nord, est-elle en train de reconstruire sur 50 hectares des villages de différentes époques qui permettront une sorte de promenade à travers l'histoire de France. A Cergy-Pontoise, dans l'Oise, des capitaux arabes veulent s'investir dans un parc illustrant les contes et légendes de France. Près de Beauvais, Astérix et ses compagnons,

TAXI !

NON MERCI

E-TEXTE

OLYMPIQUE

PIERRE  
ET LOUIS



## LOISIRS ANTICRISE

# UN CAPITAL EN MILLIARDS D'HEURES

par Frank Bauer \*

**L'inéluctable réduction du temps de travail va, dans moins de dix ans, créer un énorme marché des loisirs. Frank Bauer analyse ici les résistances de la société française au temps libre et préconise la mise en place immédiate d'une véritable industrie, déjà fortement concurrencée par l'avance technologique de l'Amérique et de l'Extrême-Orient.**

Il y a quelques mois, la télévision présentait le long et bruyant péripète des supporters de l'équipe de football de Liverpool, entassés dans quatre trains spéciaux descendant sur Rome pour soutenir leurs joueurs lors d'un match Italie-Grande-Bretagne. Le présentateur précisait que plus de la moitié de ces joyeux touristes étaient sans emploi et qu'une bonne partie d'entre eux n'avaient même jamais travaillé.

Ainsi était spectaculairement illustrée une évolution en profondeur de la société occidentale : l'augmentation inexorable du temps libre. Il peut paraître inopportun, voire même provocateur, devant la montée du chômage d'évoquer une civilisation de loisirs. Il est clair pourtant que, de gré ou de force et la productivité générale aidant, la population occidentale s'en va irrésistiblement vers ce qu'il est convenu d'appeler plus de « loisirs ». Il convient de s'y préparer d'autant plus que les « actifs » ne sont pas disposés à l'accepter d'emblée. Comment l'admettraient-ils alors que depuis des siècles le travail est l'occupation majeure, le lieu de rencontre numéro un et que pour toutes ces raisons et quelques autres il a même été sanctifié. Or, s'il y a en France, et depuis longtemps une politique « culturelle », il n'y a ni action ni politique concertées en matière d'équipement récréatif.

Une société sans « moyens de loisirs » est une société malade. Plus les conditions de vie sont difficiles, plus il devient indispensable de consacrer une part importante du PNB au bien-être moral d'un peuple. C'est au moment où ils étaient les plus menacés par Sparte que les Athéniens ont construit le Parthéon.

D'ici dix ans, la diminution du temps de travail, tant pour la femme au foyer que pour les individus « en activité », se traduira par un gain supplémentaire de huit à dix heures de loisirs. C'est donc environ quatre cents heures par individu et par an, soit un total de 22 milliards d'heures annuelles qui vont se trouver disponibles. Le chiffre interpelle avec force la collectivité. Lorsque

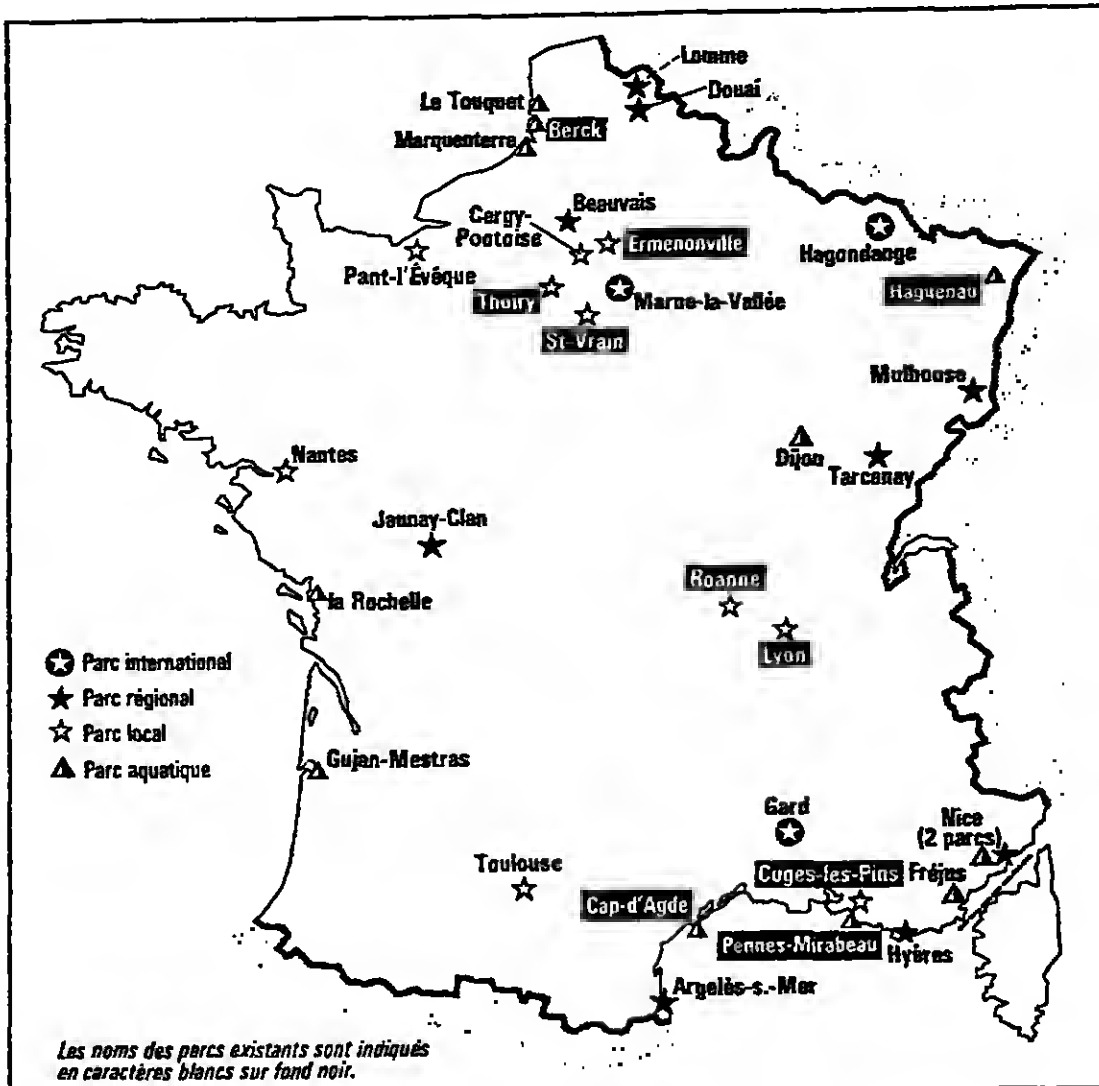
demain le nombre des « inactifs » sera nettement supérieur à celui des individus au travail, la création d'un équipement récréatif destiné à ces millions d'oisifs deviendra aussi nécessaire à l'équilibre de la société que les équipements destinés à la formation et au travail.

Les obstacles s'opposant au développement d'une politique visant à satisfaire les besoins récréatifs du public sont nombreux. Il y a d'abord la dictature de l'établissement intellectuel parisien issu de la bourgeoisie. Celui-ci, depuis un siècle, « dicte » aux pouvoirs publics et aux responsables de toute nature ce qu'ils doivent faire en matière culturelle et récréative. On trouve ensuite les « lobbies » qui monopolisent les loisirs en France. Ces groupes de pression se préoccupent moins de connaître les désirs et les besoins réels des gens que d'appliquer une politique qu'ils jugent bonne pour leur profession.

### Le désert français

Enfin, notre équipement récréatif est soit inexistant soit inadéquat. Parcs zoologiques d'un autre âge, absence de parcs d'attractions dignes de ce nom, parcs pour enfants trop rares, tel est le tableau. Quant à la visite de musées, elle est souvent une épreuve pour les non-initiés qui représentent l'écœurante majorité des Français. Alors qu'il existe dans le monde des milliers de parcs récréatifs de toutes dimensions dont plus de quinze cents aux Etats-Unis, plusieurs dizaines en Allemagne, Hollande, Belgique, Grande-Bretagne et Scandinavie, la France est particulièrement pauvre. L'initiative privée, ignorée des pouvoirs publics, n'a chez nous que quelques modestes réalisations à son actif.

Ainsi, par la convergence d'une société trop hiérarchisée, de pouvoirs publics souvent élitistes, mal informés et se faisant une idée arbitraire de leur mission, d'un consensus intellectuel « bourgeois », d'un milieu d'affaires soucieux de ne prendre aucun risque, la France, reine des arts et des lettres, est-elle un désert culturel et récréatif pour l'immense majorité de sa population.



Les noms des parcs existants sont indiqués en caractères blancs sur fond noir.

## PROJETS ET RÉALITÉS

Ces constatations permettent d'imaginer les grandes lignes d'une politique de loisirs susceptible de répondre aux besoins et aux vœux de la société française et de promouvoir les mots-clés qui devraient caractériser cette politique : pluridisciplinarité, polyvalence, famille, convivialité, communication vécue et modernité bien tempérée.

Dans le monde des nouveaux loisirs il s'agit d'abord de privilégier la « communication vécue ». Pas seulement le spectacle, mais une participation récréative per-

mettant à chacun de comprendre et d'apprendre le monde. Assurer, en somme, une vulgarisation dynamique et intelligente adaptée à tous. On pense ici à l'extraordinaire réussite d'un ensemble didactique comme Epcot, aux Etats-Unis. L'histoire, les sciences naturelles, la géographie et d'autres disciplines ont subi dans nos écoles une inexplicable abandon. Voilà l'occasion de combler ces énormes lacunes culturelles proposées aux jeunes et aux adultes un message vivant et facilement accessible.

Les nouveaux musées devront s'écarter de la vision élitiste et esotérique actuelle pour devenir des « machines à communiquer » accessibles à tous les niveaux culturels. Les idées ne manquent pas : musées spéciaux pour les enfants, musées de « découvertes » fondés sur une thématique précise et motivante (l'alpinisme, la pêche, l'ornithologie, etc.), musées sociopédagogiques comme pourrait l'être un beau musée des transports urbains et de l'élégance

automobile, musées du récit historique consacrés à tel ou tel événement comme « la bataille de Poitiers » ou le « sacre des rois de France » ou à tel personnage historique comme Jeanne d'Arc ou à telle civilisation comme celle de « nos ancêtres les Gaulois ».

### Safaris africains

Autre domaine à repenser entièrement : celui des parcs. Il y a place en France pour plusieurs dizaines de parcs récréatifs d'importance et de formules diverses accueillant indistinctement les enfants, les adultes et le troisième âge. Ils devraient offrir un large éventail d'attractions, d'équipements et de spectacles de toute nature. On trouverait des parcs écologiques et de découvertes, des parcs récréatifs urbains, toutes proportions gardées, du célèbre et inégalable Disney World, des parcs didactiques modernes comme Epcot, des parcs zoologiques nouveaux dits « de vision » et inspirés des grands « safaris » africains comme le Wild Animal Park de San-Diego, des parcs marins et aquatiques comme l'Aqualand de Cap-d'Agde, des parcs de loisirs sportifs, des parcs de sensibilisation au monde agricole comme le Flevohop hollandais, des centres de loisirs pluridisciplinaires comme l'étonnant Fort-Regent de l'île de Jersey.

Ainsi s'offre à la population un monde nouveau et passionnant, une activité nouvelle aux jeunes en quête d'emploi, à l'industrie française un marché nouveau. Toute une industrie des équipements de loisirs se constitue en Europe, aux USA, en Extrême-Orient. Si nous n'y prenons pas garde, nous perdrons ce marché comme nous en avons perdu tant d'autres depuis trente ans. Le développement d'une ingénierie récréative française est une des conditions du développement de ce secteur. La société française doit se donner les moyens de produire à chaque citoyen, toutes classes confondues, un « parcours de vie » nouveau, stimulant, formateur et valorisant.

\* Président de Récréatif et communication internationale.

# WEEK-ENDS POUR LA FIN D'UN SIÈCLE

(Suite de la page III)

Un système de toits coulissants permettrait de le faire « tourner » pendant trois cents jours par an. Il drainerait la clientèle du bassin parisien mais aussi celle d'un pays de l'Europe. Les tours opérateurs amèneraient les touristes pour plusieurs jours en utilisant l'aéroport de Roissy. Nombre d'entrées escomptées : dix millions par an.

Second temps de l'opération, les espaces environnants seraient alors cédés à des promoteurs pour y édifier des hôtels, des immeubles en multipropriété, un centre de congrès, des grandes surfaces, un golf et des installations sportives. Investissement total : environ 30 milliards de francs. L'ensemble pourrait employer plusieurs milliers de personnes.

L'affaire est loin d'être jouée. Les hommes de Walt Disney demandent 2 300 hectares alors qu'on n'est pas disposé à leur en céder plus de 1 500. Ils exigent que l'on prolonge le RER de 10 kilomètres. Devant le devis (1 milliard de francs), M. Michel Girard, président du conseil régional d'Ile-de-France, renâche. Enfin, les autorités françaises veulent un parc de bonne qualité dont les attractions, la

technique de construction et la gestion assurent la pérennité. Il ne s'agit pas de laisser faire une gigantesque et juteuse opération immobilière derrière l'écran d'un prétexte qui déposerait son bilan peu après.

### L'argument des emplois

Les parcs d'attraction peuvent être, en effet, de séduisants mirages. En France - tout nouveau tout beau - on majore leurs avantages et l'on minimise leurs difficultés. Pour mieux séduire les municipalités, les promoteurs annoncent des créations d'emplois en nombre mirobolant. Il faudra certainement en rabattre. En revanche, les investissements sont très lourds. Le devis d'un Disneyland de bonne taille s'élève à un demi-milliard. Dès la quatrième année de fonctionnement, il faut réinjecter 100 millions par an pour renouveler les attractions.

Ces déboires sont, en bonne part, à régler en devises et notamment en dollars. Comme les promoteurs français n'ont aucune expérience, ils sont obligés de requérir des spécialistes étrangers. Pour avoir quelque chance de réussir, les études de marché, la conception, la réa-

lisation et même la gestion des grands parcs doivent être confiés aux firmes américaines. Si nos entreprises sont tout à fait capables de couler du béton, aucune d'entre elles n'est jusqu'à présent en état de construire, par exemple, une attraction classique comme la « maison hantée ».

Réaliser un parc de loisirs équivalant à créer une nouvelle entreprise industrielle et commerciale. Tout doit être calculé à l'avance avec précision. Les experts savent, par exemple, qu'une famille cliente type fréquente un parc une à deux fois par an, qu'elle dépense 350 francs chaque fois mais qu'il faut lui offrir parmi bien d'autres choses une heure et demi d'attraction assise.

En fonction du nombre des visiteurs attendus, on va même jusqu'à déterminer, à quelques dizaines de centimètres près, la largeur des allées.

Quand bien même aurait-on tout calculé, il reste, au moment de passer à l'acte, des difficultés d'environnement. Installer un parc suppose que l'on modifie le plan d'occupation des sols de la commune. A Marne-la-Vallée, les documents d'urbanisme et les projets antérieurs interdisent de céder aux managers de Walt Disney Production les 2 300 he-

ctares qu'ils convoitent. Ailleurs ce sont les SAFER qui, au nom de la défense des terres agricoles, vont faire opposition. Un Verne land qui devait s'installer dans une zone humide proche du Cap-d'Agde a finalement capoté devant les protestations des écologistes.

La multiplication des parcs de loisirs est une nouvelle aventure industrielle. Elle sera donc marquée de quelques brillants succès et de multiples échecs. Le cinquième des projets avortés est déjà bien garni. Un sens d'entre eux est assuré de son avenir. C'est le complexe culturel de La Villette, qui présente les caractéristiques d'un super Disneyworld à la française. Tout y est : l'espace (55 hectares), le prix (6 milliards de francs dont 1,1 milliard pour le « parc » lui-même), la multiplicité des divertissements (musée des sciences, salle de rock, expositions temporaires, pavillons à thème, cité de la musique), la masse des visiteurs attendus (quinze millions par an). Sa singularité c'est qu'il est pour sa plus grande part à la charge du contribuable et qu'il sera donc partiellement gratuit. Un rude concurrent pour les aventuriers des parcs privés.

MARC AMBROISE-BENDU.

## THOMAS MORE L'UTOPIE

présentée par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres  
SEULE ÉDITION INTÉGRALE ET COMMENTÉE  
du MAÎTRE-LIVRE DE NOTRE TEMPS,  
Charte de la société pluraliste.

TEXTE DE MORE, en regard, traduction nouvelle.  
Introduction, biographie, portraits. La clé de l'Utopie.  
Notes. Tables. Un livre de référence permanente.  
Prix Bordin de l'Académie Française. Mame.

UN PRESTIGIEUX VOLUME relié toile de lin, sous-écran  
illustré, 18 x 24, 790 pages. Livré par retour,  
emballage renforcé : 210 F. franco.

COMMANDES : A. PRÉVOST, C.C.P. 1.462-61 Z Lille  
ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs,  
59110 La Madeleine - Tél. (20) 55.29.16.  
Spécimen gratuit sur demande.

سكزا من الأصيل



## LOISIRS ANTICRISE

# TOURS DE GÉODE A LA VILLETTE

par Michèle Champenois

**Placée en sentinelle, brillante et attirante, devant la future cité des sciences de La Villette, la Géode, qui entre en service ces jours-ci, est à La Villette ce que la grande roue était aux fêtes foraines. S'instruire en s'amusant. Ce sera le mot d'ordre du grand parc que l'on aménage sur le site des anciens abattoirs.**

Un caboteur dans la banquise. Parmi les expériences multiples auxquelles un président de la République est convié, nul n'avait encore songé à une promenade dans la banquise, à la découverte des jeux de lumière sur les falaises de glace. La banquise dans un fauteuil : ce sont les premières images du film qui sera projeté, le lundi 6 mai, devant M. Mitterrand, pour l'inauguration, à La Villette, de la Géode, puis à partir du 9 mai pour tous les curieux intrigués par cette boule d'acier poli qui fait tourner la tête des automobilistes engagés sur le périphérique, du côté de la porte de Pantin.

Placée en sentinelle devant le gigantesque édifice du musée qui ouvrira en mars 1986, la Géode offre un avant-goût des merveilles de la science que l'on pourra y découvrir.

Plutôt que « le combat de l'homme pour l'eau », comme l'annonce le dossier de presse, l'Eau et les Hommes, de Pierre Willemin, réalisateur de films publicitaires (le Monde du 30 avril), décrit les différents états dans lesquels on rencontre l'eau à la surface du globe, dans les profondeurs de la terre et des océans, et les paysages que son absence engendre. Le scénario est inexistait, et le texte du commentaire, rédigé après-coup par Jacques Lacarrière, suit platement une succession d'images spectaculaires juxtaposées (de la banquise au Gange en passant par Venise, New-York et une station d'épuration) dans un style fleuri et vaguement humanistes qui rappelle le ton des documentaires un peu vieillots que les salles de cinéma ordinaires n'osent plus projeter.

Mieux vaut s'abandonner au plaisir de l'image, qui est grand. La séduction et le vertige l'emportent le plus souvent, notamment par la grâce des prises de vues en hélicoptère.

Le champ de vision de l'écran humain est de 120° en largeur et de 140° en hauteur ; or l'écran couvre 180° et offre au spectateur plus de paysage qu'il n'en peut saisir. C'est embêtant d'être ainsi emballé par l'image, emporté dans le mouvement, enveloppé par le bande-son distribué par douze sources

sonores. On ne résiste pas, et l'on goûte quelques grands moments : un bébé, surpris puis serein, qu'on vous jette à la figure, sous l'eau ; la goutte d'eau craquant en étincelles de lumière à l'instant où elle touche une stalagmite ; et le baiser du mûru à grosse bouche qui fait tourner les têtes d'un claquement de lèvres sonore au moment où il va quitter l'écran...

Film-plaisir, film-frisson. La Géode est le site des sciences de La Villette ce que la grande roue était aux fêtes foraines. La clou ! Mais pour l'instant, en attendant d'autres films plus « scientifiques » que cette aimable promenade, les merveilles de la technologie sont toutes contenues dans la projection elle-même, et dans la construction de la salle : on peut voir, en sortant, le film large de 70 millimètres, utilisé dans sa longueur, enroulé à plat, que l'on nettoie soigneusement au renouveau ; et ce projecteur, qui a une lanterne dix fois plus puissante que celle d'une salle normale, et que l'on refroidit à l'eau en permanence...

Prouesse architecturale, la sphère. Accrochée sur une charpente géodésique composée de deux mille cinq cent quatre-vingts barres d'acier ajustées au dixième de millimètre, six mille quatre cent trente-trois triangles d'acier poli donnent l'illusion d'une sphère parfaite (le Monde Aujourd'hui daté 24-25 mars).

Les ingénieurs s'étaient aperçu que, par temps couvert, certaines plaques prenaient une tonalité plus sombre. Afin d'apprivoiser tout à fait la lumière et pour que la qualité du miroir soit parfaite, ils ont organisé méthodiquement le polissage des plaques et l'ont orienté dans le sens horizontal. Admirable peaufinage !

L'intérieur du mystérieux objet est plutôt du style clair et net. Bois blond, parois de béton soigneusement dépolies où se lit la veine du bois comme on n'en a plus vu depuis bien longtemps, et des escaliers qui emportent le visiteur au pied de la salle, dans une lumière douce. L'entrée elle-même, garnie d'un banal travertin, semble convenable et conforme à l'excès. La

caverne à mirages du vingt et unième siècle aurait supporté plus d'audace ou de mystère.

La science par la séduction. Amusement et expérience. La pédagogie par le plaisir. Tandis que des savants se plient aux règles du jeu pour traduire leurs découvertes à l'intention du public le plus large dans le futur musée, ceux qui pensent au parc ont pour souci d'associer, selon un dosage inverse, distractions et culture.

Car la cité des sciences sera, on le sait, au beau milieu d'un parc. Un parc où l'on peut déjà aller au cirque (Gruss), voir des spectacles de variétés (Zénith) ou des expositions comme la Biennale d'art et d'architecture (Grande Halle), ou glisser sur le dos du dragon-toboggan. Un parc qui ne sera pas, selon François Barré, son concepteur et directeur, comme ces jardins dont le dix-neuvième siècle a gratifié la capitale. « Inactifs, intarissables et absents à la ville ».

Les responsables de La Villette travaillent à faire de l'endroit un « morceau de ville ». « actif » jour et nuit, diversifié, attirant des visiteurs de tout âge et de toute condition, dans un quartier de Paris qui n'est pas parmi les plus privilégiés et à proximité d'une banlieue qui ne l'est pas non plus. Un parc à l'échelle d'un quartier, qui soit « dans » la ville.

Depuis que l'homme a marché sur la Lune, il n'y a plus à Paris de Lunaparc. La Villette sera à sa manière, autour et à propos des sciences et, plus simplement, pour rendre service aux habitants du quartier, un parc d'attractions.

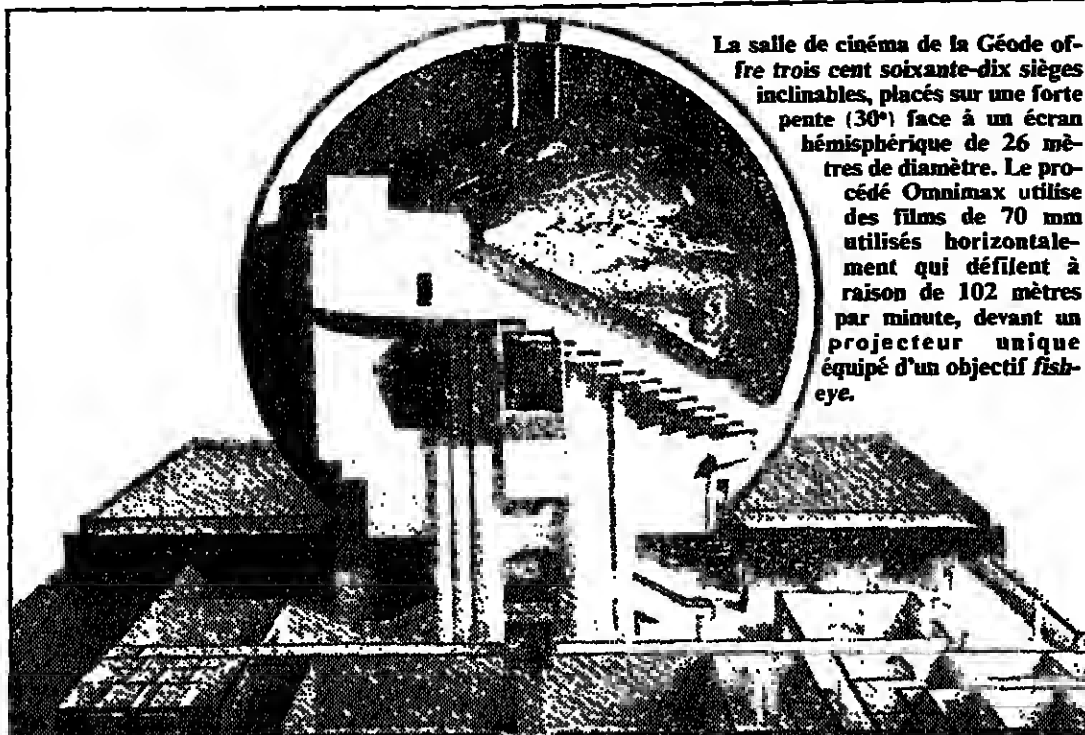
### Les maisons-folies de Tschumi

On peut voir actuellement, à l'Institut français d'architecture (IFA), rue de Tournon, les premières « maisons » qui seront construites dans le parc selon le schéma établi par le lauréat du concours international, M. Bernard Tschumi. Dix de ces petits édifices doivent être construits d'ici à la fin de 1987, au sud du canal de l'Ourcq, là où le chantier du musée proprement dit ne gêne pas l'aménagement.

Dès 1986, plusieurs hectares de prairies et une partie des jardins « thématiques » seront livrés au délabement du public, ainsi qu'un belvédère et une buvette. Avant la fin de 1987, il est prévu d'ouvrir la maison des enfants, celle du jardinage, une serre de 600 mètres carrés et une galerie de jeux technologiques, des kiosques et des restaurants, des lieux d'accueil et d'information, ainsi qu'une scène pour les spectacles de plein air. Les galeries couvertes qui doivent courir le long du canal de l'Ourcq, d'une part, et du nord au sud du terrain sur un kilomètre de long, d'autre part, seront commencées et se croiseront près du canal et d'un nouveau pont.

Ces « maisons », à la construction et à la gestion desquelles des partenaires privés peuvent être associés, auront parfois une activité commerciale (jardinage, par exemple) en plus de leur rôle d'information ou d'accueil pour une activité. Construites par différents architectes, ces maisons seront placées aux points désignés par l'architecte et accolées aux petits édifices qu'il a lui-même dessinés et baptisés « folies », au sens où le dix-huitième siècle désignait les « fabriques » (pagodes, pyramide ou temple antique) dispersées dans les jardins, pour la surprise et l'enchantement du promeneur.

Mais les « folies » de Tschumi obéissent strictement à la raison



La salle de cinéma de la Géode offre trois cent soixante-dix sièges inclinables, placés sur une forte pente (30°) face à un écran hémisphérique de 26 mètres de diamètre. Le procédé Omnimax utilise des films de 70 mm utilisés horizontalement qui défilent à raison de 102 mètres par minute, devant un projecteur unique équipé d'un objectif fish-eye.

raisonnante et aux rigueurs de la géométrie. Placées à 120 mètres l'une de l'autre, à chaque intersection du quadrillage qu'il a posé sur les 55 hectares du domaine de La Villette, c'est une trentaine de cubes rouges de 10 mètres de côté, avec les différentes interprétations et inflexions que permet cette figure de base. Leur couleuvre — un beau carmin profond prélaqué au usine sur les panneaux métalliques de façade, — leur style, sont supposés servir de repères au visiteur, qui les rencontrera au milieu d'ambiances très diverses : près de la Grande Halle ou plantées sur une pelouse ; posées au bord du canal ou bien au pied du musée. La rigidité du quadrillage croisé d'autres figures géométriques lisibles sur la plan : la triangle de la grande pelouse, un demi-cercle et la ligne droite de la galerie couverte. Au jardin des sciences, les mathématiques se déguiseront en brins d'herbe et les folies pousseront plus vite que les arbres.

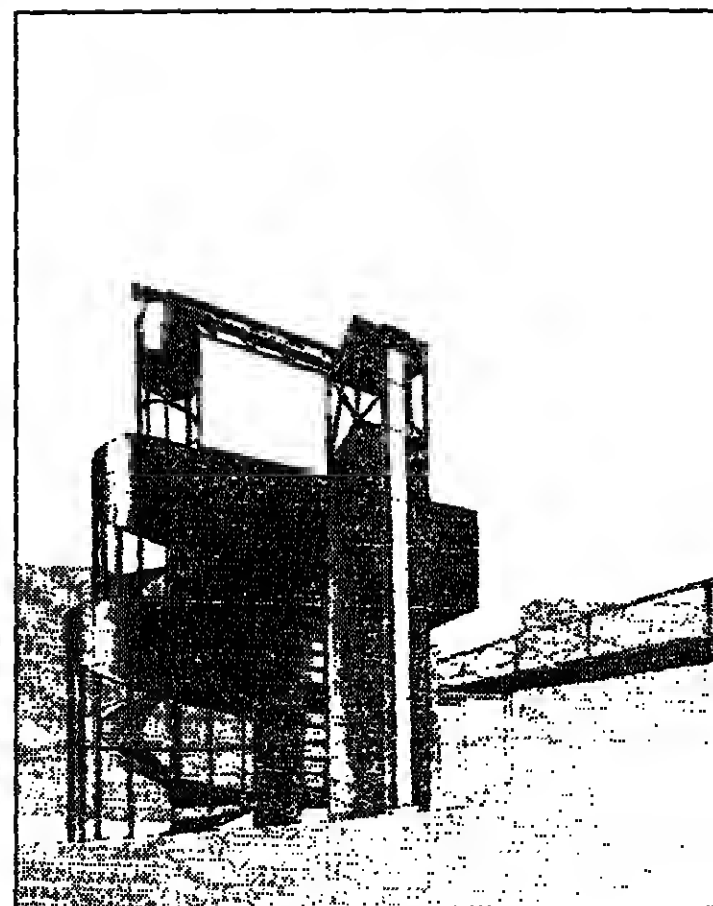
● Exposition « Tschumi à La Villette », à l'Institut français d'architecture, 8, rue de Tournon, Paris (6<sup>e</sup>). Jusqu'au 18 mai.

● Géode, 26, avenue Corantin-Cariou, Paris (19<sup>e</sup>) (métro Porte-de-La-Villette). Spectacles de 11 h à 18 h 30 tous les jours. Entrée 40 francs. Réservations : 245-86-00 et 240-27-28. Du 9 mai à fin août : l'Eau et les hommes ; l'Eut magique, d'Eddie Garrick, réalisé en images et sons de synthèse et une présentation en images de la cité des sciences et de l'industrie. Durée du spectacle : une heure environ.



Quarante et un ans, Franco-Suisse, Bernard Tschumi était installé à New-York avant de l'emporter, en 1982, devant les quatre cent soixante-douze équipes engagées dans le concours international de la Villette (ci-dessus).

Il n'était alors l'auteur de travaux théoriques, les *Manhattan transcripts*, qui ont inspiré les « folies » parisiennes, « points d'ancrage dans un site amorphe ». Ci-dessous la maison des enfants.





## LOISIRS ANTICRISE

# LORRAINE : SCHTROUMPF QUI PEUT !

par Jean-Louis This

**Parmi les projets de reconversion des installations sidérurgiques abandonnées en Lorraine, le plus inattendu est la création, dans les laminoirs d'Hagondange, du « Monde des Schtroumpfs ».**  
**Un projet soutenu par les banques régionales et encouragé par le préfet chargé du « redéploiement », Jacques Chérèque.**

**D**ES Schtroumpfs à l'usine. Cette idée de deux commerçants lorrains relève autant du pari que du défi. Jugez plutôt : Didier Brennemann et Gérard Kleinberg ont imaginé de créer un parc d'attractions sur les 290 hectares abandonnés par les laminoirs de Saeilior, à Hagondange (Moselle). Le dessinateur belge Peyo, le père des petits lutins bleus, a pris le projet très au sérieux. Ce sera « le nouveau monde des Schtroumpfs ». Tout un programme.

Pour audacieux qu'il soit, le projet serait à la fois techniquement réalisable et financièrement viable. Telle est du moins l'opinion des cabinets d'étude américains consultés par les concepteurs. Le coût global de l'opération est évalué à 2 milliards de francs sur dix ans avec, à la clé, la création de 3 000 emplois dont 1 000 permanents, 400 dans l'hôtellerie et 1 600 dans d'autres activités induites. En attendant l'inauguration, envisagée pour mars 1988, les chiffres font rêver une Lorraine où le rythme des suppressions d'emplois est de 1 500 par mois et où les investissements promis à la région sont réduits, décalés dans le temps ou purement et simplement supprimés.

Rêvons donc : un lagon polynésien bordé de sable blanc, une reconstitution du fameux train du film *Indiana Jones*, un village marocain comme si vous y étiez. L'objectif est de rassembler, en un même lieu, l'aventure et l'exotisme tout en offrant, en prime, une vitrine de technolo-

gies les plus sophistiquées. Ambition : projeter les visiteurs dans le temps et dans l'espace grâce au jeu. « Aux simples divertissements et déplacements, nous voulons apporter une dimension inconnue en Europe, affirme l'un des promoteurs. Notre but est de marier la Lorraine aux loisirs afin de démystifier les technologies nouvelles et les rendre accessibles à chacun. »

L'annonce d'un projet aussi vaste alliant reconversion, formation et création d'emplois a fait naître en Lorraine un immense espoir. Les lettres de candidatures affluent à Hagondange.

Depuis quelques jours, en ville, une « maison des Schtroumpfs », peinte en bleu comme il se doit, est ouverte à tous. Déjà dix personnes y travaillent et renseignent la population sur le futur parc et les emplois possibles. La nuit, un grand Stroumpf de 2,50 mètres illuminé veille sur la cité et accompagne son rêve de renouveau.

L'espoir est néanmoins quelque peu tempéré par les expériences passées. Bien des projets de conversions sont restés, en effet, embryonnaires dans une région où les promesses n'ont pas manqué.

A la « prudente vigilance » de Jacques Chérèque, préfet chargé du redéploiement industriel qui apporte « son soutien » au projet, Jean Crouzier, directeur de SOLODEV (Société lorraine de développement, filiale du groupe Saeilior), répond avec la volonté farouche de balayer toutes les résistances. « Le dossier est so-

lide », remarque-t-il, et nous sommes condamnés à réussir. »

C'est lui qui a déjà mis dans la balance 2 millions de francs pour lancer les études : 28 millions de francs supplémentaires sont venus des premiers partenaires, emmenés par deux banques régionales, la Banque populaire et le Crédit mutuel, pour les mener à terme avant la fin de cette année.

L'heure de vérité est proche. Le montage financier devrait être bouclé d'ici à la fin de l'année. Les besoins initiaux — non compris les hôtels et la desserte — sont fixés à 800 millions de francs. « Avec cette enveloppe, on pourra réaliser 85 % des aménagements extérieurs et 50 % des travaux intérieurs », indique M. Crouzier. Le projet prévoit de réaliser une halle couverte de 10 hectares, c'est-à-dire capable d'accueillir l'équivalent du parc d'Epoc, en Floride.

### Chris Milton enthousiaste

Comment réunir de telles sommes ? Aux 100 millions de fonds propres, le directeur de SOLODEV escompte pouvoir ajouter entre 350 et 400 millions de francs venant d'entreprises sponsores, le solde étant à emprunter.

Déjà, les promoteurs du projet ont reçu de nombreuses offres du secteur privé mais venues de l'étranger. Ils cherchent aujourd'hui à convaincre d'éventuels partenaires français et songent à ouvrir une souscription auprès des particuliers prêts à investir dans cette affaire.

Ensuite, les promoteurs envisagent de maintenir un niveau d'investissement de 100 millions de francs par an. Comment rentabiliser une telle mise de fonds ? On table sur 2,3 millions de visiteurs dès l'ouverture, en 1988, puis on compte atteindre un rythme de croisière de 3,5 millions (dont 53 % d'Allemands) au cours de la prochaine décennie. L'institut ERA (Economet Research Associates), qui s'est occupé de la création et du développement des parcs de Walt Disney mais aussi de la

gestion des Jeux olympiques de Los Angeles, assure que, si ces chiffres sont tenus, l'opération est viable. Il estime que chaque visiteur dépensera en moyenne quelque 130 francs, dont 61 francs d'entrée, 37 francs de nourriture et de boissons, 10 francs de souvenirs et 6 francs de jeux. Afin de préciser le contenu exact du parc et de ses attractions, une étude est actuellement menée auprès de huit cents familles de Bruxelles, Cologne, Sarrebrück et Metz.

L'emplacement retenu est prépondérant dans la réussite de ce projet : 62 millions de personnes résident dans un rayon de 300 kilomètres autour d'Hagondange. Seize millions d'entre elles habitent à moins de 160 kilomètres, soit à deux heures de voiture. Le site proche du nœud autoroutier Metz-Luxembourg, Paris-Strasbourg, il est desservi par les chemins de fer internationaux et traversé par un canal qui servait autrefois à l'approvisionnement en minerai de fer.

« Un lieu rêvé pour installer un tel parc », affirme Chris Milton, responsable du projet lorrain au sein du cabinet d'architectes américains HHCP (Helman, Hurley, Charvat et Peacock). Sur sa planche à dessin, les halles des anciens laminoirs ont commencé une nouvelle carrière. Les résultats des travaux de son équipe (170 personnes) sont arrivés par avion des Etats-Unis, en décembre dernier : trois caisses contenant une maquette et l'ensemble des plans.

Quant à la recherche du thème du parc, elle a donné lieu à de longues séances de « brainstorming » auxquelles les agences de publicité Publicis Constellation et Success ont pris une part active. « Les Schtroumpfs forment une famille », remarque-t-on chez Publicis Constellation. « Ils se ressemblent tous, mais ils sont tous différents. Ils sont bricoleurs, ils ont inventé des choses, ils ont des contraintes, pour leur défense, leur confort ou les beaux yeux de la Schtroumpfette. Ils symbolisent tout à fait ce que nous cherchions. »

**Q**U'ATTENDENT les visiteurs potentiels du « nouveau monde des Schtroumpfs » ? Pour répondre à la question, Publicis a lancé une enquête en deux volets. Le premier est aujourd'hui déposé. Les résultats vont servir à faire mûrir le projet.

Concrètement, la première phase des études auprès du public, qualifiée de qualitative, avait deux cibles privilégiées : les mères de famille et les jeunes. Au total, six réunions de trois heures environ chacune ont permis de tester l'attitude de ces catégories de visiteurs. Elles se sont déroulées à Metz, à Bruxelles et à Cologne, afin de

recueillir vort du cliché traditionnel à l'astuce.

Les futurs usagers du parc veulent avant tout qu'on leur ménage des surprises, qu'on ne découvre pas tout dès l'entrée. Ils rêvent d'un labyrinthe, de petits sentiers, d'un village à la taille des enfants, d'un laboratoire où le Grand Schtroumpf conduirait des expériences. A midi, ils voudraient apprendre à manger schtroumpf avec le Schtroumpf gourmand, et le soir, ils aimeraient participer à une grande fête pour célébrer leur victoire contre Gargamel !

La fruit de ces nombreuses heures d'interviews stockées sur bandes magnétiques avant

## AVIS PUBLICS

prendre en compte les cultures différentes susceptibles d'être séduites par le parc d'attraction lorrain.

« La sécurité est la préoccupation principale des mères de famille », note Pascale Weil, directeur d'études chez Publicis Conseil. Elles redoutent le bruit et l'ambiance de fête foraine. En revanche, elles sont plus soucieuses de trouver un lieu agréable, conçu pour l'amusement, avec des zones de repos. »

L'image, « a priori angoissante », du futur est également mise en lumière par ces études. Si d'un côté la peur du lendemain existe, de l'autre la porte est ouverte sur le rêve. « Et elle est loin d'être fermée », affirme Pascale Weil, pour qui « le caractère sympathique de la société des Schtroumpfs constitue un bon point de départ au futur. »

Après avoir recueilli les petites craintes et les grosses peurs face à l'avenir, les enquêteurs ont lancé leurs interlocuteurs sur la voie des lendemains qui chantent. Ils n'ont pas été déçus. L'imagination n'est pas morte. Du robot à tout faire, y compris garder les enfants, à l'environnement exotique teinté de dépaysement, de soleil et de mer bleue, les idées

d'être analysées et décorées par les professionnels de la communication sont à peu près le projet, sur lequel travaille Chris Miles, directeur de la division projet des parcs de loisir du cabinet d'architectes HCP.

« Nous voulons construire un environnement fantastique », affirme-t-il, tout en reconnaissant que l'aménagement de la halle de l'ancien laminoir d'Hagondange est très délicat.

« Nous envisageons de créer un lieu artificiel et une rivière, explique Chris Miles, et il faut que nous puissions connaître toutes les conséquences éventuelles de l'humidité. Rien ne doit être négligé pour la sécurité. » Pour chaque spécialiste, les promoteurs entendent consulter les plus grands spécialistes mondiaux.

Dès que les différentes parties du parc à thème seront définies avec précision, tout comme l'ensemble des attractions, la seconde partie de l'étude d'impact (quantitative) sera engagée, après de huit cents à neuf cents familles françaises, belges et allemandes. L'objectif sera de situer le plus précisément possible les intentions de visite.

J.-L. T.

# UN DIMANCHE A EUROPA-PARK

**Un million deux cent mille personnes ont rendu visite, en 1984, aux souris géantes de Rust, en Allemagne fédérale, non loin de l'Alsace et de la Suisse. L'Europe des jeux existe. A Europa-Park.**

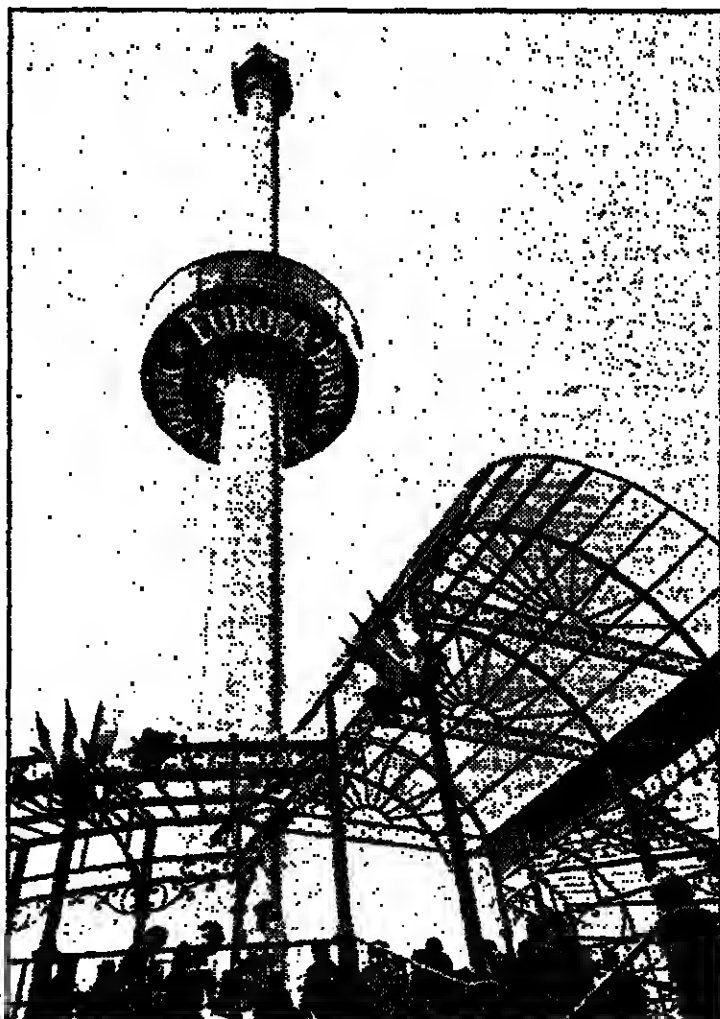
**L**ES yeux brillants, le gamin regarde le couple de souris géantes qui vient de lui adresser la parole en français. Euro-Maus (Euro-Souris), les mascottes du parc d'attractions de Rust, en Allemagne fédérale, ne pratiquent pas encore toutes les langues couramment, malgré le désir de ses créateurs d'en faire un symbole de l'Europe de la distraction. Sous la grosse tête en plastique, la salopette et le T-shirt, le lycéen germanique se dandine dans d'énormes souliers à rayures bleues et blanches. Il rassemble ses connaissances scolaires pour saluer le jeune visiteur étranger, puis s'éloigne dans un débâchemement comique, tenant sa compagne souris par la main.

En concevant Europa-Park, Franz Mack et son fils Randal savaient qu'ils seraient traités de Disney au petit pied. Alors, ils n'ont pas hésité. Poussant à fond

la parodie, ils se sont offert comme emblème une souris, le cousin germain de Mickey en somme.

Comme Disneyland, Europa-Park joue la carte du dépaysement. Avant d'entrer, on est prié de laisser ses souris d'adultes au parking. Il est assez vaste pour cela : cinq mille places de voitures et cent cinquante pour les autocars. La clé de ce paradis de l'imaginaire coûte un peu moins de 50 F. Elle donne accès à toutes les attractions du parc. Pendant une journée complète, et sans avoir à présenter le moindre ticket, enfants et parents peuvent monter sur tous les manèges, assister à tous les spectacles, participer à tous les jeux. Une cinquantaine d'attractions leur sont offertes, autant de fois qu'ils le désirent.

Europa-Park, qui fête cette année son dixième anniversaire, a



beaucoup changé depuis sa création. Chaque année, à Pâques, pour l'ouverture, il propose des jeux nouveaux, des distractions supplémentaires. Il occupait 16 hectares en 1975, il s'étale sur 36 hectares aujourd'hui. Le thème de base, les pays d'Europe, permet de multiples variantes. La nouveauté 85 se situe au village hollandais. A côté de l'indispensable moulin à vent qui abrite un toboggan tournant dans ses murs de pierre, les plus petits plongent tête la première dans une piscine de ballons multicolores. Ça swingue aussi pour les cinq-six ans, qui se paient une partie de trottinette sur une musique de Michael Jackson. Il y a bien sûr les manèges habituels : autos tamponneuses, miroirs déformants et vieux coucous dignes du Baron rouge. Ne manque plus que Snoopy...

### Position stratégique

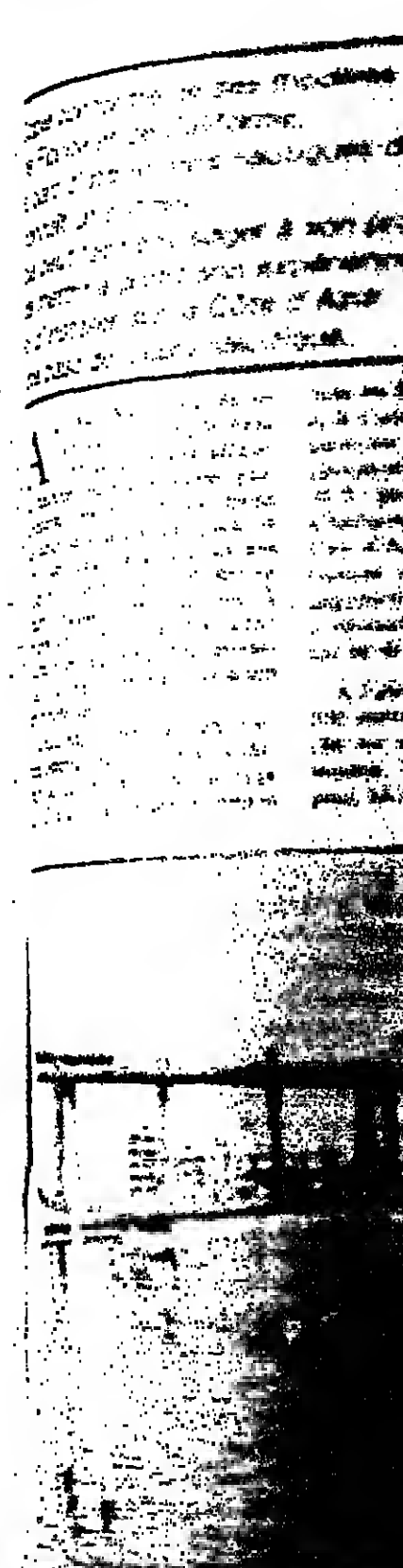
Ceux qui ont le cœur bien accroché peuvent s'asseoir dans une des tasses à café en style de Delft, qui les emmènent dans un carrousel diabolique. A peine remis de vos émotions, poussez la porte du nouveau théâtre électronique, où Euro-Souris présente sa revue musicale. Les marionnettes grandeur nature apparaissent et disparaissent sans aucune intervention humaine. L'homme n'a pas sa place dans le monde d'Europa-Park. Sauf lorsqu'il est

visiteur. Il doit alors se mettre au niveau des enfants et accepter la règle du jeu. Les statistiques d'entrée montrent qu'il le fait, puisque 70 % des candidats au dépaysement sont des adultes.

Finis les fils et les mécaniques grinçantes, place à l'électronique. Pour rendre crédible un monde du rêve, il faut un maximum de technicité. Et, dans ce domaine, les Mack sont quasiment imbattables. En six générations, la forge familiale de Waldkirch, en Forêt-Noire, s'est mue en société industrielle leader dans sa branche : l'aménagement des parcs de loisirs. A force de créer et de fabriquer des attractions pour les autres (l'Américain Disney, le Canadien Canada's Wonderland, l'Anglais Alton Towers), Franz et Roland Mack ont en envie de se lancer dans l'aventure. Au début des années 70, ils ont étudié plusieurs sites possibles. A Neuenburg, près de Colmar, à Mulheim, non loin de Mulhouse, avant de se décider, en 1973, pour le petit bourg de Rust, au bord du Rhin, en Allemagne fédérale.

Un choix judicieux à plus d'un titre. Le parc occupe en effet une position stratégique : D'Allemagne, de France, de Suisse, toutes les routes mènent à Rust. Strasbourg est à moins de 50 kilomètres par l'autoroute, Zurich à deux heures maximum, Stuttgart à une heure et demie. Quant aux

JEUX D'EAU



سكوا عن الزميل



## LOISIRS ANTICRISE

### JEUX D'EAU

par Jean-Louis The

**Copie conforme de ses modèles américains de Floride et de Californie, le parc d'attractions nautiques du Cap d'Agde connaît un succès qui peut faire envisager à son promoteur de mettre à profit son expérience et d'installer sur la Côte d'Azur une base de loisirs identique.**

**A**QUALAND, carte de visite du Cap d'Agde dans l'Hérault, est une affaire qui marche, on plutôt glisse, parfaitement bien. Pionnier européen des parcs de loisirs aquatiques, ce « pays de l'eau » a déjà deux ans d'âge et reçoit plus de 300 000 visiteurs chaque année, de mai à septembre. Les files d'attente gourmandes au pied des attractions s'allongent et les prévisions sont optimistes.

Aqualand, copié sur les modèles américains — il y a actuellement soixante parcs de ce type aux Etats-Unis, essentiellement

dans les Etats du soleil, la Floride et la Californie, — est une société anonyme à capitaux presque entièrement français et contrôlée à 70 % par Paribas. Installé sur 4 hectares dans l'île des loisirs du Cap d'Agde, il est la troisième tranche d'un programme d'aménagement touristique de la ville et a nécessité un investissement initial de 40 millions de francs.

A l'abri des dunes maritimes, à 200 mètres de la mer, on a asséché les marais et totalement remodelé la topographie du lieu pour bâtir de nombreuses attrac-

tions aquatiques. C'est bien sûr au cœur de la saison touristique, en gros pendant six semaines à cheval sur les mois de juillet et d'août, que les visiteurs sont les plus nombreux.

Aux six employés hors saison s'ajoutent alors plus de cent employés saisonniers, la population du Cap d'Agde passant, elle, de 13 000 à 150 000 personnes.

Les promoteurs d'Aqualand ont cherché d'abord à recréer une ambiance typiquement tropicale. Dans ce cadre, ils ont aménagé trois bassins d'eau douce, dont la température est maintenue en permanence à 28-30 degrés.

Les « vedettes » du parc sont notamment trois toboggans géants de 15 mètres au sommet, aux noms appétissants : « Niagara », dont on dit qu'il est interdit aux cardiaques, « l'Anasconda », sorte de parcours de bobsleigh que l'on effectue à plat ventre, à l'air libre ou dans de mystérieux tunnels, et « le sommet de Cap d'Agde ».

Une piscine à vagues, propulsée toutes les dix minutes, et,

pour les plus petits, une « pataugeoire » agrémentée de balançoires, mini-toboggans, chemins d'eau, sources chaudes et grottes psychédéliques, complètent l'ensemble.

Plus loin, dans l'enceinte du parc hermétiquement close, au lieu-dit « la plage », les visiteurs s'essaient à grimper le long de « montagnes molles », en clair d'énormes boudins flottants, arrosés par une mer artificielle reliée à la « vraie » mer par un système d'importants canaux. Juste à côté, les plus hardis pourront jouer les Tarzans en herbe dans le « parcours du combattant » et survoler à l'aide de lianes un sautoir à l'aveugle.

Toutes ces attractions sont proposées pour un forfait journalier de 30 francs (40 francs pour les groupes et les moins de douze ans). Difficilement accessibles — le succès d'Aqualand est tel que les files d'attente s'allongent inexorablement au pied de chaque attraction. Même si les vacanciers font preuve d'une patience remarquable, les promoteurs du parc ont voulu réduire ce temps d'attente et ont donc construit un nouveau jeu qui sera lancé dès cette saison : la « rivière rapide », long chemin d'eau que l'on descendra juché le mieux possible sur de grosses bouées en tentant de négocier au mieux les nombreuses courbes de ce parcours serpentin.

Le parc ne serait pas complet s'il ne comprenait plusieurs aires de repos, à l'abri de l'agitation, un restaurant self-service, des bars et des boutiques vendant des vêtements de sport et des gadgets, le tout très US style.

Jean-Pierre Durand, le jeune directeur d'Aqualand puisqu'il n'est âgé que de trente-neuf ans, espère bien mettre à profit son expérience toute neuve et au bout du compte très positive pour lancer de nouveaux projets. Il prospecte déjà sur la Côte d'Azur, du côté de Toulon et de Fréjus, pour installer le jumeau de son parc languedocien. Et faire la preuve de la bonne santé de son affaire.

**A** Tarcenay, dans le Doubs, un petit village paisible de 462 habitants, à peine troublé par la nationale qui conduit de Besançon à Pontarlier, Tarcenay et son maire ont bien ri quand, au début de l'année dernière, deux garçons pleins d'entrainement sont venus leur dire qu'ils rêvaient d'installer là, sur les pentes d'une petite colline boisée, un parc d'attractions de 60 hectares qui attirerait 3 millions et demi de visiteurs chaque année en créant 600 emplois. Tarcenay et son maire se sont demandés s'ils avaient affaire à des farfelus ou à des farceurs montant un canular grandiose.

Il est vrai que Jean-Louis Bernard et Alain Mathie, les

Après avoir invité toute la population à visiter Europa-Park, en Allemagne, Jean-Louis Bernard et Alain Mathie ont maintenant en poche cinquante-cinq promesses de vente de terrains. Ils considèrent avec satisfaction les résultats de la consultation publique organisée spontanément par le maire et qui, pour l'instant, ne fait apparaître aucune opposition de la part des habitants. Tout juste si quelques-uns se demandent si la tranquillité de leur village ne se trouvera pas menacée. Mais les promoteurs, qui ont pris contact notamment avec la délégation régionale à l'architecture et à l'environnement, sont disposés à engager toutes les études nécessaires. Etudes d'impact ou autres : ils en ont

### DIRECTION TARCENAY

promoteurs du projet, ne représentaient qu'eux-mêmes. L'un plaçait des contrats de franchise chez les commerçants, à Besançon ; l'autre faisait de la vidéo à Pontarlier quand l'idée leur est venue de monter une affaire du type Disneyland ou Europa-Park. « Les loisirs », disent-ils, c'est le bon créneau pour les trois décennies à venir, et il y a, en France, la place pour sept ou huit parcs d'attractions.

Ils ont regardé ce qui se faisait ailleurs, amassé une abondante documentation et commencé leurs calculs. En partant de la constatation que 14 millions de touristes étrangers transitent chaque année en Franche-Comté et qu'un parc d'attractions va chercher sa clientèle dans un rayon de 300 kilomètres, englobant ici une bonne partie de la Suisse toute proche, ils en ont conclu que ce petit village du massif jurassien à peine distant d'une quinzaine de kilomètres de Besançon, donc de l'A-36 et du TGV, constituait un site intéressant. Intéressant en raison de sa situation, mais intéressant aussi en raison du prix du terrain.

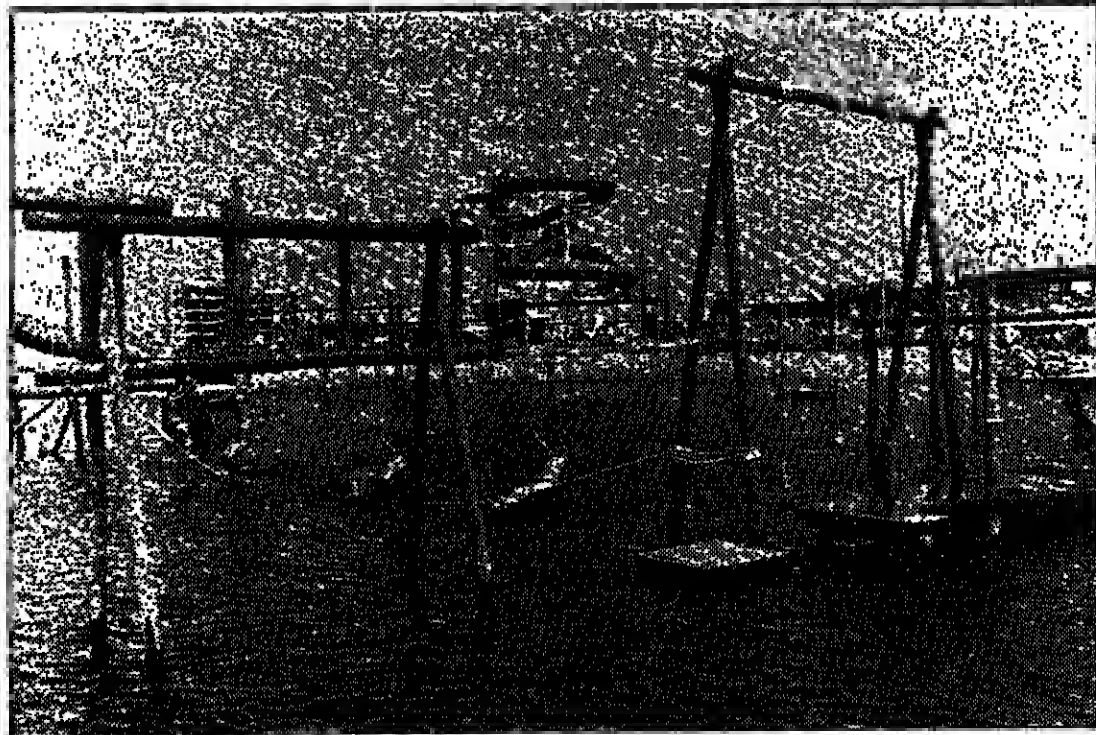
dressé la liste. Elle comporte soixante-deux chapitres.

On en est là du projet. Pour financer ces soixante-deux études, il faut 8 millions de francs, et les promoteurs n'ont, en capitaux propres, réuni que 600 000 francs. Quant à la réalisation du parc lui-même, elle coûtera environ 520 millions de francs.

« Nous voulons faire un parc qui s'inspire des Américains pour la gestion, mais dont le contenu sera au goût français », assurent les deux compères. Futura-Park aurait, comme tous les parcs d'attractions, des manèges géants et son train, des cascades et des marchands de frites. Mais on trouverait à côté des pistes de karting, d'aéroglosses ou de motocross, un ensemble scientifique et floral avec reconstitution des différents climats de la planète par la faculté des sciences naturelles de Besançon. L'Institut national de la recherche agronomique ferait pousser des fleurs et des légumes géants.

Chiffre d'affaires espéré : 360 millions de francs par an...

CLAUDE FABERT.



CHRISTIAN VALLOU/ANAPPA

par Christian-Luc Parison

habitants de Karlsruhe, ils viennent en voisins. « Nous rayonnons sur 200 kilomètres dans une région où les gens ont de l'argent », estime Martin Schmieder, le directeur des relations publiques du parc. Les chiffres semblent confirmer ses observations. De 1975, année de l'inauguration, à 1984, le nombre annuel des visiteurs est passé de 250 000 à 1 200 000. Et la saison ne dure que six mois et demi, du 30 mars au 20 octobre. La plaine rhénane ne bénéficie certes pas du climat californien, mais, en été, il n'est pas rare de comptabiliser 20 000 entrées le dimanche. Or les attractions peuvent accueillir au total 24 000 personnes à l'heure.

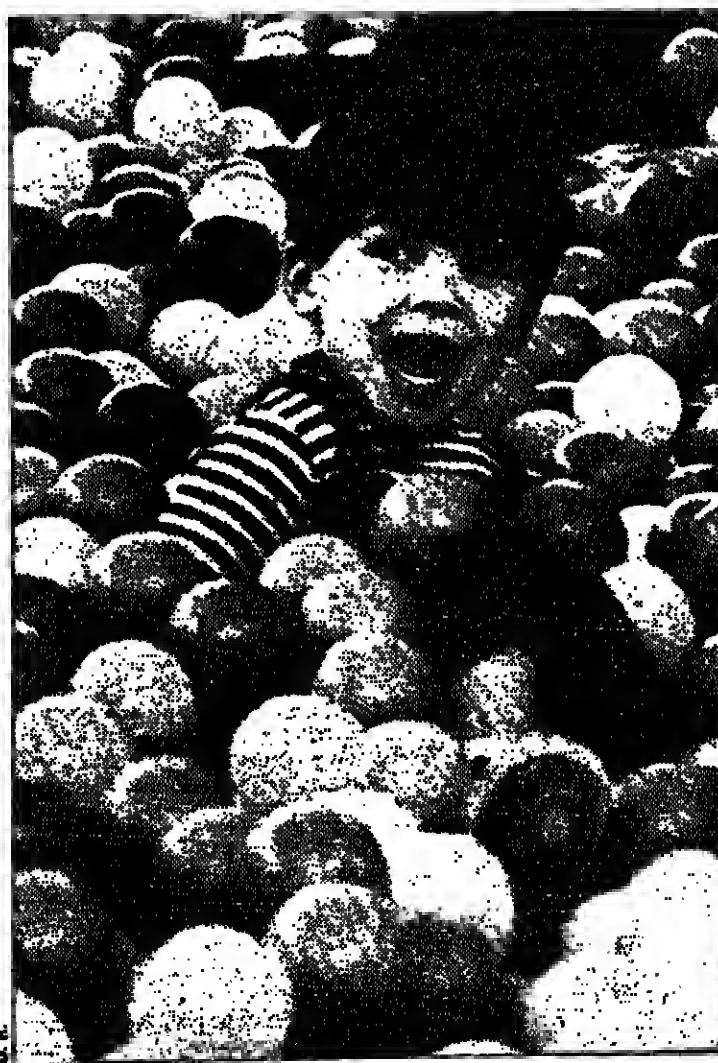
Europa-Park s'est développé autour du vieux château de Balthazar, où résidait, depuis 1442, la famille Boecklin. Endormie dans la journée, la bâtisse se réveille le soir pour un « festin des chevaliers », au son d'un orchestre moyenâgeux. Dehors, de l'eau partout. Des fontaines, des bassins, des cascades, des jeux d'eau. La Kelt, une petite rivière qui traverse le domaine avant de se jeter dans le Rhin, a été domestiquée. Ses « affluents » desservent les plans d'eau pour la pêche ou le canoë-kayak. Sur le « grand lac », les bateaux à roue vous invitent à une promenade en Louisiane ; à moins que vous ne préfériez les radeaux finlandais. Pas de risque, là non plus. Les embarcations

connaissent le chemin. Elles sont guidées électriquement et vous font pénétrer, à la fin du voyage, dans la « grotte aux pirates »...

#### Sur la « piste de Monza »

Sur terre, sur l'eau ou dans les airs, tout paraît possible à Europa-Park. Il suffit de s'installer et de se laisser emporter. Les amateurs d'émotions fortes sont servis. Si la promenade en rondins, avec plongée finale dans un bassin écumant, ne leur suffit pas, ils peuvent apprécier les vertus de la force centrifuge sur le parcours du petit train du Far-West ou se jeter dans les circonvolutions insensées du circuit de bobsleigh. L'attraction est d'inspiration suisse, mais les hurlements stridents des passagers résonnent dans toutes les langues. Europa-Park, ça décoiffe.

Pour les enfants, la conduite de vieux tacots ou de bolides de formule 1 sur la « piste de Monza » constitue un souvenir exceptionnel. Pas de danger, les coups de volant maladroits sont corrigés par un rail central qui se charge de remettre le véhicule dans la bonne direction. Et si, après les frissons de la promenade en train fantôme, on éprouve le besoin de souffler un peu, une terrasse vous accueille. Sur la piazza du village italien, par exemple. Pas de problèmes de change, ici, toutes les monnaies ont cours.



Tout près, la fée continue. La « bonbonnière », par exemple, ressemble à une entrée du métro parisien. Mais, en haut de l'escalier, c'est un voyage vers le ciel qui est offert. En moins de trente secondes, une nacelle emporte les visiteurs au sommet d'une tour de 75 mètres. Pendant que l'ensemble tourne pour offrir une vue panoramique sur la région (d'un côté les Vosges, de l'autre la Forêt-Noire), la stéréo diffuse une chanson, *Au-dessus des nuages*.

« C'est magnifique ! » Une famille de Meridionaux s'enthousiasme en apercevant Strasbourg dans le lointain. Comment des Provençaux jugent-ils ce parc d'attractions unique ? « On s'y amuse beaucoup. Les parents autant que les enfants. Et puis, c'est propre partout. Ici, on ne trouve pas de papiers gras sur les pelouses ! »

Alors que l'allée des Contes de fées rend hommage aux frères Grimm, à l'occasion du bicentenaire de leur naissance, l'Europa-Park-Halle, où l'on projette des films à 180 degrés, adresse un clin d'œil au cousin américain. Sur l'écran, en première partie, un dessin animé des années 30 :  *Mickey patineur*.

L'aspect didactique des loisirs n'est pas négligé. Pour les cent cinquante ans des chemins de fer allemands, une grande exposition retrace les moments les plus prestigieux de cette aventure. Dehors,

on grimpe dans une vieille loco à vapeur histoire de jouer les Gaby dans la Bête humaine. Fratriques, les Mack ont aménagé pour la visite la turbine à eau de 150 kWh qui fournit une partie de l'alimentation électrique du parc. Les enfants disposent ainsi d'un descriptif technique et de son application.

Le clon de la journée, à Rust, ce sont les dauphins. Les enfants les adorent, les adultes aussi. Trois spécimens se livrent à un show hilarant dans le bassin d'eau de mer et s'attirent les applaudissements. Comparés aux otaries grassouillettes et comiques, ils ont de la grâce et de la souplesse. Et ils semblent sourire constamment. Comme les visiteurs d'Europa-Park.

Europa-Park est situé à Rust (RFA). Pour s'y rendre : de Strasbourg-Néel, prendre l'autoroute A-5 Karlsruhe-Basel, sortie Ettlingen.

Passages aux frontières de Cersheim, Rhinau et Marckolsheim, prendre la direction Kappel et Rust. De Neuf-Brisach/Breisach, prendre l'autoroute A-5 Basel-Karlsruhe, sortie Ettlingen.

Ouvert du 30 mars au 20 octobre inclus, tous les jours, de 9 heures à 18 heures. Juillet et août : de 9 heures à 19 heures.

Prix d'entrée : adultes, 15 DM ; enfants (4-11 ans), troisième âge et handicapés, 13,50 DM. Prix de groupe à partir de vingt personnes, 12,50 DM.



# DISNEY INVENTE ET GAGNE

**par Henri Pierre**

*Dans la mère-patrie des parcs d'amusement, cette activité occupe près d'un million d'employés et les 370 sites ont recueilli, en 1983, 2,3 milliards de dollars de recettes.*

**Le modèle reste Disneyland  
qui aura trente ans cette année.**

**L**E 17 juillet prochain, Disneyland célébrera son trentième anniversaire. La fête s'étendra sur des dizaines d'hectares, marquée par des parades, avec la participation d'innombrables orchestres, et illustrée par la présence de nombreuses vedettes du petit et du grand écran. Un nouveau hall « Galaxy » permettra à des milliers de jeunes de danser dans une atmosphère futuriste, mais les vieux « Mousketers » n'ont pas été oubliés. Au début de cette année, Mickey, Minnie, le chien Pluto et Donald le canard ont procédé à l'inauguration d'un ordinateur géant qui distribuera des cadeaux pour fêter la trentième saison du « royaume magique ». On attend le deux cent cinquante millionième visiteur...

Disneyland reste à coup sûr le plus important et le plus influent des parcs d'attractions américains. Mais il fait surtout figure de père fondateur de cette « institution ». L'Association internationale de parcs d'amusements et distractions (IAAPA) précise que ses adhérents — les grands parcs — sont au nombre de 450 répartis dans 38 pays. Sur ce total 370 sont américains. A l'instar de Disneyland, la plupart offrent des attractions orientées sur un thème. Ils retracent, par exemple, diverses péripéties de l'histoire américaine, dont, bien entendu, la ruée vers l'Ouest, que les visiteurs revivent dans un train qu'attaquent les Indiens.

Le nouvel ensemble d'Espôt (prototype expérimental de la cité de demain) ajouté au Disney-world de Floride au prix de 1 milliard de dollars, est quant à lui parsemé de pavillons futuristes. On peut embarquer dans une capsule spatiale et vivre dans un centre ultramoderne de communication électronique... Palais italien.

temple japonais, réplique de la tour Eiffel, pubs anglais, c'est le tour du monde en quelques heures. Machine à remonter le temps : la frêle vierge préhistorique montre un dinosaure géant surgissant d'un lac. « Nous voulons distraire et enseigner à la fois », disent les organisateurs.

Distraire reste cependant la préoccupation prioritaire. Ainsi, en plus des innombrables sceni-railways portant des noms accrocheurs comme « le Roi cobra », « la Bête », « le Cyclone », « le Grizzly », « Monsieur le Nade », en plus des petits trains, des toboggans, des rivières magiques, des autos tamponneuses et des cascades, les parcs offrent de nombreux spectacles de variétés. Les prix d'entrée sont en moyenne de 15 dollars, donnant un accès illimité à toutes les attractions.

A partir d'une vieille tradition s'est développée une industrie dominée aujourd'hui par de grandes entreprises contrôlant plusieurs parcs dans divers Etats. Les premiers datent de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Pour égayé les sites de pique-nique aménagés près de leurs terminus, les compagnies de trolleybus commencèrent à installer des montagnes russes. Ces petites entreprises vivroient, mais progressivement elles attirèrent un nombre de plus en plus grand de visiteurs et surtout d'investisseurs.

## La révolution des années 50

Dans les années 50, Disneyland a révolutionné tout cela en élargissant le marché au-delà des jeunes. L'idée-choc fut d'attirer aussi les parents pour offrir des amusements pour tous les âges. Aujourd'hui, les parcs reçoivent aux Etats-Unis plus de visiteurs que tous les matches de football et de

baseball ne réunissent de spectateurs. Il s'agit bien maintenant d'uo big business. En 1983, l'industrie des parcs d'attractions employé 971 000 personnes, dont une nette majorité de jeunes. Elle a contribué pour 2,5 milliards de dollars au produit intérieur brut. Sans parler des bénéfices annexes tirés par les collectivités locales de l'afflux des visiteurs, les parcs représentent une source importante de revenus pour l'Etat fédéral. Un exemple : en 1983, le parc King's Dominion, en Virginie, a payé plus de 750 000 dollars d'impôts. Il est vrai que les parcs d'attractions attirent les foules. Fréquentation moyenne pour chacun des « grands » : deux millions. Le record appartient toujours à Disneyland, qui reçoit entre dix et treize millions de personnes.

Diverses raisons expliquent cet immense succès : d'abord la variété et la nouveauté des attractions ; ensuite et surtout, le développement du temps libre et des reve-

nus. Enfin, un changement d'attitude des jeunes. Daos les années 60, ils refusent de se distraire avec leurs parents. La nouvelle génération paraît réconciliée avec papa et maman.

### Terrains pour l'exercice

Autre constatation : quand la situation économique s'améliore, la récréation familiale augmente... D'autre part, le nombre de femmes mariées qui ont des enfants et qui travaillent a sensiblement augmenté aux Etats-Unis. Le pourcentage de celles ayant des enfants de six à dix-sept ans est passé de 39 % en 1960 à 63,2 % en 1982. Or, il est admis que les revenus des femmes qui travaillent sont employés à des dépenses non essentielles comme celles des loisirs.

Les parcs répondent aussi au besoin d'un nombre croissant

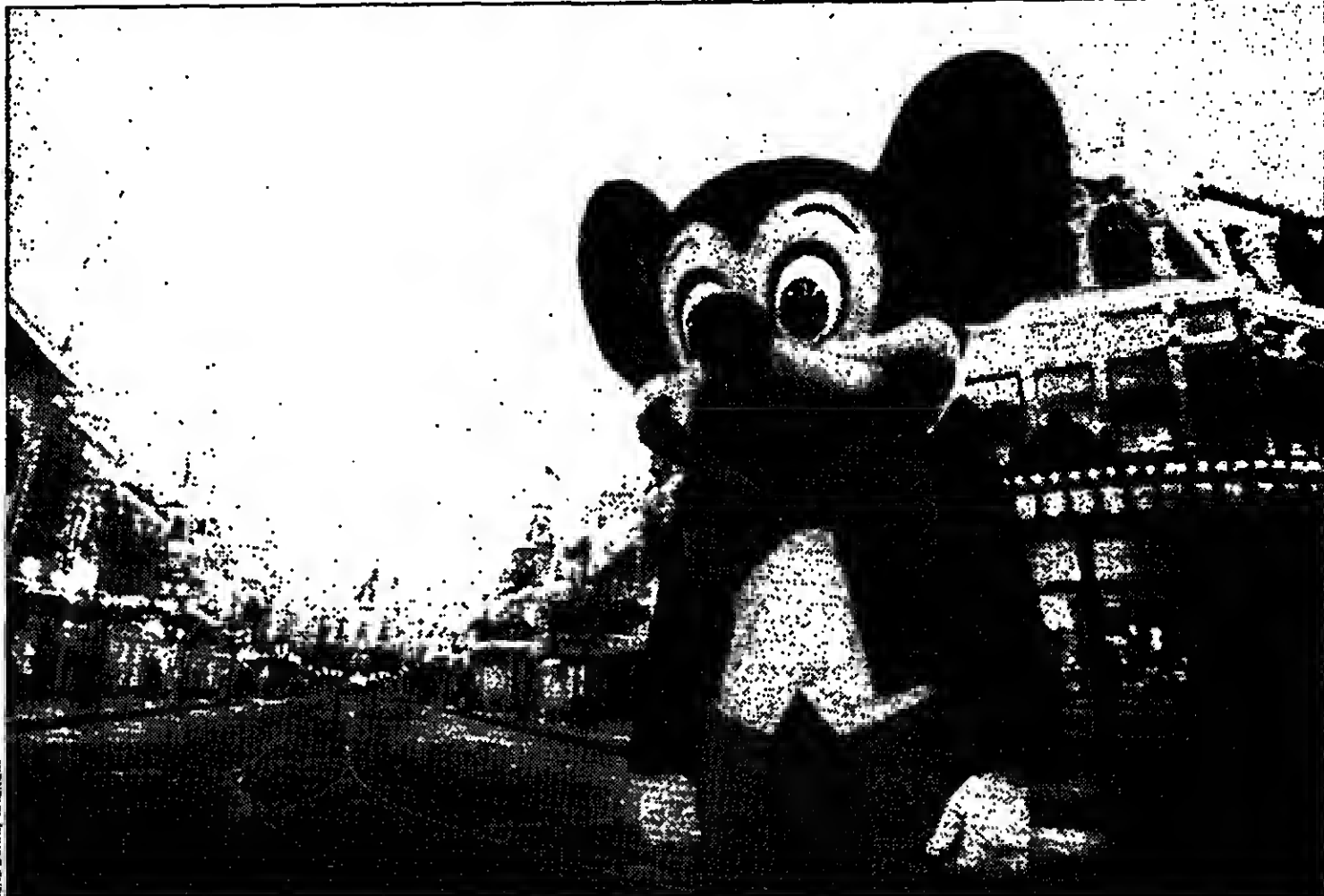
d'Américains d'accomplir un exercice musculaire. D'où l'essor des parcs nautiques où les attractions exigent un effort physique des utilisateurs comme, par exemple, piloter un radeau dans la descente d'un rapide artificiel...

Pour le moment, les résultats financiers des parcs sont positifs. Les revenus sont passés de 175 millions de dollars en 1963 à 580 millions de dollars en 1977 pour atteindre 2,3 milliards de dollars en 1983.

Les stations avec la puissance publique sont réduites au minimum. Quelques collectivités locales sont propriétaires et gestionnaires de parcs d'attractions mais, pour la plupart, les autorités se limitent à délivrer les permis de construire. Néanmoins, une douzaine d'accidents mortels en 1983 (dus en majorité à l'imprudence des visiteurs) a stimulé au Congrès un mouvement visant à renforcer la surveillance des autorités locales. Aujourd'hui, vingt-

cing Etats seulement ont des lois sur la sécurité dans les parcs d'amusement. Ceux-ci paient d'ailleurs d'énormes primes d'assurance : 1 million de dollars par an. Avec les fabricants d'équipements ils ont été amenés à fixer des règles très strictes de sécurité et de contrôle. Conséquence : le nombre des accidents est infime. En moyenne on ne compte qu'un blessé grave sur deux millions cinq cent mille visiteurs et un mort accidentel pour quarante millions de visiteurs.

Rien, sinon une profonde récession, ne paraît devoir freiner l'essor de cette nouvelle industrie américaine. Elle a pris depuis peu une dimension internationale et travaille pour l'exportation. Plusieurs pays, à commencer par la Chine, ont pris contact avec les entreprises américaines en vue de créer leur propre réseau de parcs de loisirs. ■



## Le Disneyworld d'Orlando en Floride

# POLDERS A TOUT FAIRE

**T**OUT, ici, est artificiel. A commencer par le site même. Le parc de loisirs De Eindhoven est en effet bâti sur un polder, le Fieveland, récupéré sur le mer pour créer de nouvelles terres agricoles. Rien donc à l'horizon, désespérément plat et sans relief. Les quelques arbres qui nous chaviraient las nuages », comme dit joliment le prospectus. Comment diable les Hollandais, commerçants avisés, ont-ils eu l'idée de créer un centre de loisirs dans un site aussi déshérité ? C'est justement parce que c'est désolé, dit-on, que les ressources naturelles que nous devons créer à partir de rien, explique Marcel Tigelaar, le directeur des ventes des *center parks*, appellation courante de ces parcs. Nous sommes un petit pays sans relief, dit-il, mais nous avons des espèces de liberté à vous offrir.

De fait, le holding Sporthula Centrum Recreatie, dont le siège est à Rotterdam, n'a rien de l'association bénévole du type villages-vecances. Si l'on propose aux familles des bungalows, c'est du cinq étoiles, avec logement tout confort, cuisine équipée, télévision couleur et cinq télé-

coin salon avec cheminée (où l'on brûle des bûches artificielles de sciure agglomérée !). Raffinement suprême : les bungalows sont privés de téléphone. La famille en week-end est sûre de déteiler avec le bureau da Rotterdam, ou l'appartement d'Amsterdam, distante seulement de quarante kilomètres.

**Nature plus vraie  
que la nature**

Mais que peut-on bien faire sur cinquante hectares de polder transformés en parc de loisirs ? Tout, ou presque. Comme l'eau est partout, chacun des six « bungalows du De Eernhof » sous sautère, un cours d'eau ou barbotant canot, un cours d'eau — on peut se livrer là à tous les sports nautiques : voile, planche à voile, canotage dans les roseaux. Les fervents de hauteur peuvent même manœuvrer dans les eaux — devenues douces — du Zuiderzee, l'ancienne mer intérieure battue par les vents.

De Eemhof offre, bien sûr, tous les services de votre habitude.

notamment des courts de tennis et une salle de bowling « professionnelle ». Il dispose aussi d'un parc de 1 500 bicyclettes à louer (pour six cents bungalows !... nous sommes en Hollande...) pour les promenades « au vert ». Bien que le centre n'ait ouvert qu'en 1980, avec des plantations remontant au mieux à 1979, le parc dispose aujourd'hui de kilomètres de pistes cyclables en milieu artificiellement paysagé.

Ici une peupleraie déjà haute, là des bosquets de chênes ou de bouleaux encore nains, mais déjà fréquentés par les faiseurs – sauvages – du liège. Partout des poussettes à l'herbe, des pots de plantes d'arbres, des pots de plants enjambant un ruisseau, serré de canaux, de mares et d'étangs. On peut donc, sans quitter les limites du parc, faire des heures de promenade au milieu d'une nature certes entièrement recréée, mais accueillante. Les enfants peuvent s'y ébattre en toute liberté, sans craindre le rappel à l'ordre du gardien de square – il n'y en a pas ici. Et les retraités peuvent y marcher sans craindre la circulation (les voitures

savourer le vol des mouettes en s'asseyant sur l'un des innombrables bancs de bois disposés partout.

Mais la grande attraction des **center parcs** hollandais (il en existe sept aux Pays-Bas, un en Belgique, et aussi un en projet en France, près d'Evreux), est sans doute qu'il s'appelle le « **paradeo** » aquatique **subtropical**. Une immense cloche à fromage où, par une température constante de 29 degrés, chacun peut se livrer à son jeu favori : natation dans le bassin olympique, glissades le long du toboggan géant, relaxation dans la piscine à tourbillons, sauts dans les rouleaux de la piscine à vagues, « patouille » pour les plus péris dans l'attente d'un défilé de mannequins en bikini, indifférents aux intempéries.

Ce paradis artificiel permet aux Hollandais privés d'azur et de cocotiers d'oublier le stress des villes : il n'en coûte qu'un appel téléphonique au centre de réservation électronique et une somme

(un bungalow moyen pour trois nuits, du vendredi après-midi au lundi matin, soit environ 1 000 francs.

**Ouverts toute l'année**

La formule semble convenir à une clientèle de plus en plus nombreuse, qui vient aussi d'Allemagne, de Belgique et même de Grande-Bretagne. Actuellement, 20 % des clients sont des non-Hollandais, attirés par un peu de dépaysement et une qualité de vie typiquement néerlandaise : bonne organisation mais pas d'embarcadement à l'allemande, ni même d'animation à la Club Méditerranée.

Au centre parc, chacun s'organise comme il l'entend. On peut prendre tous ses repas chez soi ou pique-niquer dehors (si le temps le permet !), car un centre commercial offre sur place tous les produits d'alimentation. On peut aussi prendre pension dans un restaurant, ou encore aller dîner dans un snack ou une pizzeria, selon son humeur. Aucun loisir n'est organisé par le parc, qui

totale. Une formule intermédiaire entre le village-vacances (cinq étoiles) et le Club Méditerranée familial pour séjours-éclair.

Les *center parks* fonctionnent en effet toute l'année, mais pour des séjours très courts – trois ou quatre jours en moyenne. Le holding de Rotterdam annonce des taux de remplissage records (« Nos *sommes* pratiquement *complets* toute l'année ») : 7 millions de nuitées par an, correspondant à un 1 500 000 personnes. Pour ses 4 250 bungalows, il emploie 1 600 salariés à plein temps, plus des sociétés de nettoyage deux jours par semaine.

Le réseau des center parcs n'est pas le seul bâtisseur de parcs de loisirs aux Pays-Bas, mais il affirme être le seul à fournir dans tous ses centres les fameux « paradis aquatique subtropical », et même, dans l'un d'eux, une piste de ski artificielle. Les Hollandais ont peu de ressources touristiques, hormis les tulipes et Amsterdam, mais ils ont des idées. Et ils savent les vendre.

**ROGER CANS**

# ÉTRANGÈRE

[illegible]



# ENTRETIEN

## ÉTRANGÈRE, LIBRE ET CONQUÉRANTE

propos recueillis par Guitta Pessis Pasternak

**Doit-on avoir peur de « l'autre », se méfier de l'étranger ? Hélène Ahrweiler, athénienne et parisienne à la fois — « quelle avance et quelle chance », — répond et donne quelques « recettes » pour ne pas céder à la « frilosité » de la xénophobie.**  
Hélène Ahrweiler est, depuis trois ans, recteur de l'académie de Paris.

Guitta Pessis Pasternak. — N'est-il pas regrettable que l'on se méfie souvent de l'étranger à cause de sa différence, alors que pour le philosophe Eric Weil, « c'est l'autre tradition, celle de l'étranger, qui me tend le miroir fautive auquel je ne pourrais pas connaître mon propre visage ? »

Hélène Ahrweiler. — En effet, car l'étranger est le premier enrichissement que nous propose la vie en société. Dans l'esprit d'Eric Weil, il s'agit bien entendu du miroir qui reflète la conscience de soi, puisque c'est l'étranger qui nous permet de nous rendre compte de ce que nous sommes. Et, simultanément, en vous tendant le miroir, l'étranger entre lui-même en existence : c'est vous qui, en jetant un regard dans son miroir, le faites exister.

Il y a donc une vraie solidarité qui s'instaure entre l'étranger et soi. Tandis que l'obscurantisme xénophobe consiste à mépriser ce qu'on ne connaît pas et débouche sur l'oppression, dans la mesure où, lorsqu'on méprise ce qu'on n'est pas, on exige que l'autre devienne notre semblable en lui imposant la « vertu ». Or, ce processus introduit infailliblement le mécanisme du système totalitaire.

G.P.P. — Autrement dit, au-delà de son comportement juste, le xénophobe se prive de surcroît d'un enrichissement sans lequel il ne pourrait même pas progresser...

H.A. — Il adopte une attitude « frileuse », dans laquelle il s'appauvrit et se coule dans une médiocre sécurité. Finalement, s'assumer comme étranger, c'est traverser les frontières, les transgresser, et donc faire acte de liberté. A partir du moment où l'on a produit ce premier acte de courage, on est pleinement conscient d'avoir maîtrisé son libre arbitre.

S'assumer comme étranger est donc un mariage d'amour, alors que celui qui s'enferme dans son carcan, en-dehors de « l'étranger », fait un mariage de raison. En revendiquant le statut d'étranger, en transgressant les normes et les épures, on est projeté hors de soi, on se développe dans une perspective qui vous ouvre une tout autre dimension.

### L'émotion dans une autre langue

G.P.P. — Avez-vous donc délibérément choisi d'être une grecque, c'est-à-dire une étrangère à Paris ?

H.A. — Absolument. Il y a même dans ce choix une dimension très orgueilleuse, car, comme tous les Grecs, j'ai été imbibée d'une culture ancestrale, croyant être porteuse d'un patrimoine universel. Or, en abandonnant cet héritage pour vivre ailleurs, j'ai fait un acte de liberté totale : plus même : un acte égoïste, puisque j'ai choisi le meilleur endroit où je pouvais enrichir l'acquis : Paris — la nouvelle Athènes. C'était donc pour moi choisir une culture parfaitement complémentaire à la mienne, aller vers un étonnant ressourcement. Me voici Athénienne et Parisienne à la fois, quelle avance et quelle chance.

G.P.P. — Quelle est l'interfécondation entre ces deux cultures ?

H.A. — Enfant, je rêvais d'être ingénieur, de devenir constructeur de ponts, je voulais agencer l'espace et passer d'une rive à l'autre, car c'était une certaine façon, aussi, conquérir l'étranger.

Il s'agissait d'aller en face, en maintenant le passage, la possibilité du va-et-vient. Le « pont » était l'image même de la liaison entre le soi et l'ailleurs, un ailleurs qui amenait toujours plus loin. Être vraiment étranger, c'est récupérer l'espace de l'autre en faisant un acte de conquête. Ainsi, je ne suis pas seulement libre, mais conquérante !

G.P.P. — En quoi votre culture grecque a-t-elle été modifiée par le nouvel éclairage que la culture française vous a permis d'acquiescer ?

H.A. — Cette question est très importante et a de multiples facettes. D'un côté, j'ai pris mes distances par rapport à ma propre culture : j'ai perdu le triomphalisme lié au sentiment de sécurité, de tradition, et j'ai pu ainsi donner à ma culture d'origine sa vraie dimension, ce qui est essentiel. De l'autre côté, en éclairant de regard français, j'ai mieux compris sa pérennité.

Le fait que des notions comme « théâtre », « philosophie », « enthousiasme » gardent, dans presque toutes les langues du monde, leur origine grecque prouve l'importance des inventions de cette culture antique, qui m'avait nourrie dès l'enfance.

G.P.P. — On revient ainsi à ce que disait Sanssou, à savoir que chaque langue véhicule une autre vision du monde ; l'étranger, qui maîtrise forcément plusieurs langues, ne possède-t-il pas — d'office — une compréhension accrue du monde ?

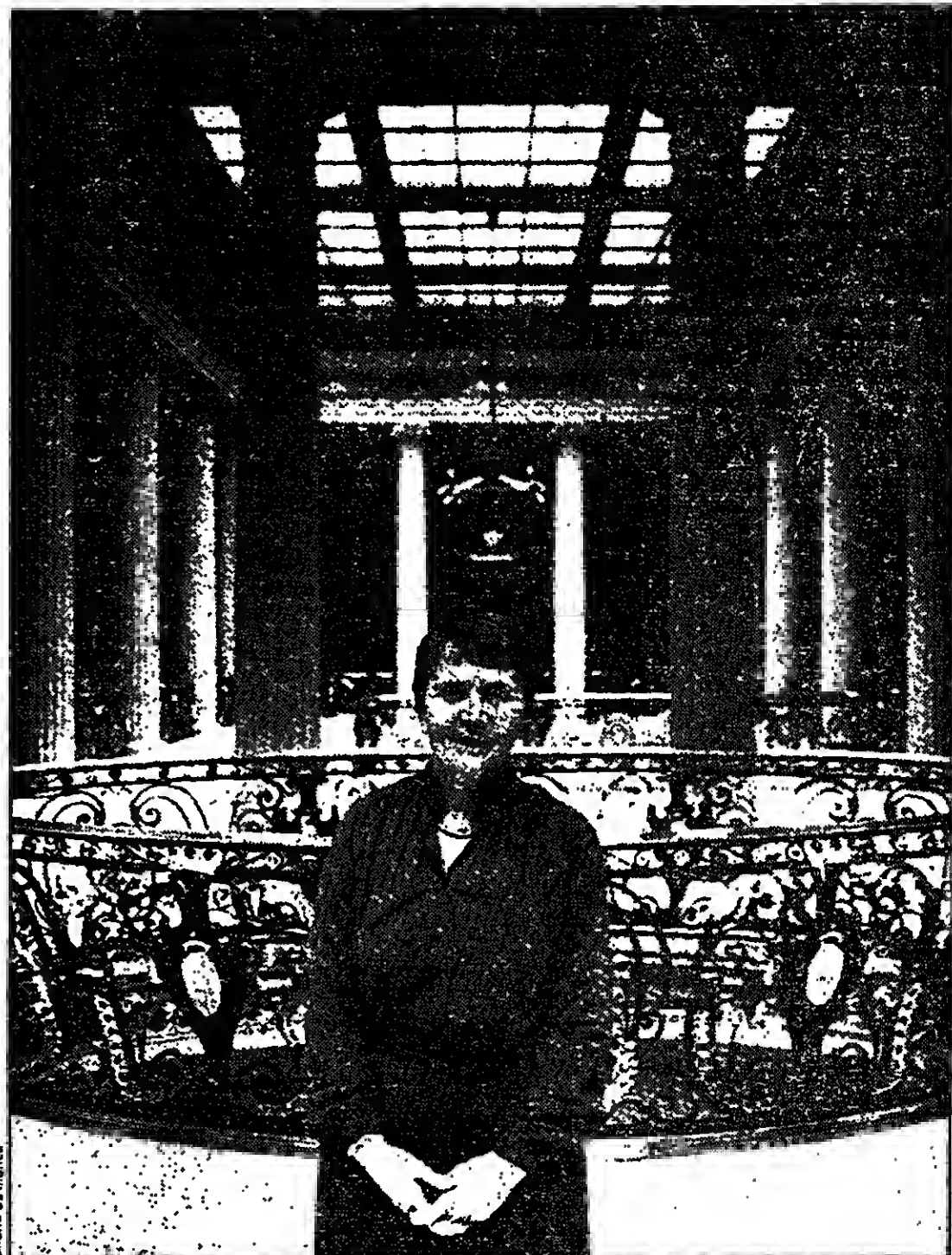
H.A. — C'est absolument certain, et j'en fais l'expérience à propos, non seulement de grec et de français, mais aussi de l'anglais ou de l'allemand. A partir du moment où j'éprouve une émotion dans une autre langue, je sens que mon « territoire » affectif et intellectuel s'agrandit, non seulement conceptuellement, mais d'une manière vécue. Le « monde décentré » ne doit pas être une idée, mais une réalité tangible ; et celle-ci ne peut se matérialiser que si vous pouvez, par un mot, par un geste, élargir votre domaine de compréhension.

J'ai même plus loin : la peur naît lorsque le monde que vous dominez change et échappe à votre maîtrise. C'est l'inaccessible qui engendre la crainte : posséder plusieurs langues vous donne un plus large espace de sécurité, de certitude, d'assurance, parce que vous utilisez un large éventail de communication avec les autres.

G.P.P. — Justement, la maîtrise de plusieurs langues vous confère une façon d'être qui fait que, même lorsqu'on va dans un pays dont on ignore la langue, on possède d'emblée une plus grande capacité d'adaptation, qu'une personne qui ne vit que dans une seule culture...

H.A. — Je ne pense pas que c'est dû uniquement au fait de parler plusieurs langues, qui permet cette possibilité de communication, mais au fait même d'avoir accepté de vivre, même chez soi, en étranger. A partir du moment

« Enfant, je rêvais d'être ingénieur, de devenir constructeur de ponts, je voulais agencer l'espace et passer d'une rive à l'autre, car c'était une certaine façon, aussi, conquérir l'étranger. »  
« Il s'agissait d'aller en face, en maintenant le passage, la possibilité du va-et-vient. Le « pont » était l'image même de la liaison entre le soi et l'ailleurs, un ailleurs qui amenait toujours plus loin. »



rendre connu l'inconnu, familier l'étranger.

### La révolte comme élément créateur

G.P.P. — Certains sociologues estiment même que les grands inventeurs — comme Marx, Freud ou Einstein — ont produit leurs exceptionnelles découvertes justement parce qu'ils vivaient à cheval sur plusieurs cultures, possédant ainsi un système de références plus riche.

H.A. — Les gens capables de se doter de plusieurs références — quitte à en payer la note, — sont, en effet, plus aptes à créer. Que font les artistes ? Ils abandonnent le modèle de jadis pour arriver, à travers un antimonde, à forger

une nouvelle forme qui elle-même deviendra classique et traditionnelle. On peut donc transgresser les normes, traverser les « frontières » sans être nécessairement porteur d'une double culture.

Je crois profondément aux hommes multidimensionnels ; c'est donc presque un privilège d'être étranger, parce qu'alors vous êtes né d'office pluriel et multidimensionnel. Mais les grandes inventions artistiques ou scientifiques ne sont pas obligatoirement le fait d'étrangers. Je crois beaucoup plus à la force de la « révolte » comme élément créateur qu'à l'étrangéité en tant que telle. Quand Camus écrit *L'Étranger*, il ne parle pas d'un étranger par rapport à une culture ; on est toujours l'étranger de quelqu'un. La question n'est donc pas d'être ot étranger, mais d'avoir décidé de l'être : il est plus courageux d'être étranger dans son propre pays que d'utiliser l'alibi d'une étrangéité naturelle.

G.P.P. — Vous qui aimez les gens multidimensionnels, vous sentez-vous d'emblée plus à l'aise avec les étrangers ?

H.A. — Absolument. C'est une question de présence, de disponibilité et de curiosité : « Le bonheur entre avec l'étranger », a dit Victor Hugo.

G.P.P. — A quoi reconnaissez-vous ces qualités ?

H.A. — A une personne qui a d'elle-même une idée qui n'exclut pas l'entrée dans son univers de l'image de l'autre. Autrement dit, chez quelqu'un dont les yeux reflètent votre propre visage. Quelqu'un qui ne s'esquive pas. Si vous ne tournez pas la tête, vous acceptez l'autre dans son entière dimension, et vous le comprenez parfaitement : par le comportement, par les mots, et surtout par le descripteur créateur. Alors que

les gens sophistiqués sont tout le contraire de cela : ils portent un masque même vis-à-vis d'eux-mêmes. Et, à force de ne pas vouloir se connaître, ils deviennent deux fois étrangers : vis-à-vis de l'autre et vis-à-vis d'eux-mêmes.

G.P.P. — Mais pour revenir à l'étranger accueillant...

H.A. — Il n'est pas accueillant : il est là, les yeux grands ouverts et le regard droit, et à partir de ce moment-là, on sent que les mots et les gestes, même maladroits, seront justes !

G.P.P. — C'est ce que Lévinas appelle « la disponibilité totale à autrui »...

H.A. — Ou ce que j'appelle la présence ! C'est-à-dire que, lorsqu'on entre quelque part, on ne garde pas une partie de soi au « chaud », mais on se « donne » totalement. Dans mon pays, on dit que le visage, la présence, tranchent comme une épée : ça coupe ! Il n'y a donc pas à s'y tromper, je sais immédiatement à qui j'ai affaire, quelle sorte de chat j'ai à fouetter. Le véritable étranger est celui qui est constamment « ailleurs », sans que cet ailleurs soit un alibi. On ne peut pas ne pas s'enrichir à partir du moment où l'on sort du familier pour épouser l'étrange.

Mais attention : surtout, qu'on ne se « perde » pas, parce que l'étrangéité à la manière de Nerval, c'est-à-dire cette distance prise par rapport à soi, est telle qu'elle vous interdit l'ouverture et la présence et devient dangereuse. Il faut savoir faire face au défi constant dans le choix très dur et très acrobatique qu'on a fait en se situant comme étranger : être, c'est-à-dire toujours prêt à épouser la raison de l'autre. ■

### EN PARTANT DE BYZANCE

RECTEUR de l'académie de Paris depuis trois ans, Mme Hélène Ahrweiler est la première femme à occuper les somptueux bureaux de la Sorbonne. Pour cette petite femme vive et énergique, il n'y a pas de fonction réservée. Archéologue de formation, à une époque où une femme n'avait pas le droit de l'être, en Grèce, où elle est née, Mme Ahrweiler fait figure de pionnière en entrant, en 1966, à l'université de Paris pour enseigner l'histoire byzantine.

« Byzance était un Etat multi-ethnique, multi-culturel et pourant unitaire », explique-t-elle en parlant de sa passion. Jeune étudiante, elle s'insère d'abord à la philosophie à l'université d'Athènes. Mais, très vite, elle choisit l'histoire, « pour comprendre ». Elle décroche les diplômes aussi rapidement qu'elle apprend les langues étrangères. Diplômée de l'Ecole pratique des hautes études de Paris, docteur en histoire et en lettres,

elle entre en 1955 au CNRS. Elle n'a que trente ans.

De la recherche, elle passe à l'enseignement et dirige la département d'histoire de la faculté des lettres de Paris. Quelques séjours à l'étranger, et notamment à l'université Harvard, aux Etats-Unis, et le professeur revient dans son université de Paris-I, dont elle devient présidente en 1976. Très vite, elle met son énergie au service de son établissement, multipliant démarches et déclarations. La conférence des présidents d'université bénéficie aussi du dynamisme de la petite femme brune qui, malgré ses fonctions, garde son franc-parler.

Aujourd'hui recteur, Mme Ahrweiler continue de courir d'une inauguration à un colloque, sans oublier de se pencher sur les problèmes de l'échec scolaire dans certains quartiers de Paris. « Elle n'arrête pas », dit-on dans son entourage.



## HISTOIRE

# LA TRÈS SAVANTE AVENTURE DE L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE

**A**N VII de la République. Le désert d'Égypte. Encerclé par une attaque mamelouke, l'officier ordonne la formation en carré. Il hurle un « les ânes et les savants, au centre », qui, malgré les circonstances, fait sourire les hommes. Cette formule, sans doute moins célèbre que celle de Bonaparte aux Pyramides, symbolise pourtant davantage le climat de l'expédition d'Égypte. Une expédition qui restera marquée par les rapports ambigus entre soldats et savants, science et pouvoir.

Cent soixante-sept savants accompagnent les quarante mille hommes dans cette conquête d'une province turque, plaque tournante des relations commerciales anglaises avec l'Inde. Depuis le débarquement à Alexandrie, quelques semaines plus tôt, ils sont devenus les « têtes de Turcs » de la troupe. Cette-ci, harcelée et assoiffée, doit subvenir en attendant et en escorte à de jeunes diplômés des écoles d'ingénieurs de la République, apprentis archéologues enthousiasmés devant le moindre caillou. Pour ne rien arranger, les soldes des uns n'ont pas grand-chose à voir avec celles des autres. Alors, pour compenser, quolibets et sobriquets fusent. On surnomme ainsi le âne et les baudets locaux de savants et de demi-savants. « Les ânes et les savants au centre... »

Les souffre-douleur prennent patience. Conscients de leur rôle historique, ils supportent ce climat quelque peu anti-intellectuel de l'armée d'Orient avec toute l'assurance du jugement de la postérité. « Il arrivera que l'ouvrage de la commission des arts excusera aux yeux de la postérité la légèreté avec laquelle notre nation s'est pour ainsi dire jetée en Orient... Attendons tout et sachons souffrir ici patiemment », écrit le naturaliste Saint-Hilaire à son confrère Cuvier resté en France. Ce comportement, et la passion qu'ils déploient, malgré les revers de fortune de l'expédition, atténueront, du moins chez les gradés, l'hostilité. On verra même parfois pointer un peu d'admiration : « Nos privations ne semblaient pas les atteindre. Les ruines de l'Antiquité, auxquelles ils attachent le plus grand intérêt, les nourrissent assez », écrit, des Alexandrie, le tailleur de l'armée d'Orient Bernoyer à sa femme (1).

Si, à la base, le climat est quelque peu tendu, au sommet, à l'état-major, on fait assaut d'amabilité. Car, pour Bonaparte, la présence des savants d'Égypte signifie un objectif politique des plus précis. Dans sa « traversée du désert » égyptien, il mène une stratégie que répérera un siècle et demi plus tard un autre général : ménager plusieurs partis, rallier plusieurs lobbies pour une journée des dupes (celle d'un 18 Brumaire ou d'un 13 mai) où chacun espère « tirer les marrons du feu ». Et, parmi ces lobbies, l'Institut et ses figures les plus marquantes peuvent être un atout supplémentaire au jour « J ».

Depuis l'abolition des académies en 1793, l'Institut est le représentant de ce que l'on appelle alors l'idéologie. Nombre de ses membres les plus éminents cherchent l'homme providentiel capable, en cette fin de révolution languissante, d'incarner une république éclairée par le scientisme des Lumières. Bonaparte, lui-même membre de l'Institut, va répondre à merveille à cette attente, en faisant de l'Institut « sa maîtresse favorite », comme ironisent ses officiers.

### Ingénieurs, journalistes et antiquaires

Déjà durant la campagne d'Italie, il avait fait du mathématicien Monge un homme de confiance. N'est-ce pas lui qui fut chargé de rapporter au Directoire le traité de Campo-Formio ? Aussi, début 1798, quand le projet de l'expédition va voir le jour, c'est au même Monge, mais aussi à ses collègues, le physicien Berthollet et le mathématicien Fourier, que Bonaparte va confier le soin de recruter, en plus des interprètes : « drogmans » — de l'arabe tar-

**En juillet 1798, Bonaparte débarque à Alexandrie avec un corps expéditionnaire au milieu duquel sont blottis plus de cent cinquante savants qui vont tenter de décrypter l'Égypte. A Cannes, dans quelques jours, c'est Youssef Chahine qui avec son « Adieu Bonaparte » nous brossera le tableau — son tableau — des grandes phases de l'Expédition, à travers les thèmes, toujours d'actualité, des échanges entre l'Orient et l'Occident.**

gama, traduction — et des orientalistes, interprètes habituels, les « employés des administrations » nécessaires à l'entreprise scientifique qu'il souhaite voir développer en Égypte pour asseoir définitivement son image de protecteur des arts et des sciences.

Ignorants jusqu'à Malte, pour cause de secret militaire, la destination finale de l'expédition, astronomes, zoologistes, botanistes, minéralogistes avaient quitté sur-le-champ leur vie régulière du Muséum, leurs laboratoires, leurs bibliothèques ou leurs cabinets d'histoire naturelle. Mais aussi des peintres, des dessi-

retour en France. A ces trois périodes il faudra évidemment ajouter le travail en France qui va occuper encore des décennies plus tard d'entre eux pour réaliser la somme de « la Description de l'Égypte ».

Débarqués à Alexandrie en juillet 1798, sans connaissances du terrain ni projet scientifique préalable, abandonnés à leur sort par des chefs militaires préoccupés des combats militaires et des problèmes d'intendance, nos professeurs Tournesol ont vite fait de s'égayer. Ici, on commence un relevé de la ville, là, on glose sur la colonne de Pompée, ailleurs un

Caffarelli. Il était temps d'atteindre Le Caire.

C'est au Caire que Bonaparte pourra déployer toute sa stratégie de séduction. Il réquisitionne cinq palais de beys pour installer les différentes activités scientifiques. Mais, surtout, il crée, sur le modèle de l'Institut de Paris, l'Institut d'Égypte, constitué de quatre classes et de quarante-huit membres sélectionnés dans la Commission. La première séance a lieu le 25 août 1798. Après les échanges d'amabilités et de préséances, Monge devient président et Bonaparte vice-président, avec alternance tous les six mois. Bonaparte s'inscrit dans le collège des géomètres.

Il propose, impose, six thèmes de recherche aux diverses commissions : 1) « Les saurs employées pour la cuisson de l'armée sont-ils susceptibles de quelques améliorations sous le rapport de la dépense de combustible, et quels sont ces améliorations ? » 2) Existe-t-il en Égypte des moyens de remplacer le houblon dans la fabrication de la bière ? 3) Quels sont les moyens usités de clarifier et de rafraîchir l'eau du Nil ? 4) Dans l'état actuel des choses au Caire, lequel est le plus

s'opposer vivement un jour au médecin Desgenettes. Il s'impatiente et déclare : « Je vois bien que vous vous tenez tous par la main. La chimie est la cuisine de la médecine, et celle-ci est la science des assassins ! » Desgenettes le regarde alors fixement et lui répond : « Et comment définissez-vous celle des conquérants ? » Mais tout le monde, au sein de l'Institut, n'a pas son indépendance d'esprit, et Bonaparte en joue et s'en amuse. Ne va-t-il pas jusqu'à organiser des courses-escalades sur la Grande Pyramide entre son état-major et « ses » savants ? On y verra Monge, âgé de cinquante-trois ans, friser l'apoplexie pour faire plaisir au prince...

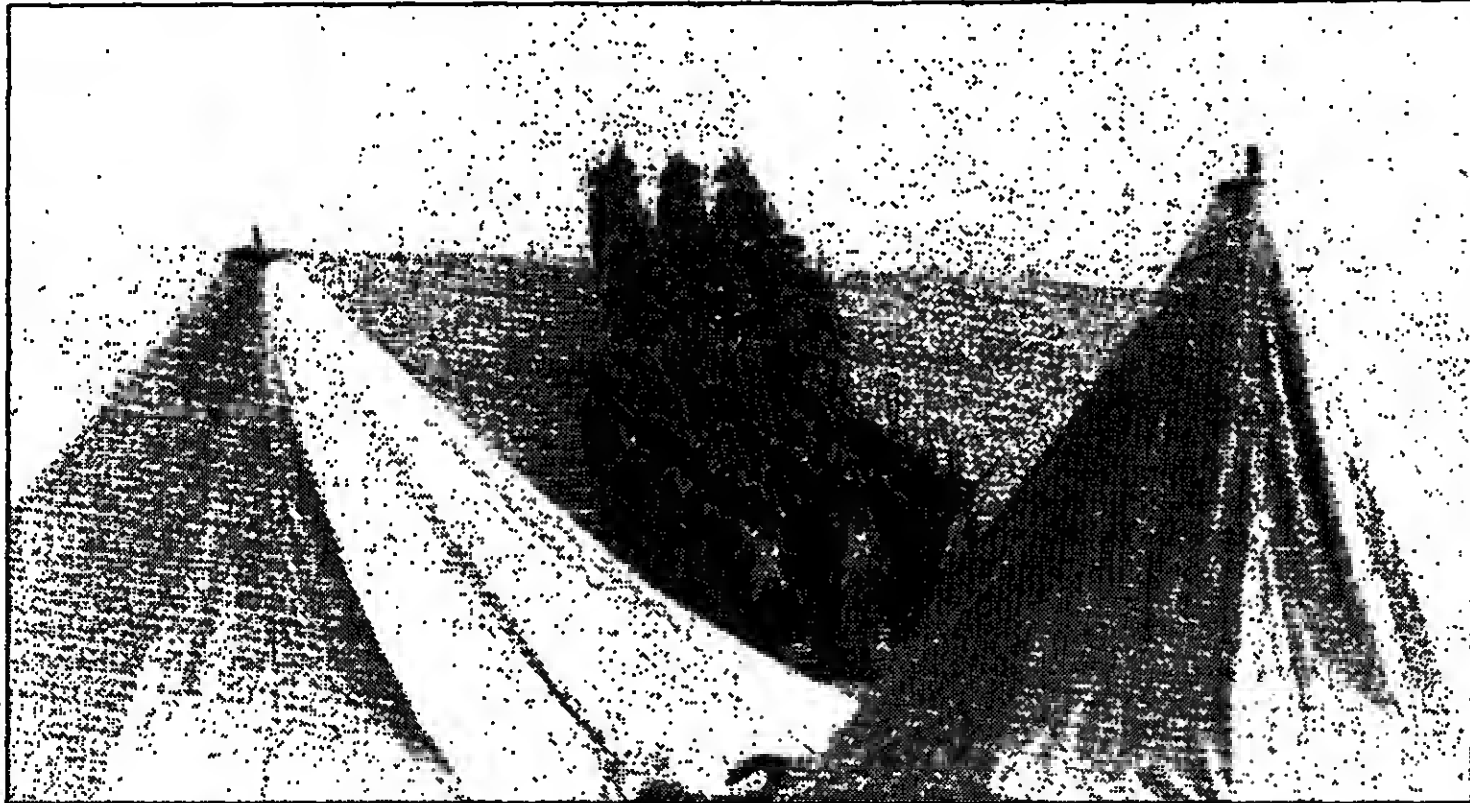
### Professeurs Tournesol et Diafoirus

Quant au gros de la troupe, lors de certaines séances publiques, elle voit l'occasion de conforter son scepticisme des débats vis-à-vis de ces « professeurs Tournesol », qui deviennent parfois de véritables Diafoirus. Ainsi de Bernoyer, déjà cité : « Le 10 janvier, je me rendis à l'Institut pour assister à une séance délibérative sur l'anatomie de l'autruche, cela dura près de trois heures. Nos savants se divisèrent en deux clans et parlèrent en détail sur toutes les parties du corps de l'autruche. L'objet de leur discussion reposait uniquement sur le fait de savoir si l'autruche était faite pour courir ou pour voler. Les uns défendaient la thèse de la course, et les autres celles du vol.

« Toujours est-il qu'après trois heures de délibération chaque partie resta sur ses positions : la séance fut donc levée sans accord. Cette discussion me parut tellement soignée que j'en fus désagréablement surpris. En plus, entendre des hommes d'esprit passer leur temps à se disputer sur un sujet d'une telle insignifiance m'exaspéra ! En la matière, je crois que le plus ignorant aurait pu mettre facilement nos savants d'accord en leur disant simplement que si la nature avait doté l'autruche de grandes jambes c'était pour courir, alors que pour voler elle lui aurait donné de grandes ailes (1). »

Dans le Grand Local, comme fut surnommé l'Institut, la bibliothèque avait plus de succès : dictionnaires, cartes, textes saints, encyclopédies diverses, impressions des lettrés arabes. Dans la résidence des physiciens et des médecins, on expérimente et on manipule. Après un temps de méfiance — ne s'y livrait-on pas à des pratiques de sorcellerie religieuse contre les prophètes en dépit des déclarations islamophiles du général révolutionnaire ? — on est ébahi par les transformations de matières obtenues par Berthollet. Poussant l'avantage, on tente d'organiser des séances d'épate à destination du petit peuple du Caire. Elles ne tournent pas toujours à l'avantage des occupants : ainsi des tentatives d'aérostat de Conté.

Une première démonstration a lieu le 20 novembre 1798. Dans son Journal (3), Jabarti, un des sept membres du Divan nommé par Bonaparte, décrit la scène : « Une heure après le Asr, — prière musulmane de l'après-midi — (vers 16 heures), on alluma la mèche, alors la fumée monta dans l'étoffe qui s'empli et se gonfla comme une sphère. La fumée montait dans l'étoffe, mais ne trouvant pas d'issue, elle l'attrait vers le haut. On tendit les cordes pour faciliter l'ascension de la sphère. Puis on les coupa. Alors la sphère monta en l'air, se déplaçant lentement suivant le vent. Puis, le cercle portant la mèche s'étant détaché, l'enveloppe en étoffe tomba, répandant quantité de papiers imprimés : la chute du ballon contraria les Français. »



Au pied des pyramides, Youssef Chahine a tourné en juillet 1984 *Adieu Bonaparte*, une super production franco-égyptienne qui retrace l'expédition d'Égypte (ci-dessus). Dans les rôles principaux, Patrice Chéreau, transformé pour l'occasion en Bonaparte, et Michel Piccoli qui réincarne son fidèle général Caffarelli (page de droite).

nateurs, des sculpteurs, des musiciens, des poètes, des journalistes, des antiquaires, des économistes ont joint le gros de la troupe constitué par les différents corps d'ingénieurs. Ingénieurs des ponts et chausées et des mines, ingénieurs géographes et ingénieurs militaires vont trouver en Égypte les premiers terrains de confrontation de cette guerre des corps si française, où chacun planifie sa carrière dès sa sortie de l'école : « Mon grade de l'école d'ingénieur datera de mon départ de l'école, de manière qu'au retour du voyage, j'aurai droit à des places à l'intérieur de la République », écrit Jollois à son père pour le rassurer (2).

Une telle expédition scientifique avait connu des précédents. La Pérouse, en 1785, avait organisé, pour les mers du Sud, un voyage de ce genre. Mais ici, tout fut préparé sans connaissance du but final, en rassemblant des équipes d'origines diverses. Seul le nombre des individus et la qualité du matériel et des bibliothèques pouvaient suppléer à l'improvisation. D'autant que, sur place, on subira les aléas du terrain militaire. Aussi la nature des travaux de la commission va suivre la chronologie des grandes étapes de la conquête et du repli : l'enthousiasme brouillon des débuts à Alexandrie ; la relative stabilité au Caire au sein de l'Institut d'Égypte ; enfin, après l'échec de l'expédition de Syrie et le départ de Bonaparte, Monge et Berthollet, en 1799, la dispersion des équipes et le piétinement avant le

ingénieur empaillé un oiseau avec un naturaliste.

### Clarifier et rafraîchir l'eau du Nil

Le tragi-comique de la situation n'échappe pas complètement à certains d'entre eux : « Quel beau sujet de caricature pour les Français qui rient de tout que de voir des savants à la colonne de Pompée, en mesurant péniblement les dimensions, et, au retour, cherchant avec avidité des citernes où ils puissent étancher leur soif en attendant qu'ils puissent satisfaire leur falm », confesse Jollois. Mais, lorsqu'après avoir goûté dans ces dérivés aux délices de l'archéologie, les chefs voudront remettre un peu d'ordre, on renâclera : « Cancrel reçoit l'ordre d'aller faire curer et approfondir le canal d'Alexandrie. Cette commission désagréable le contraria beaucoup. Monge et Berthollet cherchèrent à le persuader qu'il allait faire là une opération qui le mènerait à l'immortalité. »

Alors, à défaut de coordonner, on occupe : « Il est aisé de voir que les buts auxquels tendent toutes les demandes de nos chefs sont de nous donner cette couleur d'utilité », remarque l'un d'eux. Quitté à les affecter à contre-emploi : les ingénieurs mettent des scellés sur les biens des mamelouks, deviennent commissaires de guerre ou, à leur corps défendant, sont intégrés aux équipages des ponts de l'armée de

convenable à construire, du moulin à eau au du moulin à vent ? 5) L'Égypte présente-t-elle des ressources pour la fabrication de la poudre et quelles sont ces ressources ? 6) Quelle est la situation de la jurisprudence, de l'ordre judiciaire, civil et criminel, et de l'enseignement ? Quelles sont les améliorations possibles dans ces parties et désirées par les gens du pays ? » On est la séance devant ce véritable programme de gouvernement.

Dans les mois qui suivirent, tous ces thèmes font l'objet de communications dans l'ancien salon du harem d'Hassan Kachif. En feuilletant la *Décade égyptienne*, qui sert de publication à l'Institut, d'autres sujets apparaissent : les mirages, les chevaux arabes, la culture du riz dans la province de Damiette, l'amélioration de la culture du ver à soie, les fours à insémination artificielle des poulets, la couleur de la mer, le canal de Soues (sic), l'emploi de l'huile dans la peste ou autres « notes relatives aux appendices des raies et des squales extraits d'un mémoire sur les organes sexuels », par Geoffroy. Les réunions sont rendues publiques et auront lieu tous les cinq jours. Bonaparte supporte difficilement d'y faire de la figuration. Il voudra faire lui-même une communication, mais Monge l'en dissuadera, prétextant qu'un tel génie ne pouvait perdre son temps à des travaux si modestes.

Alors il interviendra dans les séances, allant même jusqu'à

### QUATRE ANS EN ORIENT

- |  |   |
|--|---|
| 19 mai 1798 : départ des troupes de Toulon et d'Italie.  | 25 juillet 1799 : victoire à Aboukir sur les Turcs.                 |
| 1 <sup>er</sup> juillet 1798 : arrivée à Alexandrie.   | 23 août 1799 : retour de Bonaparte en France.                       |
| 21 juillet 1798 : victoire des Pyramides sur les Mamelouks.  | 16 octobre 1799 : arrivée à Paris.                                  |
| 1 <sup>er</sup> août 1798 : destruction de la flotte française par les Anglais au large d'Aboukir. | 9 novembre 1799 : 18 Brumaire.                                      |
| 21 octobre 1798 : insurrection du Caire.   | 14 juin 1800 : assassinat de Kléber.                                |
| 15 février 1799 : bataille d'El Arich.   | Novembre 1801 : évacuation des troupes à travers le blocus anglais. |
| 17 mai 1799 : expédition de Syrie. Levée du siège de Saint-Jean-d'Acre.                            | 25 septembre 1802 : évacuation des derniers savants.                |

### CHAHINE LE TOL

« A... »

سكوا عن الزماني



# HISTOIRE

## D'ÉGYPTÉ

par David Mangin

Ce qu'ils avaient annoncé ne se vérifia pas. Ils avaient raconté qu'une sorte d'embarcation se déplacerait dans les airs grâce à la merveille de la technique, avec des passagers qui se rendraient au loin pour y faire des découvertes et en rapporter des informations. En fait, ce ne fut pas plus qu'un cerf-volant tel qu'en fabriquent les valets, les jours de fêtes publiques et de divertissement.

### On relève Le Caire on dessine, on empaille

Deux mois plus tard, il relate, toujours aussi sceptique, une seconde expérience : « Affichages d'une annonce sur le vol d'un aérostat au Birkat-El-Ezbekieh comme précédemment, ce qui n'avait pas été réussi. Les gens se rassemblèrent donc l'après-midi, l'aérostat s'éleva dans le ciel, dépassa les collines d'El-Ezbekieh, puis tomba. Si le vent avait été favorable, il aurait disparu du regard et le tour était joué, les Français auraient raconté que le ballon était parti pour de lointains pays. »

Mais derrière la propagande, et malgré le côté surréal de certaines séances de l'Institut, dans un Caire où le feu couvrait sous la cendre depuis l'insurrection du 21 octobre 1798 férocement réprimée, le travail s'accumule et s'organise : on relève Le Caire, on dessine, on chloroforme, on empaille, on analyse et on étend à l'Egypte entière les travaux.

Dès janvier 1799, en Basse-Egypte, dans le delta du Nil et à Suez, des expéditions sont parties. Une des grandes affaires sera la recherche des canaux ensevelis : le canal des Rois, du Nil à la mer Rouge par les lacs Amer, la vallée de l'Egarement entre Suez et Le Caire ; tout sera fait pour préparer ce qu'un fils d'un membre de l'expédition, Mathieu de Lesseps, qui resta quatre ans après le départ, engagera cinquante ans plus tard.

Bonaparte, lui, après l'échec de la campagne de Syrie, en juillet 1799, a les yeux rivés sur Paris. Un an plus tôt, après que ses vaisseaux furent brûlés à Aboukir, il avait déjà déclaré à son entourage : « Nous sommes ici dans un trop fou pays pour y rester. »

Dans dix mois d'ici, j'espère bien être parti et j'emmenai avec moi ceux qui se seront le plus distingués. Le 17 août, il franchit le blocus anglais avec ses fidèles, dont Monge et Berthollet. Moins d'un mois après son arrivée à Paris, c'est le 18 Brumaire. Peu de temps après, Monge est nommé sénateur à vie et le physicien Laplace ministre de l'intérieur.

Après le départ de Bonaparte et des autorités morales et scientifiques de la mission, chacun sent bien le retour proche et veut prendre date. La forme finale des publications est toujours incertaine. Aussi, on accumule : « As-tu beaucoup de dessins ? », s'écrivent-ils entre eux d'un bout à l'autre du pays. Les solidarités de corps jouent à plein : « Je vous remercie de l'offre de partage que vous me faites des antiques que vous avez recueillies à Monouff. Je désire que le voyage que je compte faire à Saccara, pendant que Lepère et Costelle y seront, me mette à même de pouvoir me plonger de générosité », écrit Villiers à son collègue des puits, Jollois, prêt à lui : « renvoyer l'ascenseur ».

Les chefs ont bien du mal à cadrer les travaux ; on pratique la chasse au dessin comme d'autres la chasse au papillon. On préfère, malgré sa spécialité d'origine, relever des hiéroglyphes plutôt que mesurer les dernières crues du Nil. Chacun se marque. Les clans se forment : « Son plan, écrit Saint-Hilaire à Cuvier à propos de Fourier, a été, par les sarcasmes injurieux, de prouver que tous ses collègues de l'Institut étaient des ignorants et que tous ses élèves alors ingénieurs civils avaient seuls quelques savoirs ». Après le départ de Monge et Berthollet, Kléber, devenu général en chef, fait cesser provisoirement les bisbilles en décrétant, en novembre 1799, que les travaux des différents savants seraient publiés en commun. Certains rebelles sont dénoncés par leurs petits camarades. « Cécile est décidé à ne rien livrer en Egypte de ce qu'il a fait. Du reste et d'autres sont dans les mêmes intentions », écrit Lancret, indigné, à Jollois.

Un autre se donne le beau rôle : « Je crois que tu conviens avec



moi que le gouvernement a des droits incontestables sur nos travaux. D'après ceux-là, si l'on nous demande la note de nos dessins, dans cette affaire comme dans les précédentes, nous montrerons tout notre désintéressement et, j'ose dire, tout notre esprit public. Et il ajoute, un rien faux jeter : « Quoiqu'on dise que nous en manquions. » Il faut ajouter que certains jouaient déjà les Malraux. Ici, on dérobe : « une belle cuvette placée près d'une mosquée », là, on repère une antiquité égyptienne ; mais, finalement, bien moins que durant la campagne d'Italie.

### Trancher les différends

Mérou, qui succède à Kléber après son assassinat en juin 1800, prend prétexte du blocus anglais pour révoquer les savants tous ensemble et lutter contre la rétention de documents. Il évite ainsi les publications personnelles de certains savants arrivés de France avant leurs collègues. A leur retour, en septembre 1802, l'autorité renforcée du Premier Consul permettra de trancher les derniers

différends. Dès janvier 1802, Berthollet, Laplace et Fourier avaient décidé de la forme définitive de l'ouvrage et rassembleront les documents au Dépôt de la guerre. La deuxième aventure, celle de la publication, pouvait commencer.

De ce qui précède, on aura compris que l'ouvrage final est avant tout le résultat, non d'un projet préalablement pensé, mais plutôt des compromis sur le terrain qu'un travail colossal de gravures va tenter de rendre cohérent et homogène. Neuf volumes in folio de textes et douze grands volumes d'illustrations qu'il vaut mieux être à deux pour manipuler. Vingt-cinq années d'efforts collectifs pour exécuter 900 planches, la plupart en noir, mais certaines en couleurs. Une élite de dessinateurs, de peintres, de mécaniciens, de typographes, et près de 400 graveurs.

Comme en 1803, le premier volume paraît en 1809. Mais l'ensemble ne fut terminé qu'en 1828. Des aléas financiers et politiques interrompent cinq fois l'avancement de l'ouvrage. La diffusion de la carte, secret militaire, retarde la première édition. Une

carte au cent-millième composée de 47 feuilles dont des planches entières, de part et d'autre de la vallée du Nil, représente impitoyablement des déserts et des mers que seuls les repères et les ordonnées des cartographes viennent troubler.

### Le regard de l'élite européenne

Les volumes de l'Antiquité sont le domaine des hiéroglyphes et des bas-reliefs. Les relevés des ingénieurs, ignorant la lecture des hiéroglyphes, reportant mécaniquement par des estampages soignés, munis du compas et de l'équerre, des bas-reliefs sans qu'aucune interprétation personnelle ne vienne infléchir le dessin, vont servir, jusqu'aux premières photographies de Maxime du Camp, de seule méthode de publication fiable des antiquités égyptiennes.

En soulevant les peitures, oot dévoile parfois les phallus dressés des divinités égyptiennes. Les ingénieurs de la République ont pas les pudeurs des archéologues des Beaux-Arts. Plus loin, des temples semi-ensevelis comme des paquebots échoués, dont des statues géantes figureraient à quelques dizaines de mètres de là les survivants endormis du naufrage des temps.

On pourrait mener un petit parallèle entre l'Encyclopédie de Diderot et la Description. Si cette dernière, commandée d'Etat, ne connaît pas la guerre commerciale et la diffusion de l'Encyclopédie, les points de vue entre les deux ouvrages sont souvent proches. Mêmes optimismes dans les planches des arts et métiers. Au « travail sans douleur » (5) des manufactures lumineuses de l'Encyclopédie répond un « pays sans misère », où les petits métiers du Caire ne sont pas ceux de la survie, mais ceux du pittoresque.

L'Encyclopédie avait pour objectif didactique de révéler à une nation ses industries humaines débarrassées de la main de Dieu et de son représentant sur terre, le roi ; la Description est le regard porté par une élite européenne sur un autre peuple. Elle prolonge le travail de l'Institut dont un des objectifs napoléoniens était d'apporter les Lumières à un pays barbare et son absence supposée d'identité présente. On a dit de l'Encyclopédie qu'elle a été la bombe à retardement de la Révolution française. Pour l'auteur palestinien-iranien Edward Said, l'Institut et la Description sont les machines infernales du colonialisme qui se mettent en place : « Un modèle d'appropriation vraiment scientifique d'une culture par une autre » (4).

Pour souligner l'hétérogénéité de la nation égyptienne qui justifie les conquêtes présentes et ultérieures, on divise, on classe, non

seulement les pierres, les végétaux, les monuments, mais aussi les hommes et les races : les « naturels d'Egypte » sont répertoriés en quatre classes par le chirurgien Leray : les Mamelouks (« leur caractère est fier, hardi, sans être cruel »), les Turcs (« leur caractère est moins vif et à quelque chose de cruel »), les Arabes (divisés entre trois races et plusieurs dizaines de tribus d'origine répertoriées) et enfin les Coptes (« les vrais Egyptiens, ce que l'examen des ardeurs zygomatiques et de la saillie des pommettes des momies dépouillées a permis d'établir »).

Des naturalistes appliquent le même regard sur tout objet. Geoffroy Saint-Hilaire en introduit la méthode : « L'homme accoutumé à juger de la nature vivante sur le petit nombre d'animaux qui font partie de son système social est en général disposé à ne trouver que dans ces modèles des formes assorties, des proportions harmonieuses, des mouvements d'un accord parfait et des fonctions faciles et naturelles ». Or rien n'est plus faux, la chauve-souris par exemple, animal bien négligé jusqu'alors, en offre un exemple. Sachez qu'il en existe 15 genres, ramifiables en 78 espèces, dont 8 pour la seule Egypte. Vous pourrez ainsi reconnaître l'oreillard vulgaire à l'entrée de la Grande Pyramide, dont la rousette affectionne particulièrement les chambrées. La minophylle préfère les petites pyramides de Guizeh. La pipistrelle squatte les catacombes de Thèbes, et le taphien, les Tombeaux des rois. Le rhinolophe a élu domicile à Denderah et le myotis de la Thébaine a de grandes oreilles.

Entre la réputation en dix-neuf points des idées reçues d'Hérodote sur les crocodiles du Nil et le recensement statistique des tribus bédouines, nos savants ont passés de l'amateurisme éclairé des Spectacles de la nature, de l'abbé Pluche, en huit volumes (1732), à la maladie de la sélection biénaire du 19<sup>e</sup> siècle qui engendra Darwin et Mendel, mais aussi les plus discutables dérivés ethnologiques de Renan ou ethno-archéologiques de Viollet-le-Duc. A leur décharge, on peut toujours croire que c'est parce qu'ils étaient au centre d'un carré millitaire, otages d'une armée d'occupation sous un soleil de plomb, que nos savants ont pu commencer à confondre sélection des espèces et des peuples.

- (1) Bernier, Avec Bonaparte en Egypte, Curandera 1981.
- (2) P. Jollois, Journal d'un ingénieur attaché à l'expédition d'Egypte, Paris, 1904.
- (3) Abderrahmane El-Jabarti, Journal d'un notable du Caire, Albin Michel 1979.
- (4) E. Said, L'Orientalisme, Le Seuil, 1980.
- (5) J. Proust, Le Monde du 5 juillet 1984.

## CHAHINE LE TOLÉRANT

« Ah non, vous n'allez pas encore m'arrêter en chemin de fer, n'est-ce pas ? » dit-il à son prochain qui m'interrogeait. L'accueil est plutôt bougon auprès d'un homme jeune encore mais au passé lourd de trente films et qui, à chaque nouvelle œuvre, donne l'impression de faire table rase de tout. Youssif Chahine se redonne vite quand il comprend que ce qui nous intéresse, cette fois, c'est son « rapport à l'Histoire », comme on dit maintenant. C'est vrai que si le grand public a paru apprécier le côté historique de certains de ses films, la critique a, en général, privilégié ce qu'elle a appelé les aspects « intimistes », « sociaux », « progressistes » ou que sais-je encore de mon travail. Mes références au passé ont souvent été mises au compte de la toile de fond et non du fond, à tort à mon avis, du moins pour certains de mes films.

Lesquels ? Djamilia l'Algérienne, biopic anticolonialiste de 1958 ; Saladin (1964), épopée médiévale ; la Terre (1968) ou le drame agraire égyptien dans les années 30-40 ; le Moineau (1972), décapage du régime nassérien, ou l'encre inéte Adieu Bonaparte ! D'autres encore ?

Le réalisateur réfléchit : « Evidemment Bonaparte paraît sans doute le plus achevé, le plus travaillé de mes films à historiques ». Nous avons, c'est vrai, quelquefois travaillé jusqu'à vingt-quatre heures par semaine au moment du tournage de Saladin je n'étais pas encore assez accepté, malgré une quinzaine de films à mon actif, pour avoir la maîtrise du scénario. Je

loin de là, puisque les questions qu'il soulève, comme celle des échanges entre l'Orient et l'Occident, restent d'une actualité étonnante, chez vous et chez nous, en cette fin de notre sombre siècle électronique ».

Dans son plus récent film comme dans tant de précédents, ce que Chahine cherche, « en fouillant et ressuscitant le passé, ce sont des exemples, des raisons de tolérance pour aujourd'hui ». Il s'arrête : « Je sais que vous n'avez guère ce mot de tolérance qui, comme l'a dit un de vos philosophes, induit trop souvent une sorte de condescendance (1). Il faudrait mieux parler de respect de l'autre, d'égalité dans la différence, mais, bref, le mot de tolérance est comode. Saladin a été en son temps araboisé partout comme un film à la gloire du Nasser et de l'unité arabe. Personne ne m'écouterait lorsque j'affirmais que c'était d'abord un film célébrant la tolérance. Je voulais rappeler, en même temps, le Coran et la critique pour la naissance de Jésus, le geste du sultan d'Egypte et de Syrie proclamant la trêve afin de permettre aux croisés assiégés de fêter Noël. C'est pas beau, ça ? ».

Certes, mais c'est également le moment de rappeler au créateur que Saladin, si populaire en Occident médiéval pour ses gestes chevaleresques, fut le même homme qui chassa les chrétiens orientaux de son administration... « Nul n'est parfait ! D'ailleurs au moment du tournage de Saladin je n'étais pas encore assez accepté, malgré une quinzaine de films à mon actif, pour avoir la maîtrise du scénario. Je

suppliai les scénaristes de trouver au sultan un seul petit défaut. En vain... »

Profiteons-en encore pour rappeler à Chahine que si, dans le cinéma arabe, les grandes figures historiques musulmanes sont ou tout noir ou tout blanc, les souverains ou chefs occidentaux, par exemple Philippe Auguste dans Saladin, sont en général montrés sous un jour totalement négatif : impies, cruels, cupides, efféminés, et on en passe. Alors le cinéaste : « On ne pourra pas dire cela pour Adieu Bonaparte, où la présentation des Français est nuancée, l'envahisseur pouvant aussi être un savant avide de faire bénéficier l'ennemi de son savoir. »

### Un café de l'an mil

Djamilia l'Algérienne est, en revanche, un film tout noir-tout blanc. « Oui, mais contrairement à ce que vous semblez penser, ce n'est pas un film historique du tout. Je l'ai fait à chaud, avec le talent et l'argent de l'actrice égyptienne Megda, parce que nous étions choqués au-delà de toute expression par la torture en Algérie. J'ai donc réalisé un film de propagande pour faire avancer une bonne cause. Djamilia m'a permis aussi, notamment à travers les réactions de Langlois (2) et d'autres Français, de tester combien le pluralisme était une notion fortement ancrée en France. C'est ce que j'apprécie chez vous : la tradition des Victor Hugo, des Cendrillon, cet officier général de Bonaparte qui, avec un jeune patriote égyptien en herbe, est au cœur de mon dernier film. » (Youssef Cha-

hine sait-il, comme nous le rappelaient récemment des intellectuels algériens, que Djamilia l'Algérienne, œuvre à la gloire d'une héroïne de la guerre d'indépendance, n'a jamais été projetée en circuit commercial en Algérie depuis l'émancipation de ce pays ?)

« Tout compte fait, conclut Chahine, le plus « historique » de mes films est peut-être Alexandria pourquoi ? ou, en 1979, au moment où on commençait un peu partout à travers le monde à remettre l'accent sur l'« intolérance » orientale, j'ai voulu prouver que nous sommes fort capables d'être tolérants, comme par exemple dans l'Alexandrie des années 40. Le drame de beaucoup de dirigeants arabes actuels, c'est sans doute qu'ils ne connaissent pas assez l'histoire de leur peuple ni celle de leurs prédécesseurs. »

Parmi ceux-ci, Chahine ne cite personne. Mais peut-être pensait-il à ce puissant café féminin, Aziz, qui régna au Caire au temps de Houssein Capet, à y a mille ans, et qui, action des historiens comme l'Egypto-Libanais Jacques Tagher, fut « le premier souverain musulman à prôner l'égalité parfaite entre les éléments différents formant une même nation ». Un bon sujet de film, en tout cas, pour Chahine le Tolerant.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

- (1) Jean Guisson a écrit : « La tolérance est une espèce de condescendance hypocrite. »
- (2) Henri Langlois (1914-1977), fondateur de la Cinémathèque française.



## L'ATTAQUE

par Heinrich Böll

Le jour se levait, tendre et souriant, avec son inexorable teinte rose, sur les formes grises et lasses accroupies dans leurs trous de terre ; d'abord quelques lueurs franchirent furtivement l'horizon, puis, rougeâtres et claires, s'enflèrent inégalement, comme répandues à pleines mains jusqu'à ce que la boule tout entière du soleil flottât librement au-dessus de la ligne lointaine par-delà le fleuve.

Ils se tapissaient, frissonnants, dans les tranchées fraîchement nuvertes et s'accrochaient leurs épaules frémissantes pour chasser le poids de la nuit... encore et encore... mais n'y parvenaient pas : c'était un jeu inutile, une entreprise insensée et absurde. Qui donc aurait pu ôter le poids pesant sur leurs épaules ? Ils regardaient tout autour d'eux avec des yeux battus à travers la clarté diffuse et inspectaient la position qu'ils venaient d'occuper dans la nuit. Ils campaient sur une petite crête face à un terrain accidenté qui remontait brusquement vers l'ouest jusqu'aux sombres forêts hostiles qui bordaient les berges abruptes du fleuve. Derrière eux, de rares taillis, un champ de tournesols labouré par les chars et, de nouveau, une forêt, une forêt verte plus claire ; mais cela avait si peu d'importance, car la terre restait la terre et la guerre restait la guerre.

La veille, ils avaient fait des kilomètres sous une chaleur torride, couverts de nuages de poussière montant des champs et des chemins craquelés et secs. Épuisés, ils avaient atteint la position prévue en titubant dans la pénombre, creusé péniblement avec leurs dernières forces - ah ! que de dernières forces il fallait avoir ! - leurs trous d'homme dans la terre et, sans sommeil, chancelants, trempés de sueur, assoiffés, ayant en tête d'énormes covies d'eau et de chaleur, ils s'étaient débattus contre le cauchemar de la longue nuit.

La rigidité impossible des formes grises s'anima avec une rapidité fantasmagorique lorsque quelqu'un apparut soudain avec toute une batterie de récipients de cuisine remplis d'eau et montra en souriant fièrement la direction où il avait été le chercher. « Elle est un peu sale », dit-il comme pour s'excuser, toujours en souriant. C'était un garçon pâle, emporté et croûté. Une meute sauvage s'éleva d'un bruit de casseroles. Une estafette sauta de trou en trou et dit, haletant : « Heure H : quatre heures quarante-cinq. Attaque : cinq heures quinze. » Mais les pensées de tous ceux qui étaient restés sur place ne tournaient qu'autour d'une seule chose : les gamelles pleines d'eau sale qu'ils portaient à leur bouche et qu'ils boiraient... boiraient... boiraient.

Ils arrachèrent les gamelles des mains de ceux qui revenaient de corvée et portèrent le métal froid à leurs lèvres tremblantes. Mais cette sensation indescriptiblement délicate, et pourtant élémentaire que procurait le fait de boire ne dura que quelques secondes après les longues heures de tourmente et d'attente ; les ventres vides n'accueillirent qu'avec répugnance cette bouillie sale et tiède. Une érection écoeuvante, le sentiment atroce de s'être souillé encore davantage, et rien d'autre que la conscience horrible d'avoir à courir à l'assaut avec un ventre plein d'eau froide et crasseuse !

Un peu avant cinq heures, le lieutenant au teint pâle passa devant les trous, expliquant encore une fois l'objectif, s'efforçant de dispenser quelques paroles réconfortantes, mais devant l'indifférence de ses hommes, il abandonna. Lorsque le tir préparatoire de l'artillerie fut déclenché, il se baissa instinctivement puis, comme la rafale s'élevait juste devant la position, il

sauta dans le trou le plus proche, l'air furieux, et hurla sur sa droite : « Faites passer - que Bauer tire le signal vert... C'est qu'ils nous canarderaient nous-mêmes avec le peu d'abus qui leur restent ! » La rafale suivante tomba un peu plus loin, aussi absurde que l'autre, dans le camp ennemi. Puis, cédant, la canonnade roula jusqu'à la forêt, fendit les arbres : dans un grondement lointain, on l'entendit crépiter dans la large vallée du fleuve.

Le lieutenant, dans son trou, regarda autour de lui ; ses yeux glissèrent, avec confusion, sur le visage impassible d'un vieux soldat et tombèrent sur un jeune conscrit qui, paralysé de peur par

Le jeune officier ne put retenir le tremblement de ses mains lorsqu'il alluma sa cigarette au bout incandescent de l'autre. Il aspira profondément la fumée, profondément, avec une satisfaction sauvage, presque nostalgique. Puis, gêné, il balbutia : « merci » et demanda en hésitant : « Dites donc, d'où les tenez-vous ? »

« Chapardées », répondit le soldat laconiquement. « Sinon, comment ? Dans les chars, cette nuit ? » Le lieutenant, brusquement effrayé, regarda autour de lui : « Les chars, où sont-ils donc ? Il est cinq heures trois... » Puis il hurla de nouveau en direction du trou le plus proche : « Que Bauer vienne... tout de suite... il y

venant de droite et de gauche : « Debout ! En avant ! En avant ! » La voix aigre monta dans le ciel comme un oiseau fragile, déchira le silence pesant. Les formes grises jaillirent hors de leurs trous et découvrirent, à droite et à gauche, l'interminable chaîne de la division telle un serpent qui ondula en direction de la forêt muette et hostile.

Le lieutenant marchait, en tête, à grands pas nerveux et regardait, inquiet, si la chaîne s'alignait à droite et à gauche. L'inclinaison du sol les entraînait et ils atteignirent le fond de la vallée. Paul ne s'éloignait pas du jeune soldat qui, hagard, passait son fusil d'une

main dans l'autre et s'efforçait nerveusement de maintenir les intervalles réglementaires. Seuls quelques hommes percevaient le bruit léger et sec des coups de feu. Brusquement, Paul se jeta à terre, entraînant avec lui le jeune soldat qui marchait sans se douter de rien... Alors, un violent rideau de feu et de fer s'abattit devant eux, soulevant la terre en tourbillons.

L'un après l'autre les coups décimèrent les rangs disloqués ; les grenades éclataient voluptueusement dans un ricanement ; on les entendait à peine arriver dans un doux frémissement, comme un mur se lézardant dans la terre. Elles éclataient devant eux, au beau milieu des corps gris figés. Miaulant et sifflant, brûlant et craquant, le silence féroce ouvrit sa gueule horrible et cracha la destruction. La misérable petite voix du lieutenant traversait les courts instants de répit : « Fusil-mitrailleur, par ici... Fusil-mitrailleur... » Brusquement, un homme se redressa en poussant un cri bref et affreux, et courut, ses bras et ses jambes s'agitant comme ceux d'une poupée mécanique, avec une vitesse folle vers la forêt ; il s'évanouit comme s'il était tombé dans un abîme.

Le premier choc décida du déroulement de l'attaque. A ce moment, on aurait encore pu, en un saut insensé mais courageux, se jeter à travers le rideau. Mais déjà l'instant décisif était passé et la rigidité de la peur avait fait le

reste : les formes grises étaient allongées comme sur l'égal d'un abattoir ; les cris des blessés ne cessaient de troubler affreusement les instants de répit. Paul avait attiré contre lui le jeune soldat comme s'il pouvait, par le contact de son propre corps, apaiser cette petite chose éperdue et gémissante. Il l'avait tiré dans l'un de ces cratères bizarrement plats et apparemment inoffensifs.

Et, de nouveau, tel un ange exterminateur, le silence retomba sur les corps gisants. Il s'amoncela sur eux comme une montagne de plomb et d'horreur. Les blessés eux-mêmes se turent un instant. Puis, le cri strident du lieutenant éclata une nouvelle fois :



la canonnade de sa propre artillerie, s'aplatissait contre la terre de la tranchée. On voyait ses épaules trembler, ses mains se joindre sur sa poitrine comme pour la prier. Le lieutenant le saisit par le bras avec un sourire forcé, le releva et lui dit en riant : « Allons, mon gars... Ce n'est pas dangereux... C'est notre propre préparation à l'attaque. » Et il lui expliqua, en quelques mots, la technique simple d'une attaque. Le jeune soldat, un petit paysan à la tête ronde, aux joues encore presque roses, aux cheveux bruns hérissés, contempla avec confiance le visage douloureusement crispé de l'officier, remit son calot qui avait glissé à terre et, obéissant, fit face à l'ennemi. Mais, à chaque nouveau coup de feu, il sursautait de frayeur.

**M**ACHINALEMENT, l'officier porta son regard sur la cigarette que fumait le vieux soldat et aspira, en reniflant, l'odeur tant aimée du tabac ; le soldat était maigre et barbu, son visage indifférent et froid. Il esquissa une grimace, une sorte de sourire bizarre, mi-maqueur, mi-compatissant : « Vous en voulez une ? » Il lui tendit tout le paquet puis, comme s'il venait brusquement d'en prendre la décision, sortit plusieurs paquets de sa poche et dit, impassible : « Faites-en distribuer une à tout le monde ! »

n une cigarette pour tout le monde !

Au cours du sinistre répit, l'artillerie gronda et crachota faiblement au-dessus d'eux. Les chars éclataient au loin, étrangement lumineux, derrière la forêt, là où devait se trouver le fleuve... le fleuve qu'ils devaient atteindre pour le moins, et, si possible, franchir. Mais il n'y avait pas un homme dans toute la division, y compris le général, pour croire qu'il pourrait seulement le voir.

Le soldat fit sauter le bout incandescent de sa cigarette, enfouit soigneusement le mégot dans sa poche, puis demanda, sarcastique : « Vous avez vraiment cru que les chars nous appuieraient ? » Le jeune visage du lieutenant se crispa sous l'effet d'une peur violente qui lui tomba dessus, tel un masque figé.

Il regarda fixement le soldat, murmura perdu : « Oui ! » Puis il sauta hors du trou et cria tout en courant : « Je vais voir... » Il était cinq heures et cinq minutes.

La canonnade augmenta un peu, s'enfla, plus menaçante et plus dangereuse, puis vint frapper de nouveau la forêt de ses coups brûlants. Le soldat se tourna vers le jeune conscrit qui tremblait toujours, le prit calmement par l'épaule et lui dit presque tendrement : « Bon, nous allons nous préparer... »

Il boucla tranquillement son ceinturon auquel pendait simple-

ment déjà dans sa propre lumière qui, chaude et claire, se répandait sur la terre sombre. Les soldats, à peine sortis de la froide étreinte de la nuit de mai, appréhendaient déjà la chaleur qui allait lentement augmenter et qui, devenue brûlante, mélangée à la poussière, serait aussi cruelle que le froid de la nuit.

Paul, le soldat maigre, le visage tendu par une rage aveugle, attrapa brusquement tout le bardo de la jeune recrue et le balança, à l'exception du fusil, derrière lui, le long de la pente douce. Il s'arrêta à bout de souffle, respira profondément et alluma une nouvelle cigarette. Le tremblement de son visage s'apaisa lentement ; voulant le rassurer, il tapota l'épaule du jeune soldat qui était rempli d'effroi et d'horreur, et lui dit : « Allons, t'es pas besoin de rien... Plus d'un s'est fait tuer à cause de tout ce bardo qui l'a empêché de courir assez vite vers l'arrière... Te fais pas de bile ! » Le jeune soldat jeta un regard effaré sur son attirail et voulut ouvrir la bouche : « Lieu. Lieutenant... » Mais Paul le fit taire d'un hochement énergique de la tête.

Le vacarme de l'artillerie se tut brusquement et pendant une demi-seconde un silence atroce tomba sur les lignes, puis, impulsive et bizarrement stridente, la voix claire du lieutenant s'éleva, s'unissant à des voix plus rudes

main dans l'autre et s'efforçait nerveusement de maintenir les intervalles réglementaires. Seuls quelques hommes percevaient le bruit léger et sec des coups de feu. Brusquement, Paul se jeta à terre, entraînant avec lui le jeune soldat qui marchait sans se douter de rien... Alors, un violent rideau de feu et de fer s'abattit devant eux, soulevant la terre en tourbillons.

L'un après l'autre les coups décimèrent les rangs disloqués ; les grenades éclataient voluptueusement dans un ricanement ; on les entendait à peine arriver dans un doux frémissement, comme un mur se lézardant dans la terre. Elles éclataient devant eux, au beau milieu des corps gris figés. Miaulant et sifflant, brûlant et craquant, le silence féroce ouvrit sa gueule horrible et cracha la destruction. La misérable petite voix du lieutenant traversait les courts instants de répit : « Fusil-mitrailleur, par ici... Fusil-mitrailleur... » Brusquement, un homme se redressa en poussant un cri bref et affreux, et courut, ses bras et ses jambes s'agitant comme ceux d'une poupée mécanique, avec une vitesse folle vers la forêt ; il s'évanouit comme s'il était tombé dans un abîme.

Le premier choc décida du déroulement de l'attaque. A ce moment, on aurait encore pu, en un saut insensé mais courageux, se jeter à travers le rideau. Mais déjà l'instant décisif était passé et la rigidité de la peur avait fait le

reste : les formes grises étaient allongées comme sur l'égal d'un abattoir ; les cris des blessés ne cessaient de troubler affreusement les instants de répit. Paul avait attiré contre lui le jeune soldat comme s'il pouvait, par le contact de son propre corps, apaiser cette petite chose éperdue et gémissante. Il l'avait tiré dans l'un de ces cratères bizarrement plats et apparemment inoffensifs.

Et, de nouveau, tel un ange exterminateur, le silence retomba sur les corps gisants. Il s'amoncela sur eux comme une montagne de plomb et d'horreur. Les blessés eux-mêmes se turent un instant. Puis, le cri strident du lieutenant éclata une nouvelle fois :

« Debout ! En avant ! En avant ! » Il se leva d'un bond, fit quelques pas en courant, puis s'écroula, impuissant et battant des bras.

Emergent de la forêt, des chars avancèrent avec un vrombissement sourd. La peur panique se relâcha. Les survivants se redressèrent avec des cris sauvages et s'élancèrent vers la hauteur, traînant avec eux des blessés qui hurlaient.

Paul secourut le jeune soldat, mais celui-ci ne bougeait plus : aucun éclat, aucune balle ne l'avait touché ; la peur avait étouffé son cœur d'enfant... et, même dans la mort, il continuait à trembler, doucement, docilement comme le vent qui, le matin, jouait autrefois dans les arbres devant la maison de son père.

Lorsque Paul, enfin, presque contre sa volonté, se mit à fuir devant les monstrueux engins qui approchaient en roulant, il dut sans cesse se retourner et regarder vers le bas, dans la vallée, le corps grisâtre du jeune soldat, silencieux et calme. Et il ne sut pas lui-même qu'il pleurait - qu'il pleurait à chaudes larmes, bien qu'il eût, déjà, vu tellement de morts.

Traduit de l'allemand par Elisabeth et René Wintzen.

© Heinrich Böll a obtenu le prix Nobel de littérature en 1972. Cette nouvelle est extraite du livre *Der Hest* ou *off night Heidelberg*, Lamm Verlag, 1979.

NEGOTIATIONS CO  
Paris se félicite  
Seul  
fer de l'être  
L'Allemagne a obtenu le prix Nobel de littérature en 1972. Cette nouvelle est extraite du livre *Der Hest* ou *off night Heidelberg*, Lamm Verlag, 1979.

1985